

MAHÉ
DE
LA BOURDONNAIS

GOUVERNEUR GÉNÉRAL
DES ILES DE FRANCE ET DE BOURBON
(1699 1753)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
Présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Pierre CREPIN

« Un pouvoir partagé fait que l'affaire
« de tout le monde n'est l'affaire de
« personne. »

MAHÉ DE LA BOURDONNAIS.

ÉDITIONS LEROUX
28, RUE BONAPARTE, 28
PARIS

1922

MAHÉ
DE
LA BOURDONNAIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026



Pin. Vaugouery Peint 1770.

MAHÉ

DE

LA BOURDONNAIS

GOUVERNEUR GÉNÉRAL
DES ILES DE FRANCE ET DE BOURBON
(1699-1753)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
Présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR
Pierre CREPIN

« Un pouvoir partagé fait que l'affaire
« de tout le monde n'est l'affaire de
« personne. »

MAHÉ DE LA BOURDONNAIS.



ÉDITIONS LEROUX
28, RUE BONAPARTE, 28
PARIS

CET OUVRAGE EST DÉDIÉ

A MON AMI

A MON FRÈRE

JEAN CORNUDET

Mort au champ d'honneur

LE DOCTEUR HENRI CREPIN

AVANT-PROPOS

Il ne convient pas d'étudier la colonisation de l'Ancien Régime avec la mentalité du xix^e siècle. On risquerait de se faire une opinion radicalement fausse des faits dont on suit le récit, faute de se dépouiller, en entreprenant ce travail, de toutes les idées modernes qu'on pourrait avoir sur la matière et dont l'influence déformerait le jugement.

Les notions qui régissent actuellement la formation et le fonctionnement d'un empire colonial étaient totalement inconnues des hommes de l'ancienne Europe ; ce que je vais dire pour la France est à peu de choses près exact pour tous les autres pays dits « colonisateurs ».

L'idée coloniale est née des grandes découvertes du xvi^e siècle. Les navigateurs, partis pour les Indes et qui avaient abordé soit en Amérique, par hasard, soit dans les Indes proprement dites, après avoir franchi le cap de Bonne-Espérance, revenaient les yeux encore pleins des spectacles qu'ils avaient pu contempler et ne se lassaient pas d'exposer combien ces voyages, aux contrées nouvelles, rapporteraient de richesses à ceux qui les entreprendraient.

Les expéditions coloniales furent donc des expéditions commerciales et les points où les commerçants établissaient des comptoirs étaient, simplement, des magasins généraux destinés à se vider, périodiquement, dans les vaisseaux chargés de transporter en Europe les denrées coloniales qui s'y vendaient un très haut prix. En principe, il n'y a donc que des particuliers aventureux qui cherchent à s'enrichir par le commerce.

Mais, comment s'expliquent les Compagnies à Monopole et l'ingérence des monarques dans les affaires commerciales coloniales ? car, au *xvii^e* siècle, les sociétés par actions, dites Compagnies des Indes, existent en Hollande et en Angleterre, par exemple, aussi bien qu'en France, et ce sont des compagnies à monopole.

Dans chaque État, une seule Compagnie des Indes Orientales a le droit d'exister, de même qu'une seule Compagnie des Indes Occidentales. Cela découle du même état de fait qui força les commerçants, allant en Orient à travers l'Asie Mineure, de se former en caravanes.

L'étendue des mers n'était alors pas plus sûre que n'étaient les déserts sillonnés par les nomades. Pirates et corsaires coulaient impunément les navires isolés. Les brigands de la mer étaient d'ailleurs aidés par les autres navires de commerce, le droit international n'existant pas, et tout navire étranger étant considéré comme un navire ennemi. On ne savait d'ailleurs jamais si l'on ne se trouvait pas en état de guerre avec la nation sous le pavillon de laquelle

naviguait le navire rencontré puisque les voyages, qui maintenant se font en quatre ou cinq semaines, demandaient huit ou dix mois. Tous ces aléas commandaient donc aux navires d'une même nation de faire bloc les uns avec les autres. La liberté du commerce dans les colonies aurait été aussi impraticable, alors, que la libre concurrence des chemins de fer, aujourd'hui.

Ce but uniquement commercial une fois connu, on s'explique difficilement, à notre époque, l'immixtion du roi de France dans une société par actions comme la Compagnie des Indes. De nos jours, il serait tout à fait impossible à un chef d'État de lier partie avec une société industrielle comme le faisait, par exemple, Louis XIV, en 1664.

Pour étudier cette question, il faut complètement laisser de côté nos idées modernes sur les sociétés par actions et nous plonger dans l'état d'esprit féodal; car on oublie trop souvent que l'organisation féodale est demeurée parfaitement vivante en France, jusqu'à la nuit du 4 août, dans tous les domaines de l'activité humaine, aussi bien dans le droit privé, que dans le droit public, et que dans l'organisation coloniale.

Je viens d'écrire que le seul but poursuivi par les Compagnies de colonisation était un but commercial, mais c'était un but commercial à courte vue. Au dessus des Compagnies de Colonisation il y avait le roi qui, lui aussi, avait un but commercial mais un but commercial à longue vue.

Un royaume, dans l'ancienne Europe, c'est, appar-

tenant à une dynastie, une propriété spéciale grevée de différentes charges, pourvue de certaines prérogatives, mais c'est une propriété au même titre que la maison du bourgeois est sa propriété. De cette propriété le roi tire des richesses qui servent à la prospérité de l'État avec lequel il est confondu. Il est l'état personnifié et, plus le roi-État sera riche, plus grande figure il fera vis-à-vis des autres puissances. Pour qu'il soit riche, il faut que sa propriété, son royaume, lui rapporte et pour cela il faut que ses sujets, ces propriétaires inférieurs s'enrichissent. Il doit donc les favoriser pour qu'ils puissent mieux coopérer à la grandeur de l'État.

Le roi va donc forcément devenir un colonial : le premier colonial. Alors que la Compagnie à monopole ne cherchera qu'à obtenir au bout de chaque année, un chiffre, toujours croissant de bénéfices, lui, le roi, voit forcément plus loin : il s'attachera à mettre la haute main sur de nouveaux territoires où il établira ses sujets et par lesquels il prolongera au loin sa vaste propriété d'Europe. Ces territoires éloignés, il va leur appliquer le régime féodal et ce régime va avoir l'incalculable avantage de lui permettre de coloniser sans bourse délier.

En effet, la Compagnie de colonisation représente, dans la hiérarchie féodale, un seigneur possesseur en fief des territoires coloniaux formant ses comptoirs. Elle a sur eux, haute et basse justice. Ses conseils provinciaux sont des cours de justice. Elle dispose d'une armée qu'elle lève et entretient à ses frais et qui sert à défendre ses sujets ; car les colons, arrivés

sur les domaines de la Compagnie, sont ses vassaux, c'est elle qui leur distribue des terres et c'est d'elle seule qu'ils relèvent.

Quant au roi, il est Suzerain de la Compagnie, seigneur fictif, et parce qu'il a affaire à un seigneur fictif, il a sur elle une espèce de garde noble ; il a droit de regard sur son administration, il nomme les fonctionnaires que la Compagnie prend à son service. Il apporte l'autorité du chef unique dans un directoire exécutif.

La preuve de cette organisation féodale se trouve explicitement exposée dans le privilège accordé par Louis XIV à la Compagnie des Indes de pouvoir « bailler les terres de ladite isle (il s'agit de Madagascar) et autres à eux concédées par les lettres de « Déclarations, à telles personnes que bon leur semblera, sous des titres honorables de marquisats, « comtés, vicomtés, baronnies, chastellenies, avec « justice haute, moyenne et basse, droit de présentation aux bénéfices, vacations advenant, pouvoir « d'y bâtir des maisons, châteaux et pont levis, afin « de se fortifier ès dits lieux, les décorer et les rendre « plus avantageux pour ledit établissement ; à la « charge que les lettres d'érection et de concession « des titres et qualités des dites terres aont ils « viendront avec les particuliers avec lesquels ils « feront contrats, seront registrées au Conseil souverain de ladite isle ; et pourront les propriétaires « des dites terres, après avoir demeuré cinq ans « actuellement en ladite isle, étant de retour en « France, prendre les titres et qualités des dites terres

« et porter les armes qui y sont attribuées, tout ainsi
« que ceux qui ont des terres avec pareils titres dans
« le royaume ¹. » Et pour compléter ces dispositions
Louis XIV édicta que les rois indigènes de Madagascar
qui viendraient prêter le serment de vassalité
à la Compagnie recevraient des titres de ducs et de
princes.

Cet exemple est l'application des principes généraux
qui présidaient à la colonisation dans l'ancienne France.
L'idée féodale avait l'avantage de l'économie. Elle avait
aussi le grave inconvénient de créer des conflits de pouvoir
constants entre la Compagnie, Suzerain direct, et l'officier,
fonctionnaire de cette Compagnie, mais qui, ayant été placé
dans son poste par le roi, reçoit également des ordres du
Roi.

Pour qu'une entreprise coloniale réussisse il faut donc
qu'il y ait complète communion d'idées entre trois personnes :
1^o l'agent d'exécution ; 2^o les directeurs ; 3^o le Roi. Seul,
l'agent d'exécution connaît « le local » (pour employer une
expression de l'époque) mais il peut ne pas avoir d'idées très
justes s'il n'a pas le tempérament colonial. Les directeurs,
en général, n'ont jamais été dans les colonies sauf quelques-uns
dont les vues plus nettes sont pourtant influencées par des
visées personnelles. Les uns comme les autres ne pensent
d'ailleurs qu'à leur commerce. Enfin, le Roi veut faire grand
mais, si

1. Relation de l'établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes Orientales par Charpentier, académicien, 1665.

le gouverneur est avec lui, il se heurte à la mauvaise volonté des directeurs, et si le gouverneur est contre lui, son impuissance est encore plus complète. En somme tout le mal vient de la confusion des pouvoirs.

La Bourdonnais en a été victime et s'il ne l'avait pas été il aurait échappé miraculeusement à la règle qui veut que les officiers placés entre le Roi et la Compagnie soient brisés entre ces deux forces contradictoires.

J'ai essayé, dans l'étude qui va suivre, d'exposer la situation de La Bourdonnais dans l'affaire de Madras et de montrer qu'il pouvait difficilement agir autrement qu'il ne l'a fait eu égard aux impérieuses circonstances de fait et à son caractère que je m'efforcerai de mettre en lumière.

Il ne faut pas charger outre mesure la mémoire de nos grands Coloniaux de l'Ancienne France. L'universalité même des malentendus coloniaux est une preuve que les responsabilités personnelles doivent être très atténuées. Étudier le conflit Dupleix-La Bourdonnais avec les seuls renseignements les concernant, ne donne pas une notion exacte des choses. C'est en s'enfonçant dans l'histoire coloniale tout entière que la rencontre, à chaque pas, de conflits semblables, aboutissant chaque fois à des désastres semblables, permet de se rendre compte que, dans la plupart des cas, il suffit de changer le nom propre pour exposer indifféremment le désaccord de celui-ci avec celui-là, ou de cet autre officier avec cet autre commerçant.

Dupleix a joué tour à tour les deux rôles de cette tragédie tant de fois répétée. Rôle de marchand en face de La Bourdonnais : et il triomphe, rôle du grand colonial en face des marchands lorsqu'il eut un plan politique arrêté : et il succombe.

A l'appui de ce que j'avance, je demande la permission au lecteur de citer ici un texte moderne écrit, il y a une quarantaine d'années à propos du conflit qui divisa, à Madagascar, Montdevergne et Caron envoyés l'un par Louis XIV, l'autre par la Compagnie des Indes de 1664¹.

L'historien moderne qui étudia, dans les archives des colonies, les caractères de Montdevergne et de Caron s'exprime ainsi :

« Sous des dehors modestes et pleins de réserves,
« Caron, l'un des deux directeurs de la Compagnie
« des Indes, cachait un orgueil et une ambition
« incommensurables... Cet homme n'admettait que
« les choses du commerce ; aussi était-il enclin de
« parti pris à un dédain, qu'il ne cherchait pas à
« dissimuler, pour les militaires, les considérant
« comme de coûteux instruments d'exécution, et
« déclarant à chaque occasion qu'on devrait, le plus
« possible, essayer de s'en passer. Caron avait rêvé
« pour lui, dans la Compagnie Française, la situation,
« qu'avait dans les Indes, le gouverneur de la Com-
« pagnie Hollandaise, c'est-à-dire que, n'ambition-
« nant pas seulement de diriger en maître toutes
« les affaires commerciales de la Compagnie, il pré-

1. Pauliat. *Louis XIV et la Compagnie des Indes*, page 296.

« tendait commander en outre à toutes les forces de
« terre ou de mer que la métropole entretiendrait
« là-bas.

« On pense comme de pareilles visées étaient de
« nature à s'harmoniser avec le tempérament de
« Montdevergne. Montdevergne, soldat de fortune
« et d'honneur, prêt à tous les sacrifices, de sa vie
« comme de ses biens, pour le service du Roi ou de
« l'État, et qui naturellement devait tenir dans la
« plus piètre estime des hommes du genre de Caron
« ne courant de dangers que derrière leurs comp-
« toirs et travaillant beaucoup moins pour la gloire
« que pour l'argent. Il fallait évidemment s'at-
« tendre à ce que lui, dépositaire de l'autorité du roi
« et son lieutenant dans les Indes, homme de nais-
« sance et chef d'armée, fut peu d'humeur à se laisser
« subalterniser à un degré quelconque, par un de ces
« particuliers que, dans le langage de l'époque, on
« appelait dédaigneusement des marchands. »

Et voilà un demi-siècle plus tôt, l'histoire de Dupleix et de La Bourdonnais. Montdevergne, arrêté comme le devait être plus tard La Bourdonnais, mourut en prison d'une attaque d'apoplexie qui put être évitée pour celui-ci.

D'ailleurs, il est de règle que dans les conflits coloniaux les accusés succombent ; ils sont généralement condamnés, bien souvent injustement, car on est enclin, à leur époque, à pousser au noir leurs défaillances. Pour La Bourdonnais, nous avons un acquittement. Je me réserve d'exposer en son temps dans cette étude, que la composition même de la

commission extraordinaire chargée de juger l'ancien gouverneur, la haine que lui vouait le parti de la Pompadour alors tout puissant, étaient d'importants facteurs qui travaillaient à sa condamnation. Et pourtant La Bourdonnais fut déchargé de toute accusation dans une affaire où l'on était toujours condamné. J'espère prouver qu'il ne pouvait pas l'être et que la postérité ne peut, elle non plus, douter de ce grand serviteur de la Patrie.

INTRODUCTION

On est surpris, à la lecture des ouvrages consacrés jusqu'à ce jour à La Bourdonnais, de ne rencontrer que des opinions extrêmes ou tout à la louange du Malouin ou employant à son endroit les plus violents qualificatifs.

Ceci vient de ce fait, que ces écrivains ont tous été influencés par une cause, préexistante à leur ouvrage, et qu'ils ont laissé trop facilement peser de tout son poids sur leur opinion finale. On peut ranger ces auteurs en deux catégories : 1^o les admirateurs de La Bourdonnais presque tous Mauriciens et qui n'ont vu La Bourdonnais que sous les traits du bienfaiteur de l'île Maurice ; 2^o les ennemis de La Bourdonnais qui sont en grande majorité les admirateurs de Dupleix et qui présentent cette caractéristique que ce sont des Français de France alors que les autres sont des Français des Colonies.

Les amis Mauriciens se sont donc contentés d'exalter La Bourdonnais en étudiant son œuvre à Maurice et en chargeant Dupleix de leur exécution. Par contre les écrivains français qui ont étudié Dupleix,

ont laissé tout à fait de côté, dans leur étude accessible de La Bourdonnais, la partie de la vie du Malouin que les Mauriciens ont exclusivement étudiée.

Entre ces deux opinions extrêmes, il y avait donc place pour la mise au point d'une opinion plus exactement historique. Il va sans dire que c'est par l'étude des seuls documents de première main (manuscripts des archives ou mémoires de témoins oculaires) que je devais me faire cette opinion.

J'ai retrouvé dans les manuscrits contemporains de La Bourdonnais les deux clans violemment affirmatifs : les uns pour approuver et les autres pour accuser La Bourdonnais. Heureusement j'ai rencontré aussi quelques rares témoignages désintéressés qui m'ont servi à vérifier certains autres témoignages.

Mais la plupart du temps cette opinion d'un tiers m'a manqué à cause de la situation très particulière occupée par La Bourdonnais d'une part et par Duplex de l'autre. Prenons par exemple les plaintes portées contre La Bourdonnais à Maurice. Qu'y a-t-il en présence ? — Le plaignant, qui peut être un inconnu ; le Conseil colonial, que le plaignant peut déclarer complètement soumis au gouverneur ; enfin ce gouverneur, La Bourdonnais, qu'on dit le tyran de sa colonie. Le débat se déplace-t-il et La Bourdonnais vient-il se défendre à Paris ? On trouve sa défense ; la trace que le cardinal Fleury lui donne gain de cause ; mais, ajoutent ses ennemis, la preuve

qu'il est protégé par le contrôleur général Orry contre vents et marées.

Cette carence de documents irréfragables, je l'ai constatée surtout dans deux circonstances où ces textes primordiaux étaient de toute première importance : je veux parler des pièces du procès et du dossier individuel de La Bourdonnais.

Le procès criminel extraordinaire, intenté contre La Bourdonnais devant la Chambre de l'Arsenal, devait former un dossier considérable puisque les contemporains parlent de 2 à 300 témoins entendus. Je ne sache pas que la procédure au XVIII^e siècle fut moins paperassière qu'aujourd'hui. Or de cet amoncellement de papiers il ne reste rien.

Aux Archives Nationales il existe un fond Z^{1m} contenant les papiers du baillage de l'Arsenal. Au catalogue, sous le numéro 30 se trouve indiquée la série des pièces d'instruction des procès criminels jugés par la Chambre de l'Arsenal de 1690 à 1760. C'est donc dans ce carton que je devais trouver les pièces du dossier La Bourdonnais. J'en ai feuilleté tous les documents et j'ai pu constater que de 1740 à 1752, il n'y a pas une feuille de papier se rapportant à des procès criminels extraordinaires. Le procès La Bourdonnais ayant été instruit de 1748 à 1751 devait se trouver là. Il est perdu. J'ai fait des recherches durant plus de deux ans aux Archives Nationales, à la Bibliothèque Nationale, à la Bibliothèque de l'Arsenal ; j'ai été aidé et conseillé avec le plus aimable empressement par les archivistes de nos grands dépôts, auxquels il m'est particulière-

ment agréable de rendre ici un reconnaissant hommage. Le dossier est demeuré introuvable ¹.

Et ce n'est pas tout. La première chose à faire pour avoir des renseignements impartiaux sur La Bourdonnais était de se reporter à son dossier personnel-individuel.

Aux dossiers personnels-individuels de la Marine et des Colonies actuellement aux Archives Nationales, le dossier Mahé de La Bourdonnais manque. S'il m'a été impossible de le retrouver, je sais tout au moins depuis quand, approximativement, il a disparu. En effet, le 26 juin 1865, il existait encore. J'en ai la preuve par un bordereau de cette date constatant le prélèvement, à ce dossier personnel-individuel, de 7 pièces, d'ailleurs du plus haut intérêt et qui, elles aussi, ont disparu sauf une ².

1. Je signale ici qu'il existe au catalogue général des Archives Nationales au mot Mahé de La Bourdonnais l'indication que les pièces de son procès se trouvent sous la cote X^{2B} 1394. C'est une grossière confusion : l'affaire qui se trouve au carton indiqué eut lieu 10 ans après la mort de La Bourdonnais ; c'est une instruction sur plainte de M^{me} V^{ve} de La Bourdonnais contre le s^r Pierre-François Desveau-Dumorier, tuteur des enfants de La Bourdonnais, poursuivi pour faux.

2. Voici d'après le bordereau les pièces égarées :

— 1741. Mémoire contenant les détails sur l'expédition entreprise contre Madras.

— 25 septembre 1747. Lettre de M. de Ranché sur La Bourdonnais.

— 10 novembre 1748. Lettre de M. de Fontbrune, où il est question du combat de Mahé de La Bourdonnais contre les Anglais pendant l'expédition de Madras (de Fontbrune, commandant l'infanterie de l'expédition, est un témoin particulièrement qualifié).

— 1^{er} mars 1748. Lettre datée de Lorient adressée à M^{me} Dou-

Fallait-il devant l'absence de ces documents principaux abandonner mon œuvre ? — Je ne l'ai pas cru. Il nous reste encore suffisamment de pièces originales sur la vie de La Bourdonnais pour tenter la restitution de cette grande figure avec quelque exactitude. Sans doute le dossier personnel de La Bourdonnais m'a fait grandement défaut, mais, en ce qui concerne son procès, j'ai pu en suivre l'instruction au jour le jour : 1^o par un résumé de tous les actes de procédure depuis son arrestation jusqu'à son jugement (manuscrit ajouté au mémoire pour le sieur de La Bourdonnais — Bibliothèque Nationale Fm4^o 15825 et signé par le greffier de la Commission); 2^o par les renseignements que m'ont fournis les archives de la Bastille conservées à la bibliothèque de l'Arsenal. Enfin j'ai pu me rendre compte de l'état d'esprit du public pendant l'instruction du procès en lisant les mémoires de l'époque en particulier ceux du marquis d'Argenson, du duc de Luynes et de l'homme de lettres Collé.

C'est aussi dans les mémoires du temps que je

blet à Paris (peut-être la femme d'un des juges de La Bourdonnais : Doublet de Persan) contenant des appréciations sur Mahé de La Bourdonnais, son caractère, ses travaux, etc.

— 12 juillet 1745. Lettre de Mahé de La Bourdonnais sur le coton.

— 10 septembre 1738. Extrait d'une lettre écrite à M. de La Bourdonnais au sujet des reproches de prévarication.

La pièce qui se trouve aux Archives Nationales sous la cote C⁷ 155, marine ancienne, est une lettre du 26 septembre 1747 écrite par M. de Caylus à son frère pour lui recommander La Bourdonnais.

me suis fait une opinion sur les protecteurs de La Bourdonnais, le contrôleur Orry et son frère Orry de Fulvy. Je ne les ai pas trouvés si noirs que les ennemis de La Bourdonnais se complaisaient à les dépeindre.

Sur l'affaire de Madras elle-même je me suis efforcé de puiser, autant que possible, à des sources impartiales. Le récit de l'expédition m'a été fourni par le Chevalier de Rostaing, témoin oculaire, qui commandait l'artillerie de l'escadre. Quant aux démêlés quotidiens de Dupleix et de La Bourdonnais, je considère qu'ils s'éclairent d'une façon très remarquable par le journal du courtier indou Anandarangapoullé. Ce manuscrit tamoul, découvert à Pondichéry en 1846 par M. Gallois-Montbrun, n'était pas destiné à la publication par son auteur. Il est rédigé au jour le jour et rien ne permet d'en suspecter la véracité, de nombreux renseignements qu'il donne ayant été facilement vérifiés et reconnus exacts. Je l'ai consulté dans la traduction qu'en a donné M. Julien Vinson.

Enfin sur l'ensemble de la vie de La Bourdonnais et de l'expédition de Madras, j'ai trouvé de nombreux renseignements dans la Correspondance générale des archives des Colonies. Ce sont d'ailleurs les registres de cette correspondance générale qui forment le fond de ma documentation ; là où je ne signale pas d'autres sources, les Archives des Colonies doivent être mises en cause.

Le lieutenant-colonel Malleson ayant écrit qu'à l'India House de Londres, à la Law-Case n° 31, se

trouve la preuve de la trahison de La Bourdonnais, nombre d'historiens de la fin du ^{xix}^e siècle ont adopté cette affirmation comme parole d'Évangile. Pour moi, j'ai fait copier à l'India House, par l'entremise du Ministère des Affaires Étrangères¹, la cote 31 de la Law Case. On trouvera dans le courant de ce volume la discussion de ce document soi-disant écrasant pour La Bourdonnais.

Je dois encore au lecteur quelques explications sur l'orthographe de certains noms propres. Il est courant de rencontrer dans les documents originaux une variété déconcertante dans les transcriptions orthographiques des noms Indous entendus vraisemblablement plutôt que lus. Force m'a été de faire un choix et de donner une fois pour toutes la même orthographe au nom d'un même personnage. J'ai, pour me rapprocher le plus possible de la vérité, adopté la forme employée par les auteurs les plus qualifiés par leurs connaissances particulières des grammaires indoustaniques. Ainsi j'ai appelé le gendre de Dost-Ali-Khan, Chandaçahib au lieu de Sandersaeb ou même Sandersaève parce que c'est ainsi que l'appelle Julien Vinson, professeur à l'École des Langues Orientales.

1. Qu'il me soit permis de remercier ici bien vivement M. Bonzon, notre consul général à Londres, pour l'aide précieuse qu'il m'a donnée sur place, afin d'accélérer cette copie lentement administrative.

BIBLIOGRAPHIE

MANUSCRITS

I. ARCHIVES DU MINISTÈRE DES COLONIES

- 1^o Série C². *Archives de l'Inde*, 68 à 82 ;
- Série C³. *Archives de l'île Bourbon* de 1 à 4 ;
- Série C⁴. *Archives de l'île de France* de 1 à 6 ;
- 2^o Série G¹. *Registre de l'état civil*.
Etat civil de l'île de France. Port-Louis, n^o 114.

II. ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA MARINE

- 1^o Série B. — Cote B⁴ 59 (*manuscrit anonyme du Journal du Capitaine de Rostaing*).
- Série C. Cote C⁷ 155.

III ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- 1^o France (*Affaires intérieures*, 600), 1340 ;
- 2^o Asie (*Indes orientales*), 2, 3, 6, 12.

IV. ARCHIVES DE LA SECTION TECHNIQUE DU GÉNIE

Places étrangères, carton n^o 141. *Ile de France*.

V. BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL. — MANUSCRITS

- 1^o Reg. 4.743-4.744. — *Correspondance de Dupleix*.
- 2^o *Archives de la Bastille*, n^{os} 11.482, 11.651, 11.714, 11.720, 12.492, 12.495, 12.504, 12.518.
- Saint-Lazare*, n^o 11.139.

VI. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — DÉPARTEMENT
DES MANUSCRITS

- 1^o Documents généalogiques : *Mahé*, pièces originales n^o 1.793 ;
carrés d'Hozier n^o 398 ; *nouveaux d'Hozier* n^o 218 ; *dossiers*
bleus n^o 494 ; *Cherin* n^o 127.
2^o Fonds français, nouvelles acquisitions n^o 9344 : *Correspondance*
de La Bourdonnais et de quelques autres.

VII. ARCHIVES DE L'INDIA HOUSE DE LONDRES. — Law Case n^o 31.

DOCUMENTS IMPRIMÉS

LES FRANÇAIS DANS L'INDE. JOURNAL D'ANANDARANGAPOULLÉ.
Extraits traduits et annotés par Julien Vinson. Paris, Ernest
Leroux, 1894, vol. in-8^o.

Cette chronique, primordiale pour l'étude du conflit Dupleix-La Bourdonnais, a été étudiée de près par M. Julien Vinson qui est certainement une des personnes les plus qualifiées pour en comprendre la valeur.

Professeur à l'École des Langues orientales, M. Vinson a passé toute sa jeunesse à Pondichéry. C'est un des Français qui connaissent le mieux l'Inde.

Je crois donc utile de transcrire simplement ici ce qu'il dit lui-même de la fameuse chronique, dans l'introduction de son volume (p. LXX à LXXIII) :

« Ce journal a été écrit, au jour le jour, par un homme qui a
« été mêlé de très près, heure par heure, à la vie du grand Gou-
« verneur, et dont l'existence, par une coïncidence remarquable,
« a suivi très exactement la marche ascendante et la décadence
« de notre influence dans l'Inde. Anandarangapoullé, l'auteur
« de cette chronique, est né en 1709, comme notre colonie pre-
« nait son essor ; il occupa une haute position sous Dupleix,
« au maximum de notre puissance, et mourut le 11 janvier 1761,
« quatre jours avant la capitulation de Pondichéry.

« La Chronique d'Anandarangapoullé est encore à peu près
« entièrement inédite. Les manuscrits dont elle se compose ont
« été découverts à Pondichéry, en 1846, par M. A. Gallois-

« Montbrun, qui devint plus tard le chef du service des Contri-
 « butions et qui s'occupait beaucoup d'études littéraires tamoules;
 « il faisait rechercher les vieux manuscrits en langues du pays
 « qui pouvaient se rencontrer dans la ville indienne. C'est ainsi
 « qu'il fut amené à découvrir, dans une maison qu'habitaient
 « les descendants de l'ancien courtier de la Compagnie des
 « Indes, un nombre fort important de registres contenant des
 « documents historiques d'une très grande valeur. Il fit copier,
 « pour sa collection particulière, tous ces documents, dont
 « M. Édouard Ariel, ancien élève d'Eugène Burnouf, secrétaire
 « du Conseil du Gouvernement de Pondichéry, fit également
 « prendre copie. Une vingtaine d'années après, M. F.-N. Lande,
 « procureur général, fit encore copier, pour son usage personnel,
 « une partie de ces documents. J'ignore ce qu'est devenue la
 « copie de M. Lande ; celle de M. Gallois-Montbrun a été déposée
 « à la bibliothèque publique de Pondichéry par son fils, maire
 « de la ville ; celle de M. Ariel fait aujourd'hui partie du fonds
 « tamoul de la bibliothèque Nationale à Paris.

« Ces documents forment seize volumes, grand in-folio, qui
 « portent les numéros 143 à 158 du catalogue du fonds tamoul ;
 « la copie est faite avec soin, parfois bien collationnée et presque
 « toujours très lisible. »

« Anandarangapoullé était né à Madras, le 30 mars 1709,
 « qui correspond à l'année indienne Sarvadhâri, mois de Phal-
 « guna, vingt et unième jour, samedi, cinquième jour de la lune.
 « Son père, Tirouvêngadapoullé, vint s'établir à Pondichéry
 « peu après ; en 1714, nous l'avons vu mêlé aux mouvements
 « occasionnés par les entraves qu'on voulait apporter à l'exer-
 « cice des cultes indigènes ; en 1721, il fut nommé courtier
 « adjoint de la Compagnie ; le courtier titulaire était un certain
 « Gourouvappamodély qui était venu en France, qu'on y avait
 « baptisé solennellement (Louis XIV lui avait servi de parrain)
 « et qu'on avait anobli en lui conférant le titre de chevalier.
 « Le courtier, appelé d'abord *modéliar* (proprement *mudaliyâr*,
 « de *mudal*, « premier »), était en quelque sorte l'agent général
 « de la Compagnie des Indes, l'intermédiaire entre elle et les
 « indigènes. Plus tard, le titre français de courtier fut remplacé

« par l'appellation persane de diwân, divan... Après « le chevalier « Gourouvappa », le courtier titulaire fut un nommé Pedro « Canagarâyamodély, qui mourut en 1746. Anandarangapoullé « fut appelé à le remplacer vers la fin de 1747. Il occupa ces « fonctions jusqu'en 1756 ; à cette époque, il fut écarté par le « nouveau gouverneur, M. Duval de Leyrit. Il mourut le 11 jan-
v. 1761, quatre jours avant la capitulation de Pondichéry.

« C'est surtout de 1746 à 1756 que sa Chronique offre de l'in-
térêt. Pendant cette période, il a vu de près tous les person-
nages qui ont paru sur la scène politique ; il a été mêlé à tous
les événements, à toutes les négociations. Aussi fut-il comblé
d'honneurs par les potentats indigènes : en 1749, Muzaffar-
djang le nomma mansubdar de 3.000 chevaux, titre qui,
du temps d'Akbar, lui aurait assuré un traitement annuel
de 204.000 roupies (510.000 fr.). Quelque temps après, il reçut
le titre de Vezardarâyavidjaya et chargé, comme jagirdâr,
du commandement du fort et du district de Chinglepett.
Enfin, en 1755, il devint le « Chef des Malabars » de Pondi-
chéry. »

Et plus loin (p. LXXVII), M. Vinson ajoute :

« Anandarangapoullé écrivait ou dictait évidemment jour
par jour ce qu'il avait fait, vu ou appris, et la longueur de cer-
taines « journées » laisse supposer qu'il devait y consacrer
parfois de longues heures. La précision et la minutie des détails
montrent l'exactitude générale du récit qui est d'ailleurs
confirmé, quand la vérification est possible, par les mémoires
publiés au dernier siècle en Europe. » (L'édition est de 1894.)

E. LENNEL DE LA FARELLE. *Mémoire du chevalier de La Farelle
sur la prise de Mahé* (1725). Paris, Challamel aîné, 1887,
1 vol. in-8°.

Cette étude de 153 pages est l'œuvre d'un descendant du che-
valier de La Farelle. M. Lennel, qui releva le nom de La Farelle,
a voulu mettre pleinement en valeur le rôle important joué
par son ancêtre lors de l'expédition de Mahé de 1725. Il a réuni
avec le mémoire ancien du chevalier, différents rapports trouvés
dans la correspondance générale des Archives des Colonies.
L'auteur n'aime pas La Bourdonnais auquel il ne pardonne pas
de s'être attribué, dans son mémoire justificatif de 1748, une

importance exagérée dans les opérations du siège. L'ancêtre lui-même, le chevalier de La Farelle, ami intime de Duplex, n'était peut-être pas très lié avec La Bourdonnais.

DE ROSTAING. *Journal du voyage fait aux Indes sur l'escadre française armée en guerre, sortie de l'Île de France sous les ordres de M. Mahé de La Bourdonnais.*

Ce journal manuscrit et anonyme existe aux Archives de la Marine sous la cote B⁴ 59.

Dès l'époque à laquelle ce rapport fut fait, l'œuvre de M. de Rostaing fut jugée digne de l'impression. Le journal a été publié à Bruxelles en 1766 dans un petit volume in-16 intitulé : *Collection historique.*

Cette déposition d'un témoin oculaire sur l'expédition de Madras, est un des documents, les plus précieux, pour la question qui nous occupe. De Rostaing servit longtemps sous les ordres de La Bourdonnais et vécut à l'Île de France alors que celui-ci y était gouverneur. Il s'occupa de la fortification de l'île durant la majeure partie du XVIII^e siècle. Son journal est le seul document de son espèce, maintenant que le rapport de M. de Fontbrune, commandant l'infanterie de l'escadre, a disparu des Archives de la Marine.

P. MARGRY. *Mémoire de La Bourdonnais à Orry en 1740 dans les « Relations et Mémoires inédits pour servir à l'histoire de la France dans les pays d'outre-mer ».*

Le mémoire, très complet, a été écrit par La Bourdonnais durant son voyage de 1740, lorsqu'il revint en France après la mort de sa première femme, Anne-Marie Le Brun de la Franquerie. Il a une importance très grande car il expose, dès le début de sa carrière coloniale, le plan général qu'il ne cessera de suivre dans la suite. La Bourdonnais a, dès 1735, des plans politiques, alors que Duplex, de son propre aveu n'en a pas avant 1750.

OUVRAGES DE POLÉMIQUE

Mémoire pour le sieur de La Bourdonnais avec les pièces justificatives. Paris, imprimerie de Delaguette, 1750 et 1751.

— *Lettre écrite, le 15 janvier 1741, à Son Eminence Monseigneur*

- le Cardinal de Fleury, par M. Mahé de La Bourdonnais, gouverneur général des îles de France et de Bourbon. (S. l. n. d.)*
- *Mémoire de la dame de La Bourdonnais pour le sieur de La Bourdonnais. Paris, Delaguette, 1748, et son supplément de 1749.*
 - *Mémoire à consulter pour la famille du sieur Dupleix. Paris, A. Boudet, 1751, et le second mémoire de la même année.*
 - *Observations sur les deux mémoires à consulter distribués par la famille du sieur Dupleix. (Paris, Delaguette, 1751.)*
 - *Lettre écrite à un actionnaire de la Compagnie des Indes Orientales d'Angleterre. London, Printed for T. Osborne, 1750.*
 - *Mémoire pour le sieur de la Gâtinais, capitaine de vaisseaux dans les Indes.*

Tous ces ouvrages se trouvent réunis, en de nombreux exemplaires, dans la *Série des Factums* de la Bibliothèque Nationale.

OUVRAGES GÉOGRAPHIQUES ANCIENS

Ces ouvrages parlent tous plus ou moins des îles de France et de Bourbon. Ils ont l'avantage d'exposer l'opinion générale des voyageurs du XVII^e et du XVIII^e siècle sur ces deux îles et sur leur administration.

VOYAGE DE FRANÇOIS CAUCHE : *Relation du voyage que François Cauche... a fait à Madagascar, îles adjacents, etc...* Paris, 1651.

DELLON : *Nouvelle relation d'un voyage fait aux Indes Orientales.* Amsterdam, 1699.

FRANÇOIS LEGUAT : *Voyage et aventures de François Leguat et de ses compagnons en deux îles désertes des Indes Orientales.* Londres, David Mortier, 1720.

CARPEAU DU SAUSSAY : *Voyage de Madagascar connue aussi sous le nom de l'île de Saint-Laurent, 1722.* Paris, Nyon.

LE GENTIL : *Nouveau voyage autour du monde.* Amsterdam, Pierre Mortier, 1728.

GROSE (Jean-Henri) : *Voyage aux Indes Orientales.* Londres, Lille, Paris, 1758.

POIVRE : *Voyage d'un philosophe ou observations sur les mœurs*

et les arts des peuples de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique.
Londres et Lyon, chez I. De Ville et L. Rosset, 1769.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE : *Voyage à l'île de France, à l'île de Bourbon, au Cap de Bonne-Espérance, etc., avec des observations nouvelles sur la nature et sur les hommes par un officier du Roi.* Amsterdam, 1773.

C. CHARPENTIER : COSSIGNY : *Voyage à Canton, capitale de la province de ce nom à la Chine, par Gorée, le Cap de Bonne-Espérance et les îles de France et de la Réunion.* Paris, André, an VII de la Rép. Fr.

L. DE GRANDPRÉ : *Voyage dans l'Inde et au Bengale fait dans les années 1789-1790.* Paris, Dentu, an IX - 1801.

DE GUIGNES : *Voyages à Pékin, Manille et l'île de France faits dans l'intervalle des années 1784 à 1801.* Paris, Imprimerie impériale, 1808.

Lettres des Pères Brown et Ducros dans les Lettres édifiantes et curieuses écrites des Missions étrangères. Toulouse, Sens et Gaude, 1810.

MÉMOIRES ANCIENS

I.-F. BARBIER. *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV.* Paris, Renouard, 1847-1856.

DE LUYNES. *Mémoires sur la Cour de Louis XV (1735-1758).* Paris, Firmin-Didot, 1865.

D'ARGENSON. *Journal et mémoires.* Paris, Renouard, 1867.

CH. COLLÉ. *Journal et mémoires (1748-1772).* Paris, Firmin-Didot, 1868.

OUVRAGES IMPRIMÉS

Les volumes que je me contente de mentionner sans donner d'appréciation détaillée à leur égard sont ceux qui ne contiennent pas de renseignements particulièrement originaux sur le sujet qui nous occupe.

Abbé GUYON. *Histoire des Indes Orientales*, 1744. Paris.

DU FRESNE DE FRANCHEVILLE. *Histoire de la Compagnie des Indes avec les titres de ses concessions et privilèges dressés*

sur les pièces authentiques. Paris, de Buré l'aîné, 1746, 1 vol. in-4^o.

Le but poursuivi par Du Fresne de Francheville avait été d'écrire une « histoire générale et particulière des Finances de France ». C'est en partant de cette première idée que l'auteur a été amené à étudier la Compagnie des Indes comme étant une importante branche de nos finances nationales. Puis il approfondit la question : « L'histoire de la Compagnie des Indes, dit-il « dans son avertissement, réduite, par rapport à celle des Finances, « à des privilèges et à des prêts d'argent, ne demandait pas « toute l'étendue qu'on lui donne ici. Mais il a paru nécessaire « de faire connaître son origine, de rapporter l'établissement « des diverses Compagnies qui l'ont précédée et de donner « au moins une légère idée de leurs succès. Ces différents détails « forment donc cette histoire, pour la composition de laquelle « M. le Contrôleur général a bien voulu me faire donner la communication des archives de la Compagnie. »

Le volume de Du Fresne de Francheville, écrit d'après les archives mêmes de la Compagnie, est donc d'une extrême valeur pour toutes les études modernes à poursuivre sur la Compagnie des Indes. On sait en effet que ces archives, conservées à Paris, dans l'hôtel de la Compagnie, furent détruites par un incendie durant la période révolutionnaire. Celles qui se trouvent encore à Lorient ne représentent qu'une collection de faible importance, la plupart des documents ayant été détruits. (Le catalogue de ces archives a été publié dans le *Bulletin de la Section de Géographie*, tome XXVIII, année 1913, n^{os} 1 et 2.)

L'histoire de la Compagnie des Indes ne comporte que 158 pages de l'ouvrage de Du Fresne de Francheville. De la page 159 jusqu'à la page 603 se pressent de nombreux documents tirés heureusement par l'auteur des archives de la Compagnie. Ils sont divisés en sept parties :

- 1^o Le commerce des Indes Orientales depuis 1604.
- 2^o Le commerce de Chine depuis 1660.
- 3^o Le commerce du castor depuis 1627.
- 4^o Le commerce du Sénégal, Cap Vert et Côte d'Afrique depuis 1664.
- 5^o Le commerce de Guinée depuis 1671.
- 6^o Le privilège exclusif de la vente du café depuis 1692.

7^o La Compagnie des Indes depuis 1719.

Le volume se termine par une « table chronologique des titres » et principaux faits mentionnés tant dans l'histoire de la Compagnie des Indes que dans ses titres contenus au présent « volume ». Cette table contient tous les événements importants du commerce d'outre-mer depuis 1634 jusqu'à 1737.

Enfin une table alphabétique occupe les dernières pages de l'ouvrage.

L'œuvre de Du Fresne de Francheville est donc d'une extrême valeur, et, bien que je range ce volume dans les ouvrages de seconde main où sa composition le place, on peut dire qu'il a l'importance d'une source historique puisqu'il reproduit des documents aujourd'hui disparus.

M. MANET. *Biographie des Malouins célèbres nés depuis le xv^e siècle jusqu'à nos jours*. Saint-Malo, Rottier, 1824, 1 vol. petit in-8^o.

FERDINAND MAGON DE SAINT-ELIER. *Tableau historique, politique et pittoresque de l'île de France, aujourd'hui Maurice, depuis sa découverte jusqu'à nos jours*. Port-Louis, 1839, petit in-8^o.

BARON BARCHOU DE PENHOEN. *Histoire de la conquête et de la fondation de l'empire anglais dans l'Inde*. Paris, 1840, 2 vol. petit in-8^o.

ALFRED DE LONGPÉRIER-GRIMOARD. *Notice historique sur La Bourdonnais*. Paris, Tussot et C^{ie}, 1856, 1 vol. petit in-8^o.

Ch. CUNAT. *Saint-Malo illustré par ses marins*. Rennes, 1857, in-8^o.

AZÉMA. *Histoire de l'île Bourbon de 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*. Paris, Plon, 1859, 1 vol. petit in-8^o.

Georges Azéma, greffier de la justice de paix de Saint-Denis, conseiller municipal de cette commune et membre de la Chambre consultative d'agriculture de l'île de la Réunion, fut un de ces Français établis depuis plusieurs générations dans les colonies dont l'histoire familiale, se mêlant intimement à l'histoire de leur petite patrie, les poussa aux études historiques.

D'après les termes mêmes de sa préface, le but, poursuivi par Azéma, a été de combler certaines lacunes des « annales » de son île, « en remettant sur pieds le squelette décharné de notre « histoire, en dressant, comme un froid analyste, l'inventaire

« glacé des événements, et en résumant toutes les vicissitudes
« et tous les retours de fortune qu'a subi l'île Bourbon depuis
« sa fondation jusqu'à nos jours ». C'est dire que l'œuvre d'Azéma
est une sorte de chronique. On y trouve de très intéressants
renseignements.

O. TROUDE. *Les batailles navales de la France*. Paris, Challamel,
1867, 1 vol. in-8°.

Lt-colonel MALLESON. *Histoire des Français dans l'Inde* (traduc-
tion de Madame S. Le Page. Paris, librairie de la Société
bibliographique, 1874), 1 vol. in-8°.

Le seul intérêt, que cet ouvrage présente pour nous, réside dans
l'affirmation faite par l'auteur anglais, qu'à l'India House
se trouve la preuve écrite de la trahison de La Bourdonnais.
En dehors de cette révélation sensationnelle, il n'apporte pas
sur La Bourdonnais de renseignements inédits.

PAUL GAFFAREL. *Les Colonies françaises*. Paris, 1880, Genner,
Ballière et C^{ie}, 1 vol. in-8°.

LOUIS PAULIAT. *Louis XIV et la Compagnie des Indes Orientales
de 1664*. Paris, Calman-Lévy, 1886, 1 vol. in-18 jésus.

L'œuvre de M. Pauliat a passé, il me semble, trop inaperçue.
L'ouvrage que je cite ici contient, sur la politique coloniale de
la France avant la période révolutionnaire, des idées neuves et
admirablement confirmées par les faits.

Je considère ce petit volume de 300 pages comme une des
meilleures lectures d'initiation à notre histoire coloniale.

Il a été précédé par *Madagascar* et suivi par *La politique
coloniale sous l'Ancien Régime*, suite et développement des idées
exposées dans *Louis XV et la Compagnie des Indes*. Tout ceci
forme un ensemble d'un très grand intérêt, où le génie synthé-
tique de l'auteur expose, en larges traits et dans un langage
clair, les principes qui guidaient les esprits de nos anciens hommes
politiques, principes souvent perdus de vue par nos écrivains
modernes.

ÉLIE PAJOT. *Simple renseignements sur l'île Bourbon*. Paris,
Challamel, 1887, 1 vol. in-18 jésus.

ADRIEN D'ÉPINAY. *Renseignements pour servir à l'histoire de
l'île de France*. Ile Maurice, Dupuy, 1890, 1 vol. in-8°.

ALBERT PITOT. *L'Île de France, esquisses historiques (1715-1810)*. Port-Louis, Pezzani, 1899, 1 vol. in-8°.

Adrien d'Épinay et Albert Pitot sont les deux seuls historiens locaux de l'Île de France dignes de ce nom. Année par année et mois par mois ils racontent tous les événements qui se passèrent dans l'île depuis les origines jusqu'en 1810. Pitot déclare lui-même n'être qu'un chroniqueur. Il entre, en effet, dans tous les détails de l'histoire de son île et perd souvent les grandes lignes de cette histoire. Quoiqu'il en soit, il a réuni de très intéressants renseignements et peut être consulté avec profit.

CULTRU. *Dupleix, ses plans politiques, sa disgrâce*. Paris, Hachette, 1901, 1 vol. in-8°.

ALFRED MARTINEAU. *Les origines de Mahé de Malabar*. Paris, Champion, 1917, 1 vol. in-8°.

— *Dupleix et l'Inde française*. Paris, Édouard Champion, 1920, 1 vol. in-8°.

C'est à MM. Cultru et Martineau, que j'ai demandé des renseignements sur Dupleix dans les livres qu'ils lui ont consacrés.

Ouvrages primordiaux qui éclairent la figure de Dupleix du grand jour de la vérité historique.

HERPIN. *Mahé de La Bourdonnais et la Compagnie des Indes*. Saint-Brieuc, Prudhomme, 1905, 1 vol. petit in-8°.

Je reprocherai à ce volume d'être superficiel et trop partial. On y sent l'admiration, peut-être un peu aveugle, du Malouin, qu'est M. Herpin, pour le Malouin La Bourdonnais. En outre, toute la vie de La Bourdonnais à l'Île de France est très insuffisamment exposée. Mais le grand mérite de M. Herpin est d'avoir, le premier, montré que dans les documents de la Law-Case de Londres que Malleson jugeait écrasants pour La Bourdonnais, il n'y avait rien, en réalité, qui prouve péremptoirement la trahison de l'amiral.

LACOUR-GAYET. *La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*. Paris, Honoré Champion, 1910, 1 vol. in-8°.
2^e édition.

MAHÉ DE LA BOURDONNAIS. *Documents réunis par le Comité du bi-centenaire de La Bourdonnais*. Port-Louis, Pezzani, 1899, 1 vol. petit in-8°.

Ce volume est surtout composé d'un extrait du manuscrit de Saint-Elme Leduc se trouvant à la bibliothèque de l'Institut. Je connais trois exemplaires de ce travail consacré aux grands hommes de l'Île de France. Chaque exemplaire comprend trois gros volumes copiés à la main. Outre celui de la bibliothèque de l'Institut, il en existe un à la Bibliothèque Nationale (manuscrits), et un dans la bibliothèque particulière de M. Lemoine, à Paris.

Je ne mentionne, ni le livre de DRUON, sur *Les Français dans l'Inde au XVIII^e siècle*, ni celui de TIBULLE HAMONT sur *Dupleix*.

Le volume de DRUON : *Les Français dans l'Inde au XVII^e et au XVIII^e siècle* (Paris, 1866, 1 vol. in-8^o) est assez médiocre et contient, sur La Bourdonnais, de grossières erreurs. Il a paru dans une collection de vulgarisation historique ; c'est d'autant plus fâcheux.

Quant au livre de TIBULLE HAMONT sur *Dupleix*, c'est une des plus mauvaises études historiques que je connaisse. Le portrait de Dupleix est faux d'un bout à l'autre ; quant à la peinture que M. Hamont fait de La Bourdonnais, elle est tellement poussée au noir, les termes employés sont tellement violents qu'elle ne produit d'autre effet que d'amener le sourire sur les lèvres du lecteur devenu de suite fort sceptique.

REVUES LOCALES

MAURITIANA. *Mélanges biographiques, historiques et littéraires de l'île Maurice*. Années 1909, 1910, 1911.

ARCHIVES COLONIALES (revue locale publiant des documents historiques), articles divers, notamment réimpression de la *Chronique de l'Île de France* d'Eugène PISTON.

PREMIÈRE PARTIE

LES ILES SŒURS

CHAPITRE PREMIER

ENFANCE ET JEUNESSE

Le 11 février 1699, un fils naquit à Jacques Mahé, sieur de La Bourdonnais. C'était le premier né que lui donnait sa jeune compagne, Lidevine Servanne Tranchant de Prébois, qu'il avait épousée en septembre 1697. L'enfant fut nommé Bertrand-François, et baptisé dans l'église de Saint-Malo.

Jacques Mahé s'était très probablement établi à Saint-Malo pour y faire du commerce, et son mariage, avec une Malouine, l'avait définitivement attaché à sa nouvelle petite patrie. Il menait la vie d'un bourgeois, tout entier occupé à sa besogne de chaque jour. Il était le quatorzième enfant de Bertrand Mahé, sieur de la Bigotière, conseiller et procureur du roi dans la communauté de Dinan, et de Laurence Le

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Documents généalogiques* : Bibliothèque Nationale : Mahé, pièces originales, n° 1793 — carrés d'Hozier, n° 398 — Nouveaux d'Hozier, n° 218 — dossiers bleus, n° 414 — Cherin, n° 127.

— *Correspondance de Duplex* : Arsenal, 4743.

— *Etats de services du s^r de Cossigny*. Dépôt général des Fortifications. Places étrangères. Ile-de-France, carton I, pièce 7.

— *Archives des Colonies* : Correspondance générale C², registre 73, f. 386 à 400.

IMPRIMÉS. — *Mémoire pour le sieur de La Bourdonnais* avec les pièces justificatives. Paris, Delagnette, 1750.

— *E. Lennel de la Farelle* : Mémoires du chevalier de la Farelle sur la prise de Mahé, 1725. Paris, Challamel aîné, 1887.

— *M. Mavet* : Biographie des Malouins célèbres nés depuis le

Roy. Il semble qu'on ne s'occupait pas beaucoup de généalogie dans la famille Mahé. Ces bourgeois étaient pourtant de vieille et authentique noblesse.

Le premier Mahé dont l'histoire ait gardé le nom était un vaillant homme d'armes qui vivait aux environs de 1340. Il était au service de Jeanne, fille de France, comtesse d'Évreux, d'Angoulême, de Mortain, et de Coquemolle, qui, voulant récompenser le dévouement dont il avait fait preuve à son égard, lui fit une donation de 300 livres.

Avec les descendants de l'homme d'armes, la famille des Mahé fait figure dans l'histoire de Bretagne. Lorsque, le 8 décembre 1378, Charles V déclare Jean IV de Bretagne coupable de lèse-majesté et prononce le rattachement du duché à la couronne, une ligue de Bretons se forme pour défendre leur liberté ; parmi eux se trouve Hugues Mahé, vraisemblable-

xv^e siècle jusqu'à nos jours. Saint-Malo, Rotter, 1824. —

— *Charles Cunat* : Saint-Malo illustré par ses marins. Rennes, 1857, imprimerie Péalat.

— *Louis Pauliat* : Louis XV et la Compagnie des Indes Orientales de 1664. Paris, Calmann-Lévy, 1886.

— *P. Cultru* : Dupleix. Ses plans politiques, sa disgrâce. Paris, Hachette, 1901.

— *E. Herpin* : Mahé de La Bourdonnais et la Compagnie des Indes. Saint-Brieuc, Prudhomme, 1905.

— *Historiens locaux* : *Adrien d'Epinay* : Renseignements pour servir à l'histoire de l'Île de France. Île Maurice, nouvelle imprimerie Dupuy, 1890.

— *Eugène Piston* : Chronique de l'Île de France. La Bourdonnais, 1735. Réimpression des Archives Coloniales de l'île Maurice, 1^{er} volume. Port-Louis, imprimerie du *Journal de Maurice*, 1889.

— *Saint-Elme-Leduc* : Fragment sur La Bourdonnais publié par le comité du bi-centenaire de La Bourdonnais. Port-Louis, Pezzoni, 1890.

— *Albert Pitot* : L'Île de France : esquisses historiques (1715-1810). Port-Louis, Pezzoni, 1899.

ment le fils de Colin Mahé, l'homme d'armes. Au xv^e siècle, au nombre des seigneurs bretons qui prêtent serment à Jean V, il y a plusieurs Mahé.

Dans le courant du xvi^e siècle, de nouvelles branches se forment ; celle de Kermorvan, celle de Mescomeur. Dans cette dernière, représentée par Gilles Mahé de Mescomeur, procureur du roi à Lesneven, le troisième de ses huit enfants, Bernard, sieur de la Villays, est cause du doute et de l'ignorance qui vont entourer ses descendants sur leurs origines. Ce sieur de la Villays avait eu d'un premier mariage un fils unique Jacques, né en 1599. Or il eut le tort de se remarier. Sa seconde épouse, Françoise Harquin, prit en grippe le fils de son mari. Après la naissance d'une fille à elle, cette femme devint tellement insupportable que le malheureux jeune homme s'enfuit de la maison paternelle. Il avait alors entre quinze et vingt ans.

Il se réfugia à Dinan, épousa une jeune fille de Taden, Catherine Le Cointe, et oublia au foyer qu'il s'était créé les malheurs de son enfance. Il s'intitula bien sieur de la Villays, comme son père, mais il n'avait plus aucun papier de famille, aucun titre de noblesse.

Jacques de la Bourdonnais ne savait donc rien de sa famille, ou peu. Il ne parla pas de ses ancêtres à son fils. Il s'était borné à lui transmettre, avec la vie, un esprit clair et un sens remarquable des affaires.

Cet enfant devait passer ses premières années au milieu d'une ville très particulière et les impressions

qui le frappèrent d'abord étaient toutes tournées dans le même sens : la mer et les pays lointains.

Depuis le ^{xiii}^e siècle, les habitants de Saint-Malo vivaient de commerce maritime. Ayant borné d'abord leur activité au cabotage le long des côtes, ils se lancèrent bientôt dans des expéditions de longue haleine, mais de profits énormes. Bâtie sur un îlot, comme Tyr, Saint-Malo, comme la grande cité phénicienne, donna tous ses soins au commerce par mer et, de génération en génération, étendit ses explorations à toutes les parties du monde.

Pour ne citer que des noms universellement connus, ce fut à Saint-Malo que naquirent Jacques Cartier et Duguay-Trouin. Cette ville était une pépinière de marins illustres que leur habileté et leur audace avaient fait surnommer : les troupes légères de la mer.

Pourtant il ne faudrait pas croire que Saint-Malo était uniquement occupée de son commerce maritime. La gloire de la France l'intéresse au moins autant que ses profits particuliers. Elle est de toutes les belles et grandes entreprises. Les Malouins prennent une part glorieuse aux croisades. Inébranlablement fidèles au roi de France durant la guerre de cent ans, ils arment constamment contre les Anglais et, attaqués à leur tour, en 1378, par le duc de Lancastre, ils le forcent à se retirer.

En 1492, leurs vaisseaux harcèlent le commerce du roi d'Angleterre, Henri VIII ; pendant la guerre d'Italie, ils fournissent des marins pour l'expédition de Charles VIII à Naples. A chaque règne correspond

un nouveau service des Malouins, une nouvelle découverte aussi dans les mers lointaines, car ils tiennent la tête parmi les découvreurs de continents ignorés. Durant les guerres de religions, ils sont toujours aux côtés du roi. Jusqu'à la naissance de Bertrand de La Bourdonnais, jamais on ne les voit se départir de leur fidélité touchante.

Aussi les rois de France avaient-ils, à maintes reprises, donné des marques de leur bienveillance à la ville de Saint-Malo. Charles V et Charles VII lui accordent des franchises, beaucoup de leurs successeurs aiment à la venir visiter. Louis XIV, le 18 mars 1655, décide que l'équipage du vaisseau-amiral de ses flottes sera exclusivement composé de Malouins, tant officiers que marins et canonniers, et, en 1669, il crée dans leur ville un collège de la marine.

C'est dans cette cité, où le cœur de chaque habitant était partagé entre l'amour de la mer et la fidélité au roi, que le jeune Bertrand-François grandit. Dès son plus jeune âge, l'ambiance où il vivait dût influencer sur son esprit et les exploits de ses compatriotes firent éclore, dans son cerveau d'enfant, la décision bien arrêtée de les imiter. C'était alors la belle époque des grands corsaires français et des longs et fructueux voyages de découvertes. Chaque jour Bertrand-François voyait partir du port les vaisseaux malouins qui allaient au Canada ou aux Indes-Orientales ; chaque jour aussi il pouvait en voir revenir d'autres tout chargés des produits rares qu'ils y avaient achetés ou des dépouilles de quelque vaisseau anglais ou portugais qu'ils avaient capturé en route.

C'était alors des entrées triomphales bien faites pour frapper sa jeune imagination. Les matelots, retour de ces voyages, faisaient leur entrée par la grande porte montés sur des charrettes auxquelles pendaient des ancres. Devant tel ou tel cabaret, on jetait cette ancre et on descendait. Alors, qui le veut, entre et boit, ce sont les marins qui payent. L'or étranger est répandu sans compter, la fête bat son plein. Ne sachant plus qu'inventer pour dépenser leur fortune, les matelots font frire leurs pièces d'or et, toutes brûlantes, les lancent dans la rue, par les fenêtres, sur la tête des passants.

Si, délaissant pour quelque temps l'activité du port et les grosses plaisanteries des gens de mer, Bertrand-François poursuivait sa promenade sur les remparts de la ville, le spectacle qui s'offrait à ses yeux était encore une image de la tradition de gloire maritime de Saint-Malo. Là se trouvaient les vingt-quatre pièces de canons, en fer coulé de 36 et de 48, que le comte de Toulouse, gouverneur de Bretagne, avait données à la ville, au mois de janvier 1696, en reconnaissance des services éminents rendus par elle à la France. Et c'est avec ces dépouilles des flottes ennemies que les Malouins défendaient leur cité.

Elle grandissait d'ailleurs chaque jour, et Bertrand-François vit achever les nouveaux remparts dont Vauban avait dressé les plans, vaste système de défense dont les proportions devaient frapper d'admiration son esprit ouvert et peut-être faire éclore ce talent qu'il eut plus tard pour la fortification.

Son enfance s'écoulait ainsi, témoin des fortunes

colossales édifiées uniquement par le commerce maritime et qui s'étalaient d'une façon ostensible par les somptueux hôtels qui se construisaient chaque jour.

La prospérité de la ville était prodigieuse. En 1708, le corsaire Alin Porée rapporte du Pérou une cargaison de huit millions. En 1709, alors que la plus affreuse famine règne en France, les Malouins peuvent prêter à Louis XIV trente millions qu'une flotille de sept navires venait de leur apporter de ce même Pérou.

Pouvait-il éclore dans l'esprit du jeune Bertrand d'autre ambition que celle de devenir marin, et grand marin, comme le célèbre Duguay-Trouin dont les exploits exaltaient son imagination, que de combattre, lui aussi, pour le roi ; de lui gagner de beaux canons comme ceux qu'il voyait sur les remparts ; de revenir riche, lui aussi, dans Saint-Malo, avec des multitudes de cruzades d'or comme le vainqueur de Rio de Janeiro ?

Cette vocation était trop dans les traditions malouines pour que Jacques Mahé fut le moins du monde tenté de la contrarier. Au contraire il dut en être fort satisfait et aussitôt que Bertrand François eut fait sa première communion, il l'embarqua. L'enfant avait alors dix ans et tout porte à croire que ce fut à titre de mousse qu'il fit son premier voyage.

Cette croisière dans les mers du Sud ne fit que l'encourager à persévérer dans la voie qu'il s'était tracée, car à quatorze ans il repart pour les Indes Orientales et les Philippines, cette fois avec le grade

d'enseigne. Cette longue traversée lui laissait des loisirs que sa jeune activité était impatiente de bien employer. L'occasion qu'il cherchait ne tarda pas à se présenter. Un savant père jésuite faisait la traversée, sur le même navire, comme passager. Il prit vite en affection le jeune homme et lui enseigna les mathématiques. Les résultats fructueux qu'eut pour lui cette traversée, durent l'encourager à compléter ainsi son instruction, car nous verrons par la suite qu'il n'effectua jamais une croisière sans employer son temps à des travaux intellectuels. A terre, tout à sa tâche d'administrateur ou de soldat, il n'avait pas le loisir de se tourner vers la littérature ou les sciences, mais la façon dont il employa ses traversées montre bien que cet esprit prodigieux s'intéressait à tout et réussissait aussi heureusement dans toutes les branches de l'activité humaine.

Il semble qu'à cette époque de son existence, La Bourdonnais ait voulu voir et explorer toutes les mers. En 1716, il repart pour les mers du Nord dans lesquelles il navigue cette année-là et l'année suivante. En 1718, c'est le tour de la Méditerranée : il fait la connaissance des échelles du Levant.

Durant tous ces voyages, il est devenu marin habile et son expérience peut lui permettre d'occuper un emploi plus important. A son retour à Saint-Malo il entre comme lieutenant en second au service de la Compagnie des Indes. Nous sommes en 1719, Bertrand-François a vingt ans.

En cette année 1719, la Compagnie des Indes arrivait à sa cinquième transformation. Fondée le

1^{er} juin 1604 par décret d'Henri IV, la Compagnie avait débuté par un insuccès complet. Elle ne parvint pas à faire sortir du port un seul vaisseau. Le 2 juillet 1615, Louis XIII, forme une seconde Compagnie des Indes ayant son siège social à Paris. En août 1664, Louis XIV réorganise la Compagnie des Indes et la réédifie sur des bases plus vastes avec la coopération des villes de Rouen, Lyon, Nantes, Saint-Malo, La Rochelle, Bordeaux, Marseille, Tours, Caen, Dieppe, le Havre et Dunkerque. Les gentilshommes pouvaient, sans déroger, faire partie de cette société à la tête de laquelle se trouvaient vingt et un directeurs élus pour 7 ans : douze à Paris, où était la direction générale, et neuf en province. Cette grosse société prospéra d'abord, puis périclita tant et si bien que, perdue de dettes, elle dût repasser ses droits aux Malouins. Eux, surent parfaitement tirer partie de la situation et firent des bénéfices énormes. Mais en 1719, un édit du roi du mois de mai les dépouillait de leur privilège pour reformer une nouvelle Compagnie des Indes agrégée à celle de Law, la Compagnie d'Occident, et à la Compagnie du Sénégal. On sait ce que devait plus tard devenir cette entreprise brillante.

En 1723, La Bourdonnais étant devenu lieutenant en premier de la Compagnie, partit pour un voyage aux Indes. Durant cette traversée il composa un traité de la mâturation des vaisseaux dans lequel il se révélait déjà excellent technicien. Ce voyage fut marqué au retour d'un incident bien fait pour mettre en relief son caractère aventureux et prompt à tirer parti des circonstances.

Il y a deux versions de cet incident. D'après la plus vraisemblable, La Bourdonnais était à bord du *Bourbon*. Or, en arrivant dans les eaux de l'île Bourbon, ce vaisseau, à la suite d'une circonstance inconnue, se trouve en détresse sur le point de couler avec toute sa cargaison, le jeune lieutenant fait mettre une chaloupe à la mer, et, l'île Bourbon ne pouvant lui fournir de secours, accomplit dans cette fragile embarcation le trajet de l'île Bourbon à l'île de France, soit une quarantaine de lieues. A l'île de France il rencontre un navire avec lequel il revient sur le lieu du sinistre et, grâce à l'aide efficace qu'il lui procure, le *Bourbon* peut se tirer de la mauvaise passe où il se trouvait ¹.

1. Cette version est celle adoptée par Adrien d'Épinay (*Renseignements pour servir à l'histoire de l'Île de France jusqu'à l'année 1810 inclusivement*), Eugène Piston (*Chronique de l'Île de France, La Bourdonnais, 1735*), et Saint-Elme Leduc (manuscrit de la bibliothèque Mazarine publié dans le livre du bi-centenaire de La Bourdonnais).

D'ailleurs voici les termes qu'emploie La Bourdonnais lui-même dans ses mémoires : « Ce fut aussi dans ce voyage que je « trouvai l'occasion de rendre à la Compagnie un service assez « signalé. Le vaisseau le *Bourbon* coulait bas, manquant de tout, « et il n'y en avait point d'autre pour le secourir. Je risquai le « passage de l'Île Bourbon à l'Île de France sur une simple chaloupe, j'en ramenai un vaisseau qui vint au secours du *Bourbon* « et le mit en état de faire son retour en France. »

D'après l'autre version présentée par Albert Pitot (*L'Île de France, esquisses historiques (1715-1810)*) et reproduite par E. Herpin (*Mahé de La Bourdonnais et la Compagnie des Indes*), La Bourdonnais aurait effectué de voyage sur l'*Argonaute* et en arrivant dans les eaux de l'île Bourbon son navire aurait rencontré le *Bourbon* en détresse.

Alain Mahé, sieur de Ker
mars 1557 Françoise de

Pierre Mahé, sieur de Kermorvan, qui épousa :
1° Claudine de Keranger de Penendref; 2° Chris-
tiane Le Galeer, en 1580.

1^{er} lit :
François Mahé, écuyer, sieur
de Kermorvan, épousa en
1608 Jeanne Gourio.

1^{er} lit :
Sébastien Mahé.

2^e lit :
Philippe Mahé, sieur de
La Bedouare, épousa
en 1612 Renée Bailloé.

Claude Mahé, s^r de Kermorvan, qui épousa
en avril 1645, Julienne Le Bigot, dame
de Chateaulorent.

Alain, sieur de
Tresegouer.

Olivier Mahé.

Maurice Mahé, écuyer.

Sébastien Mahé.

Julienne Mahé,
née le 14 juil-
let 1657.

Raoul Mahé,
né le 2 oc-
tobre 1658.

Hélène Mahé, née le
29 sept. 1659, qui
épousa le sieur Le
Roy, sénéchal de
Montauban.

Simone et Guyonne Mahé,
jumelles, nées le 29 sep-
tembre 1660.

Joseph (?) Mahé, né
le 8 sept. 1727.

Pierre, Michel
né le 30 déc.

u roi à Lesneven,

ui n s ^e	Catherine Mahé, dame de Lan- diolée.	Jean Mahé, frère de l'ordre de S ^t -Bernard.	Thomine Mahé, dame de Kli- der.
---------------------------	--	---	---------------------------------------

ahé, Pra-	Olivier Mahé, sieur de Kérian.
--------------	--------------------------------

René Mahé.	Jacques Mahé, sieur de Ké- rian, qui épousa Cathe- rine Vinay.
------------	--

Sébastien Mahé.	François Mahé, s ^r de Kerivan.
-----------------	--

ivier Mahé, né le 9 mai 1669.	Jean Mahé, né le 22 juin 1670, religieux cor- delier.	Jacques Mahé, né le 14 février 1674, à Dinan, sieur de La Bourdonnais; qui épousa en septembre 1697 Lidewine Servanne Tran- chant, demoiselle de Presbois, de Saint- Malo.
-------------------------------------	--	--

eur de La Bourdonnais, gouverneur des îles de France et valier de Saint-Louis, né le 11 février 1699, † le 10 nov. Anne-Marie Le Brun de La Francquerie († le 8 mai 1740) Charlotte-Elisabeth de Combault d'Auteuil.	Jacques-César Mahé, sieur de la Ville- bague, né le 29 juin 1704, † en 1748.
---	---

2^e lit :

Charlotte-Françoise Mahé de
La Bourdonnais, mariée
au marquis de Montlezun-
Campagne dit aussi Mont-
lezun-Pardiac.

2^e lit :

Louis-François Mahé
de La Bourdon-
nais, marié à M^{lle}
O'Brien.

2^e lit :

Pierrette-Thérèse Mahé
de La Bourdonnais,
mariée au C^{te} d'Au-
teuil (son cousin ger-
main).

N***.

Maurice Mahé de La Bourdonnais,
1797, † 13 décembre 1840.

N***, demoiselle Mahé
de La Bourdonnais.

C'est dans ces conditions, mémorables et originales, que La Bourdonnais fit, pour la première fois, connaissance avec l'île de France où il devait aborder douze ans plus tard comme gouverneur général de Sa Majesté Très Chrétienne.

La Compagnie des Indes, en récompense du service rendu, nomma, à son retour, Bertrand Mahé de La Bourdonnais, capitaine en second. En 1724, il se rembarqua pour les Indes sur la *Badine* et, suivant son habitude, il employa au mieux les loisirs de cette nouvelle traversée. Cette fois c'est la fortification et la tactique que lui apprend un ingénieur du roi, monsieur Deidier, qui se trouve à bord.

Lorsqu'il arriva à Pondichéry, une escadre s'armait à destination de Mahé, d'où les Français venaient d'être chassés par les indigènes. Voici à la suite de quelle circonstance :

Mahé ou Mayé, sur la côte du Malabar, à environ cent lieues de Pondichéry, devait son importance au commerce du poivre qui s'y faisait. En 1722, notre agent à Calicut, Mollandin, avait obtenu du prince de Bargaret, Bayanor, le souverain local à qui appartenait la ville, l'autorisation d'y établir un comptoir. Les Anglais fixés à Tellichéry, par conséquent dans le voisinage immédiat de cette nouvelle base française, se trouvaient de ce fait considérablement gênés. Mahé, pour le Malabar, c'était la répétition de Pondichéry si préjudiciable à Madras sur la côte du Coromandel. Aussi, dès notre arrivée dans notre nouveau comptoir, les Anglais manœuvrèrent pour nous en chasser. Ils étaient en paix avec nous, donc ne pou-

vaient pas nous attaquer ouvertement. Ils se contentèrent d'exciter contre nous le prince de Bargarret, lui-même, auquel ils représentèrent mille dangers imaginaires mais qui ameutèrent les naires de Mahé. Le malheureux Mollandin et les Français établis dans la loge furent ignominieusement expulsés par ordre de Bayamor.

L'honneur du drapeau français était en jeu. Le gouverneur de Pondichéry, Beauvollier de Courchant décida d'envoyer une escadre mettre à la raison Bayamor. Il demanda et obtint le concours du chevalier de Pardaillan-Gondrin, enseigne des vaisseaux du roi, chevalier de Saint-Louis, qui se chargea de diriger l'expédition. La flotte fut composée des vaisseaux qu'on avait alors sous la main, *La Vierge de Grâce*, la *Danaë*, le *Triton*, auxquels on joignit deux brigantins : le *Diligent* et le *Petit Triton*. Sur ces entrefaites, la *Badine* arriva à Pondichéry et fut rattachée à l'escadre. Monsieur Deidier, qui était à bord, fit partie de l'expédition ainsi que La Bourdonnais, capitaine en second de la *Badine*, enchanté de l'aventure.

Pleins d'enthousiasme, les officiers présents à Pondichéry demandaient tous à être du voyage. Le 18 octobre 1725, l'escadre se mit en route. On fit escale à Cochinchine, comptoir Hollandais, puis à Calicut, où l'on embarqua du matériel de guerre. Le 29 novembre, la flotte arrivait dans la rade de Mahé.

La *Badine* et le *Triton* mouillèrent à courte distance de la côte, et, le terrain une fois reconnu, se mirent à canonner les retranchements, pourvus de

canons, que l'ennemi avait établis sur près d'une lieue. Ceci fait, les opérations proprement dites commencent, qui peuvent être divisées en deux grandes phases. La première comprend le débarquement effectué à l'aide de radeaux bastingués de balles de coton et pourvus chacun d'un canon¹. S'emparant d'une fortification des indigènes, les Français y établissent un camp. La deuxième partie des opérations commence alors. Le mouvement a lieu de nuit. Sur les 510 hommes débarqués, de Pardaillan prélève deux détachements, respectivement de 150 et de 100 hommes, qui s'avancent dans des chemins creux et se trouvent au point du jour sous les murs du fort défendant la ville. Le chef de l'expédition somme le nambiar, qui commande la forteresse, de se rendre, et comme celui-ci semble vouloir engager de longs pourparlers pour gagner du temps, il brusque les choses. A l'aide de deux madriers les troupes françaises commencent l'escalade et s'emparent de la place après un furieux combat.

Cette expédition avait fait connaître à La Bourdonnais quels hommes étaient les naires et quel terrain difficile entourait Mahé. Il put mettre plus tard à profit cette connaissance lorsque, comme nous le verrons dans la suite, il dirigea une expédition, semblable à celle de Pardaillan, organisée, 16 ans après,

1. La Bourdonnais raconte dans ses *Mémoires* qu'il fut l'inventeur de cet ingénieux dispositif. Par contre le major de la Farelle ne souffle pas mot de cette intervention de La Bourdonnais qu'il cite à peine dans le récit qu'il fait de cette expédition.

contre ces mêmes naires, pour défendre cette même Mahé.

Ses séjours dans l'Inde lui avaient appris tout le profit qu'il pourrait tirer en faisant du commerce pour son compte, aussi de retour à Pondichéry il envoya sa démission à la Compagnie des Indes et s'associa avec le gouverneur de Pondichéry, Lenoir, qui, plein de confiance dans les capacités du jeune officier, arma avec lui un vaisseau, *le Pondichéry*, et lui en laissa le commandement. La Bourdonnais tira d'un premier voyage au Bengale de si beaux bénéfices qu'il persévéra dans son idée. Pendant plusieurs années il navigua à travers la mer des Indes et réunit une véritable fortune.

Un jour qu'il faisait route pour l'Arabie, le jeune capitaine rencontra deux vaisseaux en perdition. C'étaient des navires portugais envoyés par le vice-roi de Goa pour réclamer le tribut de l'iman de l'Yemen au roi de Portugal. La Bourdonnais s'empressa de leur porter secours et il parvint à les conduire jusque dans la rade de Moka. Les officiers portugais descendirent à terre pour accomplir leur mission, mais ils rencontrèrent de la part des Arabes la plus grande mauvaise volonté. Ils insistèrent, les Arabes se fâchèrent et les deux partis étaient sur le point d'en venir aux mains quand La Bourdonnais intervint dans la discussion et parvint à mettre tout le monde d'accord. Ainsi, par deux fois, il venait de rendre un service signalé au roi de Portugal. Le vice-roi de Goa, mis au courant de l'attitude de ce capitaine français et apparemment fort satisfait de son

habileté, lui offrit d'entrer au service du roi de Portugal en qualité de capitaine de vaisseau ; en outre il gratifiait La Bourdonnais de la croix de l'ordre du Christ et de lettres de noblesse avec le titre d'agent de Sa Majesté portugaise à la côte du Coromandel. Le vice-roi lui laissait entendre qu'il caressait l'espoir d'organiser une grande expédition contre Mombaze et que ce serait à lui, La Bourdonnais, que reviendrait le commandement des troupes assiégeantes.

Tout cela, et par dessus tout la belle aventure de Mombaze, séduisit le jeune homme qui entra au service du Portugal. Mais les préparatifs de cette grande affaire devaient durer longtemps et le nouvel agent de Sa Majesté Portugaise avait hâte de se signaler.

Le vice-roi lui donna une occupation en rapport avec ses désirs, en lui confiant l'extermination des pirates Angrias qui infestaient la côte du Malabar. Ces gens étaient d'origine Maratte et les Marattes avaient fait de tous temps le métier de brigands dans les mers des Indes tout entière. Au ^{xvii}^e siècle, le grand Mogol, lassé de leurs perpétuelles incursions, arma une flotte pour les combattre. La flotte Maratte avait à sa tête un certain Conagy Angria, qui fit des prodiges de valeur et finit par détruire complètement l'escadre du Mogol. Mais ses succès lui tournèrent la tête et il entra en rébellion ouverte contre son propre souverain, le roi des Marattes. Aidé de la majeure partie de la flotte Maratte, qui avait pris fait et cause pour lui, il se déclara indépendant et se

constitua un royaume maritime avec un certain nombre de forts construits jadis par les Marattes aux embouchures des nombreuses rivières de la côte du Malabar. Son nom, que prirent ses successeurs, désigna bientôt la tourbe d'aventuriers qui, de tous les pays, affluait dans ses camps. Sa marine était d'ailleurs parfaitement organisée ; tout bateau, pour circuler en sécurité, devait demander un passeport aux Angrias, faute de quoi il était capturé et pillé.

Leur flotte était composée de deux sortes d'embarcations : les grabs et les gallivats. Les premiers avaient deux mats, jaugeaient 150 à 300 tonneaux, étaient armés de canons de bordées et de deux pièces de 12 livres de balles braquées à l'avant. Les gallivats étaient des façons de grandes barques à quarante ou cinquante rames, de 60 à 70 tonneaux, portant seulement un petit mât de misaine et un grand mât soutenant une seule voile triangulaire ; leur artillerie se bornait à quelques pierriers.

A cause des vents de mer et des vents de terre qui soufflent alternativement, les vaisseaux étaient obligés de passer en vue des côtes. Les Angrias sortaient alors de leurs repaires ; si le vent était pour eux, ils filaient à toute vitesse ; si le vent était contraire les gallivats touaient les grabs grâce à leurs rames, et toute la flotte Angria allait attaquer le navire de passage. S'approchant de leur adversaire par derrière, les grabs tiraient d'abord dans la mâture en dirigeant leur tir de façon à prendre d'enfilade tous

les mâts du vaisseau, puis, lorsqu'il était démâté, on le bombardait de toutes parts. Si le navire se défendait trop bien, les gallivats l'entouraient et leurs équipages s'élançaient à l'abordage.

La Bourdonnais les rencontra et les dispersa dans deux combats, mais les pirates étaient trop nombreux et ses forces trop peu importantes pour qu'il ait eu la latitude de les poursuivre jusque dans leurs repaires.

Continuant ses croisières au nom du roi de Portugal, La Bourdonnais se dirigea sur Calicut dont le Samorin avait pris l'engagement de payer un droit de passage à chaque navire portugais qui mouillerait dans son port. La Bourdonnais entra dans la rade et réclama le paiement du tribut. Le Samorin refusa formellement. La Bourdonnais n'avait qu'un seul navire, mais il improvisa d'emblée une flotte avec deux vaisseaux maures qu'il venait de capturer. Faisant armer ses deux prises, il déclara qu'avec ses trois bâtiments il allait bombarder la ville. Le Samorin alarmé paya immédiatement le tribut.

Mais la grande expédition contre Mombaze ne commençait pas ; en fin de compte le gouvernement de Lisbonne fit savoir qu'il était défavorable à cette entreprise. Dès lors La Bourdonnais ne trouvait plus aucun agrément à sillonner l'Océan Indien au service du Portugal, alors qu'avec la fortune qu'il s'était faite il pouvait venir tranquillement s'établir dans son cher Saint-Malo. Quittant donc son poste, qu'il avait occupé pendant deux ans, il revint dans sa ville natale au milieu de l'année 1733.

L'année suivante, il épousait M^{lle} Anne-Marie Le Brun de la Franquerie¹.

La Bourdonnais a trente-cinq ans, sa fortune est faite, mais la fortune ne suffit pas à son esprit entreprenant ; il a de l'ambition, et c'est la gloire d'éclatants services rendus au pays qu'il va maintenant chercher. L'année même de son mariage il vient à Paris et obtient audience du contrôleur général Orry et de son frère de Fulvy. Vingt-cinq ans de navigation, dont quinze ans dans la mer des Indes, lui permettent de parler avec compétence de la péninsule et des archipels. Il sait également combien la colonisation française est enrayée par les constantes disputes qui s'élèvent entre les employés de la Compagnie des Indes. Il parle surtout de la valeur considérable de l'Ile de France, encore inexploitée. Comme, des îles Mascareignes, Bourbon a été colonisée la première, la Compagnie des Indes lui a laissé le pas sur sa voisine. C'est un non-sens géographique ; l'île de France doit avoir la première place, car sans elle Bourbon perd à peu près toute raison d'être, livrée sans ports à tous les caprices des ouragans. L'Ile de France a deux ports remarquables et sûrs ; elle se trouve en plein Océan Indien, à mi-chemin du Cap de Bonne-Espérance et des Indes. Les Anglais pour aller à leurs comptoirs du Coromandel ou du Malabar doivent passer dans ses eaux. De là découlent toutes les conséquences pratiques.

1. Probablement la fille de M. Le Brun de la Franquerie, commandant le vaisseau l'*Apollon*.

D'abord l'Ile de France doit être notre premier port d'escale de la mer des Indes. Tous les vaisseaux allant à Pondichéry, ou en venant, y doivent trouver les rafraîchissements nécessaires, les vivres qu'il leur faut, des équipages de rechange, de quoi, si le besoin se fait sentir, se radouber au mieux. L'île de France leur sera un lieu d'asile où ils pourront tout trouver.

Bien plus, l'île de France doit être un vaste entrepôt, le premier entrepôt de la Compagnie des Indes ; sa situation le demande nécessairement et par cela elle pourra soulager tout le commerce maritime de l'Extrême-Orient.

Mais ce n'est qu'un premier pas. Nous avons vu que l'Ile de France barre la route aux navigateurs européens se rendant aux Indes. Ce vaste entrepôt, il faut le compléter par une vaste forteresse. Bien organisée, cette île de fer sera imprenable. Par ses deux ports elle donnera asile en temps de guerre aux navires marchands français ; par eux, elle sera une redoutable base de marine de guerre d'où une escadre française aura vite fait d'écumer toute la mer des Indes, de ruiner tout le commerce étranger. Maîtresse de tous les chemins d'accès à la péninsule indoustannique par l'organisation qu'elle aura su donner à sa colonie, la France peut devenir la seule puissance européenne dans l'Inde et bâtir, en Extrême-Orient, un empire fabuleux et prospère.

Orry fut d'autant plus intéressé par cette exposition des vues de La Bourdonnais que la question de l'Ile de France l'occupait tout particulièrement et depuis plusieurs années. Dès 1731, il y avait envoyé

pour le renseigner sur le parti que l'on pourrait en tirer un ingénieur du roi, M. de Cossigny, qu'il avait connu avant d'être contrôleur général, alors qu'il était encore intendant du Roussillon¹. Le rapport que de Cossigny venait de lui envoyer sur les qualités, jusqu'à lors méconnues, du port Nord-Ouest de l'Ile de France, s'accordait en tous points avec l'exposé que lui faisait La Bourdonnais. Devant cette concordance de vues, il vint naturellement à l'esprit du Contrôleur général des Finances d'offrir à La Bourdonnais le gouvernement général des Iles de France et de Bourbon² comme à la seule personne capable de mettre en valeur la nouvelle acquisition de la Compagnie des Indes. C'était la place la plus enviée, par les fonctionnaires de cette Compagnie, après celle de gouverneur général des établissements de l'Inde, mais c'était aussi le gouvernement le plus difficile³. Orry avait peut-être pensé d'abord à de Cossigny, mais arrivé en juin 1732, l'ingénieur avait soulevé contre lui, en trois ans, de telles inimitiés qu'en 1735, il dut repasser en France, afin de s'en expliquer. Avec La Bourdonnais le Contrôleur général pensa avoir trouvé l'homme d'action indispensable à la prospérité de la jeune colonie. Nul ne contestera à l'heure actuelle qu'il n'eut parfaitement raison.

1. États de services du s^r de Cossigny. Dépôt général des Fortifications. Places étrangères, n^o 141. Ile de France, carton I, pièce 7.

2. En remplacement de Dumas.

3. Suivant l'opinion de Dupleix lui-même. Arsenal, 4743, f. 36. Dupleix à Dumas.



L'ILE BOURBON (Illustration de la Cosmographie de Menesson Malet).

CHAPITRE II

LES ILES SŒURS

Bourbon

L'île Bourbon se trouve à 20 degrés 51 minutes, 34 secondes de latitude et à 53 degrés, 10 minutes de longitude (est du méridien de Paris). Elle est à peu près ronde et ressemble à une tortue ; cette comparaison rend approximativement l'aspect de l'île telle qu'on l'aperçoit sur une carte. Elle a 62 kilo-

SOURCES. — IMPRIMÉS. — *Dellon* : Nouvelle relation d'un voyage fait aux Indes Orientales. Amsterdam, 1699.

— *Voyages et aventures de François Leguat et de ses compagnons en deux îles désertes des Indes Orientales*. Londres, David Mortier, 1720.

— *Carpeau du Saussay* : Voyage de Madagascar connu aussi sous le nom de l'île de Saint-Laurent, 1722.

— *Le Gentil* : Nouveau voyage autour du Monde. 3 volumes. Amsterdam, Pierre Mortier, 1728.

— *Grose (Jean-Henri)* : Voyage aux Indes Orientales. Londres, Lille, Paris, 1758.

— *Poivre* : Voyage d'un philosophe ou observations sur les mœurs et les arts des peuples de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique. Londres et Lyon, 1769.

— *Anonyme (Bernardin de Saint-Pierre)* : Voyage à l'Isle de France, à l'Isle Bourbon, au cap de Bonne-Espérance, etc., avec des observations nouvelles sur la nature et sur les hommes, par un officier du Roi. Amsterdam, 1773.

— *C. Charpentier-Cossigny* : Voyage à Canton, capitale de la province de ce nom, à la Chine, par Gorée, le cap de Bonne-Espérance et les îles de France et de la Réunion. Paris, an VII.

— *L. Degrandpré* : Voyage dans l'Inde et au Bengale fait dans les

mètres dans sa plus grande longueur et 44 kilomètres dans sa plus grande largeur ; enfin 213 kilomètres de circonférence.

Lorsqu'on la voit du large elle se présente aux yeux comme un énorme bloc montagneux d'aspect rébarbatif.

« C'est un rocher affreux », écrivait le Père Ducros vers 1724, « mais, ajoutait-il, ce roc n'est affreux qu'en dehors, en dedans il est très riant et fertile ».

Le gentilhomme bressan, François Leguat, que la révocation de l'Édit de Nantes avait forcé à s'exiler,

années 1789-1790. 2 vol. Paris, an IX-1801.

— *Alexis Rochon* : Voyages à Madagascar, à Maroc et aux Indes Orientales. 3 vol. Paris, an X.

— *De Guignes* : Voyages à Péking, Manille et l'Île de France faits dans l'intervalle des années 1784 à 1801. 3 vol. et 1 atlas. Paris, 1808.

— *Lettres des pères Ducros et Brown* sur les Îles de France et Bourbon, tome XIII des Lettres édifiantes et curieuses écrites des missions étrangères. Mémoires des Indes. Toulouse, 1810.

— *J. Codine* : Mémoire géographique sur la mer des Indes. Paris, 1868.

ÉCRIVAINS LOCAUX. — *Ferdinand Magon de Saint-Elier* : Tableaux historiques, politiques et pittoresques de l'Île de France, aujourd'hui Maurice, depuis sa découverte jusqu'à nos jours. Port-Louis, 1839.

— *Georges Azéma* : Histoire de l'Île Bourbon de 1643 jusqu'au 20 décembre 1848. Paris, 1859.

— *Elie Pajot* : Simples renseignements sur l'Île Bourbon. Paris, 1887.

REVUES LOCALES. — *Archives Coloniales* (publication de documents historiques) : année 1888 : *Comte de Rauville* : L'Île de France, découverte, histoire, géologie.

— Année 1889 : Voyage de François Cauche. — *Emile Trouette* : l'île de la Réunion, notes prises pour mes fils.

— *Mauritiana* : Mélanges biographiques, historiques et littéraires de l'île Maurice (années 1909-1910, 1911).

parle ainsi, dans le récit de ses aventures, de son arrivée à l'île Bourbon.

« De l'endroit où nous nous arrê tâmes pour jeter
« les yeux pendant quelques moments sur cet admirable pays, nous en découvrîmes diverses beautés.
« Des montagnes s'élèvent vers le milieu ; mais
« toute la partie de l'île qui se présentait de notre
« côté nous parût être un pays presque uni, et nous
« pouvions aisément discerner l'agréable mélange de
« bois, de ruisseaux et de plaines émaillées d'une
« ravissante verdure. Si notre vue était parfaitement
« satisfaite, notre odorat ne l'était pas moins ; car
« l'air était parfumé d'une odeur charmante qui
« venait de l'île. Quelques-uns se plainquirent agréablement que ces parfums les avaient empêchés de
« dormir, et d'autres dirent qu'ils en avaient été si
« embaumés qu'ils se sentaient rafraîchis comme s'ils
« avaient été quinze jours à terre. »

Ce massif montagneux qu'on voit de loin dépasser de haut tout le reste du système orographique de l'île, c'est le massif des Salazes qui atteint à son point culminant, le Piton des Neiges, l'altitude de 3.069 mètres¹. Il s'élève presque au centre de l'île. Dans la partie sud-est, à une altitude de 2.515 mètres, se dresse le Piton de la Fournaise qui couronne le volcan. Entre des deux points primordiaux on remarque une dépression où se trouvent à peu près toutes les plaines et où actuellement passe une route

1. Je donne l'altitude indiquée par la carte du service géographique de l'armée.

reliant Saint-Pierre et Saint-Benoît. Ceci coupe nettement l'île Bourbon en deux parties dont l'une, celle du Nord-Ouest, se rattache aux Salazes ; et l'autre, celle du Sud-Est, entoure le volcan. Les Salazes sont les restes gigantesques d'un volcan éteint dont le sommet a dû s'effondrer et qui devait s'élever à une très grande hauteur. Autour du point culminant actuel du Piton des Neiges, plusieurs pics se rencontrent ; ce sont : le grand Bénard (2.895 mètres), les trois Salazes, le petit Bernard, le piton Rouge, le piton de Cimandef, le piton de la plaine des Chicots et qui dépassent deux mille mètres.

Ce massif est creusé de multiples et profondes vallées servant de lit à de nombreuses rivières qu'elles mènent par des gorges encaissées jusqu'à la mer.

Le volcan, qui couronne l'autre partie de l'île, s'élève, à 9 kilomètres du rivage, sur un plan fortement incliné de l'Ouest à l'Est et large de 7 à 8 kilomètres. Cet espace, absolument aride et recouvert par les laves, s'appelle le Grand Brûlé et va jusqu'à la mer. Il est limité au nord et au sud par deux escarpements : le rempart du Bois blanc, au Nord, le rempart du Tremblet, au Sud. Ils vont se joindre, derrière le cratère du volcan, un large espace de 6.500 mètres de diamètre et de 2.112 mètres d'altitude : l'Enclos. C'est le premier gradin d'un gigantesque amphithéâtre. En arrière de l'Enclos et formant le second gradin, s'étend la plaine des Sables (2.200 mètres d'altitude moyenne) ; et en arrière de la plaine des Sables, qu'elle dépasse, se dresse enfin, à 2.300 mètres, la plaine des Remparts.

En résumé on ne peut mieux comparer l'île Bourbon « qu'à un morceau de boue à moitié des-
« séchée, qu'un enfant aurait crevé d'un coup de
« doigt en dessous, le brisant en tous sens sans cepen-
« dant en éparpiller les morceaux¹. » C'est dans ces
brisures que coulent les rivières de l'île.

Aucune n'est navigable ; ce sont toutes des torrents qui vont du centre au pourtour de l'île comme les rayons d'une circonférence. A la saison des pluies elles se gonflent considérablement. Très nombreuses, elles sont souvent très rapprochées, ce qui fait que les cloisons qui les séparent se terminent en crêtes étroites. Dans cette île de 250.000 hectares, il n'y a pas moins de 110 cours d'eau.

Une douzaine seulement ont une certaine importance. Trois descendent des Salazes à travers des ravines de 1.000 à 1.200 mètres de profondeur. Ce sont : la rivière du Mât qui, après avoir parcouru 31 kilomètres, vient se jeter dans la mer par une embouchure de 950 mètres ; la rivière des Galets, qui sort du cirque de Mafate (97 kilomètres carrés) ; enfin la rivière Saint-Etienne, formée, à 5 kilomètres du rivage, de la réunion de deux bras assez importants : le bras de Cilaos apportant les eaux du cirque de Cilaos, et le bras de la plaine, qui vient de l'Entre-Deux, du grand Bassin et de la plaine des Cafres. En se rapprochant de la mer son lit s'élargit rapidement ; à 1.600 mètres de la côte il a 800 mètres de large et à son embouchure il s'épanouit sur 1.300 mètres de longueur.

1. Comte de Rauville.

L'île fourmille enfin de nombreuses petites rivières dont certaines coulent jusqu'au rivage ; d'autres sont souterraines, d'autres encore jaillissent tout à coup du sol près de la côte.

Outre ces rivières, Bourbon renferme des sources d'eau minérale. La source de Salazie ressemble à l'eau de Vichy ; celle de Cilaos, plus abondante et plus chaude, a une composition légèrement différente ; enfin celle de Mafate, se rapproche plutôt des sources françaises de Cauterets et d'Amélie-les-Bains.

Nous avons dit plus haut que l'île est ronde ; elle est en outre entièrement dépourvue d'anses, de ports naturels susceptibles d'abriter des vaisseaux. Ce sont des plages de galets, sur la côte Est et Nord ; des plages de sables noirs chargés de fer, apportés par les torrents, sur la côte Ouest ; des plages de sables blancs, produits par les magrépores à l'Ouest, et Sud-Ouest. Cà et là, coupant ces plages, se dressent des falaises volcaniques. Dans certains lieux ces sables et ces galets, rejetés par les vagues sur le rivage, emprisonnent des eaux et forment des suites d'étangs qu'entretiennent des sources.

Sur ce sol volcanique, des forêts impénétrables s'étaient élevées ; et quand La Bourdonnais arriva à Bourbon, seuls les esclaves fugitifs avaient osé s'y aventurer profondément. Certains arbres atteignaient des proportions colossales et les colons avaient ainsi à leur portée une source à peu près inépuisable de bois de construction d'une solidité parfaite. On trouvait là : l'ébénier (*Diospyros tessellaria*), le ben-

join (*Terminalia benzoin* — Linnée —) ¹, le nattier à grandes feuilles (*Imbricaria maxima*) et à petites feuilles (*Mimusops erythroxylon* — Boyer —).

Sur quelques points, mais toujours dans l'intérieur des terres, la forêt laissait la place à des pâturages d'étendue médiocre et d'altitude élevée. Leur exigüité faisait que les troupeaux les épuisaient vite. On en était réduit alors à les lâcher plus avant dans la forêt pour les nourrir de feuilles.

Les colons avaient sous la main des bœufs, des moutons, des porcs; des chèvres sauvages s'enfonçaient jusque dans les lieux les plus écartés et difficiles, diminuées rapidement par la chasse qu'on leur faisait, de même qu'aux cochons sauvages que l'on rencontrait en grande quantité. Carpeau du Saussay qui passa à Bourbon en 1663 raconte qu'il attrapait à la course porcs et cabris que la graisse empêchait de courir.

Sous La Bourdonnais, les choses étaient bien changées mais les « cochons marrons », comme on les appelait à Bourbon et à l'Ile-de-France, remplissaient encore les forêts.

Les oiseaux étaient très nombreux. Certains avaient été apportés par les vaisseaux de passage, d'autres étaient particuliers au pays. Les voyageurs de la fin du ^{xvii}e siècle et du commencement du ^{xviii}e en donnent tous la liste. On trouvait à Bourbon la caille, la perdrix, la tourterelle, la poule d'eau, la pintade, l'oie, le canard, le perroquet, le foudi et

1. Ce bois est surtout employé actuellement pour le chauffage.

d'autres petits oiseaux. Carpeau de Saussay mentionne le flamant. Le Père Brown et Le Gentil parlent d'un gros oiseau de couleur éclatante et ressemblant à un ramier : « Il vole rarement, et toujours en rasant la terre, mais il marche avec une vitesse surprenante. » Les colons l'appelaient l'oiseau bleu. C'est la poule sultane.

Les chauve-souris étaient très nombreuses et comestibles assurent les voyageurs. Les serpents faisaient défaut ; en revanche les tortues étaient excessivement nombreuses de même qu'à l'Ile-de-France et à Rodrigue. Mais à Bourbon on en détruisit tant qu'à l'époque où La Bourdonnais y arriva on n'en trouvait plus que sur la côte occidentale de l'île. Elles étaient très recherchées pour leur chair « qui approche assez du goût de celle du veau ». On en tirait également une huile « admirable à fricasser toutes sortes de mets ». On lui accordait enfin des vertus thérapeutiques. Leur taille atteignait quelquefois d'énormes proportions. « J'en ai vu, dit Carpeau du Saussay, qui étaient capables de rassasier cinquante personnes ».

Telle était, à grands trait, l'île Bourbon ; ceux qui y avaient passé, en avaient tous gardé un souvenir enchanteur et l'opinion qu'en donne Carpeau du Saussay reproduit l'impression générale. « Je n'ai point de nom à donner à l'île de Mascareigne (Bourbon) qui lui convienne mieux que celui d'un paradis terrestre. »

L'île de France

Ce n'est point une exagération de dire que l'île sœur de la riante Bourbon avait été plus encore gâtée par la nature.

L'île de France est sans imperfection physique. Elle est située à 35 lieues au Nord-Est de l'île Bourbon.

L'abbé de la Caille, envoyé en mission par l'Académie des sciences en 1753, donne de l'île les mesures suivantes :

Le contour obtenu par la somme des côtés d'un polygone circonscrit à cette île, est de 90.668 toises ¹.

Son plus grand diamètre, qui est à peu près nord et sud, mesure 31.890 toises.

Sa plus grande largeur, à peu près Est et Ouest, atteint 22.124 toises.

Sa surface enfin est de 432.680 arpents à 100 perches de vingt pieds de longueur.

L'île est montagneuse comme Bourbon mais ses sommets fortement érodés, dont le point culminant dépasse à peine 800 mètres, prouvent une naissance antérieure à celle de l'île voisine. Comme elle, d'ailleurs, elle est de formation volcanique, mais alors que Bourbon possède encore un volcan en activité, ceux de l'île de France, jadis nombreux, sont depuis longtemps éteints. Leurs cratères sont devenus des lacs ou se sont revêtus d'une riche végétation. Les

1. La toise = 1 m. 949.

plus importants sont : le Bassin blanc ¹, le grand Bassin ², le trou aux cerfs ³, la ravine des Hollandais ⁴, et le gouffre du coin de mire (ce dernier situé au-dessous du niveau de la mer). D'anciennes coulées de lave se rencontrent encore, comme à la plaine des Roches.

L'île est formée d'un massif central au sud-ouest d'où rayonnent les différentes chaînes qui « s'élèvent
« abruptement du littoral et dessinent sur le ciel
« des arêtes accentuées, bizarres, découpées de dents
« et d'aiguilles, qui les font paraître infiniment plus
« hautes qu'elles ne le sont ⁵. »

Au nord-ouest, en arrière de Port-Louis, qu'elle entoure presque complètement, s'étend une chaîne dont le Pieter Both ⁶ est le point culminant (818 mètres). Cette montagne, que l'on voit de loin en mer, a la forme d'une pyramide légèrement renflée sur les côtés ; son sommet est surmonté d'un énorme rocher, à peu près rond, de 12 mètres de haut qui se tient en équilibre sur la pointe de la montagne. « De loin cette pyramide et ce chapiteau ressemblent à la statue d'une femme », dit Bernardin de Saint-Pierre dans son voyage à l'Île de France. Ce rocher est appelé dans le pays : le chapeau de Pieter Both.

1. 1.100 pieds d'altitude au-dessus du niveau de la mer.

2. 1.500 pieds d'altitude au-dessus du niveau de la mer.

3. 1.800 pieds d'altitude au-dessus du niveau de la mer.

4. 750 pieds d'altitude au-dessus du niveau de la mer.

5. P. Carié. *L'Île Maurice. La Géographie*, t. XXXII, 1919.

6. Pieter Both est le nom d'un amiral hollandais qui fit naufrage non loin de là et périt avec tout son équipage en 1616.



L'ILE MAURICE (Illustration de la Comographie de Menesson Malet).

Après le Pieter Both, les sommets les plus élevés sont : la Montagne Longue, au nord du Port Louis ; le Pouce (cette montagne ressemble à une main fermée dont le pouce se dresserait seul vers le ciel) et la montagne de la Découverte, au sud. Cette muraille rocheuse qui abrite et entoure le Port-Louis du côté de la terre, est du plus bel effet lorsqu'on entre dans ce port.

Couvrant tout le sud-ouest des terres, s'élève le plus important massif de l'île ; il comprend : les montagnes du Corps de Garde, des Remparts, des Trois Mamelles, la chaîne des Plaines Wilhems qui se prolonge jusqu'au Piton de la Rivière Noire, point culminant de l'Île de France. Puis, plus au sud, les monts de la Rivière Noire, le Piton de Fougé et le Morne Brabant achèvent le vaste demi-cercle formé par ce système montagneux.

Il faut citer enfin une petite chaîne au pied de laquelle se trouve le Port-Bourbon, au sud-est de l'île, dont la partie la plus élevée s'appelle : Mont du Bambou.

A peu près tout le reste de l'île est occupé par des plaines.

L'Île de France est très arrosée : on y compte une soixantaine de rivières et ruisseaux, surtout dans la partie méridionale. Les plus importants de ces cours d'eau sont : la rivière de la Terre Rouge, qui se jette dans la mer au sud-ouest de Port-Louis, la rivière de Belle-Isle, la rivière du Tamarin, la rivière Noire, la rivière du poste, la Grande Rivière et la Rivière Profonde (très encaissée et dont la navigabilité était

à peu près impossible à l'époque de La Bourdonnais). Plusieurs forment des chutes d'eau splendides ; toutes sont très poissonneuses. L'île est en outre parsemée d'étangs d'eau douce où la plupart des cours d'eau prennent leur source.

Le sol de l'île est, comme à Bourbon, composé en grande partie de fer, et ce fer est, l'expérience l'a prouvé, d'une excellente qualité.

Les côtes sont tout à fait différentes de celles de Bourbon. Là c'était une suite de plages et de falaises sans découpures, ne possédant que des rades foraines sans sûreté aucune pour les vaisseaux ; ici nous trouvons une côte découpée, où les anses et même les grands ports abondent, et qu'enserme tout une ceinture de corail formant de dangereux récifs. Peu de sables véritables, mais des débris de coquillages. Toutes ces colonies madréporiques font que, sauf à l'extrême sud de l'île que la mer bat, les côtes sont protégées des lames qui viennent se briser sur les coraux quelquefois à une lieue du rivage.

Ces madrépores, constamment au travail, augmentent insensiblement l'île et bâtissent des îlots. L'île aux Tonneliers à l'entrée du Port-Louis est due en partie à leur action ¹.

En plus de ces îlots de corail, l'île de France possède quelques îles groupées à l'extrême nord et qui forment en quelque sorte un prolongement à son territoire. La plus rapprochée est le Coin de Mire, que Bory de Saint-Vincent considère, à cause de ses

1. Le moderne îlot Barkly est entièrement madréporique.

lames superposées, comme un bloc de « réjections d'un cratère qui existait autrefois au lieu même où nos vaisseaux fendaient les vagues ». Au nord-est de cette île, on rencontre l'Île Plate, à peu près ronde et de 3.000 toises de circuit (elle est également volcanique) et plus loin encore, l'Île Ronde.

Citons enfin au nord-est de l'île de France, à quelques centaines de pas du rivage, l'Île d'Ambre, tout aussi basaltique que l'île elle-même et devenue, ainsi que nous le verrons au cours de ce travail, tristement célèbre pour la colonie mais d'un renom très profitable à Bernardin de Saint-Pierre.

La principale vertu de l'Île de France, sa raison d'être, réside dans ses deux ports : Port-Louis au nord-ouest, Port-Bourbon, ou le grand Port, au sud-est, sont deux excellents havres sûrs et vastes. Le premier supplanta le second pour des raisons naturelles absolument péremptoires sur lesquelles nous avons déjà attiré l'attention du lecteur.

Derrière ces deux ports s'étendait un pays presque entièrement couvert de forêts comme à Bourbon. Les essences étaient les mêmes que dans l'autre île. L'abbé de la Caille cite les deux variétés du bois de natte qu'il appelle « les plus beaux bois rouges de l'île », le palmiste (*Dictyosperma alba* Wendl), le vacoa (*Pandanus utilis*, Bory), le mapou (*Vitis Mapia* Baker)¹, le bois de canelle (*Mespilodaphne cupularis*, Meissn) pour la menuiserie, le bois d'olive

1. Le vacoa et le mapou sont de mauvais bois de construction.

(*Elaeodendron orientale*, Jacq), le benjoin (*Terminalia benzoim*, Linné) ¹, excellent pour le charonnage, le bois puant (*Foetidia Mauritiana*, Lamarck), utile pour la charpente, et bien d'autres variétés. Réserve inépuisable qui allait devenir un facteur primordial dans l'œuvre de La Bourdonnais.

La faune était semblable à celle de Bourbon quant aux animaux importés : cochons-marrons et cabris y prospéraient comme dans l'île voisine. Mais parmi les autochtones, l'île de France avait possédé des races inconnues partout ailleurs. Là, avait été l'habitat, unique au monde, du Dronte, déjà disparu à l'arrivée de La Bourdonnais, et de l'Aphanapterix, plus rare encore, mais devenu moins populaire que le Dodo.

Le paysage de l'île de France était, comme celui de Bourbon, plein de grandeur et de beauté. Rien d'étonnant, constate le baron Grant, que la plupart des officiers, venus dans la colonie avec les troupes, aient désiré s'y fixer et fonder des familles. L'air était pur et salubre, la vie agréable ; le seul inconvénient était l'ouragan... Les tornades ont lieu généralement entre fin septembre et mars, elles arrachent arbres et maisons. Dans ces circonstances où, malgré la sûreté de ses deux ports, les vaisseaux qui se trouvent à l'île de France, sont maltraités, ceux qui sont à l'île Bourbon sont immanquablement jetés à la côte et brisés. Mais ce désagrément ne suffisait pas aux yeux des voyageurs et des colons pour discrediter les deux îles.

1. Très rare dans l'île.

Leguat exprime ses sentiments d'enthousiasme pour l'Île Bourbon en laissant libre carrière à sa verve savoureuse.

« Si quelques inconvénients de notre Eden vous
« font de la peine, disait M. Duquesne, mettez dans
« un des bassins de votre balance, les chenilles, les
« mouches et les moineaux de cette île avec un ou-
« ragan par an, et joignez la santé, la liberté, la
« sûreté, l'abondance et la tranquillité, dans l'autre
« bassin, pour contrepeser les trois espèces de petits
« animaux importuns que nous avons nommés ;
« mettez toutes ces étranges bêtes que notre Molière
« appelle des Harpagons, des Grapignons, des Pur-
« gons, des Macrotons, des Mascarille, des Meta-
« phrastes, des Trissotins, et des Sot-en-Ville ;
« ajoutez à cela des Dragons et des Escobars, des
« Rats-de-cave et des Rats-de-grenier, l'esclavage,
« la pauvreté, les alarmes et mille misères ; et après
« cela levez la balance... »

L'Île de France ne le cédait en rien à Bourbon dans l'esprit de ceux qui avaient eu l'occasion de la connaître.

Le bailli Suffren y ayant fait escale en 1781 écrivait, charmé de l'île et de ses habitants : « C'est la Cythère des Indes ».

CHAPITRE III

LA VIE A L'ÎLE DE FRANCE ET A BOURBON A L'ARRIVÉE DE LA BOURDONNAIS

Les deux îles avaient d'abord été désertes et leurs premiers habitants, des Français, vécurent en véritables Robinsons.

En 1643, le *Saint-Louis* et, en 1649, le *Saint-Laurent*, vinrent, au nom du roi de France, prendre possession de l'île Mascareigne (nom qu'elle avait reçu des explorateurs portugais qui l'avaient découverte) ; et le second de ces navires, envoyé par Flacourt, gouverneur de Fort Dauphin, à Madagascar, lui imposa le nom d'île Bourbon, « ne pouvant trouver un nom qui pût mieux cadrer à sa bonté et fertilité, et qui lui appartint mieux que celui-là ¹ ».

A la suite de cet acte officiel sept colons s'établi-

1. Flacourt, cité par Azéma, *loc. cit.*, p. 10.

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C³ et C⁴.

IMPRIMÉS. — *Grant, baron de Vaux* : *History of Mauritius*.

— Bernardin de Saint-Pierre (*op. cit.*).

— Georges Azéma (*op. cit.*).

— Élie Pajot (*op. cit.*).

— Adrien d'Epinay, Albert Pitot, Eugène Piston (*op. cit.*).

Revue locale Mauritaniana : — passim.

rent à Bourbon attirés par les récits que leur firent douze rebelles de Fort Dauphin qu'on y avait déportés quelques années auparavant. Mais ces malheureux, trompés par les faux rapports d'un navigateur nommé Gosselin, commandant le *Thomas-Guillaume*, consentirent à quitter l'île avec les produits de leurs récoltes. Débarqués, par leur indigne capitaine, sur la côte de Coromandel, ils furent obligés de servir comme soldats dans le fort de Madraspatam. L'île redevint déserte. Mais, lorsqu'en 1665, la nouvelle Compagnie des Indes réorganisée par Louis XIV y fit déposer une vingtaine de colons par les navires le *Taureau* et la *Vierge-du-Bon-Port*, les nouveaux venus trouvèrent, sur la côte ouest, deux solitaires cultivant du tabac et des plantes potagères. L'un se nommait Louis Payen, né à Vitry-le-François, établi depuis trois ans dans cette solitude qu'il avait préférée à Madagascar.

Sept hommes et trois femmes originaires de Madagascar étaient venus avec eux, mais s'étaient révoltés et, précurseurs des noirs marrons de plus tard, s'étaient retirés dans l'immense et inextricable forêt qui couvrait l'île.

En 1665 une habitation s'élève que l'on appelle Saint-Denis, la future capitale. Puis se bâtissent Saint-Paul, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, la population augmente peu à peu, les plantations s'étendent.

Raconter en détail cet âge d'or de Bourbon serait besogne fort tentante, mais ce serait trop nous écarter du sujet que nous nous sommes tracé. Bornons-nous

à constater les efforts faits par les premiers gouverneurs de la colonie naissante, louables, certes, sous de nombreux rapports. Mais la prospérité de Bourbon était très fortement contrecarrée par son manque complet de port. Dès les premières années de la colonisation, ce grave inconvénient sauta aux yeux des habitants. Tout aussitôt ils virent nettement le remède ; il était à leur portée, à 35 lieues de là, dans l'île Mauritius que les Hollandais avaient d'abord occupée, puis abandonnée en 1712. Depuis le 20 septembre 1715, elle était devenue l'Ile de France par la prise de possession effective de Guillaume Dufresne, écuyer, commandant le vaisseau *le Chasseur*.

Quelques habitants et un prêtre Lazariste s'embarquèrent donc à bord du *Triton*, commandé par Jean-Baptiste Garnier-Dufougeray, de Saint-Malo ; et, le 23 septembre 1721, ce marin prenait une seconde fois possession de l'Ile de France. Le conseil provincial de Bourbon avait pris cette résolution, « l'Ile de France, ci-devant Ile Maurice, étant de la dernière conséquence pour la conservation de cette île Bourbon »¹.

Bourbon augmenta par de nouveaux envois le nombre des colons de l'Ile de France, et, là où les Hollandais n'avaient pas su se maintenir, les Français commencèrent à créer une nouvelle et riche colonie.

1. Résolution du conseil provincial de Bourbon du 10 octobre 1721.

Arrivons à l'époque où La Bourdonnais fut nommé gouverneur de ces deux îles. Dans quel état les trouve-t-il ; quelle population va-t-il être appelé à diriger et dans quelle ambiance va-t-il se trouver plongé ? C'est ce que nous allons essayer de décrire.

Dans un cadre de verdure, les plantations s'apercevaient distantes presque toujours l'une de l'autre de 5 ou 6 lieues. Les maisons n'avaient jamais qu'un rez-de-chaussée, une maison à étages eut été arrachée à la première tornade. Elles étaient bâties en bois du pays équarris ou grossièrement sciés. Les murs étaient faits avec de solides poutres de huit pouces carrés ; les toits eux-mêmes étaient construits en madriers de trois pouces. Jamais de planches qui n'eussent pas apporté suffisamment de résistance au vent. Ces toits étaient couverts en paille ou en feuilles d'aloès ou de palmiers ; quelquefois on employait de minces madriers. Presque toujours la maison avait une vérenda. A l'intérieur, un mobilier lourd mais solide se composait de quelques fauteuils, de tables, d'immenses armoires. A l'air, le bois du pays, avec lequel ces meubles étaient faits, noircissait et cela leur donnait un ton sévère que Bernardin de Saint-Pierre trouve désagréable.

Cet écrivain nous a laissé une description, la seule qu'il y ait, d'une de ces maisons, celle d'un certain Le Normand, au morne Brabant. Elle n'avait qu'une seule pièce longue : au milieu, la cuisine ; les magasins et les logements des domestiques étaient à une extrémité, et à l'autre, un grand lit couvert d'une toile sur laquelle une poule couvait des œufs ; sous

ce lit, il y avait des canards. Dans la maison, des pigeons voletaient, des chèvres circulaient. La porte était gardée par trois gros chiens. Aux cloisons, sur des tablettes, toutes sortes d'objets usuels étaient rangés. Enfin çà et là, des outils et des ustensiles divers.

« Je fus véritablement surpris, ajoute Bernardin, « de trouver dans ce mauvais logement, une dame « très jolie. Elle était française, née d'une famille « honnête, ainsi que son mari... L'air de contente- « ment et de bonté de cette jeune mère de famille, « semblait rendre heureux tout ce qui l'approchait. « Elle allaitait un de ses enfants ; les quatre autres « étaient rangés autour d'elle, gais et contents »¹.

L'étonnement de Bernardin de Saint-Pierre à la vue d'une jolie femme dans une pauvre maison, est tant soit peu fictif et uniquement littéraire, car l'ingénieur devait rencontrer souvent ce spectacle. Les écrivains s'accordent en effet pour dire, qu'à l'Ile de France, comme à Bourbon, la laideur féminine était l'exception.

Voici le portrait que fait des Créoles l'historien Mauricien, Albert Pitôt, en s'inspirant du baron Grant : « Un peu pâle de teint, mais remarquablement « bien faites et d'un visage agréable ; pleines d'esprit « d'à-propos et de répartie, leur société n'en serait « que plus charmante si leur éducation première « n'avait été fort négligée. Vêtues simplement, mais « avec élégance, de mousseline de l'Inde et de taffetas

1. Bernardin de Saint-Pierre, *Voyage à l'Isle de France*.

« rose, leur toilette fraîche et de bon goût leur donne,
« pour ainsi dire, un charme de plus. Excellentes
« mères, ajoute-t-il, elles adorent leurs enfants dont
« les membres ne sont jamais emmaillotés dans des
« langes, au contraire, on les laisse se remuer, gigoter,
« s'agiter, courir partout dès leur naissance ; l'usage
« fréquent des bains froids leur donne la vigueur
« et la santé ; on leur permet de manger des fruits tant
« qu'ils en veulent et ce régime semble leur convenir en
« tous points. Épouses dévouées en général, s'il leur
« arrive jamais d'être infidèles, la faute en est à l'in-
« différence des maris ou à la mode de Paris, qui s'est
« introduite jusqu'ici ¹. »

Le colon portait un vêtement très simple : un pantalon court, un gilet serré aux reins, un chapeau de paille léger et large, très souvent, pas de souliers. Chaque matin il partait en tournée dans sa plantation presque toujours très étendue. Il visitait les cases de ses esclaves bâties en rondins et couvertes de feuilles de palmier ; puis il parcourait ses champs de maïs ou de riz (sous La Bourdonnais, il aura : du manioc, de l'indigo et des cannes à sucre) De là, il passait dans sa part de forêt, puis revenait examiner dans ses magasins les produits de ses terres.

C'était, à peu près, toute sa besogne. Le défrichage des terres était difficile car les îles, surtout l'île de France, étaient pleines de pierres. Sans les esclaves noirs l'exploitation en eut été impossible. Ces esclaves, que l'administration allait chercher

1. Albert Pitot, *Chroniques Mauriciennes*.

à Madagascar, étaient vendus par elle aux colons à raison de 300 livres l'homme, 200 livres la femme et 150 livres l'enfant.

Chaque matin dès l'aube, une cloche appelait les esclaves au travail ; trois claquements de fouet et l'on se mettait en marche sous les ordres du commandeur de la plantation auquel le colon avait donné ses instructions. Ce commandeur était souvent un noir libéré ou que son intelligence et sa force avait fait distinguer du maître. Les nègres portaient la pioche sur l'épaule, car le labourage dans les champs pierreux, ne pouvait se faire avec un autre outil. Il serait pourtant inexact de croire que ces terres si rocheuses étaient peu propres à la culture ; leur fertilité au contraire était si grande, qu'un quartier, les Pamplemousses, pût être cultivé 30 ans sans la moindre parcelle de fumure.

Ces nègres, si utiles à la plantation, il leur fallait une surveillance de tous les instants. Le colon devait se relever la nuit pour faire des rondes, car les esclaves, à la faveur de l'obscurité, s'échappaient pour piller la récolte du colon voisin, n'osant pas piller celle de leur maître ; ou bien pour aller à quelque rendez-vous fixé par une négresse d'une autre plantation.

Les colons ne contrariaient en rien les penchants amoureux de leurs esclaves. Ils avaient au contraire intérêt à favoriser les mariages. Un prêtre était alors appelé, qui faisait aux futurs époux un petit discours dans lequel il leur recommandait de s'aimer fidèlement, puis ils étaient unis. On leur déclarait aussi

que des peines exemplaires puniraient leur mauvaise conduite. La peine généralement appliquée était le fouet administré par le commandeur. Mais l'homme seul était frappé. Si la femme avait encouru une punition, c'était son mari qui était chargé de lui infliger la correction méritée ; souvent il lui pardonnait. Malgré de continuelles disputes, note Grant, ils aimaient tendrement leurs enfants.

A l'île de France, on ne faisait que très peu d'élevage, le pâturage faisant défaut et l'île de Madagascar se chargeant de produire le bétail nécessaire. A Bourbon, les troupeaux confondus paissaient ensemble ; chaque animal étant seulement marqué par son propriétaire afin d'être facilement reconnu. Poules, canards, oies, pigeons abondaient ainsi que porcs et cabris. Les bœufs servaient comme bêtes de trait. On avait du lait en abondance, mais on ne faisait ni beurre, ni fromage ; pour assaisonner les mets on se servait de saindoux ou de mantègre, sorte de graisse importée de l'Inde et qui rappelait le beurre rance. On employait encore la graisse tirée des bosses des bœufs de Madagascar et l'huile extraite des tortues.

Les femmes des colons, rapporte le baron Grant, sont de nature très sobre et ne boivent que de l'eau. Elles préfèrent au pain le riz, cuit à l'eau sans assaisonnement, qui sert de base à leur nourriture. Mais à côté de ce plat fade pour les palais non initiés, leurs mets de prédilection sont le cari et le plot, où il entre, avec le poivre, les condiments les plus effroyablement concentrés qui puissent exister.

On faisait une très grande consommation de tortues que l'on allait surtout chercher à l'île Rodrigue.

Mais l'exploitation des deux îles n'allait pas sans déboires. Le colon avait des ennemis redoutables et dangereux. C'était d'abord les sauterelles qui s'abattaient par nuages épais sur les plantations, pondaient, et s'accroissaient sans cesse par les nouvelles éclosions. Les colons s'attaquaient aux jeunes et profitaient pour les détruire de l'époque où, trop faibles pour voler, les insectes fourmillaient sur le sol. Les esclaves creusaient alors des trous de la dimension de la coiffe d'un chapeau puis armés de petits balais, y précipitaient les sauterelles, recouvraient les jeunes animaux de terre, et pressaient vivement cette terre avec leurs pieds.

Plus graves étaient les ravages des rats, car on les détruisait moins facilement. C'était par milliers que chaque nuit ils sortaient des bois pour envahir les plantations. Le seul piège employé était ce qu'on appelle encore aujourd'hui le quatre en chiffres. Mais il était notoirement insuffisant. « J'ai vu des champs de maïs, écrit Bernardin de Saint-Pierre, où ils n'avaient pas laissé un épis¹. » « Il y a des habitations, dit-il encore, où on en tue plus de trente mille par an. » Et les destructions étaient si sérieuses que l'on attribuait aux rats l'abandon de l'île par les Hollandais.

Les singes étaient une autre sorte de ravageurs. Leur malice leur faisait éventer les pièges et tous les moyens employés contre eux étaient illusoires. Ils arrivaient en bande avec des éclaireurs pour prévenir

1. Bernardin de Saint-Pierre, *op. cit.*

le gros de la troupe, en cas de danger. On plaçait pour les effrayer des enfants armés de bâtons avec mission de faire le plus de bruit possible. Alors les singes faisaient un grand détour sous bois et envahissaient la plantation par un autre côté non gardé. On dressait des chiens pour leur faire la chasse ; mais les singes avaient vite fait de grimper aux arbres, du haut desquels ils pouvaient impunément contempler leurs persécuteurs.

Là n'était pas encore le plus terrible fléau que le colon eut à redouter. Les animaux n'attaquaient que les plantations, les « marrons » s'en prenaient à la vie même des planteurs.

Dans les impénétrables forêts de l'Ile de France et de Bourbon s'étaient enfuis des esclaves noirs. Les premières bandes revenant aux plantations avaient enlevé les femmes qui leur manquaient et formaient, à l'époque de l'arrivée de La Bourdonnais dans les îles, une redoutable horde de brigands dans chacune des deux colonies. L'éloignement des plantations les unes des autres favorisant leurs expéditions, c'était une suite ininterrompue et sanglante de pillages, de meurtres et d'incendies. On leur donnait la chasse sans jamais pouvoir les forcer dans leurs forêts. Leur cruauté était très grande, et rien ne ressemble moins aux véritables noirs marrons, que les noirs marrons dont parle Bernardin de Saint-Pierre dans *Paul et Virginie*. Le Père Ducros raconte dans une lettre ¹,

1. *Lettres édifiantes et curieuses écrites des missions étrangères*, tome XIII, p. 258. Toulouse, 1810.

une conversation qu'il eut avec des soldats de la garnison de l'Île de France, campés dans la plaine de Flacq. « Je fus extrêmement touché, dit-il, du récit
« que me fit un de ces soldats, qui ne respire encore que
« parce que ces inhumains le crurent mort des blessures dont ils l'avaient couvert. Le bras cassé et
« le ventre percé, soutenant d'une main ses entrailles, il s'était traîné jusque sur un rocher pendant les ténèbres de la nuit. De là, à la faveur de la
« lumière que répandait un grand feu allumé par
« les noirs fugitifs, il vit rôtir deux de ses camarades,
« et cette troupe barbare danser tout autour, avec
« des cris et des hurlements horribles. » Il y a loin de cette scène affreuse, mais réelle, à celle où l'écrivain montre les bons noirs marrons rapportant, sur une civière de feuillage, la petite Virginie, fatiguée de sa longue course.

Lorsque le colon avait tenu tête à tous ces dangers, il trouvait dans ses récoltes des dédommagements à toutes ses peines. Un même champ pouvait produire deux récoltes par an. En septembre le maïs était mûr ; à la fin d'octobre, on ensemait à sa place, du blé, qu'on récoltait au bout de quatre mois.

Ces différentes occupations prenaient tout le temps du colon. Il n'allait guère à la ville et vivait toujours chez lui très retiré. Sa femme ne sortait de la plantation que dans les grandes circonstances ; pour faire ses Pâques, par exemple, ou pour aller au bal, car les femmes des deux îles aimaient la danse avec passion. Ces déplacements étaient

d'ailleurs de véritables voyages, car les routes carrossables manquaient complètement. Le trajet s'effectuait en palanquins, sorte de litières enfilées d'un double bambou que quatre noirs posaient sur leurs épaules. Quatre autres suivaient pour relayer les premiers. Les villes où l'on allait c'était : Port-Bourbon ou Port-Louis à l'Île de France ; Saint-Denis, Saint-Paul, Sainte-Marie, ou Sainte-Suzanne, à Bourbon.

Le Port Bourbon avait été la première capitale de l'Île de France. Port spacieux il présentait un abri sûr pour les vaisseaux mais sa situation était telle qu'on y entraît vent arrière mais qu'on en sortait difficilement. Comme c'était justement le contraire au port nord-ouest, où l'on entraît en se touant mais dont on sortait avec la plus grande facilité, la compagnie des Indes pensa que ce dernier port était plus favorable pour faire un chef-lieu de l'île. Quand La Bourdonnais y aborda tout était à organiser. La rade se trouvait resserrée entre deux îles de corail vif : l'île aux Tonneliers¹ et l'île du Fort-Blanc. Derrière ces deux îles une côte très découpée formait des petites baies, comme la baie aux tortues. La ville elle-même, que l'on appelait aussi « le Camp », parce que les Hollandais y avaient eu un poste militaire, n'était qu'un amas de cabanes faites en palissades et couvertes de feuilles de palmiers. Elle s'allongeait, enserrée entre la mer qui pénétrait beaucoup plus avant qu'aujourd'hui, et l'immense

1. Dont le noyau était bazaltique.

forêt qui commençait dès le rivage. La ville était empoisonnée par un marais, torrent impétueux pendant la saison des pluies que l'on finit par combler plus tard et sur l'emplacement duquel on plaça le jardin de la Compagnie.

Il y avait bien trois petits ruisseaux dans la mince vallée où s'élevait la ville ; mais leur eau n'était pas potable, de sorte qu'il fallait aller chercher, à près d'une lieue de là, dans la Grande Rivière, l'eau nécessaire aux habitants. On accédait à ce cours d'eau par un chemin sinueux, celui de Moka, le seul de la colonie. Port-Louis était habité par ceux que leurs fonctions ou la médiocrité de leurs ressources empêchaient d'avoir des terres à cultiver. Dans ces rues irrégulières et encombrées de blocs de rochers, demeuraient les artisans de l'île, presque tous Hindous de la côte de Malabar, et qui ne voulaient, en aucune façon s'adonner aux travaux des champs.

Les fortifications de Port-Louis étaient à peu près inexistantes, rien ne défendait l'entrée du port contre une incursion par mer. Ce port n'avait, comme à Bourbon, aucune possibilité de réparer des navires. Les pêcheurs de l'île devaient attendre qu'un vaisseau passa pour faire mettre en état leurs pirogues par les charpentiers du navire. Aucun édifice municipal seulement convenable ; le Conseil Provincial siégeait dans une simple case, couverte de feuilles de palmiers, dans laquelle il n'y avait pas même une armoire pour ranger les archives. Ces archives étaient amoncelées sur des tables à la merci du premier

coup de vent. (Une bonne partie fut ainsi perdue en 1731).

Les casernes étaient un groupement de paillottes où l'incendie pouvait facilement se déclarer ; l'hôpital, une autre cabane pouvant contenir environ vingt lits ; pas de prison.

A Bourbon, la ville la plus importante était Saint-Paul, bâtie sur les rives d'un lac d'eau vive communiquant avec la mer, au pied d'une montagne escarpée au sommet de laquelle se trouvaient des plantations. Saint-Denis, la capitale, était à sept lieues à l'est de Saint-Paul ; moins importante, elle paraissait, à certains, de séjour plus agréable. Deux lieues plus loin, on rencontrait la petite agglomération de Sainte-Marie. Sainte-Suzanne, la quatrième ville de l'île et la plus à l'est des quatre, se trouvait dans la contrée la plus fertile de la colonie. Un chemin la reliait à Saint-Denis, située à quatre lieues de là, à la différence de Saint-Paul qui ne pouvait communiquer avec le chef-lieu que par la mer. Bien que produisant beaucoup, Sainte-Suzanne se trouvait pourtant dans une situation précaire, car les vaisseaux ne faisaient escale qu'à Saint-Denis et Saint-Paul ; jamais ils ne venaient à Sainte-Suzanne. Cette dernière localité se trouvait complètement à la merci des deux autres villes. Parlant des habitants de cette cité disgraciée, le Père Brown écrivait : « Semblables aux abeilles, ils ont la peine, et leurs voisins ont le profit ¹. » Lorsque les vaisseaux appor-

1. *Lettres édifiantes*, tome XIII.

taient à Bourbon des cargaisons de France ou de l'Inde, Sainte-Suzanne n'avait sa part qu'une fois les autres villes pourvues. On en arrivait à ce que, possédant des vivres en abondance par leur propre travail, les habitants de Sainte-Suzanne n'avaient pas de quoi se vêtir » et cette indigence, ajoute le père Brown, les empêche non seulement d'aller à la messe mais même de sortir de leurs maisons ¹ ».

Bien qu'en petit nombre et vivant de façon toute particulière, les futurs administrés de La Bourdonnais s'entendaient fort mal entre eux, et le gouverneur des deux îles avait fort à faire pour obtenir le calme et la prospérité dans ces colonies. La population elle-même n'était pas uniquement formée d'éléments pondérés, et de moralité avérée. A Bourbon, d'anciens pirates amnistiés n'avaient pas, en s'installant dans la colonie, changé leur caractère tant soit peu sujet à caution. A l'Ile de France, pour augmenter la population, la Compagnie avait eu recours à la colonisation militaire.

Mettant en pratique les idées chères au contrôleur Orry, elle envoya des vaisseaux chargés de filles à l'Ile de France comme cela se faisait en Louisiane. On offrait, à chaque soldat qui le demandait, une femme et une concession avec des avances nécessaires pour la colonisation. L'homme était alors radié des listes militaires pour devenir colon. Cette nouvelle population féminine n'était en rien faite pour

1. *Op. cit.*

modérer la turbulence et l'esprit de désordre dans la colonie. L'indiscipline et la mutinerie étaient dans la garnison ; les révoltes et les protestations se succédaient chez les troupes. On leur cédait et leur insolence allait croissant : à tel point qu'un jour des mutins arborèrent le pavillon hollandais, puis imposèrent à leur commandant une amnistie générale pour les soustraire aux punitions encourues par cet acte de haute trahison.

Le gouvernement de l'Ile de Franc était exercé par un Conseil Provincial de six membres dont le gouverneur était le président. L'administration, la marine, les officiers civils et militaires étaient à la charge de la Compagnie. En tout, ce personnel comprenait 160 hommes répartis ainsi : le gouverneur, trente hommes, vingt esclaves (hommes, femmes, enfants) et deux régiments de 53 hommes où figuraient des compagnies suisses.

En face de cette population se trouvait un gouvernement au-dessous de sa tâche, ce qui ne pouvait que contribuer à l'anarchie.

Les deux îles étaient sous la souveraineté de la Compagnie des Indes, qui pourvoyait à leur administration, y nommait des agents aux brevets desquels le roi se contentait d'ajouter sa sanction.

Le Conseil provincial réunissait, comme presque tous les pouvoirs sous l'ancien régime, des attributions administratives et judiciaires. Dans le premier de ces ordres d'idées, il faisait des réglemens d'utilité publique ; dans le second, il jugeait au civil et au criminel. Les appels étaient portés devant le Conseil

supérieur de Bourbon, son supérieur hiérarchique¹.

C'était le Conseil Provincial qui accordait les concessions. Ceci dans les conditions suivantes : Le concessionnaire devait mettre le sol en valeur dans les trois ans sous peine de retour de sa concession à

1. Voici, à titre de renseignement, les lettres patentes, de novembre 1723, qui créent, dans les deux îles, l'organisation que La Bourdonnais trouva à son arrivée :

1^o Lettres patentes, portant suppression du Conseil provincial de l'Isle de Bourbon, et création d'un Conseil supérieur en la même isle.

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Le feu Roi notre très honoré Seigneur et bisaïeul, avait par un édit de mars 1711 établi un Conseil Provincial dans l'Isle Bourbon pour y rendre la justice civile et criminelle, tant aux habitants de ladite isle qu'à ceux des autres isles de sa dépendance, et ordonné que ledit Conseil serait composé des directeurs généraux de ladite Compagnie des Indes, et en leur absence des directeurs, gouverneurs, marchands pour ladite Compagnie et habitants français qui seraient choisis par le gouverneur et lesdits marchands ; que les jugements qui seraient rendus par ce dit Conseil en matière civile seraient exécutés par provision sauf l'appel au Conseil de Pondichéry, et à l'égard des procès criminels, ils seraient instruits et jugés par ledit Conseil en la forme ordinaire, suivant l'ordonnance de 1670, contre les esclaves et nègres ; que pour ce qui concernait les naturels français, créoles et étrangers libres, ils seraient jugés à la charge de l'appel ou audit Conseil de Pondichéry, ou à celui des Parlements dans l'étendue duquel aborderait ledit vaisseau chargé des accusés et de leur procès ; mais la colonie de l'Isle Bourbon étant considérablement augmentée, et la longueur des procédures, tant civiles que criminelles causé par l'appel au Conseil supérieur de Pondichéry étant également dangereuse, tant pour la facilité qu'il donne au plaideur de mauvaise foi de prolonger le procès, que par l'espérance d'impunité qu'elle peut faire concevoir aux criminels, nous estimons neces-

la Compagnie. Afin que cette mise en valeur fut possible, la Compagnie avançait au colon de l'argent et des outils remboursables sur les premiers produits de la plantation.

Les concessions simples étaient de 146 arpents $1 \frac{1}{4}$,

saire en supprimant le Conseil Provincial de ladite isle Bourbon, d'y établir un Conseil supérieur pour juger en dernier ressort les procès civils et criminels et de lui attribuer juridiction sur l'isle de France ci-devant appelée Maurice, et d'établir aussi un Conseil criminel provincial dans ladite isle de France. A ces causes, et autres à ce nous mouvans de l'avis de notre Conseil et de notre certaine Science, pleine puissance et Autorité royale.

ARTICLE PREMIER

Nous avons éteint et supprimé, et par ces présentes signées de notre main éteignons et supprimons le Conseil provincial établi en ladite isle de Bourbon par l'édit du 7 mars 1711.

2^o Et de la même autorité nous avons créé, érigé et établi créons, érigeons et établissons un Conseil supérieur en ladite isle de Bourbon pour y rendre la justice tant civile que criminelle en dernier ressort, sans frais ni épices à tous ceux qui sont habitués ou s'habitueront dans la suite dans ladite isle de Bourbon, et dans celle de France ci-devant appelée Maurice, ensemble à ceux qui y feront trafic et résidence et s'y transporteront pour l'exécution de nos Ordres de quelque qualité et condition qu'ils soient.

3^o Le Conseil sera composé des directeurs généraux de la Compagnie des Indes qui pourront se trouver sur les lieux, lesquels auront la première séance audit Conseil et ensuite du gouverneur, de six conseillers, d'un procureur général et d'un greffier, lesquels seront pourvus par Nous, sur la présentation de la Compagnie des Indes pour le siège et aux jours et heures qui seront par eux réglés, y rendre en notre nom la justice tant civile que criminelle, l'exigence des cas et conformément à la coutume de la prévôté et vicomté de Paris.

4^o Voulons que les jugements qui seront rendus par les directeurs, gouverneurs et conseillers au nombre de trois en matière

il pouvait y en avoir de doubles et de quadruples. Ce système était excellent théoriquement, mais la Compagnie s'était comportée de telle sorte avec les colons, qu'elle avait lassé leur bonne volonté et causé la déconfiture de l'agriculture naissante.

civile, ou par l'un d'eux, en l'absence du légitime empêchement des autres, après avoir appelé avec lui un ou deux habitants français capables et de probité pour faire ledit nombre de trois, soient censés et réputés jugements en dernier ressort et exécutés sans appel.

5^o Les procès criminels seront instruits et jugés définitivement et en dernier ressort, en la forme prescrite par lesdits Gouverneurs et Conseillers, ou après avoir appelé avec eux le nombre des Français capables et de probité suffisante pour former le nombre de cinq.

6^o Voulons que ceux qui seront ainsi appelés, puissent être jugés encore qu'ils ne soient gradués dont nous les avons dispensés.

7^o Nous commettons et ordonnons le Gouverneur de ladite isle de Bourbon, qui présidera audit Conseil, en l'absence des directeurs de ladite Compagnie, pour, dans ladite isle de Bourbon, et avec les officiers dudit Conseil, tenir ledit Conseil supérieur, et rendre à nos sujets et autres qui sont habitués et qui s'habitueraient ci-après à ladite isle de Bourbon et dans les isles et comptoirs ci-dessous exprimés et en dépendant, la justice tant civile que criminelle aux pouvoirs et prérogatives ci-dessus portés.

8^o Les jugements dudit Conseil seront intitulés de notre nom et scellés du sceau de nos armes semblable à celui par nous établi pour sceller les expéditions du Conseil supérieur de Pondichéry, qui sera remis à cet effet entre les mains du Gouverneur que nous avons établi garde et dépositaire et en son absence le plus ancien dudit Conseil.

9^o Dispensons le sieur Desforges Boucher, Gouverneur de l'isle de Bourbon, de prêter en personne le serment en tel cas requis et accoutumé, et voulons qu'en son lieu et place il soit prêté par deux directeurs de la Compagnie des Indes, et reçu

Les directeurs de Paris avaient, dans leur ignorance complète des deux îles, décidé, particulièrement pour l'Ile de France, d'en faire des points d'approvisionnement pour les vaisseaux allant aux Indes ou en revenant. Il fallait donc y faire uniquement des

par notre très cher et féal Chevalier Garde des Sceaux de France, le sieur Fleurian d'Armenonville.

10° Commettons le sieur Desforges Boucher pour recevoir le serment des Conseillers dudit Conseil, ensemble du Procureur Général et Greffier.

11° Et de la même autorité que dessus, nous avons créé et établi, créons et établissons un Conseil Provincial en ladite isle de France pour y rendre la justice tant civile que criminelle, sans frais ni épices.

12° Le Conseil Provincial sera composé des Directeurs généraux de ladite Compagnie en cas qu'il s'en trouve dans ladite isle, du Gouverneur de ladite isle, de six Conseillers, de notre Procureur et d'un Greffier qui seront par Nous pourvus sur la nomination de la Compagnie.

13° Les jugements dudit Conseil Provincial seront intitulés en notre nom et scellés du sceau de mes armes, semblables à celui établi pour les expéditions du Conseil de Pondichéry, qui sera remis, à cet effet, entre les mains du Gouverneur que nous en avons établi garde et dépositaire, et en son absence le plus ancien dudit Conseil.

14° Le Conseil Provincial s'assemblera aux jours et heures qui seront réglés par lesdits Directeurs, Gouverneurs et Officiers dudit Conseil, lesquels y rendront la justice, conformément à nos ordonnances et à la coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris.

15° Voulons que les jugements qui seront rendus par les Directeurs, Gouverneurs et Conseillers au nombre de trois en matière civile, ou par l'un d'eux en l'absence ou légitime empêchement des autres, après avoir appelé avec lui un ou deux habitants français, capables et de probité, pour faire ledit nombre de trois, soient exécutés par provision en donnant caution, sauf

cultures de céréales, alors que le sol et la nature générale des îles en faisaient de vastes plantations de café, d'épices, d'indigo, de sucre, etc. Cette destination faite au rebours de l'intelligence, était cause que, loin de fournir les rafraîchissements et vivres

l'appel au Conseil de l'isle de Bourbon, nonobstant ledit appel ; et à l'égard des procès criminels, ils seront instruits et jugés en la forme ordinaire suivant nos ordonnances, par lesdits Directeurs, Gouverneurs et Conseillers ou par l'un d'eux en l'absence ou légitime empêchement des autres, après avoir appelé avec eux le nombre de Français capables, et de probité suffisante, pour former le nombre de cinq, encore qu'ils ne soient pas gradués, dont nous les dispensons.

16^o Lesdits procès criminels ne pourront être jugés en dernier ressort par ledit Conseil Provincial contre des naturels créoles et étrangers libres, mais seulement contre les esclaves nègres ; et à l'égard des Français créoles et étrangers libres, ils seront jugés à la charge de l'appel au Conseil supérieur de l'isle de Bourbon.

17^o Voulons que le sieur de Nyon, gouverneur de l'isle de France, prête serment au Conseil Supérieur de l'isle de Bourbon, ou entre les mains du commissaire qui sera député pour le recevoir ; et nous commettons ledit Nyon pour recevoir le serment requis et accoutumé des Conseillers et Officiers dudit Conseil Provincial de l'isle de France.

18^o Permettons aux directeurs de notre Compagnie des Indes de révoquer les Conseillers et autres officiers du Conseil Supérieur de l'isle de Bourbon et du Conseil Provincial de l'isle de France, lorsqu'ils le jugeront à propos à la charge de nous en présenter d'autres qui seront aussi établis par nous sur leur nomination. Si donnons en Mandement à notre cher et féal Chevalier Garde des Sceaux de France, le sieur Fleurian d'Armenonville, que ces présentes il fasse lire, le sceau tenant, et registrer es registres de l'Audience de France pour le contenu en icelles garder et observer selon la forme et teneur ; cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements, nonobstant toutes ordonnances, édits, déclarations, règlements et autres choses à ce contraires,

prévus aux vaisseaux de passage, les îles étaient dans l'impossibilité de se suffire à elles-mêmes et se trouvaient constamment en péril de famine. Pour ajouter à ces dispositions premières, la Compagnie avait fait ses avances sans aucun discernement. L'argent qui devait aider à la mise en valeur des concessions, avait été remis à des concessionnaires indignes et malhonnêtes qui l'avait vite dépensé de la façon la plus opposée aux désirs de ceux qui l'avaient prêté.

Ceux pourtant qui s'acharnaient et commençaient à produire, à force de travail, les céréales si nécessaires, voyaient leurs efforts paralysés par la façon dont les agents de la Compagnie entendaient mettre à exécution le monopole du commerce adopté dans les îles. Tous les produits agricoles devaient être versés aux magasins de la Compagnie, seul acheteur ; de même tous les objets de consommation nécessaires aux colons, étaient fournis par les magasins de la Compagnie, seul vendeur. Comme les employés de

auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes ; Mandons au Gouverneur de l'isle de Bourbon et à tous officiers et justiciers qu'il appartiendra, etc., etc.

Donné à Versailles au mois de novembre l'an de grâce 1723 et de notre règne le 9^e.

Signé : LOUIS, et plus bas : PHELYPEAUX. Visa : FLEURIAN.
Vu au Conseil : DODUN.

Lu et publié à Paris, le 9 décembre 1723, par nous Conseillers du Roi, etc... Signé : OGIER. Collationné, signé : LE NOIR.

Du Fresne de Francheville, *Histoire de la Compagnie des Indes avec les titres de ses concessions et privilèges dressée sur les pièces authentiques.*

la petite Compagnie faisaient des bénéfices exorbitants sur ces différentes opérations qui auraient dû n'être pratiquées qu'avec un tact parfait, c'était la ruine de l'agriculture, des colonies et de la Compagnie, par contre-coup, qui s'organisait ainsi.

La législation des deux îles pouvait se subdiviser en trois groupes : le Code Blanc, le Code Noir et le Code ecclésiastique.

Le Code Blanc, comme l'appelle Eugène Piston, c'était la coutume de Paris pour les matières civiles, l'ordonnance de 1667 pour la procédure, celle de 1670 pour l'instruction criminelle, celle de 1681 pour la marine, celle de 1731 pour la forme des testaments. Ajoutons encore l'édit de 1664, créateur de la nouvelle Compagnie des Indes.

Ce que l'on appelle le Code Noir est un édit de 1723, fait dans un but d'humanité pour protéger les nègres esclaves contre les abus d'autorité de leurs maîtres, adoucir l'état servile, et régler certains points de discipline inobservés qui pouvaient être la cause de graves dangers pour les blancs.

L'édit cherche à favoriser, tout d'abord, le développement du christianisme chez les noirs. Le maître qui néglige de donner une instruction religieuse à ses esclaves, est puni de l'amende ; comme conséquence de ces premières mesures, les esclaves ne doivent pas travailler le dimanche et à leur mort doivent être inhumés en terre sainte.

Suivant les idées reçues à cette époque, le seul culte permis est le culte catholique, religion d'état.

Les mesures protectrices prohibaient la sépara-

tion dans les ventes du père, de la mère et des enfants impubères ; toute autre punition que celle de la chaîne et du fouet était supprimée sous peine, pour les contrevenants, de poursuites criminelles. Le maître devait vivres et vêtements à son esclave, faute de quoi l'esclave pouvait se plaindre au Procureur général qui le faisait changer de maître.

Les liqueurs fortes étaient prohibées. Le maître était obligé de soigner les esclaves infirmes ou malades, s'il ne le faisait pas ils étaient mis à ses frais à l'hôpital : le remboursement de la somme due était privilégiée sur les biens du colon.

L'état personnel de l'esclave, en dehors de ces dispositions particulières, ressemblait assez à celui de l'esclave romain. Privé de tous les droits civils, il était frappé d'une incapacité absolue de recevoir à quelque titre que ce fût ; il ne pouvait ni témoigner, ni tester, ni remplir aucune fonction publique ou privée. Les enfants nés du mariage entre esclaves où le consentement du maître avait remplacé celui des ascendants, appartenaient au maître de la mère. Le mariage entre blancs et noirs était sévèrement défendu.

Les mesures de protection contre les esclaves comprenaient les prohibitions : d'attroupements, même pour les fêtes ; de vente sans une autorisation écrite du maître ; de port d'armes, ne fût-ce qu'un gros bâton. Chaque citoyen avait, pour les infractions à ces dispositions, les pouvoirs d'un officier de police judiciaire ; les peines étaient : le fouet, la marque, même la mort. La mort punissait également l'esclave

qui frappait son maître, la femme ou les enfants de son maître.

Enfin le marronnage, c'est-à-dire la fuite de l'esclave, lorsqu'il avait duré un mois, était puni du fouet et de la marque à l'épaule (on coupait aussi le bout des oreilles). A la première récidive, le noir était marqué aux deux épaules et avait un jarret coupé. A la seconde récidive il était puni de mort. Sauf les deux dernières, ces sentences étaient sans appel. Le recel de fugitif était puni d'une amende de trois piastres par journées d'absence, portée à 5 piastres si le recéleur était un affranchi. Ces peines, qu'au premier abord on pourrait qualifier de cruelles, ne doivent être jugées qu'en tenant compte du droit criminel de la France à cette époque. Qu'on lise Muyard de Vouglan, et on se convaincra que le Code noir n'était pas, sur bien des points, plus cruel que les ordonnances de France. N'oublions pas, entre autres peines, que la mutilation n'a été supprimée dans notre pays que sous la monarchie de Juillet.

Le Code ecclésiastique réglait, entre le roi et la Compagnie, la situation du clergé des îles. Cet accord reposait sur le principe de l'indépendance complète vis-à-vis l'une de l'autre, des autorités civile et religieuse. En cas de conflit, c'est le gouvernement de Paris qui seul pouvait statuer. Parmi les points de détails, traitements, etc., on trouve, chose amusante, le nombre d'esclaves que chaque curé pourra avoir pour le service du presbytère et de l'église. Il y avait alors à l'île de France deux paroisses et à l'île Bourbon, quatre. A l'île de France les deux.

curés, les abbés Borthon et Igou, se multipliaient pour faire régner la concorde dans la colonie naissante. Ils étaient placés près d'un pouvoir administratif et judiciaire dont les membres, sans cesse en état d'hostilité, firent tant qu'à un moment donné, le Conseil Provincial de l'île fut dissous, laissant le pays sans administration et sans justice. Les arrêts du Conseil Provincial se ressentaient de l'état des esprits et montraient un désarroi presque constant.

La situation lamentable de Port-Louis était bien connue de la Compagnie. La correspondance du Conseil de Pondichéry contient de nombreuses lettres recommandant de ne rien ménager pour approvisionner les îles en vivres et travailleurs. Dumas vint même à Pondichéry en octobre 1728 pour expliquer au Conseil ce dont avaient besoin les Iles. On lui procura 180 esclaves de 8 à 18 ans et 95 ouvriers ¹. En 1731 la Compagnie envoya un ingénieur, M. de Cossigny, muni d'instructions très sages. Pendant trois ans, il essaya d'organiser les travaux, se plaignant sans cesse de manquer d'ouvriers ; rien n'aboutit, et, lassé, l'ingénieur quitta l'île après une protestation indignée au Conseil Provincial.

Quand La Bourdonnais arriva à l'Île de France, les seules constructions en cours étaient un magasin en pierres à peine sorti de terre, et un moulin à vent.

1. Cfs : A. Martineau : *Quatre ans d'histoire de l'Inde Française* (1726-1730).

CHAPITRE IV

LE GOUVERNEMENT DE LA BOURDONNAIS

Le nouveau gouverneur était de petite taille, « n'ayant que cinq pieds et quelques lignes de hauteur, dit sa fille, la marquise de Montlezun-Pardiac », mais son maintien était ferme, et « il ne perdait pas un pouce de sa stature ». Ses portraits, qui diffèrent notablement entre eux, s'accordent pourtant à nous présenter une physionomie ouverte et souriante. Les yeux très noirs sont ombragés de très épais

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C³ et C⁴.

— *Passim* nombreux mémoires notamment ceux de La Bourdonnais des années 1735 (C⁴, registre 3) et janvier 1740 (C⁴, registre 4). Dans ce même registre : Exposé fait par La Bourdonnais au Ministre (Fontainebleau, le 27 octobre 1740) sur la situation des colonies françaises en cas de guerre avec l'Angleterre. Son plan. — Instructions de La Bourdonnais à M. de Saint-Martin à son départ (1740) (50 pages). — Instructions diverses du même genre. — Correspondance entre le Conseil de l'île de France et celui de l'île Bourbon.

IMPRIMÉS. — *Pierre Margry* : Relations et Mémoires inédits pour servir à l'histoire de la France dans les pays d'outre-mer (mémoire de La Bourdonnais de décembre 1740). Paris, 1867.

HISTORIENS LOCAUX CITÉS. — *Alfred de Longpérier-Grimoard* : Notice historique sur La Bourdonnais. Paris, 1856.

— C^{te} *Hervé de Rouville* : L'île de France contemporaine. Paris, 1908.

sourcils. Le visage est assez plein, le nez fort, la bouche charnue. On y voit les caractéristiques de la race bretonne, trapue et obstinée.

Doué au plus haut point de l'esprit de devoir, il est aussi exactement obéissant aux ordres de ses chefs, fussent-ils l'effondrement de toutes ses espérances, que strict dans la discipline, ennemi de toute complaisance et de toute mollesse. C'est le chef qui poursuit le but qu'il s'est tracé sans tenir compte des petits faits et des circonstances qui viennent traverser ses dessins et tendent à faire fléchir sa décision et biaiser la route à parcourir. Dévoué serviteur de son roi, il ne peut admettre qu'on ne rende pas les honneurs dûs à « celui que de son ordre il a daigné charger ».

Sans doute, on lui reprochera sa hauteur et son intransigence. On peut répondre à ces reproches : c'est un marin et c'est un Breton. Dans ce XVIII^e siècle raffiné, où un bon mot suffit à faire un homme célèbre, il se présente tout d'une pièce, sans rubrique et sans rouerie. Certains de ses contemporains auraient peut-être pu dire de lui « c'est un espèce », avant tout c'est « un caractère vigoureux », suivant l'expression de Xavier Marmier ¹.

Peut-on lui faire un crime de cette fermeté, puisqu'elle s'exerça toujours pour le bien de la France ? Il aurait été à souhaiter même que La Bourdonnais eût pu aller jusqu'au bout de ses projets.

1. *En pays lointains*. Paris, 1876 (cité dans le livre du Bicentenaire).

S'il avait réussi, la vaste péninsule Indoustannique tombait tout entière en notre pouvoir. Et pour appuyer l'opinion que nous avançons, c'est aux Anglais eux-mêmes que nous nous adresserons. Sir George Bowen a écrit : « Had it not been for the jealousy and intrigues of his rival Dupleix; the French governor of Pondichery ; for the neglect of the ministers of Louis XV and for the genius and exploits of Clive, La Bourdonnais would probably have succeeded in India ; thus changing the destiny of the eastern world » — « Sans la jalousie et les intrigues de son rival Dupleix, gouverneur français de Pondichéry, et sans la négligence des ministres et de Louis XV et les exploits de Clive, La Bourdonnais aurait probablement réussi à fonder un empire français dans l'Inde, changeant ainsi la destinée du monde oriental »¹.

Un autre écrivain anglais plus célèbre, Lord Macaulay, disait lui aussi de notre Malouin, que c'était un homme doué de grandes qualités et de grandes vertus « a man of eminent talents and virtues »².

Pour compléter ce portrait, il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur un dernier point du caractère de La Bourdonnais. Cet homme inflexible était bon. « Sa principale vertu, disait sa fille, était l'humanité. » On verra par la suite de cet ouvrage comment il en usa avec ses administrés ; bornons-nous à citer deux

1. *Trente ans de gouvernement colonial*. Londres, 1889, vol. II, chap. xxviii.

2. *Essai sur lord Clive* (cité dans le livre du Bi-centenaire).

exemples. Dans plusieurs circonstances, La Bourdonnais constitua de ses deniers des dots à des jeunes filles sans fortune qu'il maria à des fonctionnaires. A l'une, mademoiselle Delaval, il donna 10.000 livres lors de son mariage avec monsieur Giblot ; une autre, qui épousa monsieur Boucher, mademoiselle Grimaud, reçut de lui deux habitations, dix noirs et quarante quatre pièces de bétail ¹.

Certains ont pu blâmer ses actions et appeler dureté ce qui n'était qu'exacte discipline. Dans les situations les plus pénibles, où chacun doit fournir le maximum d'effort, il est le premier à donner l'exemple, si dure que soit la besogne, si périlleuse même quelquefois. Et la preuve qu'il n'abusait pas de son pouvoir, c'est que, comme nous le verrons plus tard, quelle que soit l'entreprise où il les entraîne, ses soldats le suivent toujours et jamais ne sont hésitants ou démoralisés.

C'est à cet homme qu'était réservé la gloire de

1. Le baron d'Unienville, dans ses statistiques, intéressant ouvrage historique sur l'île Maurice, s'exprime ainsi : « La Bourdonnais, possédant un esprit de calcul qui en avait nécessairement dû faire un excellent commerçant, avait profité des occasions d'arriver à une fortune assez brillante ; mais les preuves les plus irrécusables de l'honorable emploi qu'il fit de ses richesses existent aux archives de la colonie, qu'il a créée. Encourager l'industrie, secourir l'infortune, exciter l'émulation, relever et soutenir des familles par les sommes qu'il reconnaissait leur être nécessaires et qu'il prêtait à de plus ou moins longs termes, telle était la conduite de cet homme estimable. »

Le baron d'Unienville parle en connaissance de cause car son livre a été écrit à Maurice sur les archives de l'île.

créer de toutes pièces la prospérité future des îles sœurs.

*
* *

Lorsque les directeurs de la Compagnie des Indes donnèrent leurs instructions à La Bourdonnais, ils ne se faisaient plus d'illusions, sur l'Île de France surtout. On n'avait jamais pu aboutir à rien dans ces deux colonies ; les résultats étaient nuls ; aussi le strict nécessaire suffirait et les frais devaient être exactement limités. Somme toute, la Compagnie ne se prononçait pas à la légère ; les gouverneurs qu'elle avait envoyés lui avaient fait des rapports en connaissance de cause et ces rapports étaient des plus pessimistes. Monsieur de Maupin, gouverneur de l'Île de France, avait écrit quatre ans plus tôt :

« Comme vous m'avez enjoint de vous dire libre-
« ment mon sentiment, je n'hésiterai point à conti-
« nuer de soutenir que ce pays-ci n'est propre à la
« Compagnie, ni pour habitation, ni pour aucune
« idée d'entrepôt. La France possède cette île ; ah,
« la bonne heure ! qu'elle la garde sans y rien faire,
« avec une quarantaine de soldats, pour toute âme
« vivante dessus, pour conserver droit de possession
« et servir seulement de relâche passagère pour de
« l'eau et du bois. Je vous proteste que ma prophétie
« s'accomplira. Je connais trop bien ce pays-ci pour
« qu'elle puisse être fausse. Plus la compagnie s'y
« obstinera, plus elle y perdra. Et je ne vois rien de
« si coupable et de si digne de châtement exemplaire,

« que tous ceux qui lui ont vanté la bonté et la fertilité de cette île. Ils ont plongé la Compagnie dans un abîme et par cascade aussi ceux qu'elle y a envoyés dans ces belles idées ¹. »

Aussi la compagnie avait donné des ordres sévères à La Bourdonnais. Lassée, elle lui enjoignait aussitôt arrivé dans son gouvernement, de supprimer toute avance nouvelle aux planteurs, et d'exiger le remboursement des avances déjà faites. Prendre cette mesure d'une façon générale était l'inconséquence même, car, sous prétexte d'arrêter les gaspillages résultant de la mauvaise répartition de certaines avances, la Compagnie ruinait les honnêtes planteurs qui avaient employé convenablement leurs fonds à la mise en marche de leurs exploitations agricoles. Leur réclamer ces avances, alors que les profits ne s'étaient pas encore produits, était une cruauté bien inutile.

On le sut dans la colonie avant l'arrivée du nouveau gouverneur. Aussi fut-ce avec angoisse que beaucoup le virent débarquer. Lui, avait compris de suite l'énormité qu'on lui demandait d'accomplir. Il agit dans le sens indiqué mais en apportant les atténuations indispensables à la sauvegarde des intérêts des honnêtes gens et de la Compagnie elle-même. Il fut impitoyable pour les paresseux. Il confisqua les concessions de ces incorrigibles, et les réunit au domaine. Mais, par contre, il se tourna avec sollicitude vers ceux dont

1. Archives des Colonies : Correspondance générale Ile de France, C⁴, l. 2.

il voyait les louables efforts et sans cesse leur ouvrit sa propre bourse dans les moments difficiles. Le résultat ne se fit pas attendre : en 1742 plus d'un huitième de l'île était défriché et 114 plantations y prospéraient ¹.

Nous avons vu, dans le premier chapitre de cette étude, quelles intentions La Bourdonnais apportait dans son gouvernement.

Le plan était grandiose et digne d'un grand cœur. A peine débarqué, Mahé de La Bourdonnais travailla à le mettre à exécution. Pour que les îles deviennent un lieu de refuge et de ravitaillement pour les navires de passage, il faut tout d'abord qu'elles cherchent à s'approvisionner elles-mêmes par une mise en valeur méthodique et complète de leur sol. En outre, il

1. Les moyens que La Bourdonnais employa pour faire cesser certains abus sont fort ingénieux ; témoin celui-ci : « On avait « établi à l'île de France, écrit-il, dans son mémoire de 1740 « à Orry, de retenir les deux tiers des denrées que les habitants « apportaient aux magasins en acquit de leurs dettes, et l'autre « tiers leur était payé comptant pour fournir à leurs nécessités. « Qu'en est-il arrivé ? Les habitants de mauvaise volonté re- « mettaient sous des noms empruntés de gers qui ne devaient « rien, et vendaient même à vil prix le fruit de leur récolte « plutôt que de la donner à la Compagnie. Pour remédier à « cet abus, j'ai fait faire une délibération par laquelle chaque « habitant est obligé de payer par année au moins trente livres « par tête de noir, pièce d'Inde, et ceux qui y manqueront, « on leur prendra des noirs pour la valeur, qui seront vendus « à l'encan où aucun colon ne pourra renchérir qu'après qu'il « aura payé pour ses noirs les dernières trente livres. Cette règle « fera qu'insensiblement les bons habitants acquerront les « esclaves des mauvais, et en dix ans la Compagnie a la perspec- « tive d'être payée d'un noir qu'elle vend 300 livres. »

faut faire des provisions d'avance afin qu'en cas de mauvaise récolte, la population et les navires de passage n'en subissent pas les conséquences. De là le soin que met le nouveau gouverneur à développer l'agriculture et l'industrie à peu près inexistantes. Sous son impulsion, les plantations de coton, de sucre, d'indigo, prennent naissance. Il y aura des débouchés pour toutes ces récoltes à Surate, à Moka, en Perse, en Europe même. Pour stimuler les colons il commande du quart, de la moitié même dans les dépenses et les fournitures d'esclaves. Afin de leur donner confiance, il les groupe, forme des sociétés industrielles. Lui-même donne l'exemple. Le 5 juillet 1735, un mois après son arrivée, il achète une habitation dans le quartier des Pamplemousses, « *Mon Plaisir* » et y fait des essais agricoles qu'il pense être les plus appropriés à l'île. Au milieu de la plantation, il fait bâtir pour lui et sa famille une maison de campagne en pierres, à laquelle il ajoute des communs et une chapelle. Il tente d'abord à « *Mon Plaisir* » la culture du mûrier de Chine pour l'élevage du ver à soie, puis, des causes physiques contrariant cet essai, il entreprend la culture potagère et produit des légumes pour le Camp (la naissante ville de Port-Louis).

Afin d'obvier au manque de pâturages qui ne permettait pas aux colons de faire de l'élevage et rendait les îles tributaires, pour toute la viande de boucherie, des bœufs de Madagascar, La Bourdonnais introduisit aux îles une herbe qui convenait parfaitement aux bovidés : la fataque.

A l'île Bourbon, où la population montra toujours plus de mauvaise volonté encore qu'à l'île de France, les colons s'étaient uniquement cantonnés dans la culture du café. L'idée sans doute était bonne car le café de Bourbon avait des qualités indiscutables mais, comme on ne faisait dans l'île que cette seule culture à l'exclusion des autres exploitations vivrières, Bourbon était toujours sous la menace d'une famine possible le jour où les approvisionnements nécessaires à la subsistance des habitants n'arriveraient pas dans l'île. Pour que la colonie se suffise, il fallait restreindre la culture du caféier et étendre celle des céréales. Les colons ne voulurent rien entendre. La Bourdonnais eut recours à un moyen énergique. Il décida que le vin et en général toutes les marchandises provenant des magasins de la Compagnie ne se payeraient qu'en céréales. La Bourdonnais lui-même faisait servir à sa table du pain de maïs produit par l'île pour donner l'exemple. Il compléta sa mesure en donnant l'ordre à chaque habitant d'avoir un certain terrain pour les vivres, faute de quoi on lui réduirait d'office sa plantation de café.

Cela n'empêchait pas La Bourdonnais de donner tous ses soins à l'exploitation du café à l'île Bourbon. L'île, disait-il, était en mesure de produire 15 à 18 milliers de café par an (7.500 à 9.000 tonnes). Ayant appris que les plates-formes en « argamasse » (sorte de mortier) pour sécher le grain, contribuaient à la bonne qualité de ce grain, La Bourdonnais passa un marché avec un particulier auquel il fournit les ouvriers pour en construire plusieurs

à l'île Bourbon. Les travaux devaient être assez importants puisqu'ils durèrent trois ans ; et nous savons que sous La Bourdonnais ils étaient rapidement menés.

Les céréales donnaient de bons résultats, mais le maïs, le riz, le blé étaient la proie des rats et des sauterelles. Les esclaves noirs étaient nourris presque exclusivement avec du maïs ; lorsqu'un désastre se produisait, détruisant ou diminuant beaucoup les récoltes, les îles se trouvaient dans une situation extrêmement grave.

La Bourdonnais se rappela avoir vu, au Brésil, les noirs se nourrir de racines de manioc convenablement préparées. Ces tubercules poussaient sans beaucoup de peine et ne tentaient ni rat, ni sauterelle. Il en fit rapporter de Santiago, du Cap Vert, par le capitaine de l'*Hercule* et en essaya la plantation à « *Mon Plaisir* ». Les résultats furent excellents et le gouverneur ordonna à chaque colon de planter du manioc sur 500 pieds carrés de superficie par tête d'esclave à son service. C'était un très gros service rendu à la colonie. Désormais les esclaves étaient à l'abri de la famine ; le manioc était une nourriture économique et de sûr profit. Mais c'était aller à l'encontre de la routine si chère à l'indolence des colons. Le gouverneur se heurta à une incoercible force d'inertie. Pour comble de malheur, des noirs ayant volé des racines de manioc, les mangèrent sans en avoir chassé le suc vénéneux par une cuisson convenable et moururent empoisonnés. Alors personne ne voulut plus de manioc et les colons arro-

sèrent clandestinement leurs jeunes plants avec de l'eau bouillante, n'osant pas ouvertement les arracher. Mais ils ne connaissaient pas le caractère de leur gouverneur. Résolu à les doter, malgré eux, de cette source de richesse, il imagina un procédé original.

S'adressant à Monsieur de Reine, capitaine d'infanterie, l'un des plus anciens colons et en qui il avait toute confiance, il lui demanda de donner l'exemple et de fabriquer de la cassave, c'est-à-dire de la farine de manioc. Le pauvre capitaine, dont les talents culinaires ne devaient pas être particulièrement développés, se trouva fort embarrassé devant la besogne à accomplir. La Bourdonnais insista et lui envoya pour le documenter les mémoires du Père Labat avec une rape, une bassine et une platine. Monsieur de Reine se mit à l'œuvre et confectionna de la cassave. La Bourdonnais organisa alors un grand dîner à « *Mon Plaisir* » ; les principaux habitants de la colonie s'y trouvèrent, sans oublier Monsieur de Reine qui devait être le héros de la fête. A peine est-il arrivé portant un panier contenant les résultats de ses travaux culinaires, que le gouverneur court à sa rencontre, le fait lui-même descendre de cheval et le serre dans ses bras en l'appelant le sauveur de la colonie. S'emparant des galettes de manioc, le premier, La Bourdonnais en goûte ; chacun l'imité, revient de sa prévention, s'enthousiasme et le brave capitaine reçoit l'accolade de toute la compagnie, y compris des dames. Les jours suivants, des galettes de manioc furent distribuées

gratuitement au bazar de Port-Louis ; on les mangea ; La Bourdonnais avait enfin triomphé¹.

Quand il arriva dans les îles, les cannes à sucre n'étaient cultivées que pour « l'arrac » (sorte de boisson fermentée). La Bourdonnais organisa de toutes pièces les premières sucreries avec des machines qu'il fit venir de France au prix de toutes sortes de difficultés. (Les premières furent perdues dans le naufrage du Saint-Géran, dont nous aurons à parler dans la suite de cet ouvrage).

Les deux premiers établissements sont fondés aux Pamplemousses et à l'enfoncement des Hollandais, au Grand Port. Celui des Pamplemousses, confié à M. Athanase Ribetière de la Villebague, associé de La Bourdonnais, devient un établissement modèle. Le gouverneur lui adjoint un enseigne de vaisseau, Louis Desportes-Jean, particulièrement versé dans la connaissance des procédés de fabrication du sucre, afin de monter une nouvelle usine semblable à celles de Saint-Domingue, « capable de fournir 500.000 livres de sucre brut, marchand et bien conditionné, à la troisième année après la fin des travaux. »

Dans la vallée du Pieter Both, La Bourdonnais construit une indigoterie dont il donne la direction à M. Pierre Laurent de Reine² ; aux Pamplemousses il crée une cotonnerie.

Depuis l'occupation hollandaise, on connaissait

1. Albert Pitot, *op. cit.*

2. C'est le même personnage que l'introducteur du manioc.

les gisements de fer de l'Île de France ; La Bourdonnais fit établir des hauts fourneaux aux Pamplemousses, à la Villebague, à la Nouvelle Découverte. Il expédia des échantillons de fer en France et le minerai fut déclaré excellent. Il était meilleur que celui d'Europe, La Bourdonnais devait en faire plus tard l'expérience. Pendant la guerre dans les Indes, on remarqua que sur tous les mâts d'assemblage en bois dur les cercles avaient été brisés, sauf ceux forgés avec le minerai de l'Île de France.

En même temps que sous son énergique impulsion l'industrie prenait naissance, La Bourdonnais complétait l'approvisionnement des îles, en créant des équipes de chasseurs et de pêcheurs, en amenant de nombreuses bêtes à cornes de Madagascar, en envoyant à Rodrigue se fournir de tortues.

La plupart des bœufs amenés de la grande île voisine furent dressés à tirer des voitures que La Bourdonnais fit construire.

Jusque là le seul mode de circulation était le portage en palanquin. Les communications étaient très difficiles ; des routes furent tracées, reliant les centres de production aux ports de mer ¹

Pour que les îles acquissent le degré de prospérité que leur gouverneur envisageait, il fallait que l'ordre le plus strict y régna, conséquence d'un gouvernement fort. Or, nous avons vu dans quel état se trouvaient alors les îles de France et de Bourbon.

1. Ces routes reliaient à l'île Bourbon : Saint-Denis à Sainte-Suzanne, Saint-Paul à la rivière d'Abord ; à l'Île de France furent tracés les chemins de Moka et des Pamplemousses.

La Bourdonnais, dès son arrivée, réorganisa la justice en décidant que dorénavant les deux conseils provinciaux jouiraient d'un pouvoir égal en matière criminelle ; en matière administrative, le tribunal du lieu où résiderait le gouverneur l'emporterait sur l'autre. Comme en fait, La Bourdonnais résida toujours à l'île de France, l'île Bourbon lui fut tacitement subordonnée, ce qui était l'exacte conséquence de son infériorité géographique. D'ailleurs les tribunaux de la colonie ne furent jamais débordés sous La Bourdonnais. Confians en son esprit de justice, c'est à lui que ses administrés aimaient à recourir pour arranger à l'amiable les différends qui surgissaient entre eux. Pendant onze ans il n'y eut qu'un seul procès aux îles.

Mais si bien organisée que fut la colonie, on ne pouvait aboutir à rien tant que durerait la menace constante des noirs marrons. Jamais les européens n'avaient pu en venir à bout. La Bourdonnais y réussit en formant une maréchaussée spéciale pour faire la chasse à ces bandits. Aux noirs il opposa des noirs qu'il fit venir de Madagascar et qui parvinrent à faire disparaître le fléau.

Cette maréchaussée fut d'abord de dix hommes. La Bourdonnais les lança dans les forêts des îles avec mission de traquer jour et nuit les marrons. Ils firent merveille, les harcelant sans paix ni trêve, profitant de la moindre circonstance pour les surprendre à l'improviste. Dans un de ces coups d'audace, cinq noirs fidèles attaquèrent le camp des noirs marrons et réussirent à leur enlever vivants le second

chef et deux négresses. Voyant la bonne tournure que prenaient les événements, La Bourdonnais porta le nombre de ses Malgaches à 24, leur donna un uniforme (ce qui dut les remplir de fierté et rehausser leur prestige) et la solde des topases¹.

En 1740 ils avaient si bien rempli leur office que La Bourdonnais estimait les marrons retirés dans les forêts de l'île de France à 20 hommes et 25 femmes.

Grâce aux moyens employés par La Bourdonnais, la première partie de son plan avait été mise à exécution. Les îles à l'abri de la famine se suffisaient, et, par une industrie prospère, commençaient à exporter. Les échantillons de coton et d'indigo qu'il envoya au contrôleur Orry, valurent à La Bourdonnais des félicitations ; leur qualité le disputait à leur beauté.

Mais, conjointement à ces premiers travaux, l'actif gouverneur poursuivait la réalisation de ses autres buts. Il fallait faire des ports de l'île de France et surtout de Port-Louis la première base navale de la France dans la mer des Indes. Pour commencer il fallait créer la ville elle-même et aménager complètement un port de façon à répondre à toutes les exigences de la navigation.

En cinq ans, La Bourdonnais avait accompli cette transformation. Il commença par s'atteler à la construction de Port-Louis. Ceci était absolument primordial pour la colonie elle-même en dehors de toute idée de base maritime. Il fallait que le Port-Louis,

1. Les topases ou topasi étaient des métis de Portugais et de femmes indiennes qu'on employait comme mercenaires.

chef-lieu de la colonie, devienne pour les colons un centre civilisé qui les retienne dans l'île ; car, telle qu'elle était, l'île de France ne leur apparaissait que comme un lieu de passage où l'on espérait faire fortune. Lorsque le planteur avait réussi à gagner quelque argent il s'empressait de quitter l'île pour venir jouir de son aisance en France. « De là vient, constatait La Bourdonnais dans un mémoire au contrôleur Orry, que nos colonies ne sont toujours habitées que par des colons pauvres, ou peu industriels, et ressemblent, toute la vie, à des colonies nouvelles ou que l'on abandonne, plutôt que des colonies formées »¹. Les seuls colons qui auraient pu changer l'état des choses en employant leur fortune à l'amélioration générale de l'agriculture et de l'industrie dans la colonie, étaient justement ceux qui la quittaient, n'y trouvant aucun des agréments que leur situation de fortune pouvait leur procurer.

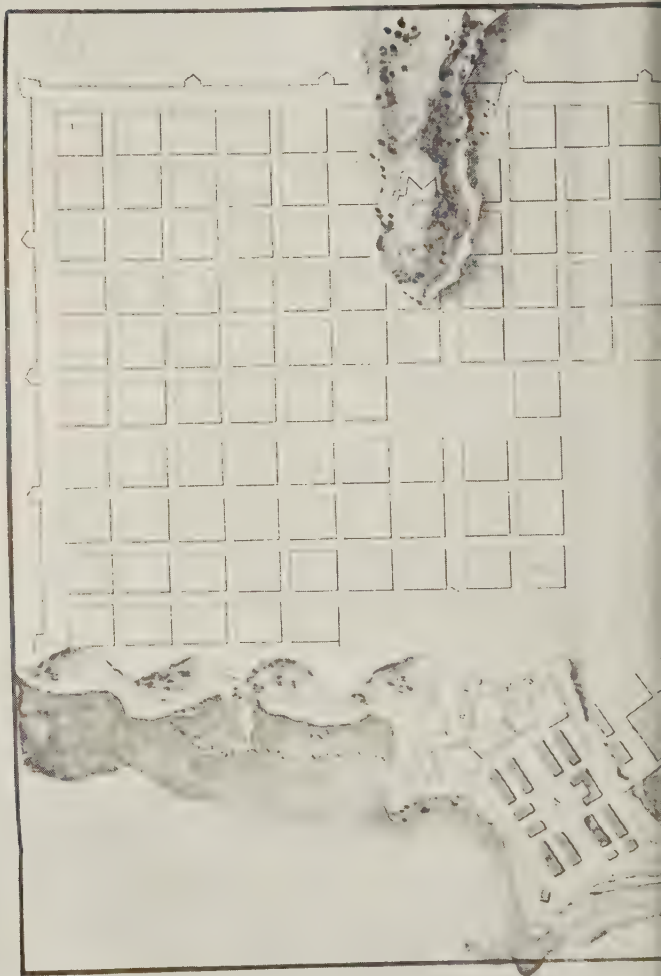
La Bourdonnais le comprit et il s'appliqua à créer, dans la ville de Port-Louis, l'utile et l'agréable, capables de retenir la classe aisée ou tout au moins de retarder son départ. Il fallait d'abord que les maisons fussent confortables, que le « home » de chacun fut suffisamment accueillant pour que le colon se prenne d'affection pour son « chez soi ». Grâce au gouverneur, un marché public est établi dans la ville ; de ses propres deniers, La Bourdonnais fait venir à Port-Louis, où ils ouvrent boutiques, des

1. Mémoire de 1740 publié par Margry : *Relations et Mémoires inédits pour servir à l'histoire de la France dans les pays d'outre-mer*. Paris, Challamel, 1867.

V. 1786

PLAN DES BATÍMENS FAITS À L'ISLE DE FRAN

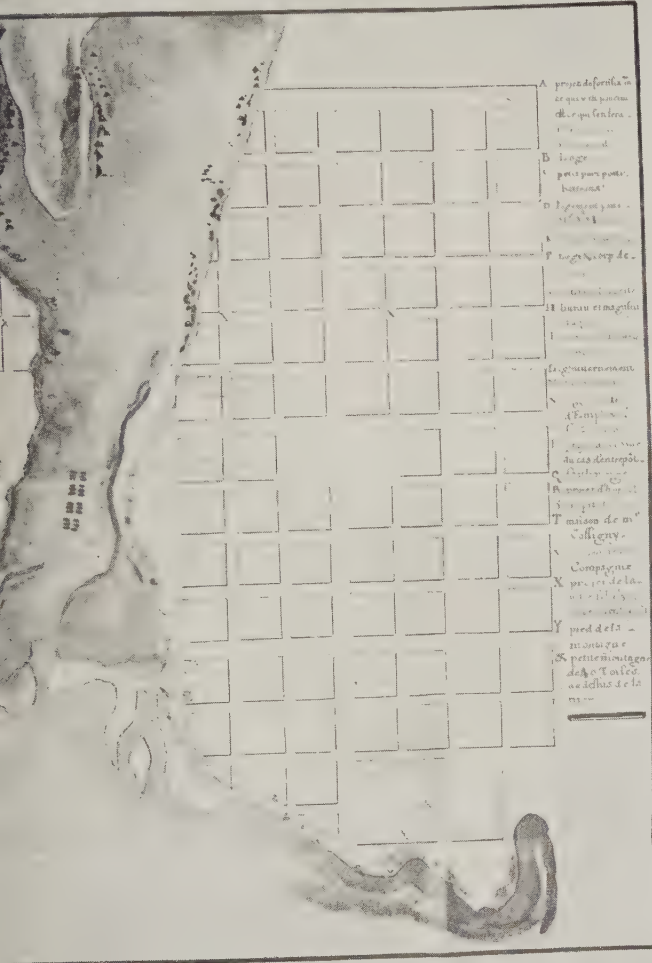
celui des batimens de la ville de Port-Louis en l'année 1786



Plan de la ville de Port-Louis telle que La Bou
(Archives du Ministère des Colonies. — Dép

Ans 1736

PROJET DE VILLE, Ce qui est en rouge, bien en fait, Ce qui est en rouge
par avec la Vuë, N. la Forteresse marquée A n'est que des d'Entrepôt.



- A prise de fertilité
de qui en parait
d'après les lieux.
- B long
- C petit port, port
bâtiment
- D l'ancien port
de la ville
- E l'ancien port de
la ville
- F l'ancien port de
la ville
- G l'ancien port de
la ville
- H l'ancien port de
la ville
- I l'ancien port de
la ville
- J l'ancien port de
la ville
- K l'ancien port de
la ville
- L l'ancien port de
la ville
- M l'ancien port de
la ville
- N l'ancien port de
la ville
- O l'ancien port de
la ville
- P l'ancien port de
la ville
- Q l'ancien port de
la ville
- R l'ancien port de
la ville
- S l'ancien port de
la ville
- T l'ancien port de
la ville
- U l'ancien port de
la ville
- V l'ancien port de
la ville
- W l'ancien port de
la ville
- X l'ancien port de
la ville
- Y l'ancien port de
la ville

concevait dès le début de son gouvernement.
cations coloniales. Ile-de-France, n° 409).

tailleurs indiens, des orfèvres, des cordonniers. Chaque marchandise est taxée « de façon que chacun y trouve son compte ». Pour donner l'impulsion au mouvement mondain qu'il crée afin de garder dans l'île la classe aisée, La Bourdonnais, secondé en cela par sa femme, ne manque aucune occasion de donner des réceptions, des bals dont les créoles raffolent, des divertissements variés. Bien mieux, cette classe riche, dont il veut que l'argent profite à la colonie, il travaille à la former en faisant des mariages. Nous avons vu plus haut qu'il avait élevé près de lui des jeunes orphelines de bonne famille de Bourbon, et qu'il les avait ensuite établies et dotées. Il voulait que cette jeunesse qui l'entourait, s'attache à sa petite patrie et lui rende, en la faisant prospérer, le bonheur qu'elle commençait à être en mesure de lui donner.

Mais revenons à la construction même de la ville.

« J'ay arrivé à l'île de France le 4 juin, écrit La Bourdonnais, (dans son style court et précis aux directeurs de la Compagnie des Indes,) n'y ayant point trouvé Monsieur de Cossigny ni aucun autre ingénieur, j'ay essayé de m'en passer ¹. » Il s'en passa si bien qu'il fit aboutir toutes les constructions dont ses prédécesseurs n'avaient pu venir à bout.

La grande difficulté résidait dans la main-d'œuvre. Avec les travailleurs que l'on avait on n'arrivait à rien. La Bourdonnais trouva le remède : il les fit

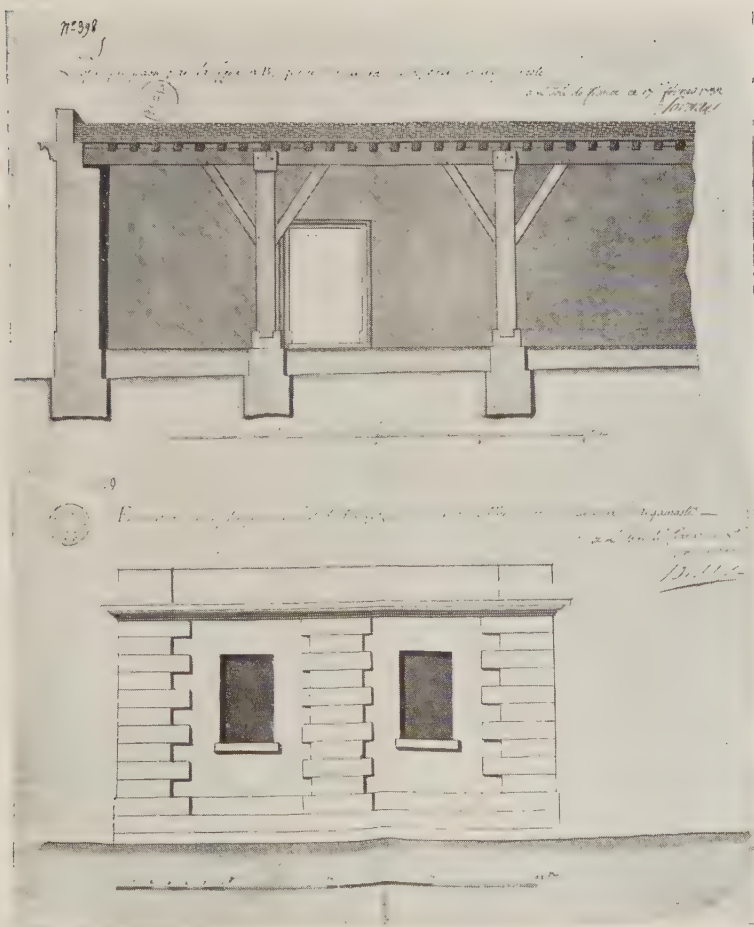
1. Archives des Colonies : Correspondance générale : Ile de France C⁴ 2.

travailler à l'entreprise. Il passa des marchés avec eux et ainsi aboutit, dans les cinq premiers mois, à faire bâtir quatre magasins en pierres, alors que M. de Maupin avait déclaré en 1734 qu'il faudrait pour en avoir fini « autant de temps que la valeur de quatre sièges de Troie »¹.

La première transformation faite par La Bourdonnais fut la construction d'un aqueduc pour amener de l'eau douce dans la ville qui, comme nous l'avons vu, en était complètement privée. Lorsque le gouverneur parla d'amener en ville l'eau de la Grande-Rivière, on lui déclara d'abord que c'était presque impossible : « Pour y réussir il fallait, disait-on, des machines dans le goût de celle de Marly, ou du moins de la Samaritaine, et nous n'avions ni pompes, ni tuyaux, ni gens qui fussent au fait de ces sortes d'ouvrages². » La Bourdonnais voulut voir par lui-même : remontant le cours de la rivière, il rencontra une chute d'eau de 28 à 29 pieds au-dessus du niveau de la mer. Comme la ville était à 23 pieds, il était dès lors facile d'amener l'eau par la seule pente du terrain et sans aucune machine. Comme un canal en maçonnerie couvert eut demandé énormément de temps et d'argent et qu'on était pressé, il se contenta d'une rigole d'épreuve en chaux et sable de 15 pouces sur 12. Cet aqueduc avait 3.600 toises de long. En trois mois, il donnait l'eau nécessaire au port.

1. Archives des Colonies : Correspondance générale : Ile de France, C⁴ 2.

2. La Bourdonnais, *Mémoire de 1740* publié par Margry, *op. cit.*



Coupe et élévation des Magasins de Port-Louis construits par La Bourdonnais.
 (Ce sont les fameux Magasins éternels).
 (Archives du Ministère des Colonies. — Dépôt des fortifications coloniales.
 Ile-de-France n^{os} 398 et 399).]

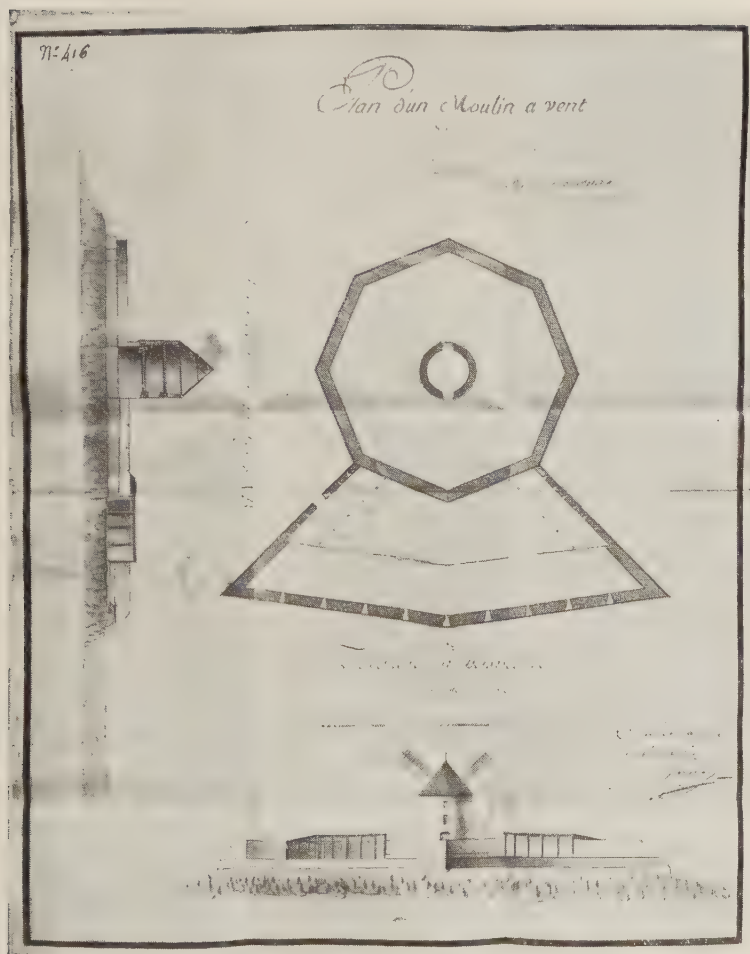
A l'arrivée en ville, une canalisation de plomb la portait à plusieurs fontaines dont une tout près de la mer pour la commodité des équipages venant faire de l'eau.

Il fallut égaliser le terrain parsemé d'énormes blocs de rochers. Une fois sortis du sol, ces blocs servirent d'excellents matériaux de construction avec lesquels La Bourdonnais fit bâtir les magasins de la Compagnie. En d'autres endroits, il fallut combler avec des pierres et de la terre rapportée des espaces envahis par la vase. Enfin la ville s'éleva. Les cases symétriquement alignées formèrent de grandes avenues au milieu desquelles se dressa le palais du gouvernement. Cet édifice, devant lequel s'étendait la place d'armes, fut construit, comme les magasins, dans le style italien avec un seul rez-de-chaussée couronné de terrasses. Le bâtiment qui préoccupa surtout La Bourdonnais fut l'hôpital. Dès son arrivée, il fit construire trois hôpitaux provisoires, en attendant la grande construction qu'il projetait. Un an après, il en élevait un autre à la baie des Tortues, parce qu'il avait remarqué que le lieu était plus sain pour les scorbutiques. Enfin il réussit à faire bâtir celui de Port-Louis dans la cour duquel arrivait l'eau de l'aqueduc, et il fit ses plans de telle façon que, tout en construisant les locaux pour y établir avec commodité des malades, on pût, si les circonstances l'y obligeaient, les transformer en entrepôt. Cet hôpital il lui donne tous ses soins. Chaque jour à huit heures du matin, La Bourdonnais s'y rend avec le major de semaine, un officier des troupes de l'île et un de

chaque vaisseau. Il voit les malades, juge des différends, s'informe de la nourriture du jour et se la fait présenter. Il commande un officier de terre et un officier de marine pour assister à la distribution et lui faire le lendemain leur rapport.

En sus de ces bâtiments, La Bourdonnais édifie encore des casernes, des arsenaux, des logements pour les officiers, des bureaux. Il construit des moulins à vent, des quais et des cure-môle pour le port. A Saint-Denis, de Bourbon, le débarquement étant très difficile, il construit un curieux pont volant formant jetée, qui permettait de débarquer par gros temps. Soutenu par quatre mâts de 60 pieds de longueur, il avançait de 130 pieds en mer. A son extrémité se trouvait un escalier qui s'élevait et s'abaissait à volonté; c'est là que venait aborder la chaloupe et le transbordement se faisait sans difficultés.

Le Port Louis était créé; il fallait maintenant en faire un grand port de mer. La Bourdonnais réussit à bâtir des chantiers de constructions navales. A son arrivée, les colons ne savaient absolument rien faire en matière de réparations de navires. Le nouveau gouverneur les transforma. « Je fus étrangement
« surpris, écrit-il dans ses mémoires, de voir régner une
« paresse et une ignorance si profondes, dans une île
« qui, par sa situation, me paraissait propre à de-
« venir une autre Batavia, c'est-à-dire l'entrepôt
« le plus commode et le plus sûr pour les vaisseaux
« de la compagnie. Mais je résolus de profiter autant
« qu'il était en moi de cet avantage, j'encourageai
« les habitants qui n'étaient point employés ailleurs,



Plan et élévation du moulin à vent de Port-Louis portant le n° 15 sur la vue panoramique de la planche VII. (Archives du Ministère des Colonies. — Dépôt des fortifications coloniales. Ile-de-France, n° 416).

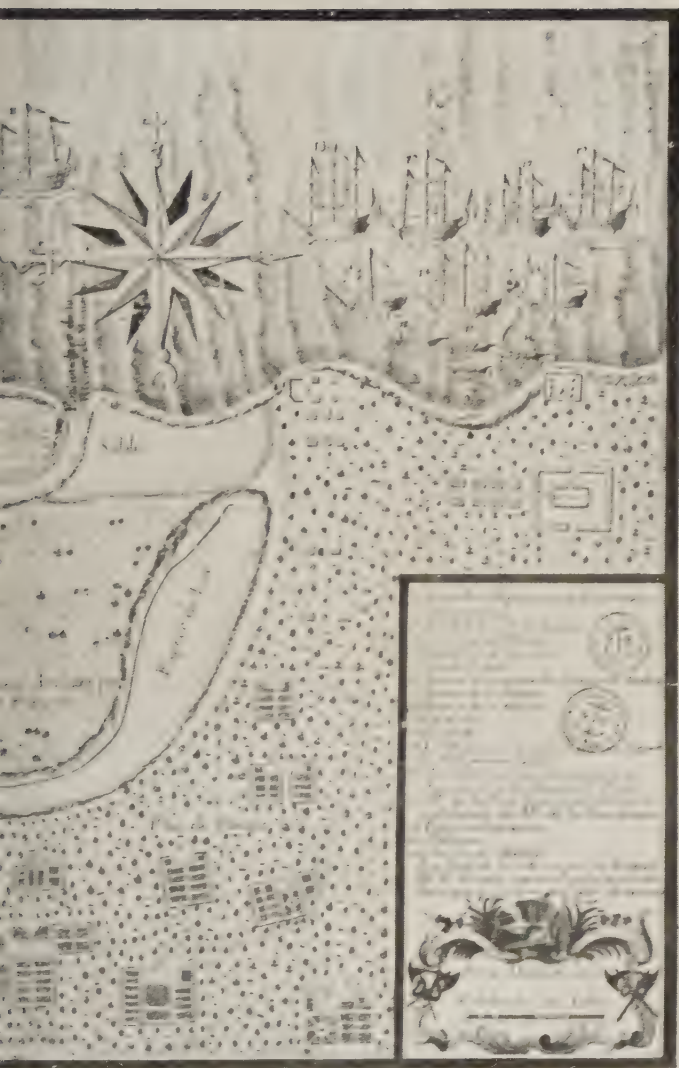
« à me seconder. Je fis chercher, couper, voiturier, « façonner tous les bois propres à la marine et, en « moins de deux ans de travail, nous eûmes tous les « matériaux préparés. »

Alors, petit à petit, La Bourdonnais organise l'apprentissage de ses ouvriers improvisés. Il leur fait d'abord construire des pontons pour carèner et d'autres pour décharger les vaisseaux ; puis ce sont des gabarres, des chalans, « pour les fournitures de l'eau et pour le transport des matériaux ». Les hommes devenant plus habiles, il leur fait construire des chaloupes et des canots ; ensuite on s'attelle aux réparations des gros navires, doublage et radoubage. Enfin, en 1737, La Bourdonnais entreprend et réussit un brigantin. Encouragés par le succès, les chantiers de l'Ile de France construisent coup sur coup *la Créole* et *le Nécessaire*, de 150 tonneaux, *l'Utile*, de 250 ; *l'Insulaire*, de 350. Les marins trouvaient désormais au Port-Louis des réparations aussi bien faites qu'à Lorient. La Bourdonnais avait même inventé une machine permettant de soulever gabarres et pontons, de les suspendre et de les racommoder en une demi-heure. Cette machine était construite en charpente et couverte en bardeaux de 6 toises 4 pieds de long, sur 4 toises 2 pieds de large et 2 toises de hauteur. Elle était placée sur un bassin dans l'enceinte du port.

Il restait à ce prodigieux organisateur à parachever son œuvre en faisant de l'Ile de France la forteresse inexpugnable qui devait donner à la France l'hégémonie dans la mer des Indes.

La première défense naturelle de l'île consistait en une ceinture de brisans ; sur tous les points où il n'y en avait pas, la côte était formée, chose curieuse, de falaises élevées, d'abord impossible. Très peu de points étaient accessibles aux navires. Mais dans cette île, d'approche difficile, un endroit était fortifiable entre tous, justement le Port-Louis. C'est surtout cette raison qui le fit choisir pour le chef-lieu de la colonie. Les navires n'y pouvant entrer qu'à contre-vent, en se touant, une escadre ennemie était dans l'impossibilité de l'attaquer à moins de se placer dans une situation déplorable en face d'une flotte sortant du port vent arrière.

La Bourdonnais sût merveilleusement tirer parti du site à fortifier. Le lecteur se rappelle que le Port Louis se trouve enveloppé, du côté de la terre, par un demi-cercle de montagnes ; ce sont : la montagne de la Découverte, le Pouce, et à l'est, des hauteurs moindres bordées par la Rivière des Lataniers. Cette rivière formait déjà, par ses ravines, une barrière naturelle protégeant le côté oriental du Port ; La Bourdonnais rendit la position très forte en faisant dresser le long des ravins une ligne de retranchements avec redans et bastions reliant les premiers mamelons de la montagne à la côte. En travers de la baie se dresse l'îlot de corail appelé : île aux Tonneliers ; longue d'un mille, elle est, dans sa majeure partie, large à peine de 100 pas : tout vaisseau qui veut pénétrer dans le port est obligé de défilier devant elle. La Bourdonnais y fit élever une redoute, qui garda son nom, portant 30 pièces de grosse artillerie.



Carte du Ministère des Colonies. Depot des Archives Nationales (Indes).

« Cette redoute était couverte par une batterie
« située sur une pointe de la côte à laquelle elle com-
« muniquait par une tranchée et une poterne.
« A gauche de la redoute venait une seconde batterie
« avec un chemin de communication couvert. A droite,
« à 300 toises plus loin, s'élevait une autre redoute ;
« à 250 toises de celle-ci était encore une troisième
« batterie. Vers la pointe est de l'île aux Tonneliers,
« une autre petite batterie commandait le pont de
« communication d'une île petite et étroite située à
« la suite de la première, et que défendait à son extré-
« mité une petite redoute. Les derrières de ces
« redoutes étaient protégés par des marais. Toute
« cette ligne elle-même était couverte au nord, par
« une banc de corail qui ne permettait pas à une
« escadre d'en approcher à plus de deux milles de
« distance ¹. »

De la batterie « La Bourdonnais », à l'autre côté du chenal d'entrée, il n'y avait que 500 toises. Sur ce point, juste en face de la batterie, se dressa le Fort-Blanc dont le feu de ses 35 canons se croisait avec celui des canons de l'autre fort. Pour plus de sûreté, chaque soir une chaîne était tendue en travers du chenal d'un fort à l'autre. Ce fort Blanc renfermait une batterie couverte appuyée par d'autres petites batteries. Bâti sur un îlot, il était relié à la côte par un pont. D'autres fortins achevaient le système de défense comme celui qui, au fond du port, défendait l'hôpital avec ses trente pièces de rempart, con-

1. Eugène Piston, *Chronique de l'Île de France. La Bourdonnais.*

jointement avec le fort Sainte-Barbe. Enfin à l'ouest, un mur de pièces sèches reliait un fort carré à la montagne de la Découverte sur laquelle le gouverneur avait fait installer une vigie qui pouvait signaler les vaisseaux en mer à une distance de 15 lieues.

Pour parfaire ce système de fortifications, La Bourdonnais tourna les yeux vers le Piton du Pouce, qui domine avec le Pieter Both le cirque de Port-Louis. Là, se trouvait un plateau de plus de 4.000 mètres de circonférence, boisé, arrosé par trois sources qui y prenaient naissance et relié aux régions inférieures par un unique passage étroit et rapide du côté de la ville. Partout ailleurs un escarpement abrupte et inaccessible de plusieurs centaines de pieds de haut, rendait l'approche impossible. « C'est là, que Monsieur de La Bourdonnais imagina de placer, comme l'aire d'un aigle, la citadelle qui devait commander le port et la ville ¹. »

Un seul travail de fortifications important aurait défendu la seule voie d'accès du plateau ; la forteresse aurait été inexpugnable. Dans le cas où, contre toute prévision, l'ennemi aurait réussi à forcer le Port-Louis, les canons de la citadelle lui auraient rendu la place intenable. Dans ses flancs, elle aurait reçu, à la première alerte, femmes, enfants, vieillards et suspects à l'abri là-haut de toute surprise et de la soif grâce aux sources jaillissantes. On eut pu, en toute tranquillité, y attendre des secours en cas de

1. Piston, *op. cit.*

mauvaise fortune, en faisant aux occupants de l'île une guerre d'escarmouches constantes.

Pour défendre ces îles, les deux régiments de la Compagnie composés de 53 hommes chacun étaient notoirement insuffisants. Les colons devraient eux-mêmes contribuer à leur sûreté. Dès son arrivée, La Bourdonnais avait fait procéder à un recensement général des habitants; cela lui avait donné 190 blancs et 648 noirs.

Il répartit immédiatement tout son monde en un certain nombre de classes ressemblant assez au système employé par Servius Tullius dans l'ancienne Rome. « J'ai composé la première classe, écrit-il au « chevalier de Follard, des plus notables habitants « qui sont officiers de bourgeoisie, combattent à « pied et à cheval et mènent avec eux quatre noirs « fidèles armés de lances, et munis de haches, piques « et pioches pour travailler à se retrancher en cas de « besoin. La seconde, des dragons, accompagnés « chacun de deux noirs fidèles armés comme les précédents. La troisième comprend l'infanterie, dont « chaque homme doit être suivi d'un noir armé. La « quatrième classe est formée des pauvres habitants, « commandeurs et domestiques, avec des noirs « choisis destinés à servir le canon¹. »

Chaque dimanche à l'issue de la messe on devait se réunir pour s'exercer au maniement des armes. Chacun avait son poste fixé d'avance et devait y courir à la première alerte. Les îles sœurs eurent ainsi un peuple d'agriculteurs-soldats.

1. Lettre à M. de Follard citée par de Longpérier-Grimoard.

En 1740, cinq ans après l'arrivée de La Bourdonnais dans les îles, ce plan prodigieux était à peu près complètement réalisé et ceci avec l'aide initial du seul de Tromelin et de la quinzaine d'ouvriers amenés avec lui sur le *Fleury*. Il avait tout fait, tout improvisé, ne s'étant laissé arrêter par aucune difficulté. « Il fallait une âme à ce beau corps, a écrit un descendant de La Bourdonnais, M. de Longperier-Grimoard, en parlant des îles sœurs, et un don si précieux paraissait bien lui avoir été refusé. » L'âme des deux Iles, ce fut Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais.

CHAPITRE V

PREMIÈRES DIFFICULTÉS

« Comme on ne peut pas faire le bien impunément, » écrivait Castonnet des Fosses, La Bourdonnais ne « tarda pas à être attaqué. » Ce sont ces attaques violentes et variées que nous allons essayer d'exposer dans ce chapitre.

Pour étudier impartialement les discussions qui éclatent dans les îles, les plaintes qui viennent jusqu'à Versailles ou à Fontainebleau, il faut avant tout se bien pénétrer du milieu dans lequel La Bourdonnais vivait à l'Ile de France et à Bourbon. De la plupart des démêlés qui s'élèvent entre lui et ses administrés, il ne nous reste souvent que la défense de La Bourdonnais et le jugement des ministres en sa faveur. Dans un cas pourtant, grâce à la position influente du plaignant qui s'adresse directement à

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C⁴, registre 2 et C³, registre de 1737 à 1748.

— G¹. État-civil de l'Ile de France. Port-Louis, n^o 114.

— *Archives de la Section technique du Génie* : Places étrangères, carton 141.

— *Bibliothèque Nationale* : Manuscrits français, nouvelles acquisitions, n^o 9344.

IMPRIMÉS. — Mémoire de La Bourdonnais de 1740 publié par *Pierre Margry*.

son protecteur Orry, il est possible de suivre, à travers une correspondance assez riche, toutes les phases de la dispute et les plaintes des deux partis. Je veux parler des démêlés entre la Bourdonnais et de Cossigny, qui jettent un jour assez vif sur les multiples querelles de clocher dressant les uns contre les autres les habitants des Iles Sœurs.

Dès notre premier chapitre nous avons vu apparaître M. de Cossigny. Officier de carrière, il a débuté dans le Génie, en 1705, au blocus de Montmelian, puis a passé dans l'Infanterie. Il fait campagne dans cette arme, où il monte en grade. Blessé plusieurs fois, il est réformé comme capitaine. En 1713, il est reçu ingénieur du roi et va continuer sa carrière militaire avec ce titre. En 1728, il reçoit la croix de Saint-Louis.

Jusqu'en 1731 il n'a cessé de guerroyer en Europe, tantôt dans le nord de la France, tantôt en Roussillon. Dans cette région il fait la connaissance d'Orry, alors intendant de cette province et, lorsqu'en cette année 1731 il vient à Paris, Orry, devenu contrôleur général des Finances, lui offre de passer à l'Ile de France pour renseigner la Compagnie des Indes sur le parti que l'on pourrait tirer de cette possession française.

Petit neveu de Péliisson, de Cossigny écrit d'une façon assez agréable et souvent caustique. C'est évidemment un homme de valeur : l'Académie Royale des Sciences le pense puisqu'elle lui adresse à l'Ile de France, en 1734, la patente de membre **cor-**respondant. Mais de Cossigny a un grave défaut :

Vers 1736



Vue des Bâtimens qui s'ont achés
à La Bourdonnais; L'air

1, Palais du gouverneur; 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10: Maisons des employés et

Vue



le Gouverneur & Monsieur

il est susceptible et grognon ; très peu d'individus ont l'heur de lui plaire ; il daube sur les autres avec un acharnement qui frise de près la calomnie.

Débarqué à l'Ile de France, le 5 juin 1732, il accomplit parfaitement la mission que le contrôleur général lui a confiée. Après avoir étudié consciencieusement le terrain, il conclut à l'opportunité de créer un port à l'Ile de France et de donner à cette île la première place dans la mer des Indes. Comme il le dit lui-même, cette manière de voir qui fait passer Bourbon au second plan, lui attire l'antipathie des Bourbonnais. Que se passe-t-il exactement dans les Iles ? A en croire de Cossigny, elles ne sont peuplées que de canailles ou d'imbéciles. Et l'ingénieur écrit à de Fulvy, lettre sur lettre, pour desservir les employés de la Compagnie auprès de la direction¹. Les sieurs d'Hauterive, 1^{er} capitaine ; Besson, second capitaine ; des Fourneaux, Roman, sont décrits tour à tour ; ce sont tous gens « sans sentiments ». M. de Maupin n'écoute que la passion et l'emportement, se plonge dans le libertinage le plus outré ; ses sentiments, son air, ses attitudes sont comparées à celles de « ces mauvais bretteurs, souteneurs au quartier du roy, mais qui sont toujours aux bagages les jours d'action ». Le sieur d'Hauterive, lui, est classé parmi les imbéciles. C'est un bon homme, mais né pour être frère lai d'un couvent de moines mendiants. « Il élève son fils de 10 à 12 ans à servir des

1. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : Cossigny à de Fulvy, le 18 novembre 1734, par le Maurepas (6 lettres).

messes et à encenser ». Le sieur Bourdas, procureur du roi, est « le plus parfait petit brouillon, le jeune homme le plus étourdi et le plus vain, le petit maître le mieux musqué, le malouin le plus arrogant, le plus plat spadassin cû bretteur, en un mot le plus impropre sujet pour sa profession que la Compagnie eut pu trouver ».

Le sieur Maupin se pique de bretter et fait des armes avec Bourdas qui a emporté ses fleurets. Le sieur Bourdas, entouré dans sa chambre de longues rapières et de fleurets, est toujours prêt en apparence, dans ses discours et dans ses gestes, à vous couper le visage. Mais la mauvaise humeur de Cossigny ne s'en tient pas là : il écrit à de Fulvy pour critiquer âprement ce que l'on fait à Lorient où M. d'Eprenesnil était alors directeur. « Pourvu qu'on puisse écrire de Lorient ; nous venons de mettre dehors deux navires » ; quelques semaines ensuite : « nous venons d'en mettre trois » on se félicite de ce beau coup et la Compagnie se réjouit à son tour de cette bonne nouvelle, mieux qu'on ne se réjouit lors du passage du Rhin et de la déroute des Impériaux ». Et pour terminer sa lettre en alimentant la petite chronique scandaleuse, il annonce : « Le sieur de Maupin est depuis plusieurs jours avec une femme dans une habitation du quartier des Pamplemousses. »

Aussi quand La Bourdonnais est nommé gouverneur des Iles, de Fulvy endoctrine son nouveau protégé ; il lui recommande instamment de ménager les susceptibilités de Cossigny, homme de talent au fond, avec qui il pourra faire beaucoup de bien aux

Iles. La Bourdonnais lui promet d'avoir de la patience. De Fulvy écrit alors à de Cossigny ¹ pour l'exhorter au calme et à la douceur. « Le sieur de La Bourdonnais, mande-t-il, part avec toutes les bonnes dispositions pour vivre avec vous dans une parfaite intelligence. Je ne puis trop vous recommander de mettre de votre côté tout en usage pour la maintenir. Je dois par amitié pour vous-même vous y exhorter ; vous y êtes personnellement intéressé. Vous vous êtes brouillé avec deux gouverneurs, en voilà un nouveau. Si vous alliez vous brouiller avec lui, ne pourrait-on pas imaginer que c'est votre faute et non la leur, puisque vous n'avez pas pu compatir plus avec le nouveau qu'avec les autres ; enfin tout vous doit engager à vivre avec lui en union. »

Mais entre le moment où La Bourdonnais quitta la France et celui où il arriva à Port-Louis, la dispute s'était tellement envenimée entre de Cossigny et les habitants des Iles que l'ingénieur était renvoyé en France par un vote du Conseil provincial. Nous n'avons aucun détail sur ce départ précipité. Nous ne le savons que par une lettre du Conseiller au Conseil provincial de l'Ile de France, Giblot, à de Fulvy ². « Ni passion, ni humeur, ni animosité personnelle, écrit-il, n'ont eu part à lui faire donner son suffrage pour le renvoi de M. de Cossigny ; il

1. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : Fulvy à Cossigny, 20 sept. 1734.

2. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : Giblot à Fulvy, 28 déc. 1736.

a cru devoir le faire pour le bien du service de la Compagnie. » De Cossigny lui-même, dans l'exposé qu'il fit vingt-quatre ans plus tard de ses états de service ¹, n'entre dans aucun détail sur cette désagréable aventure.

« En 1735, se borne-t-il à constater, je fus obligé de repasser en France, bien résolu de ne plus revenir aux Iles. »

Lorsque, le 5 juillet 1735, La Bourdonnais arrive en rade de Port-Louis, il interroge le pilote qui monte à bord pour guider le navire dans le port, sur ce qu'il y a de nouveau dans l'île. Le pilote lui annonce immédiatement que M. de Cossigny a été forcé de repasser en France. A cette nouvelle inattendue, La Bourdonnais ne peut cacher sa joie. On lui a fait à Paris de telles recommandations à propos de l'ingénieur qu'il n'est pas sans appréhensions sur son attitude future à lui, homme violent, en face de Cossigny, susceptible et vindicatif, et voilà qu'à son arrivée ce cauchemard a disparu. Heureux de cet événement de bonne augure, La Bourdonnais se précipite dans le salon des officiers où se trouve sa femme pour lui annoncer la bonne nouvelle, sans songer que cette explosion de satisfaction est soigneusement retenue par tel attentif spectateur de cette petite scène et sera rapportée à de Cossigny à la première occasion.

De Cossigny, raconte-t-on à La Bourdonnais, est parti définitivement. Le sous-ingénieur de Sornay,

1. Dépôt général des Fortifications. Places étrangères. Ile de France, carton I, pièce 7.

après de violents démêlés avec de Cossigny, a été rappelé en France pour rendre compte de sa conduite envers son supérieur. Le corps des ingénieurs est donc désorganisé, les travaux sont à peu près complètement abandonnés. La Bourdonnais se fait présenter les projets de construction et de fortification ; il y en a trois : ceux de MM. de Cossigny, de Sornay et de Nyon.

Il leur trouve à tous trois certains défauts, mais s'aidant de ce qu'il y trouve de bien, il fait à son tour un nouveau projet, en ayant soin de prendre les dispositions nécessaires pour utiliser les constructions déjà en cours. Les travaux reprennent donc avec rapidité et tout va pour le mieux, mais voilà que La Bourdonnais reçoit une lettre de M. de Fulvy en date du 4 janvier 1736, lui annonçant le retour de M. de Cossigny. Les directeurs ont trouvé l'expulsion de l'ingénieur par trop cavalière et ont frappé d'une amende les conseillers qui en ont été les auteurs.

« M. de Cossigny est parti pour Lorient, écrit de
« Fulvy, où je compte qu'il s'embarquera sur le
« *Maurepas* dans le courant de ce mois-ci. Quoique
« je vous aie parlé de lui fort en détail dans ma grande
« lettre, je ne puis me dispenser de vous en reparler
« encore ici, étant dans une transe continuelle toutes
« les fois que je me représente que, si vous ne mettez
« pas en usage une patience à toute épreuve et un
« désintéressement total de votre amour-propre,
« vous serez infailliblement brouillé avant qu'il soit
« peu, et conséquemment les intérêts de la Com-
« pagnie en souffriront. Je ne vous parlerai pas des

« reproches auxquels vous donneriez lieu si vous aviez
« tord avec lui, bien persuadé que vous ferez tout ce
« qui sera nécessaire pour n'en point avoir, mais je
« vous prie de tout mettre en usage dans les occa-
« sions, sans cependant rien faire qui déroge à ce que
« vous devez à votre place pour le ramener, lors que
« sa vivacité l'emportera ¹. »

La nouvelle produit une certaine impression dans la colonie et tout l'entourage du Gouverneur l'assure véhémentement des discussions qui vont immédiatement surgir à l'arrivée de l'ingénieur, quand il verra que l'on a continué les travaux sans lui et en modifiant ses plans. La Bourdonnais croit pallier à tout désagrément en rédigeant un mémoire à de Cossigny, où il explique ce qu'il a fait, pourquoi il l'a fait et la ligne de conduite qu'il compte prendre vis-à-vis de son ingénieur ², Il convoque ensuite son conseil et

1. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : De Fulvy à La Bourdonnais, le 4 janv. 1736.

2. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : Extrait des minutes du secrétariat du Conseil supérieur de l'Île de France. Mémoire de M. de La Bourdonnais à M. de Cossigny, du 22 juin 1736 :

« Arrangement que j'ai pris avant l'arrivée de M. de Cossigny pour lui exposer au juste l'état des travaux, et de la manière que je pense qu'ils doivent être continués pour les avancer plus vite et avec moins de dépense, ce que je lui communiquerai de vive voix et par écrit à son arrivée en cette île. »

« Monsieur, je fus surpris en arrivant dans cette île de ne vous
« y pas trouver, encore plus de voir les travaux abandonnés
« de tous les ingénieurs excepté du sieur Gerbaud. La Compagnie
« m'avait chargé de vous faire part de ses idées. Son intention
« n'était que de bâtir des batteries à l'entrée du port avec une

donne lecture de son mémoire qu'il fait enregistrer au greffe. Quinze jours après, de Cossigny débarque à

« loge fortifiée. Vous étiez absent, je n'étais pas assuré du terme
« de votre retour, j'étais expressément chargé de l'établisse-
« ment de cette colonie. Ces raisons mûrement pesées me firent
« prendre le parti de me charger de la conduite des travaux
« au hasard même de commettre quelques fautes, regardant
« comme la plus grande celle de laisser les ouvriers à rien faire.
« Je consultai votre plan qui me parut trop étendu pour les idées
« présentes de la Compagnie ; celui de M. de Somay tombait
« trop dans le rempart, celui de M. de Nyon était plus simple.
« Sur tous ces plans et la connaissance du terrain, j'en formai
« un où les ouvrages commencés avaient leur place et il a été
« arrêté au Conseil.

« Je fus d'abord rebuté de la façon et de la négligence avec
« laquelle les ouvriers travaillaient : ils ne faisaient presque rien,
« ou si peu qu'il aurait fallu un temps infini et des millions pour
« venir à bout de faire des ouvrages qui se peuvent achever
« en cinq ou six années. Je cherchai un remède à ce mal, je n'en
« trouvai point d'autre que de les mettre à l'entreprise.

« J'eus beaucoup de peine à y réussir, mais en me retournant
« j'y ai parvenu de façon que tous les ouvriers travaillent pour
« leur compte. Il est vrai que le prix est en quelque partie trois
« fois plus fort que celui de France ; malgré cela les ouvrages
« coûtent trois fois moins à la Compagnie qu'auparavant et les
« travaux avancent trois fois plus vite. Vous en verrez la preuve
« par ce qui en est fait ; il n'y a pas un an que j'en ai pris la
« conduite, et il y a trois fois plus d'ouvrage fini qu'il ne s'en
« était jamais fait ; nous sommes en train d'aller plus vite,
« parce que la machine est montée et que je l'ai beaucoup ren-
« forcée par plusieurs ouvriers ; d'ailleurs il nous a fallu faire
« mille petites nécessités indispensables, qui ont détourné le
« gros du travail. Ce n'est plus présentement la même chose :
« tout marche ensemble et avec tant de diligence et d'exactitude
« que j'espère cette année faire encore le double de ce qui a été
« fait l'année passée, parce que j'ai trouvé une pierre blanche
« si facile à travailler que les tailleurs de pierre font à présent

Port-Louis ; c'est une débandade générale, les employés de la Compagnie veulent quitter leur service ;

« une porte pour 12 l. 10 s. au lieu que je payais celles de pierre
« jusqu'à 50 l. J'ai fait d'abord finir le magasin depuis si long-
« temps commencé ; ensuite j'en ai fait deux doubles de 14 toises
« chaque, les forges, corps de garde, boulangerie qui forment
« un bâtiment de 25 toises, le tout couvert d'argamaste avec
« parapet, le gouvernement rasé d'un côté, un moulin avec une
« batterie, puis, les fondements de deux bâtiments destinés
« pour la chapelle, les boutiques et la salle d'armes. Voilà,
« Monsieur, en abrégé l'état de ce qui est fait dont j'ai le devis
« au juste signé par le Conseil. Que ces ouvrages soient dans les
« règles de l'art ou non, ils sont toujours faits. Ainsi je pense,
« sauf votre meilleur avis, qu'il faut d'abord finir ce qui est
« commencé. Je vous ferai pendant ce temps connaître plusieurs
« idées que j'ai, vous en prendrez ce que vous trouverez de bon
« et vous formerez du tout un plan général dans lequel les ou-
« vrages faits doivent avoir leur place ; et après que ce plan
« aura été approuvé par le Conseil, je vous prierai d'y faire tra-
« vailler en commençant par les morceaux qui vous sont les plus
« nécessaires. Je veux dire que si nous avons la guerre, il nous
« faut fortifier ; si nous avons la paix il faut commencer par
« bâtir les magasins utiles pour loger tous les effets de la Compa-
« gnie tant de la marine qu'autres qui dans un moment courent
« risque d'être réduits en cendres ; ajoutez qu'ils se perdent dans
« des bâtiments de bois.

« Je ne doute pas que vous n'approuviez mon idée d'autant
« mieux que vous avez promis comme moi à M. le Contrôleur
« général et à M. de Fulvy que vous feriez tout ce qui est en
« vous pour avancer l'ouvrage ; et pour vous faire connaître
« que j'y veux contribuer et partager les peines avec vous, je
« laisse un moment à côté la qualité de gouverneur pour prendre
« celle d'entrepreneur général pour tout ce qui regarde les tra-
« vaux. Je vais vous rendre cette pensée plus claire. Lorsque
« votre plan sera fait et arrêté, vous aurez la bonté de me fournir
« un devis trois à quatre mois à l'avance, de ce qu'il vous faut
« pour construire les bâtiments par lesquels vous commencerez.

M^{me} de La Bourdonnais fait ses préparatifs pour

« Ainsi successivement des autres ouvrages : la seule chose
« que je vous prie d'observer est de me demander le possible
« et de vous servir de ce que la terre peut fournir, parce que
« vous savez qu'on n'a pas par ici tout à souhait comme en
« France. Il faut se retourner de plus d'une façon et songer
« à s'accommoder de ce que l'on trouve plus facilement dans
« l'Inde. Après que j'aurai reçu votre devis, je promets de vous
« fournir à temps et à pied d'œuvre pierres et moëllons, chaux,
« briques, sables, bois, planches, clous, outils de toute espèce,
« toutes les ferrures nécessaires aux bâtiments, de faire vos
« remplis, creuser vos fondations. (Tout cela se fait à l'entreprise
« avec des habitants, soldats, gens de marine, et nous, en un
« mot avec toute la colonie que moi seul peux et ai droit de
« commander.) Enfin je me charge de vous fournir tous vos be-
« soins. Si j'y manque vous pourrez dire hardiment que c'est
« moi qui ai arrêté les travaux, mais cela n'arrivera pas. Ainsi
« vous n'aurez qu'à mettre en œuvre et à faire conduire vos
« maçons et tailleurs de pierre. Je vous en fournirai des Indes
« et d'ailleurs le plus qu'il me sera possible, ce que je mesurerai
« sur les fonds que la Compagnie envoie.

« C'est, Monsieur, après avoir bien examiné vos conditions
« avec la Compagnie, pesé tout ce que je puis faire pour éviter
« la discussion du temps passé et parvenir à une bonne fin,
« avantageuse à la Compagnie, c'est, dis-je, après avoir mûre-
« ment pesé toutes choses que j'ai résolu avant votre arrivée
« de me former des règles sur ma conduite. Pour y mieux réus-
« sir, j'ai consulté les conseils et, sur leur avis, je me suis prescrit
« des lois dont je ne m'écarterai pas d'un moment. Pour les
« mieux observer, j'ai déposé au secrétariat la copie de ce mé-
« moire, afin que la crainte qu'il ne serve un jour contre moi
« me retienne dans les justes bornes que je me suis prescrites
« avec réflexion. Avec des arrangements si justes, j'espère
« qu'il n'entrera jamais d'humeur dans nos actions et que nous
« nous entendrons en tout, car de notre union dépend la réussite
« de toute chose et le plus ou moins de dépense pour la Compa-
« gnie. Si vous vous brouillez avec moi ce sera certainement
« à tort, car je ne me brouillerai jamais avec vous, ni avec per-

passer à Bourbon¹, M. de Saint-Martin donne sa

« somme ayant pris pour base de ma conduite les règles suivantes.

« Il n'y a rien qui puisse altérer les dispositions où je suis de
« bien vivre avec tout le monde si ce n'est ce que je dois indispen-
« sablement au poste que j'ai l'honneur d'occuper et aux inté-
« rêts de la Compagnie, je suis d'ailleurs bien aise que l'on sache
« que je n'ai accepté ce gouvernement que pour avoir l'honneur
« de bien établir une colonie française ; ayant pour but ce prin-
« cipe, je marcherai à ma fin d'abord par la politesse et par la
« douceur et ensuite par toutes les voies nécessaires sans craindre
« les événements ; aimant mieux ne gouverner que peu de temps
« avec honneur et satisfaction que dix ans avec troubles, peines
« et sans acquérir cette réputation préférable pour moi à tous
« les intérêts. C'est ce que j'ai écrit en France, l'année dernière.
« Je rendrai le gouvernement avec plaisir toutes les fois qu'on
« le voudra pourvu que préalablement je mette la justice de
« mon côté et que surtout Monseigneur le Contrôleur général
« et M. de Fulvy soient pleinement convaincus que je ne leur
« ai manqué en rien, car j'estime plus leur amitié par sensibilité
« d'âme que tous les gouvernements de la Compagnie dont je
« puis me passer pour vivre.

« Voilà, Monsieur, la règle que je me suis prescrite et que j'ai
« pratiquée depuis mon arrivée. Tout est en paix ; il n'y a pas
« eu la moindre discussion dans les îles, chacun sait son métier.
« Les ouvrages sont avancés, la colonie est devenue meilleure,
« tout s'y fait : j'espère de plus qu'à l'avenir, l'amitié que Mgr le
« Contrôleur général et M. de Fulvy ont pour vous vous portera
« à seconder de si saines intentions, ainsi nous serons tous deux
« les véritables fondateurs de cette colonie. Travaillez-y dans
« votre partie, je vous y seconderai en tout quand il sera besoin,
« comme gouverneur et quelquefois comme entrepreneur. Mais
« de quelque façon que ce soit, ce sera toujours en homme qui
« cherche le bien de la Compagnie et l'occasion de vous prouver
« combien j'ai l'honneur d'être véritablement, Monsieur, etc... »

1. Archives coloniales. Correspondance générale C⁴ : La Bourdonnais à de Fulvy, le 14 avril 1736. De Cossigny à Orry, le 25 décembre 1736.

démision à La Bourdonnais qui a toutes les peines du monde à le faire revenir sur sa décision. De son côté, de Cossigny, à peine débarqué, apprend la joie que La Bourdonnais avait eue à la nouvelle son départ ; comble d'horreur, son ennemi personnel de Saint-Martin occupe son ancienne maison à lui, de Cossigny, d'où sa femme a déménagé puisqu'on croyait, dans l'île, que l'ingénieur ne reviendrait pas. La Bourdonnais vient bien de donner l'ordre à de Saint-Martin de rendre sa maison à de Cossigny, mais la bile de ce dernier est déjà en mouvement et l'effervescence est grande dans beaucoup d'esprits.

Le mémoire de La Bourdonnais enregistré au Conseil paraît à de Cossigny une injure personnelle, mais le gouverneur le force à écouter ses explications et les deux hommes finissent par s'entendre, La Bourdonnais donnant l'assurance à de Cossigny que tout se traitera entre eux en tête-à-tête sans faire en aucune façon intervenir le Conseil ¹.

De Cossigny paraît satisfait, il écrit au Contrôleur général, le 29 juillet : « Pour moi, j'y vais de la meilleure foi du monde... J'ai trouvé (dans cette île) beaucoup d'augmentation de bien et à l'avantage de la Compagnie. C'est le fruit de la réunion du gouvernement général des deux îles. Et vous aurez le plaisir, Monseigneur, d'apprendre dans peu de temps l'heureux succès de cette relâche de la

1. Archives coloniales. Correspondance générale C⁴ : De Cossigny à Orry, le 29 juillet 1736.

« Colonie. Il s'y est fait plusieurs changements. Je
« les approuve tous d'avance par cet esprit de con-
« ciliation que je veux mettre en toute chose. »

Ce calme est tout d'apparence, car le même jour il écrit à M. de Fulvy avec qui il se gêne moins : « Le
« plan de M. de La Bourdonnais est absurde et
« insoutenable... A l'exemple du Gouverneur, chaque
« commis de bureau fait l'ingénieur, et ceux qui le
« sont font le métier de forçat. Nul repos avec lui ;
« craignant apparemment par sa taille courte et
« replète une apoplexie, pour la prévenir, il se donne
« nuit et jour des mouvements effroyables et fait
« donner au diable tous ceux qui ont quelque emploi
« sous lui. »

M. de Fulvy essaie de le calmer :

« Si ce gouverneur (M. de La Bourdonnais) s'est
« comporté ainsi que vous me le marquez lorsqu'il
« apprit votre départ de l'Ile de France, il a très mal
« fait, mais vous ne savez cela que par relation et
« c'est en vérité bien mal savoir les choses. Il n'est
« pas impossible que bien des gens n'aient craint que
« vous vécussiez bien ensemble, ainsi l'on aura
« cherché à fomentier la division par tous les bouts.
« J'avais prévu votre brouille même avant votre
« départ ; vous savez assez comment je vous en ai
« parlé. Vous deviez vous mettre en garde contre
« tous ces propos et vous m'aviez même promis de
« les sacrifier tous au plaisir que vous auriez de bien
« vivre avec quelqu'un. Vous trouvez mauvais
« jusqu'au zèle que tout le monde marque pour
« veiller sur les travaux ; vous dites que vous voyez

« autant d'ingénieurs que d'employés, est-ce un
« motif de querelle ? Réfléchissez-y. A l'égard de la
« délibération que M. de La Bourdonnais avait prise
« pour fixer votre état avec le Conseil, c'est une pré-
« caution que nous n'avons pas approuvée ici, mais
« qui devait seulement vous faire sentir que vous
« étiez craint, et vous deviez profiter de cette cir-
« constance pour assurer non seulement le Gouver-
« neur, mais même tout le Conseil que si l'on avait
« jusqu'alors jugé ces précautions nécessaires, ils
« verraient par la suite qu'ils n'en auraient pas
« besoin ; et je vous assure qu'ils ne demandaient
« pas mieux tous que de revenir de leur prévention.
« Mais vous avez oublié ce que vous m'aviez promis,
« et vous avez rompu avec tout le monde. »

Ces remarques ne changent rien au caractère de M. de Cossigny, qui se plaint dans chacune des lettres qu'il écrit régulièrement, soit au Contrôleur général, soit à M. de Fulvy. A l'en croire, La Bourdonnais lui manque journellement de respect. A propos du sous-ingénieur de Sornay, il écrit à Orry une lettre interminable où il conte ses malheurs.

De Sornay avait été rappelé à Paris à la suite de violentes discussions avec de Cossigny ; la Compagnie, ne pouvant admettre la rébellion ouverte contre les supérieurs hiérarchiques, retira son poste à de Sornay et le renvoya à l'Ile de France comme un simple particulier, spécifiant cependant que s'il faisait à de Cossigny les excuses convenables, il pourrait être rétabli dans son emploi. De Sornay revint donc à l'Ile de France furieux et, dans l'espace

de temps qui précéda le retour de de Cossigny, exhala violemment son ressentiment contre l'ingénieur. Mme de Cossigny l'apprenant, porta plainte auprès de La Bourdonnais, qui lui assura que personne ne croyait ces propos d'un homme en colère et que le mieux était d'en rire. Après le retour de M. de Cossigny, de Sornay, extrêmement mortifié d'avoir à demander son rétablissement au bon vouloir de son ennemi, hésite et ne fait aucune démarche. Un mois se passe : la situation ne peut pas se prolonger indéfiniment, La Bourdonnais a besoin de tous ses ingénieurs et de Sornay, relevé de ses fonctions, lui manque pour la surveillance des travaux. Il le chapite et l'assure que s'il ne fait pas auprès de de Cossigny la démarche nécessaire, il ne sera jamais rétabli. De Sornay se décide et écrit à de Cossigny une lettre d'excuses. Mais celui-ci trouve que cela n'est pas suffisant et, sans même ouvrir la lettre, il la remet sous une autre enveloppe et la donne à un des officiers du gouverneur pour la rendre à de Sornay. Cependant le Conseil s'assemble et le rétablissement du sous-ingénieur vient à l'ordre du jour. La lettre de M. de Sornay se trouve apportée ; on l'ouvre et on la lit ; les termes en sont approuvés. On considère que M. de Cossigny a satisfaction et le rétablissement de M. de Sornay est voté. De là explosion de colère de Cossigny, qui pourtant ne dit rien à La Bourdonnais, raconte-t-il, mais écrit à Orry pour épancher sa mauvaise humeur.

« Il est (La Bourdonnais) d'une jalousie démesurée
« sur tout ce qui se fait et ce qui se doit exécuter dans
« cette île. Il craint comme un enfant que je ne di-

« minue tant soit peu la gloire qu'il se fait de former
« cette colonie. Il veut être le seul ici qui imagine
« et s'est fait une maxime d'imaginer sur les choses
« les plus communes, à rebour de tous les hommes
« uniquement pour la singularité, quelque raison qui
« puisse prouver et autoriser un sentiment contraire
« au sien. Il a la cruauté en mille rencontres de com-
« parer ne pleine place ce qui s'est fait avec quatre
« fois plus de force depuis 18 mois qu'il est ici relevé
« de l'autorité, à ce que j'ai fait en six mois, contre-
« carré d'un conseil, avec quatre fois moins de monde,
« qui n'avait pas même sa subsistance assurée. Aussi
« ne perd-il aucune occasion de m'aiguillonner de
« quelques traits piquants, mais par bonheur pour
« moi, c'est avec tant de grossièreté, tant de rudesse
« que j'avoue ingénument, quoique je sois assez
« sensible, c'est autant à cette grossièreté que je suis
« redevable du silence que je garde, qu'à la promesse
« que je vous en fais de ne me gendарmer sur rien ¹. »

Et les mois se succèdent aux mois sans que de Cossigny cesse de critiquer, de se fâcher, de protester. Périodiquement, Orry et de Fulvy reçoivent de La Bourdonnais la demande de le débarrasser de M. de Cossigny.

Le 20 décembre 1736, il écrit que connaissant M. de Cossigny intéressé, il l'a tenté de ce côté-là et a envoyé pour lui quelques fonds dans l'Inde. Mais que son caractère ne change pas, qu'il vient

1. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : De Cossigny à Orry, île de France, le 25 décembre 1736.

d'avoir une nouvelle altercation avec M. de Saint-Martin. Il prie que l'on veuille bien le délivrer de M. de Cossigny ; il n'est point mal avec lui puisque M. de Fulvy le lui a ordonné, mais il en coûte à son amour-propre et à la satisfaction de sa vie ¹.

Un mois plus tard ¹, il écrit qu'il vit à « l'ordinaire » avec M. de Cossigny qui sort de chez lui et a dit mille choses qu'il n'aurait pas dû souffrir à propos d'un habitant récalcitrant mis aux arrêts. M. de Cossigny, ajoute-t-il, est d'une inquiétude si grande et d'un esprit si mal disposé qu'il prend le parti de quiconque croit avoir lieu de se plaindre. Les causes les plus infimes suffisent à provoquer les colères de Cossigny. Le procureur du roi Hargenvilliers ayant dit en riant à la fin d'un repas que la colonie aurait plus besoin de batteries de cuisine que des batteries organisées par les ingénieurs, de Cossigny qui l'apprend, considère ce propos comme injurieux. Et les effets de son caractère sont si redoutés à l'Ile de France que Hargenvilliers se hâte d'écrire à Orry pour l'assurer qu'il n'a eu en aucune façon l'intention de manquer de respect à de Cossigny ³.

« Je n'aurais jamais cru qu'une plaisanterie de
« cette espèce qui n'intéresse ni son honneur ni sa
« gloire eut pu l'offenser... Pardon si je vous entre-

1. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : De La Bourdonnais à de Fulvy, le 20 décembre 1736.

2. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : De La Bourdonnais à de Fulvy, le 20 janvier 1737.

3. Archives des Colonies. Correspondance générale C⁴ : Hargenvilliers à Orry, le 7 mars 1737.

« tiens de si peu de choses, mais je crois ne pouvoir
« me dispenser de vous prévenir au cas qu'il vous
« écrive contre moi ; je sais qu'il a la plume à la
« main et que les mémoires ne lui coûtent rien, mais
« je le défie de rien dire sur mon compte qui regarde
« mon devoir et la conduite d'un honnête homme. En
« tout cas, il serait le seul. Je respecte trop la pro-
« tection dont vous l'honorez pour rien dire sur son
« compte si ce n'est que c'est un caractère indéfinis-
« sable, aujourd'hui votre ami et demain votre
« ennemi, le tout sans savoir pourquoi. »

De son côté de Cossigny continue sans trêve sa correspondance contre La Bourdonnais :

« Quant à mon opinion sur les travaux qui se font
« ici, il n'est pas douteux, Monsieur, qu'elle ne soit
« diamétralement opposée à celle d'un homme qui
« ne consulte que son imagination dérégulée, qui ne
« suit que son pur caprice, qui n'a nul principe, nulle
« théorie, nulle expérience dans cet art ; qui entasse
« pierres sur pierres, bois sur bois au hasard, sans
« goût, sans solidité, sans convenance pour le local,
« sans prévoyance pour les événements qui pour-
« raient arriver, sans dessein par conséquent de
« mettre le bien de la Compagnie à couvert de la
« moindre irruption de la part de qui que ce soit ¹. »

A propos du pont volant de l'île Bourbon, qui rendit d'immenses services pendant plus de 20 ans et fut emporté par une tornade en 1760, de Cossigny

1. Archives Coloniales. Correspondance générale C⁴ : De Cossigny à de Fulvy, le 22 décembre 1737.

écrivait : « Que tout ceci s'exécute avec des fils
« déliés de soie représentant les chaînes, avec des
« épingles pour raidir ces fils à la place des ancrs
« empênélées, qu'on y suspende ensuite un pont
« fait avec des allumettes, de longueur proposée, je
« ne fais nul doute que cela mis en œuvre pour amu-
« ser des enfants, ne réussisse à les ravir ; et si on
« en fait un dessin exact et bien lavé, je suis certain
« encore qu'il aura l'approbation de la Compa-
« gnie ¹. »

En 1739, de Cossigny quitta enfin le service de la Compagnie et l'Ile de France pour passer à Pondichéry. Jusqu'en 1752, il ne devait pas revenir à l'Ile de France. A cette date la Compagnie lui demanda d'y retourner pour en perfectionner la fortification. De Cossigny entendait y passer comme gouverneur, d'où discussion avec la Compagnie qui, lui faisant certains avantages, obtint en fin de compte son passage. Il y resta jusqu'en 1759, époque à laquelle il revint en France, s'étant constitué dans l'île une fortune importante. En 1764, il n'avait pas encore pardonné à La Bourdonnais. Dans un très curieux mémoire inédit de cette année-là ², il tient sur le malheureux Malouin de venimeux propos et d'ailleurs enveloppe de sa réprobation grondeuse tout ce qui a eu un poste quelconque dans cette île dont il aurait voulu être le gouverneur : « De tous les com-

1. Archives Coloniales. Correspondance générale C¹ : De Cossigny à de Fulvy, le 22 décembre 1737.

2. Dépôt général des Fortifications. Places étrangères, n° 141. Ile de France. Carton I.

« mandants particuliers et des gouverneurs généraux
« que j'ai cités, qui ont été chargés de l'administra-
« tion de cette colonie, depuis 1720 que nous possé-
« dons l'Île de France¹, jusqu'à la fin de 1759 que
« le septième gouverneur général en partit et que j'en
« partis aussi, aucun des six derniers ne s'est fait un
« point d'honneur de la faire prospérer. Ils n'ont
« songé qu'à leurs propres intérêts, sans s'embar-
« rasser de ceux de l'État et de la Compagnie, et ont
« très bien réussi, les uns plus les autres moins, à se
« procurer une brillante fortune. »

Voilà l'homme qui censurait tous les gouverne-
ments et qui pourtant laissait échapper ceci : « Je puis
« bien protester que le seul bonheur qui me soit
« arrivé dans ce monde est de n'avoir pas été chargé
« du commandement de cette île, j'aurais infailli-
« blement succombé sous tous les évènements que
« j'y vois arriver². »

Par l'exposé détaillé de toutes ces querelles, nous espérons avoir fait entrevoir au lecteur la turbulence du milieu colonial dans lequel le gouverneur était obligé d'exercer ses fonctions. Nous venons d'assister avec de Cossigny aux disputes entre fonctionnaires. Ces dissentiments ne formaient qu'une partie des difficultés avec lesquelles La Bourdonnais se trouvait aux prises.

1. Inexact : nous avons vu que la première prise de possession est du 20 sept. 1715 et la seconde du 23 sept. 1721.

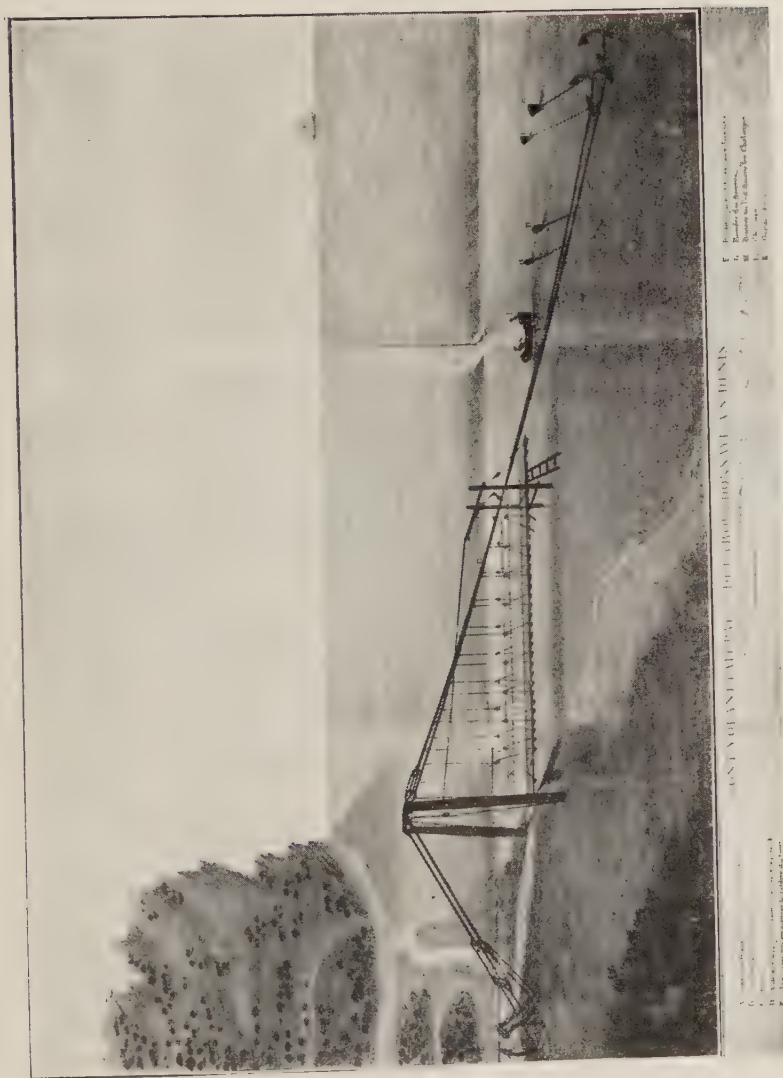
2. État des services de Cossigny. Dépôt général des fortifications. Places étrangères, n° 141. Île de France. Carton I, pièce 7.

De leur côté les habitants des îles se plaignaient de la dureté du gouverneur. Il était dur, parce qu'il avait assujetti tout le monde à des corvées pour la construction des routes. Il fallait pourtant bien établir des moyens de communication entre les différents points des deux îles. Les colons, principaux intéressés à la réussite de ces travaux, les auraient vus d'un bon œil s'il n'avait pas fallu y contribuer.

Mais ce furent les capitaines de vaisseaux qui donnèrent le plus de peine à La Bourdonnais et qui protestèrent le plus haut. Avant lui, ces officiers en usaient dans les îles à leur plus entière fantaisie ; ils n'y trouvaient aucune autorité constituée en face d'eux et se conduisaient avec la plus parfaite désinvolture. « On en a vu ne voulant pas aider à entrer
« un autre vaisseau dont l'équipage était entière-
« ment malade et refuser pendant un hivernage
« quelques hommes pour s'opposer à l'ennemi qui est
« le noir marron... On en a vu, venant de Rodrigue
« avec 7 à 800 tortues, ne vouloir pas en donner pour
« faire des bouillons aux malades des autres vais-
« seaux et aller à Bourbon les vendre ou les troquer
« pour des volailles ¹. »

Et voilà, qu'en 1735, ces officiers insubordonnés se trouvent en présence d'un homme énergique, prétendant régler les rapports futurs entre les îles et les navires de passage. Cet homme, c'est un des

1. La Bourdonnais. *Mémoire de 1740* publié par Margry, *op. cit.*



Pont-volant de Saint-Denis à l'île Bourbon, construit par La Bourbonnais (Archives du Ministère des Colonies.
Dépôt des fortifications coloniales. — Ile Bourbon).

leurs, un officier de marine qui jouit maintenant d'un pouvoir plus grand que le leur. Dès l'abord on le jalouse, et lorsqu'à cela vient s'ajouter une discipline à laquelle il faut que chacun se plie, leur rancœur leur suggère des vengeances détournées, des exigences qu'ils parent de légalité et des protestations, à l'arrivée en France, dont l'indignation essaye de cacher le mensonge.

La Bourdonnais avait pris toutes ses mesures pour que les vaisseaux de passage trouvassent ce qu'il leur fallait. Pour les officiers et pour les équipages il avait créé des auberges à Port-Louis ; le bois nécessaire aux réparations était tout préparé au port même où l'eau arrivait aussi par l'aqueduc. Le gouverneur faisait son possible, mais il n'avait pas de viande comme il voulait ; chacun devait être rationné et les équipages des navires de passage ne pouvaient pas toucher plus de la ration nécessaire. Cette situation difficile, dans laquelle la colonie devait vivre jusqu'à ce que son organisation commençante eut porté ses fruits, les capitaines ne voulaient pas la supporter ; ils demandaient plus qu'il ne pouvait leur être donné et ce dont on manquait. Certains, par exemple, réclamèrent qu'en sus de la livre de bœuf allouée à chacun des malades, on leur donnât de la volaille alors que pour le ravitaillement et la relâche des vaisseaux il en fallait 14 ou 15,000 pièces par an. Et La Bourdonnais s'écriait désolé : « qu'il fallait un « miracle pareil à celui des cinq pains dans le désert « pour pouvoir mettre tout à coup l'abondance dans « des lieux inhabités, et qu'au moins il fallait donner le

« temps que la nature a fixé pour chaque production¹. »

Ces réclamations des capitaines étaient corsées de petites combinaisons particulières. Tel d'entre eux voulait faire relâche à Sainte-Hélène ce qui, en principe, ne lui avait pas été permis par la Compagnie ; il prenait peu de volailles à l'Ile de France et était obligé, parce qu'il n'avait plus de vivres, de faire escale là où il le désirait. A la Compagnie, il s'excusait en disant qu'à l'Ile de France il n'avait rien pu obtenir. Mais La Bourdonnais mit un terme à cette pratique en se faisant délivrer, à partir de 1737 où il fut éclairé sur les faits et gestes des capitaines, un certificat de chacun de ceux-ci ayant fait escale aux îles. Ce certificat constatait que le gouverneur « leur avait « fourni tous les rafraîchissements dont ils avaient besoin et que même on leur en avait offert de plus. » Puis La Bourdonnais envoyait ces attestations à la Compagnie.

Les capitaines avaient un autre sujet de plainte. Le ministre de la marine avait donné l'ordre, à son gouverneur, de retenir les équipages nouveaux venus et de renvoyer en France les hommes se trouvant depuis plus longtemps dans la colonie. Et les capitaines de protester : les nouveaux marins disaient-ils, sont beaucoup moins bons que les anciens. Or ces marins, qu'ils trouvaient mauvais quand il fallait les prendre, avaient été déclarés bons par les capitaines auxquels on les avait pris.

Le gouverneur était en outre obligé d'ordonner des

1. *Mémoire de 1740, op. cit.*

mesures énergiques contre un autre mal qui lui venait des capitaines. Ceux-ci embarquaient volontiers tous les ouvriers qu'ils trouvaient dans l'Ile de France alors que, dans cette période d'organisation, il était primordial qu'ils restassent dans la colonie où ils n'étaient pas déjà si nombreux. Le ministre de la marine avait envoyé des ordres très nets à ce sujet : « Il faut retenir d'abord ceux qui se trouveront de bonne volonté, ensuite les garçons, puis les nouveaux mariés. » La Bourdonnais essaya d'appliquer cette mesure rigoureuse en y apportant tous les adoucissements possibles. Pour inspirer aux matelots et aux ouvriers l'envie de rester, il leur fit payer des salaires majorés du quart et même du tiers ; aux calfats et aux charpentiers, il donnait jusqu'à la moitié de leurs gages en sus et quelquefois plus. Ils étaient assurés en outre de vivres dans les mêmes conditions que les matelots au service du roi.

Malgré ces avantages, le gouverneur ne peut obtenir suffisamment d'hommes de bonne volonté ; il est donc contraint à en retenir de force. Les protestations des capitaines s'élèvent avec violence. En France, viennent les corroborer, des lettres écrites à leur famille par des ouvriers ou matelots demeurés aux îles, parce que la haute paye les a alléchés et qui, pour s'excuser, prétendent qu'on les a retenus de force.

Enfin, dernier sujet de discussions ; La Bourdonnais devait fournir aux vaisseaux qui partaient des îles pour la France, cinq mois de vivres et deux barriques d'eau par homme ; en outre les vaisseaux devaient laisser dans les magasins de Port-Louis, tout

le superflu de leurs agrès et apparaux. Pour les capitaines on ne leur donnait pas assez et on leur retirait trop : à leur arrivée en France ils mettaient sur le compte de La Bourdonnais tous les maux subis au cours de la traversée. Les colons de Bourbon compétaient également parmi eux quelques êtres envieux qui répandaient contre le gouverneurs de violents libelles. Ils étaient d'ailleurs coutumiers du fait. « Ce n'est plus monsieur Dumas qui les tyrannise, « écrivait La Bourdonnais, c'est monsieur Dumont « et moi ; un autre viendra, ce sera lui ; il en sera « toujours de même, si on ne réprime pas l'esprit « de cabale et de calomnie qui règne dans cette île « par des discours empoisonnés de trois ou quatre « mauvaises têtes qui répandent le venin partout ¹. »

Lui, souffrait profondément de toutes ces haines. Dans son rapport de 1740, il s'écrie indigné : « Plusieurs d'entre eux ont dit en France que j'étais dur et haut, mais je les défie de citer des faits, à moins qu'ils n'appellent dureté et hauteur ce qui n'est que la règle d'une juste, je dis même, d'une douce subordination, mais à laquelle ils ne voulaient point être assujettis, et à laquelle il a fallu qu'ils se conformassent de façon qu'à présent tout va de suite. »

Il semble qu'à Paris le gouvernement et la Compagnie des Indes ne réservèrent pas le même accueil aux premières dénonciations calomnieuses qui leur arrivèrent. Tandis que les directeurs de la Compagnie y ajoutent foi et envoient des lettres de reproches à

1. *Mémoire de 1740, op. cit.*

leur gouverneur, Maurepas lui écrit que le roi l'a honoré de la croix de Saint-Louis avec la permission de la porter avant d'être reçue ¹.

Cette croix, la seule récompense que devait jamais avoir en ce monde notre grand Malouin, lui parvint au moment où ses malheurs allaient commencer.

Le 16 février 1738, il perdait son jeune fils François, âgé de 22 mois ². Le 9 mai suivant, M^{me} de La Bourdonnais, qui allait à nouveau être mère, mourait subitement, d'une indigestion de pain chaud, dit-on. « Profondément impressionnée par la mort de son
« enfant, la pauvre femme, poursuivie par l'idée
« qu'elle ne lui survivrait pas longtemps, avait dicté
« ses dernières volontés. Elle avait demandé que le
« petit corps fut placé près du sien, et légué son propre
« cœur à la grande église de Port-Louis, dont la cons-
« truction était alors décidée, en grande partie sur ses
« instances, croyons-nous. Tout fut fait selon ses désirs;
« les funérailles eurent lieu dans la petite chapelle
« Saint-Louis, située rue Royale tout contre le gouver-
« nement et qui servait au Conseil Supérieur; l'absoute
« fut prononcée par l'abbé Igou, assisté de trois ecclé-
« siastiques; douze des principaux habitants de l'île
« tinrent les cordons du drap, la chronique n'a conser-
« vé que les noms de quatre d'entre eux, Messieurs

1. En même temps que la croix de Saint-Louis, La Bourdonnais reçut une gratification de 8.000 livres.

2. François-Gilles Mahé de La Bourdonnais était né le 27 avril 1736 (Archives des Colonies. État-civil G¹. Port-Louis. (Son acte de baptême est enregistré sous le n^o 105.)

« de Belleval, Azéma, de Saint-Martin et Reynaud¹. »

Le chagrin de La Bourdonnais fut immense et il perdit courage. Ces deux îles, son œuvre, ne servaient plus qu'à lui rappeler les êtres chers que la mort lui avait pris. « Mon Plaisir », sa maison de campagne, où son épouse bien-aimée avait présidé aux fêtes qu'il donnait aux principaux habitants des îles, lui était une cause de cuisants regrets. Il n'eut plus qu'une idée, s'arracher à cette ambiance douloureuse et chercher en France l'apaisement et l'oubli peut-être de ses peines. Il transforme « Mon Plaisir » en hôpital de 160 lits, y compris les communs ; dans la maison principale, douze petites chambres étaient organisées pour les officiers « avec salle et salon ». Puis il écrit à Maurepas² : « Malgré l'envie que j'ai
« de me rendre utile à la Compagnie, je suis contraint
« de lui demander un congé de quinze mois pour
« aller faire un tour en France, et j'ai d'autant plus
« de besoin de faire ce voyage que je ne le souhaite
« que pour tâcher de prendre le dessus du chagrin
« que me cause la mort de mon épouse et de deux
« enfants³ que j'ai perdus en trois mois. Tout me

1. A. Pitot, *L'Île de France*.

2. Le 1^{er} décembre 1738. Bibliothèque Nationale, Manuscrits français, nouv. acquisitions, n^o 9 344.

3. J'ai pensé tout d'abord à la lecture de ce document que La Bourdonnais parlait ici de François Gilles et de l'enfant que Madame de La Bourdonnais allait mettre au monde quand elle mourut. Mais j'ai découvert depuis l'existence d'un second fils de La Bourdonnais, Philibert-François, né le 14 juillet 1737, et j'en conclus que ce doit être de lui que le malheureux gouverneur parle dans sa lettre à Maurepas. Nul n'a jamais parlé de ce

« rappelle ici ma perte et ma santé y succombera si
 « on ne m'accorde pas cette grâce. La reconnaissance
 « que j'en aurai ne fera qu'augmenter mon zèle et
 « l'envie que j'ai de bien servir l'État et la Compagnie.

Il obtint son congé et, en 1740, il s'embarqua ayant
 laissé « les magasins garnis pour 9 mois, la récolte
 prête à faire et les secours des Indes et d'Europe
 prêts d'arriver. » M. de Saint-Martin gouvernait par
 intérim pendant son absence ¹.

second fils de La Bourdonnais dont l'acte de baptême se trouve aux
 Archives des Colonies. État civil G¹. Port-Louis, mars 1739, n° 92.

1. Voici à titre de renseignement complémentaire l'état de la
 population et des animaux domestiques à l'arrivée de La Bour-
 donnais et au moment de son départ pour la France :

Ile-de-France	FAMILLES					ESCLAVES			
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Economes	Noirs	Nègresses	Négrillots.	Négrites
Année 1740	112	70	79	81	37	1.263	613	458	278
Année 1735	61	54	54	18	18	272	222	106	48
Différence.	51	31	25	63	19	991	391	352	230

Ile-de-France	BESTIAUX				VOLAILLES			
	Bêtes à cornes	Moutons	Chèvres	Cochons	Poules	Dindons	Oies	Canards
Année 1740	2.068	659	224	341	8.820	1.611	24	1.322
Année 1735	426	240	»	339	2.730	549	58	429
Différence.	1.642	419	224	2	6.090	1.062	34 moins	893

Mémoire de 1740 : édition Margry.

Ce départ de La Bourdonnais pour la France marque la fin de la période d'organisation coloniale des îles sœurs ; il est donc intéressant, pour l'intelligence générale de notre ouvrage, de nous arrêter un instant dans le récit des événements et d'étudier, au point de vue des dépenses et des recettes, ce qu'a été le gouvernement de La Bourdonnais dans cette période de création intense, qui va de 1735 à 1740. Comme La Bourdonnais a été accusé, par plusieurs, d'avoir dilapidé les fonds de la Compagnie, cet examen financier mettra les choses au point.

En 1735, La Bourdonnais arrive dans son gouvernement avec la mission d'organiser les Iles de France et de Bourbon, d'en tirer tous les avantages possibles, spécialement d'y former une relâche utile pour l'aménagement d'un port où les vaisseaux de la Compagnie, se rendant aux Indes ou en revenant, puissent trouver tous les secours désirables.

La Compagnie était donc forcée de prévoir, pour tous ces aménagements, des dépenses.

Ces dépenses, La Bourdonnais, dans ses comptes, les partage en trois chapitres ¹ : Dépenses de colonie ; marchandises à vendre ; dépenses annuelles.

Les dépenses de colonie sont : les premiers approvisionnements de toutes sortes (ce qu'on appelait les « ustensiles », au XVIII^e siècle) indispensables à l'aménagement d'une colonie naissante. Les marchandises sont celles achetées, en France, par la Compagnie et qu'elle vend, dans ses magasins, aux

1. *Mémoire de 1740, op. cit.*

insulaires ou à leurs voisins. Enfin les dépenses annuelles comprennent les frais d'administration et de défense de la Colonie.

Les dépenses de Colonie sont, sans doute, particulièrement élevées dans les premières années du gouvernement. Tous ces produits, de première nécessité pour l'ameublement et les mille besoins de nos colons (instruments de travail, de ménage, etc.), représentent, en 1740, une valeur de 944.584 fr. 12 s. 40 d. C'est d'ailleurs un capital non consommé ; il rapporte par les produits qu'il coopère à créer : le temps que dure une pioche, elle défriche et prépare les récoltes futures.

Les avances faites, pour le commerce, par la Compagnie, aux colons, ne peuvent pas être non plus considérées comme pertes. Ce sont des opérations de négoce qui sont d'un rapport certain après un laps de temps plus ou moins long. D'ailleurs, dès cette période, de 1735 à 1740, les plantations récentes rapportent déjà aux îles la somme de 824.435 fr. 75 s. 3 d. De plus, la Compagnie a, en magasin, à la fin de cette période, pour 1.671.867 fr. 5 s. 10 d. de marchandises diverses.

Ces marchandises, en magasin, comprennent ce qui reste encore d'inventu sur les 862.966 fr. 19 s. 7 d. envoyés, de France, par la Compagnie, de 1736 à 1740, plus : des grains, farine, boissons, salaisons ou argent comptant en caisse.

En ce qui concerne les dépenses annuelles, il faut en faire l'étude en les divisant en trois catégories : celles qui augmentent, celles qui ne changent pas, celles qui diminuent.

Les dépenses qui augmentent, ce sont celles des hôpitaux et de l'avitaillement des vaisseaux puisqu'il est désirable que la colonie prenne de jour en jour plus d'importance, et que, dès lors, le mouvement des vaisseaux doit être de plus en plus grand.

Les dépenses qui ne changent pas ce sont : les traitements des employés, des troupes, des ecclésiastiques desservant les églises, les frais occasionnés par l'artillerie et la marine du port.

Quant aux dépenses qui peuvent diminuer, ce sont celles qui regardent la navigation des Iles, c'est-à-dire le cabotage entre les deux colonies et les îles voisines, d'une part, et d'autre part, les travaux de terre. Pour la période qui nous occupe, le cabotage ne peut guère être réduit car il est surtout employé pour le transport des tortues qui, à cette époque, sont une denrée de première nécessité pour les deux colonies naissantes.

Pour ce qui est des travaux de terre, il est évident, qu'après la période dite de premier établissement, ils doivent très sensiblement diminuer. Encore cette diminution ne pouvait-elle être envisagée entre 1735 et 1740. Cinq ans n'étaient vraiment pas de trop pour faire tous les aménagements et constructions indispensables.

Nous avons énuméré, au début de ce chapitre, les nombreuses constructions élevées pendant ces cinq ans. Nous avons rappelé qu'il avait fallu les édifier en payant double salaire aux ouvriers, en se procurant, par ses propres moyens, la chaux, la pierre, le bois ; en traçant les chemins pour amener les maté-

riaux à pied d'œuvre ; en se procurant et en dressant les bœufs d'attelage ; en construisant même les voitures qui devaient servir au charroi. Tout cela n'allait pas sans grands frais et pourtant les chiffres trouvés dans les comptes de La Bourdonnais n'ont rien d'exagérés, au contraire.

De 1735 à 1740, le gouverneur construisit dix mille toises de bâtiments entièrement terminés, un canal pour amener l'eau à la ville, un petit port composé de 250 toises de quai. Ajoutez à cela les travaux de terrassements, assez importants, pour niveler le terrain en de nombreux endroits.

Or, ces travaux divers ressortissent dans les comptes, à 120 fr. la toise courante. L'ensemble des ouvrages monte à 1.171.404 fr. 16 s. 6 d. Si l'on fait la balance générale des comptes, pour les deux îles, entre 1735 et 1740, on trouve les chiffres suivants :

Bénéfices généraux de la régie : 2.858.807 fr. 3 s. 6 d.

Achat de café : 1.151.596 fr. 13 s. 3 d.

La balance étant faite, il ressort : Que le café étant considéré comme une valeur en marchandises, la Compagnie a reçu de ses îles, durant la période que nous étudions, 4.010.403 fr. 16 s. 3 d. Comme le bureau central de la Compagnie a payé pour les deux îles : 5.029.039 fr. 17 s. 10 d., elle se trouve en perte de 1.018.696 fr. 1 s. 1 d., ce qui fait ressortir les dépenses annuelles pour l'entretien de chaque île à 101.863 fr. 12 s. 1 d., et il n'est pas tenu compte, dans ces chiffres, des profits que la Compagnie a réalisés en France, par la vente des cafés expédiés par La Bourdonnais.

On peut donc dire que l'administration de La Bourdonnais, durant cette période où, tout étant à créer, les frais étaient forcément considérables, n'a rien eu de désastreux pour la Compagnie. Il est certain, au contraire, qu'un résultat semblable, en cinq ans, place La Bourdonnais au premier rang de nos grands coloniaux.

Nous allons maintenant aborder une nouvelle période de la vie de La Bourdonnais. Nous l'avons intitulée : « Projets et contre-projets » ; nous y verrons notre gouverneur se démener au milieu de multiples difficultés que son esprit inventif s'efforce de vaincre. Période de piétinement stérile et de temps perdu par suite de circonstances fâcheuses et d'ordres mal donnés et mal compris.

DEUXIÈME PARTIE

PROJETS

ET

CONTRE-PROJETS

CHAPITRE VI

LE SÉJOUR DE LA BOURDONNAIS A PARIS

Lorsque La Bourdonnais arriva à Paris, il y trouva tout le monde d'une froideur inexplicable à son égard. Il était pourtant en droit, par les services qu'il venait de rendre, d'espérer une attitude autre. Mais les plaintes qui s'étaient élevées contre lui avaient étouffé tout ce qu'on aurait pu lui imputer à honneur. Si loin des Iles, théâtre de son étonnante activité, personne ne pouvait se rendre compte de l'œuvre accomplie. Seul, le gouverneur avait exposé ce qu'il avait fait ; mais contre sa seule affirmation, présumée suspecte, on avait entendu à Paris les récriminations des capitaines et surtout les députés de l'Ile Bourbon. Les turbulents colons n'avaient pas hésité à envoyer

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C³, registres des années 1737 à 1748.

— *Archives de la Bastille* : Arsenal B 11482, f. 94.

IMPRIMÉS. — *Lettre de La Bourdonnais au cardinal de Fleury*, factum. S. l. n. d.

— *Mémoire pour le sieur de La Bourdonnais avec les pièces justificatives*. Paris, 1750, Delaguette.

— *Elie Pajot et Saint-Elme Leduc*, op. cit.

— *Henri Cordier* : Voyage de Pierre Poivre de 1748 à 1757. *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, 1918.

— *Lacour-Goyet* : La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV. Paris, 1910.

un représentant en France pour se faire l'écho de leurs protestations auprès du gouvernement. Deux années à peine après l'arrivée de La Bourdonnais dans les Iles, un nommé de Belcourt confectionna et fit signer à quelques-uns de ses compatriotes, une pétition au Ministre de la Marine contre le nouveau gouverneur dont l'administration était trop énergique à leur gré. Cette première démarche n'aboutit pas, bien que de Belcourt fut vigoureusement secondé par la famille d'Harcourt.

Mais la cabale ne se tint pas pour battue. Voulant à tout prix la perte de leur gouverneur, les mauvaises têtes de l'Ile multiplièrent leurs chargés d'affaires. Tandis que certains d'entre eux confiaient l'exposition de leurs griefs à un sir d'Achery descendant, disait-il, de Pierre l'Hermite, d'autres continuaient leur faveur à de Belcourt et « à un autre personnage de meilleur aloi, mais qui n'avait pas la moindre idée des affaires coloniales ¹. » D'Achery, le plus sérieux des trois, réussit à obtenir une audience du cardinal Fleury. Mais ses plaintes contre la Compagnie et contre La Bourdonnais n'eurent aucun effet sur le premier ministre qui le renvoya, de guerre lassé, au Garde des sceaux.

Ces agents et d'autres anonymes ne se faisaient pas faute de faire courir mille bruits tendancieux visant tous plus ou moins La Bourdonnais. La Compagnie des Indes, elle-même, avait parmi ses directeurs des personnages illustres à qui leur gouverneur

1. Élie Pajot, *Simple renseignements sur l'île Bourbon*.

était rien moins que sympathique. Ces « illustres épiciers », comme les appelle l'historien Mauricien Adrien d'Epinaÿ, pouvaient-ils être très satisfaits de cet homme aux vues bizarres et absolument opposées aux « saines doctrines », dont la presque unanimité des esprits était imbuë, de ce marin qui prétendait faire de l'Ile de France une base militaire alors qu'il fallait simplement en faire une modeste base de commerce, à même de procurer quelques rafraîchissements aux navires marchands de passage. Ce serviteur têtù poursuivait son plan au plus grand déplaisir de la Compagnie pour le compte de laquelle il ne cessait de faire des dépenses absolument exagérées. Les directeurs lui avaient écrit pour le rappeler à l'ordre. Le 20 novembre 1737 on lui disait : « Tout mûrement considéré, la Compagnie ne pensera jamais à former un entrepôt à l'Ile de France. »

Lui, essayait d'expliquer tout ce qu'on pourrait tirer de grand pour la France dans l'accomplissement de ses projets ; peines perdues ; il reçoit en réponse des lettres dans le genre de celle-ci : « Nous ne comprenons pas votre manière de penser ; vous vous éloignez très fort des vues de la Compagnie qui ne vous a nommé gouverneur que pour lui faire construire des magasins, faire des logements pour les employés et les ouvriers, mettre les îles en état de défense par de simples batteries et lui procurer des bestiaux, vivres et légumes en la plus grande quantité qu'il serait possible pour la relâche de ses vaisseaux, et écarter toute autre vue que vous

« pourriez avoir ¹. » Puis, comme malgré tout il ne se sentait pas le courage de laisser perdre une aussi belle occasion pour la France de fortifier son pouvoir aux Indes, les directeurs s'impatientsaient et écrivaient « que ses demandes d'argent, de marchandises, agrès et apparaux, ustensiles, vivres et munitions de guerre étaient exorbitantes », et la lettre concluait dans une phrase où perçait l'énervement de la Compagnie : « Il paraît que vous voulez toujours faire de l'île de France un entrepôt ? »

Alors que les directeurs se trouvaient dans cet état d'esprit, ils recevaient les doléances des Bourdonnais ; ces dénonciations corroboraient trop la façon de penser de certains directeurs, et s'accordaient trop aussi avec l'antipathie qu'ils portaient à leur gouverneur, pour qu'ils ne prêtassent pas une oreille bienveillante à ces propos. S'en faisant même l'écho, ils écrivaient à La Bourdonnais des lettres cinglantes : « Avez-vous autorisé l'entrée en « fraude de deux balles de modes ? Si ce fait se trouve « vrai, vous êtes des plus blâmables. »

A cette lettre, La Bourdonnais répondait, plein d'indignation : « Sans doute, messieurs, que si ce fait « était vrai je serais blâmable, et d'autant plus que « je serais un fripon avéré ; mais comme il est faux, « permettez que je dise que celui qui l'a avancé est « un fourbe, un coquin et un misérable ; s'il lui reste « encore quelque peu d'honneur, ces épithètes doi- « vent l'engager à se nommer, et je serai ravi qu'il

1. Lettre citée par Saint-Elme Leduc, *op. cit.*

« sut que c'est moi qui les lui donne. D'ailleurs quel-
« que subordonné que je sois, et quelque opinion que
« vous ayez de ma façon de penser, c'est trop exposer,
« messieurs, la prudence d'un officier que de lui dire
« de pareilles choses. Mais sans me laisser emporter
« à ce que je vous dois, je vous prie, messieurs, si
« vous avez jamais de pareils soupçons, de vous en
« informer à d'autres, et de m'envoyer plutôt mon
« congé sur-le-champ que de me réduire à la dure
« nécessité de manquer à vous ou à moi ; car soyez
« persuadés que je n'ai jamais rien fait qui puisse me
« faire rougir et je ne commencerai certainement pas
« aujourd'hui que vos bontés m'ont procuré un état
« dans lequel je ne dois pas souffrir, aux dépens de
« ma propre vie, l'ombre du moindre soupçon offen-
« sant. »

On juge par ces citations, peut-être longues, mais que nous croyons utiles, des rapports existant entre La Bourdonnais et la Compagnie des Indes avant son arrivée en France. Lorsqu'en 1740 il vint à Paris, les inimitiés qu'il rencontrait à Bourbon, et dans le sein de la Compagnie, avaient créé autour de lui une atmosphère d'hostilité sourde. Le gouvernement lui-même semblait le tenir à distance. « Les ministres, la Compagnie, le public, écrit-il dans ses mémoires, en un mot tout le monde, parut me regarder d'un mauvais œil. »

Rien ne pouvait affecter plus La Bourdonnais que ces airs de mystère. Partisan des situations nettes et ignorant de toute diplomatie, il brûlait de se disculper, de prouver sa bonne foi et sa probité

dans son gouvernement de cinq années. Mais que dire ? ses accusateurs étaient anonymes, les accusations étaient imprécises, rien n'était nettement articulé contre lui. La cabale était par cela d'autant plus dangereuse qu'elle était occulte et partant insaisissable. A toute question de La Bourdonnais on se dérobaient et l'on répondait en s'en tenant à des généralités prudentes : « Vous êtes un peu dur, et vous traitez trop rudement l'habitant et même l'officier. »

N'y tenant plus, il se tourna vers les seuls hommes qui l'aient jamais compris et secondés, les ministres, ses premiers protecteurs. Reçu par le cardinal Fleury, par Maurepas et par Orry, il leur demanda en grâce la liberté de pouvoir se défendre. Une enquête lui fut promise aussitôt que M. de Fulvy, alors en Bretagne, serait de retour.

C'est alors que se produisit l'événement vivement désiré par La Bourdonnais. Un libelle injurieux, mais imprimé, donc réfutable, parut contre lui. L'auteur, dont La Bourdonnais a tu le nom dans sa réplique, était un Bourbonnais qui avait déjà eu plusieurs fois maille à partir avec la justice. Le pamphlet était son instrument ordinaire puisqu'à Bourbon il avait forgé des écrits contre le gouvernement, ce qui lui avait valu le bannissement des îles à perpétuité et une amende envers le roi, ses écrits ayant été brûlés par la main du bourreau. Cet individu avait été en outre condamné aux galères par sentence du Conseil Provincial de l'Ile de France du 27 octobre 1730, mais il avait eu la chance de voir ce juge-

ment cassé par le Conseil Supérieur de Bourbon¹. Cela s'était produit cinq ans avant l'arrivée de La Bourdonnais dans la colonie, ce qui n'empêchait pas l'auteur du libelle d'imputer à ce dernier le déshonneur de cette condamnation.

Cet écrit comportait quatre chefs d'accusation, à savoir : 1^o Que par des arrangements concertés avec quelques chefs, La Bourdonnais s'emparait des marchandises envoyées à la colonie tous les ans, et qu'il les faisait vendre, par des personnes interposées, à 200, 300 et quelquefois 400 % de bénéfice, au-dessus du prix fixé par la Compagnie. C'était donc lui qui, par personne interposée ou par lui-même, faisait tout le commerce des Iles.

2^o Qu'il avait mis la main sur les nègres que la Compagnie envoyait à 300 livres, et les avait ensuite revendus aux habitants avec 2 à 300 % de bénéfice.

3^o Qu'il avait surchargé les habitants de quantité de journées d'esclaves en apparence pour des travaux publics, en fait pour son profit particulier.

4^o Enfin qu'il avait de son autorité propre donné cours, sur le pied de 3 sols à des sols marqués envoyés

1. Cet anonyme était De Belcourt. Enseigne de la garnison de Port-Louis, le 3 juin 1726, il avait été cassé de son grade pour coups et blessures sur la personne du second chirurgien Lalot et pour injures envers son capitaine, M. Guimont de La Tour. (Cf. Greffes de la Cour suprême de Maurice. Registre 1, n^o 26.)

Sa condamnation aux galères à perpétuité était la punition d'un attentat aux mœurs et de discours calomnieux contre M. Borthon, supérieur ecclésiastique.

à l'Ile Bourbon pour avoir cours sur le pied de deux sols. Le bénéfice provenant de la différence avait été pour lui.

La Bourdonnais réfuta immédiatement ces quatre accusations par des preuves faciles à vérifier. Contre l'accaparement de tout le commerce des Iles il y avait l'état de distribution des marchandises, adressé à la Compagnie par le Conseil colonial, et les livres de la Compagnie où la quantité de marchandises qu'elle avait envoyée chaque année était indiquée avec le nom de ceux à qui elles avaient été distribuées au prix fixé.

En ce qui concerne les bénéfices illicites qu'aurait fourni la revente des noirs, il prouvait que pendant les cinq ans de son gouvernement il n'avait acheté à la Compagnie que trente esclaves noirs pour lui servir de domestiques. Il les avait d'ailleurs presque tous donnés à différentes personnes au moment de son retour en France.

Les noirs, qu'on lui reprochait d'avoir employés pour son compte, avaient été régulièrement prélevés à raison de 1 sur 20 chez les différents colons afin d'être employés à des ouvrages de fortification à Bourbon. En fait on leur fit construire la batterie de Saint-Paul et la loge de Saint-Denis. Le gouverneur tenait registre des journées de ces noirs afin que la Compagnie, si elle le jugeait à propos, fut facilement à même de payer les travaux effectués. La compagnie d'ailleurs approuva cette décision et si les journées d'esclaves n'avaient pas été payées en 1740, La Bourdonnais ne s'était pas fait faute de rappeler à la Com-

pagnie toute l'utilité qu'il y aurait à acquitter cette dette.

Ces nègres, ajoutait le libelle, avaient servi à l'exploitation des terres de La Bourdonnais. Or ces noirs ne furent employés qu'à l'Ile Bourbon où La Bourdonnais n'avait pas la moindre parcelle de terre, toutes ses propriétés étant à l'Ile de France.

Enfin l'explication des sols marqués mis en circulation sur le pied de 3 sols, ne dévoilait aucune machination frauduleuse. En 1737, la Compagnie avait envoyé à Bourbon 20.000 livres de sols marqués. Mais une longue expérience avait prouvé que toute la monnaie apportée dans l'Ile disparaissait rapidement emportée par les équipages des navires de passage. Pour remédier à cet inconvénient, le conseil imagina de donner cours au nouveau sol sur le pied de trois sols au lieu de deux, ainsi les équipages n'emporteraient plus les sols sur lesquels ils auraient perdu un sol par pièce à leur arrivée en France. Il édicta cette mesure dans une délibération du 2 août 1737. En 1739 la Compagnie ayant envoyé de nouveaux sols, on retira les anciens, et les nouveaux furent mis en circulation, mais, la Compagnie l'ayant ordonné ainsi, sur le pied de deux sols. Comme il était facile de le prévoir au bout de très peu de temps, il n'en resta pas dans les Iles. Dans tout cela il eut été difficile que La Bourdonnais fit des bénéfices illicites.

Les preuves que La Bourdonnais donnait de la régularité des opérations qu'on lui reprochait étaient faciles à vérifier. Le cardinal Fleury demanda à la

Compagnie de faire une enquête et la Compagnie dût conclure à la véracité des dires du gouverneur. Afin de rendre sa justification publique, La Bourdonnais fit imprimer sa défense dans la forme épistolaire et sous le titre suivant : « *Lettre écrite, le 15 janvier 1741, à Son Éminence Monseigneur le Cardinal Fleury, par Monsieur Mahé de La Bourdonnais, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, officier des vaisseaux du roi, gouverneur général des Iles de France et de Bourbon.* »

Mais par ces derniers événements, La Bourdonnais avait pu se rendre compte pleinement qu'il avait des ennemis parmi les directeurs de la Compagnie. Cette direction était à ce moment le théâtre de toutes sortes de tiraillements intérieurs et malheureusement il en était souvent ainsi. Les froissements d'amour-propre, les rivalités entre directeurs avaient les répercussions les plus désastreuses et les plus inattendues. Ce qui arrivait à La Bourdonnais en 1740, et ce qui devait lui arriver dans la suite, devait aussi contrecarrer un de ses illustres successeurs dans l'organisation de l'Ile de France et le service de sa patrie, l'intendant Poivre qui, stupéfait d'être abandonné par la Compagnie après en avoir été aidé dans une entreprise importante d'importation de muscadiers et de girofliers, apprenait que le directeur qui le protégeait avait été « froncé » par un de ses collègues. Et la personne qui lui ouvrait les yeux lui disait en parlant de la Compagnie, transformée par la nouvelle influence : « vous lui apporteriez aujourd'hui toutes les Molucques avec leurs épiceries

et leurs mines d'or, qu'on ne voudrait pas les recevoir de vous. »

Cette hostilité, qui devait désoler Pierre Poivre vingt ans plus tard, La Bourdonnais la subissait, malgré toutes ses justifications, en 1741.

Aussi la décision à laquelle il avait réfléchi depuis la mort de sa femme : donner sa démission et se retirer dans son pays, s'imposa de plus en plus à son esprit. Il voulut résilier ses fonctions entre les mains du gouvernement. Mais le contrôleur Orry veillait. La Bourdonnais, c'était un peu son œuvre. Il avait su, en le choisissant pour gouverneur, faire naître à la France, au milieu de l'Océan Indien, une nouvelle et utile colonie. Le cardinal, Maurepas et lui-même, persuadèrent à notre Malouin de renoncer à son projet et d'achever, pour la gloire de la France et du roi, ce qu'il avait si bien commencé.

Mais La Bourdonnais avait encore de grandes répugnances à se retrouver sous la coupe de directeurs dont il pouvait considérer certains comme ses ennemis. Il se rappelait, non sans amertume, la vie libre qu'il avait menée alors qu'il était officier de marine. Ce qu'il lui fallait, c'était une contrée où ne pourrait peser sur lui cette société pleine d'urbanité et de fiel, dont il avait eu tant à souffrir. Il avait trop bien réussi jadis dans les entreprises maritimes, pour ne pas être à nouveau invinciblement attiré vers cette carrière. Les bruits de guerre avec l'Angleterre se faisaient de plus en plus précis et notre Malouin reprit insensiblement le fil de son rêve, du « grand œuvre » dont il avait commencé l'exécution aux îles

sœurs et qu'une guerre prochaine pouvait faire splendidement aboutir. La ruine du commerce anglais dans l'océan indien, un peu d'audace la pourrait consommer. Au lieu de retourner dans les Iles subir encore les tracasseries de la Compagnie et les récriminations des plus turbulents de ses administrés, combien il y aurait plus de gloire, pour la France et pour le roi, dans une expédition maritime lancée, dès la déclaration de guerre, sur les comptoirs anglais ? Il armerait pour son compte six vaisseaux et deux frégates et partirait pour l'Inde. Si la guerre éclate, il fera la course contre tous les navires anglais. Leurs dépouilles en argent seront remises à la Compagnie des Indes contre lettres de change, et ceci servira d'ailleurs à la dite Compagnie dispensée de ce fait de faire venir du numéraire de France¹. Les marchandises, La Bourbonnais ira les vendre dans les mers du sud, là où ne fonctionne pas le privilège de la Compagnie. Puis il touchera à la Chine afin, par des échanges de monnaies, d'avoir tout son numéraire en or. Passant par les Iles de France et de Bourbon, il remettra à la Compagnie les fonds qu'elle voudra et enfin rapportera le reste en France. La mer des Indes aura été nettoyée de tous les navires anglais, les comptoirs anglais, eux-

1. Les vaisseaux envoyés par la Compagnie dans l'Inde et en Chine arrivaient dans ces contrées seulement chargés de quelques marchandises de France, comme le drap, qu'ils étaient forcés d'ailleurs d'exporter et surtout de lingots d'argent qui étaient transformés en roupies à leur arrivée dans l'Inde et servaient sous cette forme à faire les achats.

mêmes, auront été rançonnés à merci, les bénéfices seront énormes. Si la guerre n'éclate pas, il chargera tout simplement à frêt pour la Compagnie. De toute façon de gros profits étaient à prévoir.

La Bourdonnais exposa d'abord à quelques amis ce plan hardi, où l'on voit poindre les souvenirs des expéditions de Duguay-Trouin. Enthousiasmés ils lui offrirent cinq millions pour l'armement ; lui-même fournissait un dixième des fonds, et se mettait à la tête de l'escadre. Bref, le lendemain de cette entrevue, La Bourdonnais partait pour Fontainebleau où se trouvait la Cour afin de communiquer son projet au ministre de la Marine, Maurepas.

Le troisième descendant de la dynastie des Pontchartrin était un homme « d'un esprit méthodique, intelligent, clairvoyant, aimant son métier ¹ ». Membre d'une famille (les Phélypeaux), qui garda le poste de secrétaire d'État de 1610 à 1775, destiné dès sa plus tendre enfance à la direction du département de la marine, cet homme, tant décrié, avait fait sérieusement l'apprentissage de son métier et savait se rendre compte des choses par lui-même.

Il comprit tout de suite ce qu'il y avait de génial dans le plan de La Bourdonnais et tout ce qu'on pourrait en tirer pour le bien de nos colonies. Une seule objection pouvait pourtant y être faite : La compagnie des Indes considérerait que, passé le cap de Bonne-Espérance, l'état de guerre n'existerait plus, car les deux Compagnies, française et anglaise, ayant in-

1. Lacour-Gayet. *op. cit.*

térêt à ce que la paix règnât entre elles, observeraient une stricte neutralité vis-à-vis l'une de l'autre.

La Bourdonnais exposa à Maurepas tout ce qu'il y avait de peu perspicace dans cette manière de voir. Il était certain qu'à la première hostilité, les Anglais n'appliqueraient pas cette convention extravagante. Il lui rappela combien, en cas de guerre, les vaisseaux du roi tenaient peu de compte des arrangements entre compagnies. En 1672, disait-il, M. de la Haye avait porté la guerre dans l'Inde contre les Hollandais, et ceux-ci le chassèrent de Saint-Thomé et s'emparèrent de Pondichéry. De 1708 à 1712, les Malouins, qui avaient alors en main la Compagnie des Indes s'étaient emparés de sept à huit vaisseaux hollandais et anglais. La neutralité envisagée était une chimère dont il fallait se libérer complètement.

Maurepas réfléchit sur ce projet et fit faire, par La Bourdonnais, un mémoire dans lequel il exposerait en détail toutes ses idées afin de le présenter au Contrôleur général. Fleury fut saisi de la question et, au sortir du Conseil des ministres, il déclarait à La Bourdonnais que son mémoire était « fort bon » et qu'au reste monsieur le Contrôleur général devait lui faire part de la résolution prise.

Dans la même journée, Orry lui donna connaissance des ordres du roi ; Sa Majesté désirait que ce plan, prévu par La Bourdonnais pour son compte personnel, fut exécuté pour le compte de la Compagnie. Des ordres sont donnés pour qu'une escadre soit armée en vue de cette expédition. Elle sera composée de deux vaisseaux du roi, *le Mars* et *le Griffon*,

et de quatre navires de la Compagnie, le *Fleury*, le *Brillant*, l'*Aimable* et la *Renommée* ; deux découvertes seront adjointes à la flotte. La Bourdonnais est choisi pour la commander. « Qu'il ne soit point « ici question de vos mécontentements, concluait le « Contrôleur général : Obéissez, et continuez à bien « servir, le roi aura soin de vous et de votre fortune. »

C'était mêler encore La Bourdonnais dans une affaire peu susceptible de complaire à la Compagnie des Indes. Il fit immédiatement remarquer à Orry la fureur qu'auraient les directeurs en apprenant que leur gouverneur s'était adressé directement aux ministres, pour leur proposer un projet, alors qu'il laissait dans l'ignorance de ses plans ceux qui se considéraient comme ses chefs directs. La Bourdonnais savait, par expérience, qu'ils avaient toujours eu des vues absolument différentes des siennes ; ce plan, dans son principe, était enfin pour lui la libération des sujétions passées et voilà que le roi, ou plutôt les ministres, le rivait de nouveau à ses vindictifs ennemis. On allait priver la Compagnie de quatre de ses vaisseaux pour les confier aux mains de son agent insubordonné ; sans aucun doute elle mettrait la plus insigne mauvaise volonté à procéder à l'armement ordonné ; tout le mal qui pourrait résulter de l'entreprise retomberait sur La Bourdonnais. Toutes ces objections furent de peu de poids dans l'esprit du ministre : La Bourdonnais n'aurait rien à craindre de la part de la Compagnie ; il ne relèverait, pour le commandement de cette escadre, que du roi seul. Son Eminence allait lui donner un grade, dans la

marine royale, qui lui permettrait d'avoir ses coudées franches. En attendant il n'avait qu'à obéir et à continuer, envers la Compagnie, à observer le silence le plus complet.

Lorsque les directeurs apprirent le projet du gouverneur, ce que La Bourdonnais prévoyait arriva. Blessés à la fois dans leur amour-propre et dans leur intérêt, ils se répandaient en protestations véhémentes contre cette entreprise inutile, puisqu'il y aurait neutralité, en cas de guerre, entre les deux compagnies, anglaise et française, et qui allait occuper pour rien quatre de leurs meilleurs vaisseaux. On pouvait par là prévoir la façon dont l'armement de cette expédition, condamnée d'avance, serait fait.

La Bourdonnais désolé voulut tout abandonner. Il supplia Orry de lui rendre sa parole et de choisir un autre chef d'escadre qui, n'étant pas suspect, comme lui, à la Compagnie des Indes, pourrait être soutenu et serait à même de mener à bien cette entreprise si profitable à la France.

Orry savait de son côté que seul La Bourdonnais était de taille pour mener à bien l'entreprise qu'il avait conçue. Il ne voulut rien entendre. Mais, comme sommes toutes, un coup de folie était à craindre de la part de la Compagnie, le contrôleur se décida à brusquer les choses de telle façon que les directeurs fussent dans l'impossibilité de contrecarrer La Bourdonnais dans son action. Il réunit le gouverneur et ses antagonistes dans son cabinet et, en sa présence, il fit promettre à ces derniers d'aider

en tout le chef de l'escadre. On se figure quelle dût être l'humiliation de ces messieurs de la Compagnie, et l'on saisira encore plus nettement cet état d'esprit après la lecture du mémoire suivant remis en double expédition, par La Bourdonnais, au cours de cette rencontre, au ministre et aux directeurs.

« A Messieurs les Directeurs de la Compagnie des Indes. »

« MESSIEURS,

« Comme il me convient de prendre acte avec la
« Compagnie de ma façon de penser, je vais avoir
« l'honneur de vous l'expliquer aujourd'hui par
« écrit. Vous croyez avoir lieu de vous plaindre de
« mon administration passée ; il n'est pas temps pré-
« sentement de vous prouver le contraire ; tout ce
« que je puis vous dire c'est que de mon côté j'ai
« avoir de bonnes raisons pour être très mécontent de
« la Compagnie. Mais il me suffit que monsieur le
« Contrôleur Général m'ait imposé silence pour que
« je ne parle plus du passé.

« A l'égard du présent, vous êtes encore dans
« l'opinion que j'ai sollicité pour retourner aux
« Indes : vous vous trompez. Monsieur le Contrôleur
« général, qui est ici présent, monsieur de Maurepas
« et monsieur de Fulvy, vous diront que je leur ai
« demandé dix fois de ne me plus engager dans une
« carrière qui, par la situation des esprits, devient
« trop épineuse ; mais, malgré mes justes représen-
« tations, le ministre m'a ordonné de repartir. J'obéis,

« et je compte quitter Paris du 15 au 18 de ce mois.
« Avant ce temps, je crois devoir vous parler de
« l'avenir. J'ignore les ordres que vous donnez, et,
« quoique gouverneur, je partirai, dit-on, sans en
« avoir aucun ; on dit que vous les adressez à vos
« conseils. En ce cas, trouvez bon que je vous pré-
« vienne que je ne me charge de l'événement qu'au-
« tant qu'un membre des conseils peut en être res-
« ponsable ; tout ce que je puis assurer, c'est que je
« ferai exécuter vos ordres sans y rien ajouter ni
« retrancher.

« Mais le caractère d'honnête homme, les connais-
« sances que j'ai du local, et plus que tout cela l'amour
« du vrai bien, me font vous prévenir d'avance
« qu'il ne se fera presque rien, et même que le peu
« que l'on fera, sera peut-être de travers et d'une
« longueur infinie. Vous l'avez éprouvé dans les pré-
« cédents gouvernements. Un pouvoir partagé fait
« que l'affaire de tout le monde n'est l'affaire de
« personne. Avant moi on vous donnait, pour toute
« besogne, un amas d'écritures contradictoires. Si
« cela arrive, vous blâmerez notre conduite ; mais
« je vous préviens, messieurs, que la première chose
« que je dirai pour ma défense, c'est que c'est de
« vos premiers ordres que la source du mal est partie,
« et je le prévois de façon à ne pouvoir m'empêcher
« de vous en avertir aujourd'hui.

« Ne croyez pas, messieurs, que mon principal but
« soit de me mettre en règle. Non : je ne pense au
« mal que pour y chercher remède. Puisqu'il est
« décidé que je retourne aux Indes, que le bien géné-

« ral nous fasse oublier un instant toute animosité
« particulière, et puisqu'il faut obéir, obéissons d'une
« façon à persuader que nous préférons notre devoir
« à tout. Ce que j'ai à vous proposer est bien simple.
« Premièrement, convenons de ce qu'il y a à faire
« dans les colonies, et je me charge de faire réussir
« tous les articles dont je conviendrai.

« Secondement, s'il se présente quelque affaire
« où mes connaissances ne cadrent pas avec vos
« spéculations, donnez pouvoir à vos conseils de
« prendre le parti qui conviendra le mieux au local ;
« en ce cas, je me charge encore de l'exécution.

« Ce plan est si simple, qu'il porte avec lui le
« caractère du vrai ; de façon que ceux qui ne s'y
« rendront pas feront penser qu'il y a chez eux un
« entêtement inconsidéré, ou peu d'envie que je
« fasse le bien. Pour moi qui n'ai que cette fin, si
« l'on s'y oppose par des ordres, je dirai un jour
« pour ma justification que j'ai prévu le mal, que
« j'ai le remède, et qu'ainsi si je n'ai pas autant
« travaillé que par le passé, ce n'est pas à moi qu'il
« faut s'en prendre. Voilà, messieurs, les vérités que
« je voulais vous dire par écrit, afin d'en laisser
« copie au ministre pour qu'un jour il juge de ma
« façon de penser. » Signé : Mahé de La Bourdonnais.

Ce document est bien dans le caractère de son auteur. En face d'adversaires qui louvoient, il cherche une fois encore à exposer nettement la situation. Mais il est fort douteux que ce monument de franchise d'où toute rubrique est exclue, ait été du

goût des directeurs. Le moment était vraiment mal choisi pour parler de la sorte à des adversaires qui devaient être furieux en eux-mêmes de la promesse que le ministre les forçait de faire à leur agent. et l'appel de La Bourdonnais à la concorde et à l'oubli des injures était fait d'une façon trop rude et avec des termes trop nets, presque cassants. En cette circonstance notre Malouin se montre le contraire d'un diplomate. Il y étale ce caractère foncièrement droit mais à l'emporte-pièce, qui lui avait causé déjà tant de désagréments et qui lui ménagera bientôt de plus grands malheurs.

Muni d'une commission de capitaine de frégate dans la marine royale et d'une mission spéciale pour commander le *Mars*, La Bourdonnais quitta Paris pour Lorient dans le courant de février 1741. Il emportait des instructions écrites d'Orry. Les unes, ouvertes, se terminaient ainsi : « En cas que le sieur de La Bourdonnais se trouve à quelque action, tous les officiers de la Compagnie, tant à terre qu'à la mer, exécuteront ponctuellement les ordres que le sieur de La Bourdonnais leur donnera ; bien entendu qu'au cas où l'action se passe dans quelque autre gouvernement que celui des Iles, les conseils l'auraient préalablement autorisé à donner des ordres à terre. Car à l'égard des forces de mer, il doit dans tous les cas les commander. » D'autres lui avaient été remises sous pli scellé en tête duquel se trouvait cet ordre signé : Orry : « Il est expressément défendu au sieur de La Bourdonnais de s'emparer d'aucun établissement ou comptoir des ennemis pour les conserver. »

A Lorient on armait les cinq vaisseaux de la Compagnie : le *Fleury* était un navire de 56 canons, le *Brillant* et l'*Aimable* en portaient 50 chacun ; la *Renommée* en avait 28 et la *Parfaite* 16. Leurs équipages étaient de douze cents matelots et cinq cents soldats. Les deux navires de la marine royale, le *Mars* et le *Griffon*, de soixante et de cinquante canons, étaient pendant ce temps en cours d'armement à Brest. Or, La Bourdonnais apprit tout à coup qu'ils ne portaient pas. Quelle fut la cause de ce contre-ordre, La Bourdonnais ne le sut pas. Il est probable que Maurepas eut besoin de ces deux navires pour une expédition plus pressée. Il est bon de se rappeler que le budget de la marine était alors infime, l'argent manquait pour les entreprises de première nécessité. En 1740, c'est-à-dire l'année qui précédait celle où La Bourdonnais partit avec son escadre, Maurepas avait demandé 8 millions pour ses armements et n'en avait obtenu que 6. Il avait fallu qu'il équipât l'escadre d'Antin et les renforts qu'il lui envoya dans la suite : (escadres de La Rochalart et de Roquefeuil). En 1741, il ne devait guère avoir plus de moyens. Il pensa qu'avec les cinq navires de la Compagnie, La Bourdonnais pouvait fort bien mener son expédition vers une issue heureuse et que les deux vaisseaux qu'il retenait feraient de bien meilleure besogne s'il les gardait sous la main.

La Bourdonnais partit donc de Lorient, le 5 avril 1741, à destination de l'Ile de France, à la tête des seuls vaisseaux que les ministres avaient forcé les directeurs d'armer à leur corps défendant. Il avait

quitté son gouvernement deux ans avant avec la ferme intention de ne plus revenir aux Iles où il avait perdu sa femme et ses enfants. Mais son caractère énergique et l'activité de son esprit lui avaient permis de surmonter sa douleur. Les grands projets et les longues espérances l'avaient repris tout entier.

Pendant son séjour en France il avait épousé mademoiselle de Combault d'Auteuil apparentée aux anciens sires de Bourbon ¹. Il l'emmenait avec lui dans sa nouvelle entreprise ².

1. Les armes des Combault étaient : d'or à trois merlettes de sable au chef de gueules et portant au 1^{er} quartier un petit écusson de Bourbon ancien qui est : d'or au lion de gueules à orle de huit coquilles d'azur.

2. La Bourdonnais quittait la France déchargé de toutes les accusations portées contre lui. De le voir lui échapper, Belcourt, transporté de rage, perdit toute prudence. A partir de janvier 1741, il multiplia, auprès de Fleury, ses démarches et ses mémoires où il englobe bientôt dans son ressentiment le contrôleur Orry et M. de Fulvy, les protecteurs de La Bourdonnais. Il va jusqu'à les accuser de toucher chaque année de La Bourdonnais 40.000 livres de rente provenant des concussions du gouverneur aux Iles. Aucune des manœuvres de Belcourt ne réussit ; sa fureur devient une sorte de délire de la persécution. Il voit de tous côtés des assassins postés par les amis de La Bourdonnais pour attenter à sa vie. Le 7 juin 1741, il se trouve à Paris au faubourg Saint-Lazare lorsque, non loin de lui, un chien attaque un passant ; cet homme, un nommé Aignan, dit Sanson, « espion et mouche d'exempt », autrement dit agent de la police secrète, sort un pistolet, tire sur le chien, le manque. La balle va blesser un mendiant qui se trouve là. Belcourt est persuadé que le coup de pistolet lui est destiné : c'est La Bourdonnais qui une fois de plus tente de le faire assassiner. Il met l'épée à la main et se lance à la poursuite de Sanson. Mais l'autre, voyant qu'on veut lui faire un mauvais parti, fait face à son poursuivant et lui

présente un autre pistolet. Du coup Belcourt se sauve et va déposer une plainte.

A la suite de l'incident du faubourg Saint-Lazare, Belcourt devient parfaitement insupportable. Il demande « des sauvegardes » au cardinal et injurie à un tel point Orry et de Fulvy que, lassé des inconséquences de cet énergumène, ce dernier obtient son incarcération à la Bastille « pour avoir tenu des propos insolents contre les ministres ». Sur les instances du duc d'Harcourt, il fut relâché le 27 avril 1742, mais exilé à Évreux. (Cf. Arsenal, B 11482, f. 91.)

CHAPITRE VII

LES MAHRATTES DANS LE CARNATIC.

LA DÉLIVRANCE DE MAHÉ

La Bourdonnais commandait une escadre de cinq vaisseaux montés par 1.200 marins et 500 soldats. Mais quelles étaient les qualités nautiques de ces vaisseaux, qu'elle était la valeur combattante des équipages ?

Les vaisseaux que la Compagnie avait fait construire pour son usage tenaient le milieu entre le navire de commerce et le vaisseau de guerre. C'étaient de gros bateaux, médiocres marcheurs, « incapables, en outre, à cause de leurs murailles trop légères, de porter une puissante artillerie et de résister à un feu prolongé ».

Sur ces mauvais navires avaient été embarqués une foule de gens ignorant tout de la marine et de la guerre. « Recrutés d'éléments impurs, dans le rebut

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C² 80, f. 10 et suivants, f. 87 et suiv., f. 207 et suiv. et *passim*.

— *Archives des Affaires Etrangères* : Asie, n^o 6, f. 76.

IMPRIMÉS. — *Lacour-Gayet*, op. cit.

— *A. Martineau*, *Dupleix*.

— *P. Cultru*, op. cit.

de la population des ports de mer, ne rachetant pas leur ignorance du métier par cette idée du dévouement au roi et de la fidélité au drapeau qui, du plus obscur matelot de la flotte royale pouvait faire un héros, ces équipages étaient au point de vue militaire autant de non valeurs, quand ils n'étaient pas autant d'obstacles insurmontables »¹.

Lorsqu'il fut en pleine mer, La Bourdonnais fit cette constatation navrante. Comment, avec de tels éléments, se mesurer avec les flottes de guerre anglaises, rapides dans leurs manœuvres et montées par des équipages éprouvés ? Et le commandant en chef de l'escadre française disait mélancoliquement en parlant des soi-disant marins et des soi-disant soldats, que lui avait fourni la Compagnie des Indes : « Ces gens-là, quand je ne suis plus à leur tête, sont « tout au plus bons à se défendre lorsqu'on les « attaque ; leur vrai métier c'est de charger des « ballots et de conduire la barque. »

Mais il fallait se contenter des hommes qu'il avait sous la main ; La Bourdonnais en prit son parti. Tels quels ces équipages ne pouvaient servir à rien, il fallait les transformer et faire de ces hommes ignorants et insubordonnés une petite armée disciplinée et bonne manœuvrière. Sur l'heure, il commença leur formation militaire, leur faisant accomplir des évolutions simplifiées sur le champ de manœuvres restreint que ses vaisseaux lui offraient. Puis, à mi-chemin de l'île de France, sur la côte du Brésil, il re-

1. Lacour-Gayet, *op. cit.*

lâcha à l'Île Grande afin de faire reposer son monde et de poursuivre plus commodément l'instruction militaire commencée. Pendant 22 jours, il s'y appliqua, mal soutenu d'ailleurs par nombre d'officiers de sa flotte qui ne se faisaient pas faute de ridiculiser tout haut tout ce que faisait le commandant de l'escadre. La Bourdonnais ne s'entendit jamais avec les officiers de marine qui se pliaient de fort mauvaise grâce à la discipline dont il imposa toujours le règne autour de lui. Nous avons vu les difficultés qu'il avait eues lorsqu'il gouvernait les îles sœurs. Actuellement officier de la marine royale, il avait entre autres choses à subir les effets de l'antagonisme existant entre les officiers de la marine de guerre, et ceux de la flotte de commerce. « Ces « officiers de la marine marchande, a écrit Lacour-Gayet, étaient mal vus des officiers de la marine « royale : de là, une malveillance et un mépris réciproques, dont le contre-coup se fit fâcheusement « sentir à plusieurs reprises dans les opérations combinées entre les deux flottes. » Les officiers de La Bourdonnais, plaisantant leur chef devant les soldats, ne rendaient pas sa besogne facile. Ils se plaignaient hautement, en outre, de la dureté du service, disant que La Bourdonnais mesurait la résistance de chacun à sa robuste constitution qui lui faisait supporter les plus rudes fatigues. Le commandant en chef fit semblant de tout ignorer, se contentant de veiller à l'exacte observance de la discipline et, bon gré mal gré, les officiers de l'escadre furent bien obligés d'obéir à ses ordres.

Si l'on se représente que, malgré toutes ces difficultés accumulées, La Bourdonnais arrivé dans l'Inde, devait mener complètement à bien ses opérations militaires, on se demandera si ce tour de force n'est pas aussi remarquable que l'administration de l'Ile de France et de Bourbon, toutes proportions gardées.

Comme la *Parfaite*, moins bonne marcheuse, n'était pas encore arrivée à l'Ile Grande, alors que le reste de l'escadre y était déjà depuis vingt-deux jours, La Bourdonnais y laissa la *Renommée*, pour l'attendre et, parti avec les trois plus gros vaisseaux, il vint mouiller dans la rade de Port-Louis, le 14 août 1744. Il avait déjà un équipage « qui méritait ce nom » après une traversée tout entière employée à des exercices de tactique et des manœuvres diverses.

A l'Ile de France, il fut mis au courant des derniers événements de l'Inde : Pondichéry était menacée par les Mahrattes, le siège de la ville était imminent, peut-être même commencé. Les troupes de l'Ile de France et de Bourbon avaient été expédiées dès l'arrivée de ces nouvelles pour soutenir la garnison de Pondichéry ; on n'en savait pas plus. La Bourdonnais, inquiet, résolut de partir immédiatement au secours de notre comptoir, mais avant son départ il fallait mettre les deux Iles en état de défense. Puisque toute la garnison était partie, c'était aux colons eux-mêmes de protéger la colonie. Le gouverneur donne l'ordre d'employer chaque dimanche au maniement d'armes, il fixe le poste de chacun en cas d'alerte. Il prescrit la construction du fort de l'île aux Tonneliers, encore à l'état de projet, pour la

défense de l'entrée de Port-Louis. Le premier vaisseau qui arriverait devrait être expédié à Java pour aller chercher des vivres. Passant ensuite à Bourbon, où il reste deux jours, il donne là aussi les directives nécessaires. Puis, le 23 août, tranquilisé de ce côté, il rejoint son escadre et lève l'ancre.

Nous sommes arrivés à un tournant de la vie de La Bourdonnais. Jusqu'ici son activité s'est déployée surtout à l'Ile de France et à l'Ile Bourbon; maintenant elle va presque exclusivement s'exercer dans l'Inde.

La Bourdonnais administrateur fait place à La Bourdonnais commandant d'armée. L'action se transforme dans un décor qui change. A la fin de cette expédition que nous lui voyons entreprendre, le grand Malouin retournera aux îles sœurs, mais sa vie est définitivement désaxée. Il ne viendra que pour s'y recueillir et reprendre haleine avant de repartir à nouveau pour la péninsule. Dès lors il nous paraît utile d'exposer les événements qui se passaient aux Indes : les événements de Madras s'en trouvant d'autant éclairés.

Depuis la mort d'Aureng-Zeb, survenue en 1707, l'empire Mongol était en pleine décomposition. Tous les anciens fonctionnaires, à la tête des provinces de l'Inde, s'étaient transformés, petit à petit, en princes indépendants. Puis, Soubabs et Nababs étaient entrés en lutte les uns contre les autres. Pour accélérer la chute de la puissance mongole, Nadir-Chah, ancien chamelier qui s'était emparé du trône de

Perse en 1732, avait envahi l'empire et livré Delhi au pillage (mars 1739). Les Mahrattes devenaient de plus en plus redoutables dans le sud de la péninsule.

En (1732) Dost-Ali-Khan venait de prendre la succession de son oncle Sadat-Oulla, à la tête du Carnatic. Cette principauté, située sur la côte de Coromandel, faisait partie de la soubabie du Dekkan et avait Arcate pour capitale. Ce prince prit les Français en sympathie et noua des relations assidues avec Dumas, gouverneur de Pondichéry.

Cet homme remarquable, ancien gouverneur des Iles de France et de Bourbon, jouait alors dans l'Inde un rôle admirable. Son administration, que celle de Dupleix devait éclipser dans l'histoire, prépara au contraire suprêmement les voies à son successeur. C'est Dumas qui lui mit entre les mains les atouts inestimables d'une influence française dominante dans la péninsule.

Dost-Ali-Khan fut son premier et son fidèle allié. Par son intercession le Grand Mongol nous donnait en 1736, par un firman, le droit de frapper des roupies en or et en argent, au coin du nabab d'Arcate ². Mais la circonstance qui va surtout contribuer à donner un nouvel et majestueux éclat au nom fran-

2. Cela donna un essor prodigieux au commerce de Pondichéry, et les monnaies françaises acquirent tant de crédit dans l'Inde, que les habitants les préféraient dans leurs échanges à leur monnaie nationale. En récompense de cette œuvre utile au premier chef, Dumas fut créé chevalier de l'ordre de Saint-Michel et reçut du roi des lettres de noblesse.

çais dans l'Inde, est justement cet événement qui amènera les Mahrattes devant Pondichéry, et dont La Bourdonnais verra l'épilogue. En 1736, l'armée de Dost-Ali-Kahn commandée par son fils, Sabder-Ali, et son gendre, Chanda-Cahib, lequel était intime ami de Dumas, s'empara du royaume de Trichinopoly¹ à la faveur d'une compétition née de la vacance du trône. Ceci fait, l'allié de la France, dont la puissance grandissante était un gage de sécurité pour nos établissements, voulut s'emparer de Tanjore. Nous sommes en 1739. Le roi de Tanjore et les autres petits princes brahmanistes des environs, s'effrayant des progrès des Mongols musulmans, se tournèrent vers les Mahrattes, leurs coreligionnaires, pour les prier de venir à leur secours. Ce peuple de guerriers, renommés pour leur incomparable cavalerie et que la rapidité de leur marche rendait particulièrement redoutables, accueillit ces offres avec joie et, en octobre 1739, le fils du roi des Mahrattes, Ragogi-Bonsoula, entra en campagne à la tête de 150.000 fantassins et 60.000 cavaliers.

Devant cette formidable armée, Dost-Ali-Kahn ne pouvait songer à livrer bataille en rase campagne. Il envoya en toute hâte prévenir son fils et son gendre de lever le siège de Tanjore et d'accourir au plus vite. Lui-même s'établit solidement dans les gorges des montagnes de Canamay, à 25 lieues à l'ouest d'Arcate, où le nombre ne pouvait rien contre les fortifications naturelles. En mai 1740, les Mahrattes

1. Ou Trichinapaly.

parurent. Ne pouvant forcer le défilé, ils eurent recours à la trahison et, à l'aide d'un officier de Dost-Ali-Khan qui n'était pas musulman et chez qui les sentiments religieux, habilement exaspérés par les Mahrattes, primèrent tous autres sentiments, ils se firent livrer un passage. Opérant alors un vaste mouvement tournant, une partie de leur cavalerie vint prendre à revers le camp Mongol. La bataille fut acharnée, les Musulmans cernés dans une plaine détrempée par les pluies se défendirent en furieux, mais succombèrent sous le nombre. Les éléphants enfonçaient jusqu'à mi-jambe dans une boue tenace qui enlisait et étouffait les combattants qui y tombaient. Dost-Ali-Kahn, plusieurs fois blessé, glissa de son éléphant et trouva ainsi la mort. Quant à son fils cadet, blessé comme son père, il s'écroula dans cette boue sanglante et y fut si bien piétiné par les éléphants qu'il fut impossible de retrouver son corps. (Vendredi 20 mai 1740).

La nouvelle de ce désastre se répandit comme une traînée de poudre et de tous les côtés des bandes de fuyards se précipitèrent vers Pondichéry. Devant ce flot, sans cesse grandissant, de malheureux traînant avec eux tout ce qu'ils avaient de plus précieux pour les soustraire à la rapacité bien connue des Mahrattes, Dumas fut obligé de fermer les portes de la ville, afin d'y conserver un peu d'ordre. Les rues étaient si pleines de monde qu'on pouvait difficilement y circuler ¹. Cinq jours après la bataille, on signale un

1. Gorgée de ces réfugiés la ville comptait 200.000 âmes..

immense convoi se dirigeant vers la ville. C'est la veuve de Dost-Ali-Kahn, ses filles, ses neveux et une escorte nombreuse qui, suivis de chariots où ces malheureux avaient entassé en hâte toutes leurs richesses, venaient implorer l'hospitalité de Pondichéry.

La situation était grave. Dumas assemble le conseil. Si l'on recevait la femme de Dost-Ali-Kahn on encourait la colère des Mahrattes : c'était le siège de la ville, la prise de Pondichéry peut-être, le sac, l'effondrement du premier comptoir français dans l'Inde. Mais ne pas ouvrir les portes de la ville à la veuve d'un prince qui n'avait cessé de se montrer le fidèle ami de la France, c'était agir avec la plus noire ingratitude, c'était déshonorer le nom même de la France, synonyme de désintéressement et d'humanité. Que le conseil décide : pour lui, il n'hésitait pas, son avis était qu'il fallait accueillir, dans les murailles de la ville, la femme du nabab d'Arcate vaincu, au risque d'attirer sur la cité la fureur des Mahrattes. Pondichéry tomberait mais avec une telle auréole de gloire, que le nom français resterait vénéré dans toute la péninsule. Le conseil se rangea à cette manière de voir et le peuple tout entier, lorsqu'il apprit cette décision, fit connaître par son enthousiasme qu'il la ratifiait pleinement.

La garnison fut mise sous les armes et Dumas se rendit en grande pompe, entouré de ses gardes, porté sur un palanquin, au devant de la reine jusqu'à la porte de Valdaour. « La femme, les filles et les neveux » du nabab étaient dans 20 palanquins accompagnés

« d'un détachement de 1.500 cavaliers, 80 éléphants,
« 300 chameaux et plus de 200 carrosses trainés
« par des bœufs et dans lesquels étaient leurs do-
« mestiques, et plus de 2.000 bêtes de charge¹. »

Lorsque la reine entra dans la ville, elle fut saluée par une salve de coups de canons. Un palais lui avait été préparé où Dumas la conduisit. Les Mongols, profondément touchés de cet accueil, laissaient visiblement voir leur joie. Le prestige de la France gagnait déjà beaucoup par ce premier acte.

Après une résistance énergique, Sabder-Ali, le fils aîné de Dost-Ali-Kahn, traita avec les Mahrattes et réussit à garder sa nababie d'Arcate par un traité du 1^{er} août 1740. Les Mahrattes avaient en effet eu vent que le Nizam préparait contre eux une armée de 200.000 hommes. En outre l'attitude des Français les intimidait tant soit peu.

Dumas mettait Pondichéry en état de défense. Quinze jours durant des chariots apportèrent, sans interruption, des vivres à la ville. On travaillait à compléter la fortification, sur les remparts s'allignèrent plus de quatre cents bouches à feu. Les travaux se poursuivaient avec ardeur la nuit comme le jour. Mais la garnison était bien faible, trois cent vingt soldats ! On l'augmenta des deux cents marins composant les équipages des deux vaisseaux en rade : le *Comte-de-Toulouse* et le *Penthièvre*. Le premier, qui était chargé d'une riche cargaison, fut envoyé, monté par des lascars, demander du secours

1. Archives des Colonies. Correspondance générale C² 80.

aux Iles de France et de Bourbon. Tous les Européens s'armèrent : on atteignit ainsi le chiffre de 1.200 hommes. Enfin parmi les Indiens, Dumas choisit ceux qui lui paraissaient le plus capables de pouvoir se battre et en forma un corps de 4.500 hommes, presque tous Musulmans, ce qui les rendaient plus hostiles aux Mahrattes brahmanistes. Ce corps fut l'origine de l'armée des Cipayes qui devait acquérir tant de célébrité sous Dupleix.

Dumas répartit ces différentes troupes dans le système de défense de la ville. L'équipage du *Penthièvre* fut affecté à la garde du bastion Saint-Laurent et à celle de la porte et du bastion de la petite batterie ; l'équipage du *Comte-de-Toulouse* garda la porte et le bastion Saint-Louis ; la garnison fut commise à la défense des autres bastions et portes ; enfin la citadelle fut confiée aux employés de la Compagnie et aux bourgeois de la ville. Sur les parapets des remparts, Dumas fit placer de nombreuses bombes toutes prêtes à être lancées sur les assaillants. Enfin, pour entretenir la vigilance parmi ses troupes, le gouverneur défendit formellement la vente du vin dans la ville jusqu'à nouvel ordre. Toutes ses précautions étant ainsi prises, il attendait les Mahrattes de pied ferme.

Le 1^{er} septembre, Sabder-Ali arriva à Pondichéry accompagné de 5.000 chevaux. Il remercia Dumas en termes émus et lui offrit, entre autres présents, l'armure de son frère et un serpeau, costume de cérémonie dont les princes de cette époque ne gratifiaient que ceux qu'ils tenaient en particulière estime.

Le nabab repartit en emmenant sa mère et ses autres parents, mais la sœur de Sabder-Ali, femme de Chanda-Çahib, resta à Pondichéry, car son mari n'avait pas traité avec les Mahrattes.

Malgré cette paix entre le nabab d'Arcate et ses ennemis, Dumas laissait toujours la ville sur le qui-vive. Il fit bien, car de nouvelles difficultés s'étant produites entre la famille de Dost-Ali-Kahn et les Mahrattes, ceux-ci, sachant que les Français protégeaient la femme de Chanda-Çahib, résolurent de s'emparer de Pondichéry. Ragogi écrivit le 20 janvier 1741, à Dumas une lettre insolente dans laquelle il lui ordonnait de lui payer tribut, de lui livrer la femme et le fils de Chanda-Çahib et de se soumettre à toutes les conditions qu'il lui plairait d'imposer.

Dumas lui répondit fièrement qu'il se faisait gloire d'être l'allié des Mongols, qu'il ne livrerait pas la femme et le fils de son ami, et qu'il ne paierait aucun tribut, car il n'en devait aucun. Si les Mahrattes prétendaient le contraindre par la force il leur faisait savoir que tous les habitants de Pondichéry s'enseveliraient sous les ruines de la ville, jusqu'au dernier, plutôt que de céder. Ragogi envoya contre la ville un corps de 15.000 hommes qui vint ravager les environs, entre autres l'entrepôt de Porto-Novo, à sept lieues de Pondichéry. Comme des bandes de pillards se rapprochaient trop de la place, M. de Cossigny ¹ s'en fut leur donner la chasse avec un

1. Il avait à cette époque quitté le service de la Compagnie des Indes et se trouvait à Pondichéry en simple particulier.

petit détachement de 200 hommes, soutenus par le canon du fort d'Ariancoupan. Les Mahrattes se retirèrent à cinq lieues de là.

Ragogi, voyant le peu de succès qu'avaient eu ses premières démonstrations, envoya un officier à Dumas pour lui réitérer ses menaces. En réponse, le gouverneur fit voir au parlementaire les immenses approvisionnements que contenait la ville, la garnison bien résolue à se défendre, les vaisseaux en rade qui, emportant, en cas de chute de Pondichéry, tout ce qui pouvait s'y trouver de précieux, raviraient aux Mahrattes tout espoir de pillage. L'officier se retira rempli d'admiration pour les Français et bien persuadé de la force de la place. Dumas, en le renvoyant à son maître, lui fit cadeau de plusieurs bouteilles de liqueurs fines qui furent fort appréciées du chef des Mahrattes. Pendant ce temps à Trichinopol, Chanda-Çahib était réduit à la dernière extrémité par le siège rigoureux que poursuivait Ragogi. Son frère, Bara-Çahib, alors à Madras, résolut de lui porter secours. Il rassembla 8.000 cavaliers et marcha sur Trichinopol. Les Mahrattes lui opposèrent 10.000 hommes qui cernèrent complètement sa petite armée. Bara-Çahib, voyant qu'il était perdu, massacra les femmes et les enfants qui se trouvaient avec lui et se lança au plus épais des escadrons mahrattes. Il fut tué avec tous les siens.

L'astucieux Ragogi, sachant la très grande affection qui unissait les deux frères, s'empressa de faire rechercher le corps de Bara-Çahib. Il le fit revêtir de riches étoffes, l'étendit dans un palanquin magni-

fique et le renvoya à Chanda-Çahib. Lorsque le malheureux se trouva en présence du cadavre de son frère il perdit tout courage ; deux jours après il rendait la place aux Mahrattes et se constituait lui-même prisonnier. (Avril 1741).

La prise de Trichinopoly laissait à Ragogi toute latitude pour concentrer ses efforts contre Pondichéry, mais l'attitude de Dumas l'avait impressionné. Il redouta un très long siège favorisé par la situation maritime de la ville ; il eut peur d'une armée de secours qu'allait certainement envoyer contre lui le Nizam-oul-Moulk ; bref, il fit savoir à Dumas qu'il était charmé de son attitude et qu'il lui offrait de traiter. Dumas envoya, au camp des Mahrattes, deux Brahmes fort habiles qui confirmèrent Ragogi dans ses appréhensions, et la paix fut faite.

Le succès de Dumas fut immense. De tous les points de l'Inde il reçut des messages de félicitations. Le Nizam-Oul-Moulk lui envoya un serpeau avec une lettre extrêmement flatteuse. La cour de Dehli ratifia, par un nouveau firman, la donation faite aux Français du territoire de Pondichéry. Bien mieux, quelque temps après, le Grand Mongol conférait à Dumas la dignité de Nabab et celle de Mansoubdar. Ce dernier titre lui donnait le droit de commander 4.500 cavaliers, dont 2.000 devaient être attachés à sa personne en temps de paix. Ce fait unique : un gouverneur européen devenant grand dignitaire de l'Empire Mongol, fit rajallir sur la France un lumineux prestige. C'est à ce moment,

le 27 septembre 1741, que La Bourdonnais et son escadre arrivaient à Pondichéry.

Dumas n'avait plus besoin de lui pour l'aider à défendre la place, mais notre comptoir de Mahé était dans une situation telle que la flotte française y serait la très bien venue. Depuis dix-huit mois la ville était assiégée par les Naïres.

On sait qu'il faut rechercher l'origine de ce conflit chez les Anglais, maîtres du comptoir de Tallichery. Leurs premières manœuvres s'étaient retournées contre eux, car, occupant au début une simple loge au pied de la forteresse de Mahé, nous étions devenus les uniques possesseurs de cette ville dont ils avaient voulu nous chasser. Seize ans avaient passé mais les Anglais n'avaient pas renoncé à leur ancien projet. Ils considéraient que Mahé était trop proche de Tallichery et que le voisinage du comptoir français nuisait à l'expansion de leur propre commerce. Pour que le comptoir de l'une des deux nations prenne une grosse importance, il fallait que l'autre disparut. Sans se décourager, ils poursuivaient, en 1740, les mêmes intrigues qu'en 1725. Ils arrivèrent à leurs fins. Deux roitelets Naïres, le prince de Bargaret, Bayanor, (décidément incorrigible), et le prince de Calastrix, investirent Mahé. Comme la garnison était trop faible pour livrer bataille en dehors de la ville, le siège devint de plus en plus sévère et, quand La Bourdonnais arriva, le blocus était extrêmement étroit.

Le commandant de l'escadre savait bien, en quittant Pondichéry, qu'il allait combattre et où il

allait combattre, car on se rappelle que sous Pardail-
lan-Gondrin, il avait pu étudier les hommes et les
lieux. Voici ce qu'il écrivait à un de ses amis sur les
adversaires qu'il allait à nouveau affronter : « Les
Naïres qui sont les gentilshommes du pays, n'ont
« d'autre profession que celle des armes ; ils se ser-
« vent de fusil à mèche, longs de cinq pieds, de petit
« calibre, qui au lieu de crosse, n'ont qu'une poignée
« recourbée, et qu'ils ajustent à bout de bras, ce qui
« en rend les coups mal assurés. Leur arme blanche
« est le sabre ou une serpe dont l'extrême pesanteur
« transforme les atteintes en coups mortels ; leurs
« armes défensives sont des boucliers de bois couverts
« de cuir, ronds, concaves en dedans et se terminant
« en cône en dehors, ce qui les rend forts quoique
« légers. Les Naïres savent s'en servir avec assez
« d'adresse pour détourner la balle d'un fusil, en
« leur donnant une espèce de frémissement par une
« agitation perpétuelle du poignet. Leur façon de
« s'allonger le corps et de se mettre presque entière-
« ment à l'abri derrière ce bouclier, leur inspire de
« la hardiesse, et il ne leur manque qu'un peu de
« règle et de discipline pour en faire de bons sol-
« dats ¹. » Ils combattaient sans ordre et lâchaient
pied s'ils étaient serrés de près par des forces supé-
rieures, mais s'ils se trouvaient acculés, ils faisaient
face et se battaient en furieux sans jamais se rendre.

Le site où s'élevait Mahé était montagneux, « coupé

1. Lettre inédite au chevalier de Follard citée par A. de Longpérier-Grimoard.

partout de fossés de quinze à dix-huit pieds de profondeur, et qu'on peut regarder comme autant de coupe-gorges pour les Européens qui auraient l'imprudence de s'y engager. »

Le 22 octobre 1741, La Bourdonnais mit à la voile. Il sortit de la rade en même temps que Dumas qui rentrait en France avec sa femme. Il allait être nommé directeur de la Compagnie des Indes. Le nouveau gouverneur de Pondichéry qui devait arriver en janvier 1742, était le gouverneur de Chandernagor, Dupleix.

Tout le temps de cette nouvelle traversée fut employé par La Bourdonnais à continuer l'instruction militaire de ses troupes. Déjà mis au courant des généralités de la science militaire, il fallait leur inculquer, maintenant, les règles d'une tactique particulière appropriée aux ennemis qu'ils allaient avoir à combattre et aux lieux où ils allaient les rencontrer. Toutes ces évolutions militaires étaient vraiment difficiles à exécuter sur les ponts des navires. Le commandant de l'escadre dut simplifier ses leçons et les adapter au cadre exigü où il se trouvait. Ne leur donnant que des directives, il leur apprit à combattre par pelotons en se ralliant toujours derrière leurs chefs. Il fallait surtout que les troupes agissent avec la plus stricte discipline et l'ordre le plus parfait : c'était la seule façon de dominer les Nâires impétueux et désordonnés à l'excès.

Le 23 novembre, La Bourdonnais arrive dans la rade de Mahé avec ses deux premiers navires. Il est juste temps : le lendemain l'ennemi devait lancer une

attaque générale. Intimidé par l'arrivée des vaisseaux français, il se tient coi. La Bourdonnais fait débarquer ses troupes. Mais il n'a encore que deux compagnies à sa disposition, il ne faut rien tenter avant l'arrivée des cinq vaisseaux.

Les Naïres, retranchés dans un bois de cocotiers, broussailleux et coupé de tranchées, avaient élevé plusieurs forts à l'épreuve du canon. Une de leurs batteries « incommodait » beaucoup la ville ; c'est vers elle que le commandant en chef dirige ses premiers travaux d'approche. Il ouvre une tranchée contre elle et parvient à trente toises du fortin ; mais là il est obligé de s'arrêter à cause du terrain marécageux qu'il rencontre. Ne pouvant poursuivre plus avant, il fait creuser une parallèle assez vaste pour en faire une solide tête d'ouvrage. De là il pourra tirailler contre l'ennemi jusqu'à l'arrivée du reste de l'escadre ; et cette parallèle devient l'école pratique où les contingents français s'aguerrissent. La Bourdonnais y envoie les troupes nouvellement débarquées, et tel qui « salue les balles » avec empressement le premier jour, fait vite très bonne figure à l'ennemi. Les Naïres, servant involontairement les desseins de La Bourdonnais, font un feu d'enfer contre nos positions.

Enfin, l'escadre tout entière est réunie. Le commandant a bien dans la main ses huit compagnies françaises et ses 500 cipayes ; il fixe l'action générale au 5 décembre. En attendant, afin de tourner les positions de nos adversaires, il donne l'ordre de former une batterie de quatre canons tout près des

avant-postes en profitant de l'obscurité de la nuit. Celle du 3 au 4 fut à souhait. Dans le plus grand silence, les terrassiers coulis protégés par des grenadiers, arrivent à construire la batterie à cent toises (200 m. environ) des avant-postes indiens. Le lendemain au lever du jour, les Naïres constatent avec stupeur les progrès faits pendant la nuit. Ils attaquent la batterie et, sont vigoureusement repoussés. Mais nos troupes surexcitées ne prétendent pas les lâcher et bien qu'elles viennent de passer une nuit au travail et qu'elles soient à jeun, elles demandent avec instance à La Bourdonnais la faveur d'attaquer. L'occasion est trop belle pour que le commandant la repousse. Accédant au désir de ses hommes, il les forme immédiatement en deux colonnes et marche aux Naïres qui s'étaient retranchés dans deux forts peu distants l'un de l'autre, au nombre d'environ 8.000 hommes. •

Les Français pleins d'entrain s'ébranlent. La Bourdonnais, l'épée à la main, a pris la tête d'une des colonnes et conduit la charge. Rien n'arrête nos soldats, ni la fusillade nourrie de l'ennemi, ni des obstacles de douze à quinze pieds de haut qu'il faut escalader. Les officiers se multiplient et rivalisent de courage et de bonne humeur, ce sont : le lieutenant Guédon, commandant de l'*Aimable* ; Ducoulonbier-Joliff, dont La Bourdonnais dira qu'il serait à souhaiter que tous les officiers fussent de sa trempe. Son collègue du *Brillant*, de Penlan¹, quoique

1. Ou de Penneland, qui commandera dans l'expédition de Madras le *Saint-Louis*.

malade, a voulu être de la fête et fait de son mieux ; et le capitaine Thoret, le bout-en-train de l'escadre, marche à l'ennemi, riant à pleines dents, et au plus fort du combat galvanise ses hommes par son entrain et ses saillies.

La Bourdonnais, toujours au premier rang de sa colonne, passe à travers les balles qui fauchent son escorte. Successivement quatre carabiniers tombent à ses côtés. Le capitaine Destimonville est frappé à son tour. Mais nous arrivons au pied du fort. Aux cris de « Vive le Roi », les Français l'escaladent et s'en emparent sur-le-champ.

Tranquille de ce côté, La Bourdonnais court à l'autre extrémité du champ de bataille. Là, notre seconde colonne a rencontré une résistance plus vive et n'a pas pu emporter la forteresse qui faisait son objectif. Vigoureusement repoussée, elle hésite et semble sur le point de fléchir. La Bourdonnais fait appeler la compagnie d'artillerie qui, gardant la nouvelle batterie installée la nuit précédente, est restée en réserve. Le jeune capitaine de Rostaing la commande ; il l'entraîne dans une impétueuse ruée et la colonne qui vient d'être repoussée se précipite à sa suite. Mais devant la porte principale de la forteresse serrée de près, se dresse un nègre de taille gigantesque. De Rostaing fonce sur lui, l'abat et se précipite à l'intérieur suivi de ses hommes. Le second fort est pris ; cette fois c'est la victoire complète pour les nôtres.

Épouvantés, les Naires se débandent et s'enfuient. Nos 500 cipayes leur donnent la chasse. Bientôt, à

l'horizon, leurs villages flambent. Nos troupes occupent deux positions importantes : le fort des bambous et la montagne du Porc-Épic, que l'ennemi a abandonnés. Nous nous emparons de quatre fortins, de tous les retranchements et de huit pièces de canons. L'action dure cinq heures, nous avons 56 morts et 120 blessés. Les Nâires laissent 500 des leurs sur le terrain.

D'accord avec le conseil de Mahé, La Bourdonnais commença immédiatement à entamer des préliminaires de paix et le 22 janvier 1742, un traité était conclu entre la Compagnie des Indes et le roi de Bargaret. Nous obtenions de grands avantages commerciaux et quelques lambeaux de territoire autour de Mahé. A nous seuls, Bayanor vendra désormais son poivre. Le prince de Calastrix cessa lui aussi les hostilités et se considéra comme notre feudataire.

Afin de tenir les indigènes en respect, on commença la construction, sur deux montagnes que le traité de paix venait de nous donner, des forts, Dauphin et Condé, qui augmentaient considérablement notre sécurité dans la ville.

La délivrance de Mahé, par La Bourdonnais, favorisait hautement notre expansion dans l'Inde. Elle consolidait notre domination et accélérail la formation d'une clientèle de princes alliés autour de nous.

La Bourdonnais ne s'attarda pas dans les Indes ; une fois le traité signé il revint aux îles sœurs. C'est là que le toucha une lettre que le cardinal de Fleury avait tenu à lui écrire lui-même au reçu de l'annonce

que La Bourdonnais lui avait faite de la délivrance de Mahé.

Voici en quels termes le premier ministre le félicitait :

A Issy, le 1^{er} octobre 1742.

« Votre lettre, monsieur, du 20 mars dernier, m'a
« confirmé toutes les bonnes nouvelles que nous
« avons déjà reçues de vos entreprises, dont le
« succès nous a causé beaucoup de joie. Vous n'exé-
« cutez pas moins heureusement tout ce que vous
« méditez pour l'avantage de nos colonies. Vous ne
« vous contentez pas de préparer tout, vous marchez
« à la tête avec tout le courage d'un bon militaire.
« Le roi a lu votre relation avec plaisir et a fort loué
« votre activité et votre valeur. Je vous exhorte
« présentement à donner la meilleure forme qu'il
« vous sera possible dans vos Iles, et à tâcher surtout
« d'y entretenir l'union avec impartialité en faisant
« tous vos efforts pour concilier les esprits des princi-
« paux habitants. Je n'en attends pas moins de
« votre zèle et de vos talents. Je vous prie, monsieur,
« d'être bien persuadé de tous les sentiments que
« j'ai pour vous.

Signé : le Cardinal DE FLEURY. »

Le cardinal ne se contentait pas d'ailleurs de ces félicitations. Il donnait l'ordre d'expédier à La Bourdonnais des lettres de noblesse. Mais un parent, plus versé que notre Malouin dans la généalogie de sa famille, déclara que les Mahé étant de vieille no-

blesse, cette récompense n'avait pas de raison. La Bourdonnais fait remarquer mélancoliquement dans ses mémoires qu'il perdait là l'unique avantage que la Cour lui destinait. La Compagnie à laquelle La Bourdonnais venait de rendre un signalé service, récompensa tous les officiers que le commandant en chef lui avait signalés dans son rapport. Quant à lui, elle ne daigna pas lui adresser le moindre compliment ou encouragement. Les coteries existaient toujours et n'oubliaient jamais.

CHAPITRE VIII

LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

De retour à l'Ile de France, La Bourdonnais donna tous ses soins à son escadre. Soigneusement radoubée, elle était entièrement prête en mai. L'armement défectueux avait été complété ; les équipages avaient montré à Mahé qu'ils étaient aguerris. Le commandant de la flotte pouvait à juste titre compter sur elle. Il sentait bien que la paix entre la France et l'Angleterre ne durerait plus bien longtemps et il voyait venir, avec joie, les hostilités. Par elles, il achèverait l'œuvre si bien commencée dans les Iles. Tombant soudainement sur les Anglais avec la belle escadre dont il disposait, il portait définitivement la ruine dans leurs comptoirs.

Il se berçait de grandes espérances, lorsqu'il reçut de la Compagnie une lettre qui fut leur écroulement soudain. Elle contenait l'ordre exprès de désarmer l'escadre et de la renvoyer en France.

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C² 81.

— *Archives de la Marine* : B⁴ 59 (1746) (dont l'auteur anonyme est de Rostaing) : Campagnes.

I^M PRIMÉS. — *Mémoire pour le sieur de La Bourdonnais*.

— Lacour-Gayet, op. cit.

Pour être sûrs que le gouverneur ne ferait pas traîner l'exécution de ces ordres, qu'ils savaient devoir le frapper au cœur, les directeurs ajoutaient que les navires devraient être plutôt renvoyés à vide, en France, que de subir le moindre retard dans leur mise en route.

Cet ordre, venant détruire tous les projets de La Bourdonnais, est le reflet du malaise qui régnait alors en France. Les affaires commerciales marchaient fort mal. Le marquis d'Argenson écrivait en septembre 1741 : « Au lieu de la confiance nécessaire aux prêts, on voit régner la plus grande défiance dont on n'ait encore vu d'exemples en France. » Des banqueroutes étaient imminentes. Les Directeurs craignaient de perdre le capital engagé dans l'escadre de La Bourdonnais si la guerre avec l'Angleterre n'avait pas lieu. Orry se laissa déborder par eux et l'ordre de rappel partit. Mais le Ministre, de jour en jour, sentait la menace de guerre anglaise plus imminente. Toute l'opinion publique d'Angleterre était contre la France. Walpole, suspect de sympathie pour nous, était sérieusement battu en brèche ¹. La guerre venait ; Orry la sentit tout à coup très proche et il se hâta d'écrire à La Bourdonnais pour arrêter l'effet des ordres malencontreux de la Compagnie : « Vous avez vu, lui mandait-il, par l'apostille mise « sur ma lettre, du 16 de ce mois, qu'il s'en faut

1. Il devait être renversé par les partisans de la guerre le 11 février 1742.

« bien que la sécurité dans laquelle on était lorsque
« la Compagnie vous a écrit par mon ordre, au mois
« de novembre dernier, subsiste. Cela m'a déterminé
« à me faire représenter en détail les ordres qui vous
« ont été adressés, au sujet du renvoi des vaisseaux
« de l'escadre; j'ai senti qu'il était à désirer que vous
« n'ayez pu les exécuter en entier, puisqu'il peut
« être intéressant pour la Compagnie, et particulièrement
« pour la conservation de l'Ile de France, que
« vous puissiez rester en force et conserver au moins
« deux des vaisseaux qui vous ont été confiés. »

Mais ce correctif arrivait trop tard : La Bourdonnais, la mort dans l'âme, mais ne sachant pas désobéir, avait déjà renvoyé en France cette escadre toute prête à entrer en campagne. Ce pénible devoir rempli, il écrivit à Orry pour lui donner sa démission, sûr qu'il était maintenant des résultats désastreux que la guerre imminente aurait pour nos établissements des Indes et pour les deux Iles organisées par lui avec tant de soin. Orry refusa cette démission.
« Je sens que, lui écrivait-il, dénué du principal
« mobile qui vous a déterminé à repasser dans les
« Indes (qui était de diriger des forces, tant pour
« défendre les établissements de la Compagnie que
« pour faire des entreprises, si l'occasion s'en présentait), vous demanderez pourquoi l'on ne vous
« permet pas votre retour ; mais je vous répondrai
« que c'est parce que je n'envoie pas de nouvelles
« forces dans l'Inde, que je sens que s'il arrivait
« quelque chose, on y aurait d'autant plus besoin
« d'un homme de ressources, qui sut se retourner et

« faire un usage avantageux du peu qu'il a. Ainsi
« maintenant vous verrez que je ne vous exhorte
« à rester dans l'Inde que par une nouvelle preuve de
« confiance que je vous donne. D'ailleurs la bonne
« opinion que j'ai de vous, m'ayant déterminé à
« vous destiner le premier poste de l'Inde, s'il arrivait
« quelque chose à monsieur Dupleix, m'engage à
« vous considérer comme un homme non seulement
« utile, mais nécessaire. »

La Bourdonnais refoula une fois de plus ses rancœurs et prit courageusement son parti de la situation. Ne pouvant plus rien faire en tant qu'opérations militaires, il se donna tout entier à l'Ile de France et à Bourbon. Il y avait encore beaucoup à créer dans les sucreries, les indigoteries, les cotonneries dont il avait été l'instigateur. Il y consacra tous ses soins, faisant venir de France les machines nécessaires à l'augmentation du rendement de ces différentes usines. Tout cela ne s'accomplit pas sans de grosses difficultés. La situation des Iles était souvent fort critique lorsque les bateaux, venant de France ou de l'Inde, n'arrivaient pas en temps opportun pour les ravitailler, et au moment où La Bourdonnaisre prenait avec ardeur, son gouvernement, un épouvantable désastre vint encore mettre à l'épreuve ses étonnantes facultés d'organisateur. Le *Saint-Géran*, parti de France avec un changement comprenant, outre les machines destinées aux usines, des approvisionnements de tous genres et de première nécessité pour les habitants, périt corps et biens en vue de l'Ile de France, sur les récifs voisins de l'île

d'Ambre, le 14 août 1744¹. Comme la récolte de cette année-là avait été dévorée par les sauterelles et que la précédente avait été nulle à cause de la

1. Le naufrage du *Saint-Géran* servit de canevas à Bernardin de Saint-Pierre pour son *Paul et Virginie*. Etant donné l'importance qui s'attache de ce fait à cet événement il nous a paru intéressant de mettre sous les yeux du lecteur le récit suivant que nous tirons de l'ouvrage de l'écrivain mauricien Piston (Eugène Piston, *Chronique de l'Île de France. La Bourdonnais.*)

Le *Saint-Géran*, commandé par le capitaine de la Marre, était parti de Lorient le 24 mars 1744. Parmi les passagers se trouvaient deux jeunes créoles de l'île de France, M^{lles} de Mallet et Caillou, qui revenaient de faire leur éducation en France. A Goré il avait pris 20 nègres et 10 négresses et le lundi 17 août à quatre heures de l'après-midi on aperçut l'île Ronde. Comme la maladie tenait une bonne partie de l'équipage sur les cadres et par conséquent empêchait toute manœuvre tant soit peu difficile, les officiers, après avoir tenu conseil, décidèrent de faire petite route sous les basses voiles afin de ne passer entre les îles que le lendemain matin. Le navire marchait donc à une allure modérée en rasant de près la côte. Le temps était superbe et la mer calme. Tout à coup, vers 3 heures du matin, retentit à l'avant du navire ce cri terrible : « Brisans ». M. de La Marre bondit sur le pont et ordonne immédiatement l'arrivage, mais avant que le navire n'ait réussi à virer de bord, un choc violent se produit et le vaisseau se couche sur les récifs ayant la lame qui le bat en travers. Le commandant, avec un sang-froid admirable, donne l'ordre de couper la mâture, de mettre les chaloupes à la mer, et de construire un radeau sur l'arrière du pont. Le grand mât tombe, entraînant le mât d'artimon ; mais retenus par les haubans dans le voisinage du navire, tous deux reviennent frapper la quille comme des béliers et la défoncent. Le milieu du navire s'effondre. Alors le commandant fait sonner la cloche d'alarme et demande l'aumônier qui donne l'absolution à tous. Puis on entonne le *Salve Regina* et le *Stella Maris*. Dès lors la confusion devient générale, on pleure, on se demande pardon mutuellement, on se jette dans les bras les uns des autres. Comme la terre est, en vue,

sécheresse, ce naufrage fut une épouvantable calamité pour la population affamée.

Un autre navire, envoyé dans l'Inde pour y chercher du riz, était revenu sans son chargement. La situation devint effroyable, Bourbon, où la disette

un matelot se jette à la mer pour tâcher de gagner la côte, mais avant d'arriver il disparaît. Plus heureux, le bosseman Tassel atteint le rivage.

« A cette vue, on s'encourage, on se précipite tous à la fois, « les uns sur le radeau, les autres sur les débris du navire. C'est « alors qu'un spectacle touchant s'offrit aux regards. Sur le pont « abandonné du navire, mademoiselle Virginie de Mallet, l'une « de ces jeunes créoles de l'île de France dont nous avons parlé, « était assise sur l'arrière du vaisseau, ayant à son côté le second « lieutenant, M. de Peramont, qui ne la quittait pas. Tous deux, « immobiles et résignés, paraissaient avoir renoncé à toute espérance et accepté avec courage leurs prochaines destinées. « Sur l'avant du navire on voyait en même temps M. de Villarmois, soutenant mademoiselle Caillou, et s'efforçant de la faire « descendre sur une planche dont il s'était emparé pour la sauver ; « un peu plus loin, le contre-maître Carret, qui s'était en quelque « sorte attelé par une corde, à un tronçon de lisse, criait à son « commandant d'ôter ses vêtements et de venir s'y placer à « cheval tandis qu'il le remorquerait en nageant. M. de La Marre « s'était élancé à la mer, et l'avait rejoint, mais sans se dépouiller « des insignes de sa charge, et de ses papiers, qu'il croyait ne « pouvoir abandonner qu'avec la vie. Carret, dans ce périlleux « trajet, atteint par le choc de la lisse, qu'une lame avait portée « sur lui, avait été lancé à quelque distance de son capitaine, « et tout étourdi du coup, à moitié brisé, ce courageux marin « était revenu à la charge et continuait à le remorquer après lui. « Alors le radeau vint à passer le long d'eux ; il était chargé « de 60 personnes ; M. de La Marre s'y jette, et un courant « rapide l'entraîne impétueusement vers la terre, mais le retour « de la vague fut aussi prompt et aussi impétueux ; il rejeta le « radeau loin du rivage et engloutit avec lui 60 personnes qui

était encore plus rigoureuse, demandait du secours.

Il fallut rationner tout le monde. On laissa aux colons pour quatre mois de vivres par personne et tout le reste fut réquisitionné par le gouverneur en vue d'assurer à tous la nourriture suffisante. Naturellement le parti des récalcitrants se plaignit violemment de cette mesure sévère.

Non content d'organiser les Iles elles-mêmes, La Bourdonnais se préoccupait des archipels du voisinage, utiles pour consolider les établissements français dans l'Océan Indien, et qui étaient, pour la plupart, à peine connus. En 1742, le capitaine Lazare Picault avec la tartanne *Elisabeth*, et le capitaine J. Grossen avec le *Charles*, y furent envoyés par La Bourdonnais. Ayant reconnu, disaient-ils, l'île de l'Assomption et le groupe des Sept-Frères, ils revinrent, en janvier 1743, rapportant le plan de l'archipel des Gorgados Garayos.

Mais La Bourdonnais soupçonna que Picault avait pris les « Amirautés » pour les Sept-Frères, il l'y fit retourner, accompagné d'un ingénieur géographe,

« s'y trouvaient pressées. Carret, devant cette vague monstrueuse, « chargée de débris, avait plongé. En revenant sur l'eau, il « chercha des yeux M. de La Marre, et il ne le revit plus ! » Les survivants atteignirent l'île d'Ambre après avoir lutté cinq heures contre les flots et ce n'est que le surlendemain que le bosseman Tassel et quelques autres traversèrent le bras de mer qui sépare l'îlot de l'île et furent secourus par des chasseurs. (Les Archives du Ministère des Colonies ne contiennent rien sur le naufrage du *Saint-Géran*. La Correspondance de 1744 est perdue tout entière. Ceci arrive malheureusement trop souvent dans les archives anciennes.)

avec mission de prendre possession de ces îles au nom du roi de France. En 1743, cette prise de possession avait lieu ; le nom de « Sept-Frères » fut remplacé par celui d'îles Seychelles et Picault donna à la principale le nom de Mahé en l'honneur du gouverneur des Îles de France et de Bourbon.

La Bourdonnais était tout à son administration quand, le 1^{er} septembre 1744, se produisit un événement qui vint réveiller toutes ses douleurs. La frégate, la *Fière*, apportait à Port-Louis la nouvelle de la déclaration de guerre entre la France et l'Angleterre. Ce qu'il avait prévu arrivait, alors qu'on lui avait retiré l'arme avec laquelle il comptait se défendre. Le 14 avril précédent, la Compagnie lui avait encore expressément interdit tout acte d'hostilité contre les Anglais. Tout ce qu'on lui avait permis c'était de se défendre s'il était attaqué, et même, comble d'amabilité ! de garder un ou deux vaisseaux marchands pour faire la course. Au lieu de l'escadre de Mahé, le malheureux n'avait plus que deux mauvais bateaux de commerce et la nouvelle lui parvenait qu'une escadre de quatre vaisseaux de guerre anglais était en route pour les Indes, quatre bons voiliers, légers à la course et bien armés, qui seraient les maîtres dans l'Océan Indien, et devant lesquels La Bourdonnais, la rage au cœur, resterait impuissant.

Cette escadre anglaise était commandée par le commodore Barnett, secondé par le capitaine Peyton. Arrivés dans la mer des Indes, ils devaient se séparer : Barnett avec deux vaisseaux se posterait au

détroit de la Sonde, tandis que Peyton garderait celui de Malacca. Tous les navires français qui passeraient seraient immanquablement pris.

Cela était d'autant plus dur pour La Bourdonnais que, sans l'ordre insensé qui l'avait privé de sa flotte, il eut pu, étant donné le plan anglais, s'emparer des quatre navires de guerre britanniques. Déjà dans l'Inde, son escadre aurait devancé celle de Barnett qui, divisée en deux tronçons, aurait été de capture facile.

Mais l'heure n'était pas aux vains regrets, l'improvisateur se réveilla de suite en La Bourdonnais. Livré complètement à lui-même il allait, comme l'avait prévu Orry, « se retourner et faire un usage avantageux du peu qu'il avait ».

Aussitôt qu'il eut pris connaissance des lettres apportées par la *Fièrè*, il envoya, en hâte, un bateau à Pondichéry porter à Dupleix la nouvelle de la déclaration de guerre, et il fit repartir immédiatement, la *Fièrè*, pour la France, avec des lettres où il s'efforçait de faire entendre raison à la Compagnie sur l'inanité des prétendues conventions de neutralité.

Une fois les deux vaisseaux expédiés, il donna l'ordre de n'en plus laisser sortir du port. Le Bourbon venait d'arriver des Indes. Comme c'était un navire susceptible d'être armé en guerre, il en fit commencer de suite le radoubage. En même temps il activait l'achèvement d'un navire de 500 tonneaux, actuellement sur les chantiers de l'Île de France, l'*Insulaire*, bon vaisseau qui pouvait porter vingt-quatre canons.

Le 5 avril 1745, arrivait le *Fleury*, venant des Indes, et apportant des lettres de Duplex. La situation était grave à Pondichéry : le gouverneur avait voulu, suivant les ordres de la Compagnie, négocier avec les Anglais à propos du fameux traité de neutralité. Le conseil de Madras lui avait répondu que ce traité était bien valable pour les navires de commerce des deux Compagnies, anglaise et française, mais que les navires du roi d'Angleterre n'étaient pas liés, non plus que les navires de guerre français, par cette convention intervenue entre deux compagnies commerciales. Autrement dit, c'était la ruine de notre commerce ; car, tandis que les Anglais avaient, dans l'Océan Indien, des navires de la compagnie anglaise et des navires de guerre de l'État, les Français n'avaient, dans les mêmes mers que des vaisseaux de la Compagnie armés en guerre, mais pas de navires de la marine royale.

Aussitôt arrivée aux Indes, l'escadre de Barnett commença à s'emparer de tous les bateaux français qu'elle rencontrait. Le *Fleury* annonçait la prise du *Favori* dans la rade d'Achem, alors que la veille il avait épargné lui-même un navire anglais. La situation était extravagante. Le même *Fleury*, passant en rade de Cochín, y avait laissé sains et saufs quatre navires anglais chargés pour Moka et Gedda, tandis que les anglais continuaient leur besogne. Bientôt presque tous les vaisseaux de commerce français furent pris, sauf de rares exceptions, comme celle du navire de Mahé de la Villebague, frère de La Bourdonnais, qui, ayant eu vent de la déclaration de

guerre, prit soin de s'écarter de la route ordinairement suivie par les vaisseaux, et pût, sans encombre, passer de Manille à Pondichéry.

Chaque fois qu'il faisait une nouvelle prise, le commodore Barnett ne manquait pas de dire aux officiers des navires capturés : « Messieurs, nous exécutons contre vous ce que M. de La Bourdonnais avait projeté contre nous ».

Dans ces conditions nos comptoirs indiens se trouvaient en péril. A Pondichéry, maintenant à la merci d'un coup de main, l'alarme était générale. Le Conseil et Dupleix réclamaient du secours ; pour eux ils ne pouvaient envoyer à La Bourdonnais que l'équipage du *Favori*. « Vous voyez, monsieur, que « le temps presse, disait la lettre, nous espérons que « vous ferez d'autant plus de diligence, que nous « savons que vous ne cherchez rien avec plus d'em- « pressement que d'être utile à l'État. »

Une expédition de secours était en effet extrêmement urgente mais il fallait que La Bourdonnais l'organisât de toutes pièces, car il n'avait ni navires, ni équipages, ni soldats¹. Le *Neptune* était prêt à partir pour l'Europe, le gouverneur fit transporter sa cargaison sur un navire moins bon, la *Charmante*, qu'il envoya en France et il garda l'autre navire à Port-Louis. Il avait ainsi de disponible :

Le *Bourbon*, de 44 canons.

Le *Neptune*, de 40 canons.

1. Cf. sur ce sujet une lettre de La Bourdonnais à Dupleix, du 1^{er} mai 1745. Archives des Colonies : Correspondance générale de l'Inde, C² 81.

L'*Insulaire*, qui venait d'être achevé, et qui en portait 24. A ces trois vaisseaux, La Bourdonnais ajouta le petit sloop, l'*Elisabeth*, qui lui appartenait, pour servir de « découverte » et porter les ordres.

Il faut ensuite armer ces navires ; or les îles sont en pleine disette (1745). Il faut trouver des équipages ; mais le naufrage du *Saint-Géran* a tellement effrayé les habitants de Bourbon qu'ils ne veulent plus s'exposer à la mer.

Le *Triton* et le *Héron* sont en rade prêts à partir pour la France avec des cargaisons ; à eux aussi il faut des vivres. La Bourdonnais se tire d'affaire malgré tout ; à force de rationnement, il finit par approvisionner tout le monde et puisque les habitants de Bourbon font des difficultés pour s'enrôler eux-mêmes, ils donneront un noir sur vingt que la Compagnie louera à raison de 18 livres par mois et, qu'en cas de mort, elle paiera 200 piastres par tête. Si les colons refusent, on emploiera la force. Le Conseil des îles approuve et le gouverneur va passer à l'exécution, malgré la fureur de certains, quand heureusement un vaisseau, frété par des armateurs de France, arrive aux îles avec une cargaison de noirs. Comme La Bourdonnais est intéressé dans cet armement et qu'il a plein pouvoir de ses associés pour faire ce que bon lui semblera, il propose au conseil de céder à la Compagnie deux ou trois cents de ces noirs à raison de 200 piastres chacun ; ce qui est fait, calmant la fermentation des colons de Bourbon et procurant un marché avantageux à la Compagnie.

A force d'ingéniosité et d'énergie, en mai 1745,

l'escadre était prête à prendre la mer. Restait à savoir à quoi on allait l'employer. Deux plans étaient possibles : ou bien faire immédiatement la course contre les navires anglais, ou, s'en tenant tout d'abord à la défensive, protéger les navires de commerce qui allaient certainement arriver de France. En effet, la Compagnie, s'imaginant à Paris que le prétendu traité de neutralité fonctionnait pour le plus grand bien des deux compagnies rivales, allait expédier, comme chaque année, sa flotte de commerce des Indes et de la Chine. Comme ces bateaux devaient forcément faire escale aux îles, La Bourdonnais n'avait qu'à les y attendre. Il les escorterait ensuite avec son escadre jusqu'à Pondichéry ; de là les vaisseaux pour la Chine gagneraient leur destination après avoir convenu d'un rendez-vous où l'escadre française viendrait les prendre pour franchir les parages difficiles. Jusque-là, La Bourdonnais aurait eu le temps de convoier les vaisseaux retournant en France, depuis Pondichéry jusqu'à Port-Louis. Ce plan, ingénieux et prudent, soumis au conseil de l'Île de France, fut accepté. Dès lors il n'y avait plus qu'à attendre les navires de la Compagnie que l'on devait escorter. Mais comme l'escadre consommait beaucoup et que les îles étaient à la portion congrue, le gouverneur envoya ses vaisseaux l'attendre à Madagascar, ne gardant en rade que le *Bourbon*, sur lequel il comptait s'embarquer, et le petit sloop *l'Elisabeth* pour porter ses ordres.

Mais le temps passait et aucun navire n'arrivait

de France. A la mi-juillet, La Bourdonnais déclara que, si le 1^{er} août aucun navire n'était arrivé, il levait l'ancre et se mettait immédiatement en route pour les Indes. Enfin, le 28 juillet, parut un vaisseau : c'était la frégate, l'*Expédition*, apportant à La Bourdonnais une lettre d'Orry. Le contrôleur-général lui annonçait d'abord l'arrivée à l'île de France, à la fin du mois d'août, d'une escadre composée des navires suivants :

L'*Achille* de 70 pièces de canons montés et de 450 hommes d'équipage ;

Le *Saint-Louis*, de 50 canons montés et de 250 hommes d'équipage ;

Le *Lys*, de 40 canons montés et de 250 hommes d'équipage ;

Le *Phénix*, de 44 canons montés et de 250 hommes d'équipage ;

Le *Duc d'Orléans*, de 36 canons montés et de 150 hommes d'équipage.

« L'intention du roi, poursuivait-il, est que vous preniez le commandement de ces vaisseaux, aussitôt qu'ils seront rendus à vos ordres. »

Le but de cet armement était double : il fallait d'abord remettre, avec sûreté, au comptoir de Pondichéry, une somme de cent mille marcs de piastres que la Compagnie lui envoyait ; ensuite il fallait faire la course contre les Anglais, « soutenir, comme disait « La Bourdonnais, l'honneur de la nation dans « l'Inde. »

Le ministre entraînait ensuite dans de grands détails, donnait à La Bourdonnais toute une série d'instruc-

tions, mais il ajoutait de suite : « Au surplus, quoique
« ce plan m'ait paru bon, la confiance que j'ai que
« vous me ferez tout pour le mieux, m'engage à
« vous autoriser à y changer ce que vous estimerez
« de plus convenable au bien général et aux intérêts
« de la Compagnie et même à prendre tout autre
« parti quel qu'il soit. » Et il concluait en autorisant
La Bourdonnais, une fois l'expédition terminée, à
revenir en France avec l'escadre, s'il jugeait que sa
présence n'était pas nécessaire aux îles.

Dans le passage de cette lettre où il parle de Duplex, on croirait qu'Orry pressentait les difficultés qui devaient naître entre les deux grands Français : « Vous donnerez avis à M. Duplex, disait-il, du
« parti auquel vous vous arrêterez. Je lui donne les
« ordres les plus précis de vous seconder en tout ce
« qui pourrait dépendre de lui. Je vous recommande
« aussi très particulièrement d'en agir avec lui avec
« les égards qu'il convient d'avoir pour un homme
« qui commande dans toute l'Inde. »

L'escadre étant annoncée pour la fin d'août ou le début de septembre, la Mousson ne permettrait pas d'aller à Pondichéry en passant par Madagascar comme La Bourdonnais l'avait d'abord pensé. Il fallait prendre la grande route des Indes. Dans ces conditions, il expédia l'*Elisabeth* à Madagascar pour donner l'ordre aux vaisseaux qui s'y trouvaient de revenir à l'île de France. Ils arrivèrent en septembre. La Bourdonnais les fournit de ce qui pouvait leur manquer, puis les envoya compléter leurs approvisionnements à Bourbon ; ils y resteront jusqu'au

10 octobre puis iront attendre le reste de l'escadre à Achem.

Au début d'octobre les navires de France n'étaient pas encore là. Le 7 de ce mois, arrive, à Port-Louis, le *Neptune de l'Inde* chargé de café ; il annonce que la flotte anglaise, toute entière, renforcée de la prise française, le *Favori*, croise depuis le fort Saint-David jusqu'à Pondichéry. A cette nouvelle, La Bourdonnais envoie immédiatement l'ordre à ses vaisseaux de Bourbon d'y rester, car son escadre, réduite aux seules forces qu'il a à sa disposition, est notablement inférieure à celle des Anglais.

Le temps passe et La Bourdonnais s'inquiète ; toujours pas de nouvelles des vaisseaux de France ! Si quelque accident était arrivé à la flotte ? D'autre part, la situation actuelle ne peut pas durer ; toute cette escadre qui demeure dans l'inaction aux îles coûte énormément. Les approvisionnements destinés au voyage de l'Inde sont consommés sur place ; si cela dure, aucun vaisseau ne sera plus en état de quitter le port, faute de vivres pour la traversée.

Le gouverneur assemble le Conseil et l'on décide d'envoyer à Pondichéry le navire, le *Pondichéry*, pour chercher des vivres et du brai ; et en France, la frégate, la *Favorite*, pour informer la Compagnie de la situation de la flotte. En outre, la mauvaise saison, qui allait commencer en décembre, ne permettait pas de laisser à Bourbon les navires qui étaient exposés à tous les dangers d'une côte sans hâvres naturels. La Bourdonnais les rappela à l'île de France, où ils arrivèrent en décembre, n'ayant plus que très peu

de vivres. Le navire le *Saint-Pierre*, envoyé à Madagascar pour en chercher, ne reparaissant pas, il n'était plus possible de compter que sur soi-même. En s'en tenant à ses seules ressources la flotte ne pourrait durer que jusqu'en mars. Au début de janvier les navires de France n'étaient pas encore là. Enfin, le 28 janvier 1746, le premier vaisseau de l'escadre arriva à l'Ile de France et le 1^{er} février toute la flotte était mouillée devant Port-Louis.

Si longtemps désirée, elle fut accueillie avec une joie universelle. Mais avant de pouvoir se mettre en route, il fallait encore surmonter de grosses difficultés. Ces navires étaient partis d'Europe avec des vivres pour quatorze ou quinze mois. Ils n'en avaient plus beaucoup. Les équipages étaient forcément fatigués : il fallait les ménager. Pour ces raisons et pour cette autre que les vaisseaux nouveaux-venus, sauf l'*Achille*, n'étaient pas armés en guerre, La Bourdonnais décida, pour se rendre aux Indes, de ne pas suivre la grande route qui permettait d'être aux environs de Ceylan à la fin d'avril. C'était l'époque à laquelle passaient dans ces parages les bateaux anglais venant de Surate et on eut pu facilement les capturer. Mais le temps manquait puisqu'on n'avait qu'un mois devant soi pour se préparer à partir le 1^{er} mars. La Bourdonnais se décida à prendre l'autre route. Passant par Madagascar, il pourrait quitter l'île à la mi-avril et s'approvisionner au passage en bœufs et en riz.

En ce qui concerne les vivres, La Bourdonnais se vit forcé de donner l'ordre de ne plus toucher à ceux

de l'armement des navires, déjà si diminués, et il s'arrangea pour nourrir les équipages avec les provisions de terre. C'était un ordinaire très réduit qui devait soulever de vives protestations. Afin de leur faire comprendre la nécessité de ces nouveaux sacrifices, il réunit les officiers de son escadre et leur exposa clairement la situation. Il leur donna lecture des ordres du roi et d'Orry puis leur fit voir la nécessité qu'il y avait pour eux tous d'armer en guerre ; c'était le seul moyen d'aller en sûreté chercher les vivres nécessaires pour la consommation présente et le retour en France. Si sans armer les vaisseaux l'on restait à Port-Louis c'était l'inévitable et prochaine famine. D'ailleurs, le devoir, l'obéissance aux ordres du roi, l'honneur du nom français, imposaient cette expédition dans les Indes. La Bourdonnais fut pressant et beaucoup d'officiers se laissèrent convaincre, mais certains montrèrent, malgré tout, la plus insigne mauvaise volonté. En effet, l'armement en guerre de leurs navires leur causait un sensible préjudice. Il fallait dans ce cas débarquer toute la pacotille que chaque officier emportait avec lui pour faire un peu de commerce à son compte ¹. Leur mauvaise humeur se répandit en diatribes contre la Compagnie : elle les avait trompés ; ils n'étaient pas partis pour attaquer mais pour se défendre ; jamais on ne leur avait dit qu'ils auraient à armer en guerre. Ces tiraillements

1. Je pourrais même dire « beaucoup de commerce » ; en effet, les officiers des navires de la Compagnie, très peu payés, gagnaient beaucoup sur la pacotille. Certains capitaines de navires se faisaient jusqu'à 20.000 livres de bénéfices par an.

étaient préjudiciables aux travaux que La Bourdonnais allait faire pour mettre son escadre en état d'affronter la flotte anglaise. Il déclara, pour couper court, que, quoiqu'ils disent, les turbulents seraient embarqués bon gré mal gré. Cette décision était nécessaire pour maintenir le bon esprit parmi les équipages, qui auraient bien pu se plaindre avec une nourriture portée à demi-ration et un travail pénible et continu, car il fallait réparer des vaisseaux, très-abîmés, avec un personnel de fortune, les vrais ouvriers faisant défaut.

Les navires qu'on venait d'expédier à La Bourdonnais, nous en connaissons le type. C'est celui que la Compagnie avait adopté et dont nous avons parlé plus haut. Sauf l'*Achille*, ils étaient tous construits de telle façon qu'ils ne pouvaient pas porter des batteries « d'en bas ». On ne put que leur installer, tant bien que mal, sur le pont, des canons de 12, ce qui ne donnait qu'une artillerie médiocre.

Toutes ces transformations n'étaient pas faites par des spécialistes. La plupart des ouvriers de marine avaient été emportés par une épidémie. Mais La Bourdonnais avait le génie improvisateur particulièrement développé ; il avait aussi la bonne habitude d'entraîner ses subordonnés en leur donnant l'exemple. La plupart de ses hommes n'avaient jamais travaillé aux ouvrages de la marine, mais dans un navire il y a du travail pour tous les corps de métiers. On employa chacun à ce qui se rapprochait le plus de ses capacités : les menuisiers s'occupèrent des travaux de bois ; les serruriers fabriquèrent les clous

et les affûts de canon ; les tailleurs firent les voiles. La Bourdonnais, constamment parmi eux, les encourageait et les aidait, leur donnant les mesures des pièces à tailler et les croquis des ouvrages à construire.

Et pourtant le commandant de l'escadre poursuivait en même temps une autre tâche. Les équipages des nouveaux vaisseaux avaient été formés des mêmes déplorable éléments qui composaient les équipages de ces navires de 1741. Pendant qu'on armait la flotte, il poursuivait l'instruction militaire de ses nouvelles recrues avec les méthodes qui lui avaient si bien réussies lors de l'expédition de Mahé. Après les avoir vêtus convenablement, il divisa ses hommes en compagnies. Dans chacune il mit un certain nombre de noirs et d'ouvriers. Puis commencèrent les évolutions militaires, maniement d'armes, exercices d'escalade et de tir. Aux plus adroits La Bourdonnais apprit à se servir d'une machine de son invention qui jetait des grapins d'abordage, à trente toises, avec des mortiers.

En tout cela les officiers qui se trouvaient sous ses ordres auraient pu grandement le seconder. Pour se les attacher plus intimement il les invita à dîner chez lui chaque dimanche. Dans ces réunions il s'efforçait d'échanger avec eux ses vues sur sur des questions navales leur exposant ses réflexions et provoquant les leurs. Plusieurs ne répondirent pas à son appel : ils étaient, disaient-ils, trop vieux pour aller à l'école.

Cependant l'armement avançait. A mesure qu'un

navire était prêt, La Bourdonnais l'envoyait à Madagascar, cela soulageait d'autant la colonie et permettait au vaisseau d'amasser des vivres pour la prochaine croisière.

Non content d'achever l'armement de cette escadre, La Bourdonnais pensait encore à en créer une autre à l'île de France. Il prescrivit à M. de Saint-Martin¹, qui devait pendant son absence gouverner la colonie par intérim, de retenir tous les vaisseaux qui arriveraient aux îles et de se servir des équipages des uns pour compléter ceux des autres. Puis il les enverrait croiser sur Bombay pour s'emparer des navires anglais revenant de Gedda, de Moka et de la Perse. Leur croisière finie ils gagneraient Mahé, en septembre, et attendraient les ordres du commandant en chef des escadres.

A la fin de mars la flotte était entièrement prête à partir. Malgré le scorbut, qu'il avait contracté au cours des fatigues de l'armement, La Bourdonnais ne voulut en rien retarder son départ. Il écrivit à la Compagnie pour lui exposer la situation exacte de ses affaires et lui assurer que, malgré tous les ennuis qui l'entouraient, il allait tâcher de répondre à la confiance du gouvernement et de la Compagnie².

1. Cf. « Instructions particulières touchant les opérations « de l'Escadre pour M. de Saint-Martin et en cas de mort (ce « que Dieu ne plaise) pour M. Giblot. » Archives des Colonies. Correspondance générale de l'Inde, C² 84.

2. L'escadre au complet se composait alors des navires suivants : L'*Achille*, capitaine M. de Lobry, armé de 74 pièces de canon et de 780 hommes d'équipage ; le *Bourbon*, capitaine M. de Selle, armé de 42 canons et de 350 hommes ; le *Neptune*,

Le 23 mars il ne restait plus que le *Neptune* et l'*Achille* à mettre en route. Ce jour même La Bourdonnais quittait l'île de France sur le *Neptune* pour toucher à Bourbon une dernière fois avant de prendre la mer. Le 24, à 10 heures du soir, l'*Achille* mettait à son tour à la voile mais par suite d'un vent très faible, il n'arrivait à Saint-Denis que le surlendemain. La petite frégate la *Marie-Joseph*, qui devait faire route avec l'escadre, le prévint de continuer sa route jusqu'à Saint-Paul, où La Bourdonnais s'était rendu par terre. Le commandant de l'escadre y resta jusqu'au 29 mars. Ce jour-là, à bord de l'« *Achille* sur lequel il allait faire campagne, il réunit les membres du Conseil de Bourbon dans un souper d'adieu. Puis, les magistrats retournés à terre, à dix heures du soir, l'*Achille* mettait à la voile pour aller retrouver, à Madagascar, le reste de la flotte.

capitaine M. de la Porte-Barré, armé de 34 canons et de 350 hommes ; le *Saint-Louis*, capitaine M. de Penneland, armé de 36 canons et de 350 hommes ; le *Duc-d'Orléans*, capitaine M. de Champlais, armé de 34 canons et de 350 hommes ; le *Lys*, capitaine M. Béard, armé de 30 canons et de 200 hommes ; la *Renommée*, capitaine M. de la Gatinais, armé de 30 canons et de 230 hommes ; le *Phénix*, capitaine M. de la Chaise, armé de 44 canons et de 250 hommes ; l'*Insulaire* (bâti à l'île de France), capitaine M. de la Baume, armé de 24 canons et de 350 hommes. (*Journal de M. de Rostaing.*)

Les équipages comprenaient au total 3.210 hommes. Le corps d'infanterie embarqué sur ces neuf vaisseaux était commandé, sous les ordres de La Bourdonnais, par MM. Sicre de Fontbrume, lieutenant-colonel et chevalier de Saint-Louis, de Passy, major, de Rostaing, capitaine commandant la compagnie d'artillerie et Desforgues-Boucher, ingénieur du roi en chef des îles.

CHAPITRE IX

L'ESCADRE A L'ÎLE MAROTTE. — LA BATAILLE DE NEGAPATAM

Le vent était très faible, la mer grosse, le brouillard intense. Tout semblait présager une tempête prochaine quand l'*Achille* arriva en vue de l'île de Madagascar. Un premier orage éclata d'ailleurs aussitôt et força le navire à virer de bord. Le lendemain devant l'île aux Prunes, la mer était encore très mauvaise, néanmoins vers cinq heures du soir l'*Achille*, le *Lys* et le *Saint-Louis* mouillaient. Cette manœuvre fut jugée dangereuse par le *Neptuné de l'Inde*, le *Neptune d'Europe* et le *Duc-d'Orléans* qui, étant donné le mauvais temps, se contentèrent de tirer des bordées au large. Lorsque l'*Achille*, le *Lys* et le *Saint-Louis* jetèrent l'ancre, le canot de la *Parfaite* vint à leur rencontre leur annonçant que cette frégate était déjà mouillée près de là dans un barachon, où elle se trouvait en complète sûreté. Elle était d'ailleurs parfaitement incapable d'appareiller ayant tout son

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives de la Marine* : B⁴ 59 (campagnes) (relation anonyme du capitaine de Rostaing). — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C³, registre, années 1733-1736. (Rapport de Cossigny sur la tentative de la baie d'Antongil.) — C² 81. (Lettres de Duplex et de La Bourdonnais.)

équipage malade. La frégate n'avait encore pu faire marché que pour douze milliers¹ de riz. Le *Saint-Pierre*, qu'on attendait aux îles, avait chargé 500 milliers de riz et 100 esclaves, mais surpris par un ouragan, il avait été obligé de « faire côte » pour échapper à un naufrage complet. Dans cette circonstance un officier et huit hommes avaient trouvé la mort ; quant au vaisseau, il était perdu. La Bourdonnais envoya immédiatement à la *Parfaite* 32 hommes de renfort avec ordre de lever l'ancre en même temps que les autres navires.

Cependant la mer devenait de plus en plus mauvaise, les vaisseaux à l'ancre supportaient des secousses formidables. Aussi, le vent se déchaînant, La Bourdonnais fit couper les cables des navires et l'escadre appareilla pendant la nuit. Une pluie abondante se mettant alors à tomber calma le vent, mais les vagues ne cessaient de battre les vaisseaux ; de plus en plus hautes, elles menaçaient à chaque instant de les écraser sous leur masse. Avec le jour le vent redoubla de violence, circonstance dangereuse entre toutes, car la flotte n'était pas à plus de trois lieues de la côte et pouvait dans une bourasque y être brisée d'un moment à l'autre. Pour donner moins de prise au vent, l'*Achille* dégréa successivement ses vergues de perroquet et de perruche, serra les huniers, amena sa vergue d'artimon. A neuf heures, le vaisseau de La Bourdonnais voguait seulement avec les basses voiles.

1. Le millier valait 1.000 livres pesant.

Mais la tempête ne ralentissait pas ; les bourrasques succédaient aux bourrasques, la pluie tombait avec violence et un brouillard épais cachait la côte proche aux vaisseaux de l'escadre. L'*Achille*, le *Saint-Louis*, le *Lys* et le *Neptune-de-l'Inde* restaient encore en vue les uns des autres. A dix heures du matin, le *Lys* amena précipitamment sa vergue de misaine et donna des signes de détresse, mais l'état de la mer ne permettait à aucun des autres navires de lui porter secours. A onze heures, le tangage et les secousses formidables qui ébranlaient l'*Achille* vinrent à bout de son mât de misaine, qui se brisa tout à coup, entraînant dans sa chute les voiles qui se trouvaient entre lui et le beaupré, et causant la mort de deux hommes postés dans la hune. Une demi-heure ne s'était pas écoulée que la partie supérieure du grand mât de hune se rompait à son tour, cassant la grande vergue. Le pont de l'*Achille* est surchargé de débris de bois et de voiles que l'équipage s'efforce de rejeter à la mer, mais beaucoup de poutres lancées précipitamment, restent encore retenues au vaisseau par les cordages de la mâture à demi-effondrée. Ces tronçons, soulevés et roulés par les vagues, sont renvoyés avec une violence inouïe contre les flancs du navire dont ils menacent, par leurs coups de béliers, de briser le gouvernail et même d'enfoncer la coque. Un seul mât reste encore debout à l'arrière du malheureux vaisseau, le mât d'artimon ; à trois heures de l'après-midi, il se rompt à son tour et tombe sur le pont, écrasant un homme et en blessant trois.

Lorsque le jour tombe, l'*Achille*, rasé comme un ponton, ne gardant plus de toute sa mâture qu'un morceau du grand mâ, est entièrement à la merci des éléments, et à chaque secousse embarque des paquets d'eau formidables. A huit lieues environ de la côte, son naufrage paraît à peu près inévitable ; la nuit qui obscurcit porte un premier coup au moral de l'équipage, que la terreur gagne. Vers huit heures du soir, le maître calfat, qui vient de visiter l'archipoupe apporte une nouvelle terrible : « le navire fait eau ». Vérification faite, son affirmation est reconnue inexacte, il n'en est pas moins vrai que le vaisseau embarque énormément d'eau par les écoutilles mal jointes et par les sabords. On se met aux pompes avec ardeur. Mais avec la nuit qui s'avance, la tempête augmente encore d'intensité ; les bourrasques arrachent tout ce qu'elles rencontrent sur le pont, les lisses sont emportées. A dix heures du soir, huit pompes sont en action, mais l'*Achille* a sept pieds d'eau dans la cale et près de trois dans l'entrepont. C'est surtout là qu'est le danger. Cette énorme masse d'eau reste emprisonnée dans la partie supérieure de la coque, car les écoutilles qui auraient pu la laisser tomber à fond de cale sont fermées. Le centre de gravité du navire est donc renversé, et cela accélère une issue fatale. La Bourdonnais donne l'ordre d'ouvrir les écoutilles, mais personne ne veut se hasarder dans l'entrepont car tous les barils, caisses et boulets qui s'y trouvent, entraînés par le tangage, roulent de tribord à babord et risquent d'écraser l'imprudent qui s'aventurerait là. Voyant que nul ne veut obéir

et qu'il y va du salut de tous, La Bourdonnais se précipite courageusement dans l'entrepont. Il est assez heureux pour ouvrir les écoutilles et envoyer ainsi dans la cale toute l'eau qui se trouvait dans l'entrepont ; puis on se remet résolument aux pompes. En même temps, pour alléger le navire, on jette à la mer tous les objets pesants que l'on peut trouver. Les six canons de 8 du gaillard d'arrière sont ainsi précipités dans les flots et si l'on n'en fait pas autant des batteries de 18 livres des ponts, c'est que l'on a peur qu'une fois désarmées ces lourdes pièces n'échappent aux mains de ceux qui les manœuvrent et, roulant sur le pont, ne causent de nouveaux dégâts. Mais rien n'y fait, et la situation s'aggrave de minute en minute. A onze heures du soir, on se croit perdu. L'équipage fait un vœu ; beaucoup dans leur épouvante, deviennent incapables d'aucun service ; d'autres jettent avec rage dans la mer tout ce qui leur tombe sous la main : coffres, armes, munitions. Et les pompes continuent sans relâche leur office.

Enfin, à la pointe du jour, la tempête parut se ralentir. Ce rayon d'espérance galvanisa toutes les énergies et chacun redoubla d'efforts pour alléger le vaisseau. Mais, avec le jour, l'*Achille* se trouva entouré d'un brouillard épais, qui ne lui permettait en aucune façon de reconnaître les lieux où il était et la distance qui le séparait de la côte. En outre il lui était à peu près impossible de se gouverner avec une voilure arrachée. Cependant le ciel s'éclaircit et le vaisseau parvint à voir le *Lys* qui avait pu lui tenir compagnie. Il paraissait d'ailleurs en très mauvais

état. Avant tout il fallait tenter de gagner la côte la plus proche. L'*Achille*, avec l'aide de quelques petites voiles de fortune, réussit à reprendre tant bien que mal une direction et, peu après, les deux vaisseaux avaient la joie d'apercevoir l'île de Sainte-Marie à dix lieues environ sous le vent. La Bourdonnais décida alors de se diriger vers la baie d'Antongil, seul endroit où l'on pouvait se mettre à l'abri et respirer un peu après ce grand danger. Tout doucement, eu égard à sa faible voilure, l'*Achille* s'y porta, suivi du *Lys*. Les équipages, rassurés et joyeux, s'appliquaient à débayer les navires de la prodigieuse quantité de débris et de volailles mortes qui s'y trouvait encore : il paraît même, qu'en faisant cette toilette, les matelots découvrirent quelques peureux qui n'avaient pas encore osé sortir des cachettes où l'épouvante de la nuit passée les avait fait se tapir. De ce nombre était le maître coq de l'*Achille* que l'on retrouva enfermé dans la chaudière¹ de l'équipage. C'était, paraît-il, un lieu excellent en cas de naufrage, car ce marin s'étant blotti, dans des circonstances analogues, quelques années auparavant, dans la chaudière de la *Vénus*, alors que ce vaisseau sombrait, avait été porté sur le rivage dans cette originale embarcation, d'où il était sorti sain et sauf.

L'*Achille* n'arriva que le 6 avril au soir en vue de la côte et, comme il n'avait pas le temps de mouiller avant la nuit, il se résolut à tirer des bordées au large

1. Il va sans dire que j'emploie ici le mot chaudière dans son sens exact, celui qu'il avait au XVIII^e siècle, de « grand vaisseau en cuivre où cuisent les aliments » (Littré).

en attendant le lendemain matin. En route il avait vu de loin, à six ou sept lieues de lui, le *Neptune-de-l'Inde* qui lui avait paru démâté et en très piteux état. Qu'allait-il advenir de ce malheureux navire avec le peu de vivres qu'il avait à son bord ? Car ce vaisseau, destiné seulement à charger du riz à Madagascar pour le ramener ensuite aux îles, n'avait gardé que juste ce qui lui fallait d'approvisionnements pour la traversée jusqu'à la grande île. Du reste de l'escadre, La Bourdonnais était sans nouvelles. Le 7 avril au matin l'*Achille* se trouvait à huit lieues de la baie d'Antongil. Il mit le cap sur elle et bientôt il y pénétrait.

Bordée de côtes basses et marécageuses particulièrement propres à la culture du riz, la baie, qui s'ouvrait à la mer sur une étendue de sept à huit lieues, allait en s'élargissant insensiblement jusqu'à pénétrer de douze à quatorze lieues dans l'intérieur des terres. Au fond de ce petit golfe, s'élevait un îlot escarpé de deux lieues de circuit, « une espèce de pain de sucre », disait le capitaine de Rostaing, qui était à bord. L'*Achille* se dirigea vers elle, La Bourdonnais ayant décidé de débarquer dans cette île Marotte¹, l'endroit le plus abrité de tout Madagascar où il pourrait réparer en paix ce qui lui resterait, tout compte fait, de son escadre.

La Compagnie des Indes avait pensé jadis à établir un comptoir dans cette riche contrée. En 1733, M. de Lhermite et M. de Cossigny arrivèrent à Antongil

1. On l'appelait aussi Îlot d'Anjou.

pour traiter avec le roi du pays, Adrien Baba, de la cession de l'île Marotte. Les Français s'y établiraient et pourraient faire commodément du commerce avec les naturels habitant les rives, alors très peuplées, de la baie et qui leur apporteraient leurs denrées en pirogues. Mais une fois installés à Marotte les deux représentants de la Compagnie ne tardèrent pas à entrer en conflit, et la situation se tendit de telle façon qu'elle aboutit à une rupture ouverte. Furieux également l'un et l'autre et l'un de l'autre, ils abandonnèrent tout et rembarquèrent précipitamment. Peu de temps après, le brave Adrien Baba, ayant réuni de grands troupeaux de bœufs pour la Compagnie, arrivait à l'île Marotte accompagné de ses guerriers. Qu'elle ne fut pas sa stupéfaction en n'y voyant plus un seul Français. Il crut trouver une explication à cette disparition dans une révolte des petits chefs de villages de la baie et, sans chercher plus loin, il se mit en devoir de piller et massacrer tout, afin de venger ses bons amis français. Le résultat de ce déplorable malentendu avait été la destruction complète de toute la population riveraine de la baie. Quand La Bourdonnais y aborda, cette contrée fertile n'était plus qu'une vaste solitude.

Le 8, à quatre heures du matin, le vent tomba tout à coup contraignant l'*Achille* à jeter l'ancre, par quarante-cinq brasses de fond, en attendant le jour et la brise. Il n'avait pas quitté cette position lorsqu'il aperçut le *Lys* qui arrivait. La Bourdonnais lui fit comprendre par signaux d'avoir à lui envoyer une grande pirogue embarquée à Bourbon en cas de besoin.

Montée par un officier, deux soldats et huit noirs, elle fut envoyée par le commandant à l'île Sainte-Marguerite, située sur la côte extérieure de Madagascar, pour porter aux navires de l'escadre qui y seraient ou y arriveraient, l'ordre de le rejoindre à l'île Marotte. La brise s'étant enfin levée vers deux heures de l'après-midi, l'*Achille* put, à onze heures du soir, prendre son mouillage définitif par treize brasses de fond.

Le 10 avril, à la pointe du jour, La Bourdonnais, suivi de quelques officiers, prit place dans un canot pour se rendre à l'île Marotte afin d'y choisir un emplacement favorable à l'établissement de son camp. L'île hérissée de hautes falaises et couronnée d'une épaisse forêt, ne présentait guère plus de deux ou trois anses où l'on put débarquer. Le commandant choisit l'une d'elles pour y établir les ateliers de réparation de la flotte et le campement d'une partie des soldats. Le même jour, sous les ordres de l'ingénieur Desforges-Boucher, le débarquement commençait. Dans la soirée une pirogue, montée par des naturels du pays, vint offrir des vivres. La Bourdonnais leur demanda des bœufs, « des rafraîchissements » et du bois pour le radoub des vaisseaux. Cette demande était accompagnée de quelques présents : des mouchoirs et une bouteille d'eau-de-vie. Rendez-vous fut pris pour traiter, avec le chef, des approvisionnements à fournir. Il indiquerait également des points où l'on pourrait trouver le bois désiré. Le capitaine de Rostaing fut chargé de cette mission et le lendemain, à la pointe du jour, il débarquait accompagné

de M. de Sornay ¹ et d'un détachement de seize hommes.

Il avait été convenu qu'un drapeau blanc indiquerait la route à suivre pour atteindre le campement des indigènes. C'est là que le chef, entouré d'une vingtaine de guerriers, reçut les officiers français avec beaucoup d'amabilité. De Rostaing lui offrit des présents : une gargousse de poudre, une bouteille d'eau-de-vie, quelques piastres. Le Malgache, désirant répondre à ces bons procédés, fit apporter une grande calebasse pleine d'une sorte de boisson miellée appelée Toq ; mais le capitaine refusa, pour lui et ses hommes, cette boisson dont il connaissait les propriétés malsaines. Les préliminaires de politesse terminés, on entra dans le vif des négociations. Le chef promit cinq bœufs pour le surlendemain ; il s'engageait, en outre, à en fournir quelques jours plus tard un plus grand nombre, ainsi qu'une forte provision de riz ; ce délai lui était nécessaire pour amener ces approvisionnements qui se trouvaient assez loin à l'intérieur des terres.

Ce premier point réglé, de Rostaing prit congé du chef et, suivi de sa petite troupe, se mit en devoir de chercher les bois nécessaires à la réparation de la flotte. Le guide en tête, les Français s'enfoncèrent dans la brousse. Après avoir suivi quelque temps le lit d'une petite rivière, à pieds, car il n'y avait pas assez d'eau pour la remonter dans le canot qui les avait amenés, ils arrivèrent dans une zone maréca-

1. Le sous-ingénieur du Roi à l'île de France.

geuse au milieu de laquelle il était impossible d'avancer. Un homme partit en exploration avec le guide dans une pirogue juste suffisante pour les contenir tous deux. Quatre heures après, le messager était de retour, rapportant qu'à une lieue de là il avait rencontré des arbres de 150 pieds de hauteur sur 18 à 20 pouces d'équarrissage ; ils pouvaient servir, sans doute, mais les grosses pièces pour les mâts et les vergues devaient avoir 72 à 96 pieds. Sans aucun doute, si l'on pénétrait plus avant, on trouverait ces grands arbres. En explorant les environs, de Rostaing découvrit une autre rivière beaucoup plus profonde et paraissant prendre sa source beaucoup plus loin dans les terres. De retour auprès de son chef, il lui exposa, qu'en prenant cette voie, on pourrait amener facilement, par flottage, les grosses poutres jusqu'à la mer.

La Bourdonnais partagea entièrement la manière de voir de son officier et le renvoya immédiatement à terre avec ordre de remonter la grande rivière jusqu'à ce qu'il rencontre les arbres nécessaires. Il devait également traiter, avec les chefs de villages qu'il pourrait rencontrer, pour l'approvisionnement de la flotte.

Le 12 avril, de Rostaing se remit en route avec son canot et une chaloupe commandée par un enseigne et montée par cinquante hommes tant matelots que charpentiers blancs et noirs. La rivière, d'abord navigable, présenta bientôt de telles inégalités de lit que force fut au capitaine de n'avancer que la sonde en main. Le voyage s'accomplissait très lentement : en une journée on n'avait pu parcourir que trois

lieues. Après une nuit passée près d'un îlot, de Rostaing et ses hommes arrivèrent devant un village. Les naturels s'enfuirent tout d'abord, mais bientôt rassurés par l'interprète que leur envoya le capitaine, ils prévinrent le chef, qui voulut bien entrer en rapports avec les blancs. De Rostaing conquit ses bonnes grâces à l'aide d'une fiole de poudre et d'une bouteille d'eau-de-vie et obtint des approvisionnements de riz ; puis, guidé par quelques noirs, on se mit à nouveau à la recherche des bois.

On ne tarda pas à découvrir des arbres réunissant les qualités voulues. Ils pouvaient fournir des poutres de 80 pieds de long sur 40 pouces de diamètre. Mais la grosse difficulté résidait dans leur abattage. Dressant leurs hautes cîmes au milieu d'un inextricable marais, il serait, une fois jetés à terre, aussi impossible de les traîner dans la boue, où ils s'enliseraient, que de les faire flotter dans un marécage qui ne pourrait supporter leur poids.

De Rostaing en référa à son chef, qui se transporta immédiatement sur les lieux avec 200 hommes. La Bourdonnais se trouva en présence de toute une série de difficultés. A celles que lui avait indiquées le capitaine, il fallait ajouter toutes celles résultant des hauts fonds de la rivière, qui gênaient considérablement le flottage des billes de bois. Tous ces inconvénients, au premier abord insurmontables, étaient encore augmentés par les huit lieues qu'il fallait parcourir avec les bois pour gagner la côte d'où on avait une lieue de mer à franchir pour arriver à l'île Marotte.

L'ingéniosité de son esprit ne laissa pas longtemps

perplexe le commandant de l'escadre. Sur le marais il fit contruire des chemins avec des arbres abattus, des branches et des roseaux ; les pièces de bois, une fois amenées sur cette chaussée jusqu'au bord de la rivière, il les fit hâler jusqu'à la côte, l'eau insuffisante pour assurer le flottage existant en assez grande quantité pour faciliter beaucoup le remorquage ; enfin pour traverser le bras de mer on attacha chaque tronc d'arbre à des pirogues et chaloupes accouplées. Après avoir assisté au hâlage de la première pièce, il reprit la route de l'île Marotte où d'autres travaux l'attendaient. Là, dans l'anse choisie pour cet usage, s'élevaient déjà des baraquements. C'étaient les ateliers des charpentiers, assez vastes pour travailler à la construction des mâtures, les forges pour faire les cercles de ces mâts et les différentes pièces nécessaires aux assemblages, les corderies pour les agrès.

Cependant les navires de l'escadre, prévenus par la pirogue du *Lys* et d'autres canots envoyés à la découverte, rejoignaient le vaisseau-amiral. Le 14 avril arrivaient la *Renommée* et la *Marie-Joseph*. Le même jour un exprès de M. de la Porte Barré annonçait à La Bourdonnais que tout le reste de la flotte, sauf le *Neptune-de-l'Inde*, réunie à l'île Sainte-Marie, se mettait en route pour rallier à l'île Marotte. Vingt-quatre heures après, le commandant de l'escadre avait enfin des nouvelles du navire manquant. Un certain M. Desjardins ¹, qui s'était embarqué à

1. Ami de La Bourdonnais nous le verrons plus tard incarcéré avec Mahé de la Villebague comme complice de l'amiral.

l'île de France sur ce vaisseau, vint annoncer, à La Bourdonnais, son naufrage. Ce navire, très maltraité par la tempête, ayant neuf pieds d'eau dans sa cale et se trouvant dans l'impuissance de s'en soulager, avait cherché à gagner la terre, tant bien que mal. En arrivant dans le voisinage de la baie d'Antongil il avait fait la rencontre d'une pirogue montée par des noirs du pays. Le chef offrit au capitaine de lui indiquer un très bon mouillage dans une petite anse appelée Manahar. Comme le *Neptune-de-l'Inde* y arrivait, il toucha un récif et s'échoua.

La coque seule était inutilisable ; La Bourdonnais envoya sur-le-champ la *Parfaite*, qui l'avait rejoint, chercher et ramener à Marotte les agrès et apparaux et tout ce dont on pouvait encore se servir. Pour la carcasse on y mettrait le feu.

Pendant tous ces préparatifs l'équipe des bûche-rons menait dans l'intérieur une vie d'enfer. Dans la vase jusqu'à mi-cuisses, transis par les pluies violentes ou brûlés par un ardent soleil, réduits à manger surtout du riz sec, car il était rare que le chasseur put s'emparer des oiseaux tirés par lui et tombés dans les roseaux des marais, ces hommes furent bientôt décimés par les fièvres. Une proportion énorme succomba et de Rostaing fut atteint à son tour. Cependant le travail touchait à sa fin et les équipes revinrent aux vaisseaux, épuisées, mais toujours pleines de courage et prêtes à aider, dans la mesure de leurs forces, à la reconstitution de l'escadre.

La Bourdonnais fit interchanger la mâture de

plusieurs de ses navires. Celle du *Neptune-de-l'Inde* étant disponible, on la donna au *Lys*, dont la mâture passa sur le *Bourbon*, qui lui-même abandonna la sienne à l'*Achille*. Toutes ces réparations furent poussées avec une ardeur digne de tous les éloges, malgré les pluies torrentielles et pénétrantes, les fièvres qui continuaient de sévir, un labeur qui ne cessait ni jour ni nuit. Le chef donnait l'exemple et chacun s'empressait, sachant combien impatiemment l'escadre était attendue dans les Indes, où les Anglais étaient les maîtres absolus de la mer. Les noirs, eux-mêmes, étaient pour la plupart restés fidèles malgré les dures corvées qu'on leur imposait.

En quarante-huit jours, l'escadre, entièrement réparée, était en état de reprendre la mer ; quatre-vingt quinze hommes, presque tous charpentiers, étaient morts à la peine.

La Bourdonnais, malgré sa robuste constitution, avait supporté difficilement ces énormes fatigues. Ceux qui, au moment du départ de la flotte, étaient encore sur les cadres, immobilisés par les fièvres, maudissaient seulement leur maladie, qui les empêcherait peut-être de combattre l'ennemi à la première rencontre. Le valeureux capitaine de Rostaing, survivant de l'équipe des bûcherons, mais que la malignité des marais avait particulièrement épuisé, écrivait, exprimant ainsi l'impression de tous : « Je vis avec chagrin le jour du départ, j'étais encore dans la crise de ma maladie, qui fut violente et longue, et la crainte qu'on ne rencontrât l'ennemi avant que je

fusse en état de m'intéresser dans l'action, me tourmentait vivement. »

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'escadre levait l'ancre, mais la sortie de la baie fut des plus difficiles, les vents étant contraires et des abordages constamment à craindre. Enfin, le 1^{er} juin, l'escadre se trouva au large. Elle comprenait alors neuf vaisseaux et 3.340 hommes, dont 720 noirs et 3 ou 400 malades.

Il ne pouvait plus être question, après ce long retard, d'aller à la rencontre des navires anglais venant de Surate. La Bourdonnais devait maintenant rechercher la flotte de guerre anglaise. « Il y avait moins de profit à faire, disait-il, mais aussi plus d'honneur à acquérir. »

Le 3 juin, l'escadre doublait les îles Amirantes puis entrait dans une zone libre, sans îles ni écueils à craindre. On essaya alors la vitesse des vaisseaux. L'*Achille* se montra nettement supérieur aux autres ; après lui le *Neptune* parut le meilleur marcheur. Pour entretenir soldats et matelots, chaque matin et chaque soir, on faisait des exercices de tir au canon et au fusil et des manœuvres d'abordage. En approchant de la côte de Malabar, autrement dit la côte ouest du Dekan, la mer devint grosse.

Le 19 juin, on avait connaissance de la côte. Le lendemain La Bourdonnais envoyait l'*Insulaire* à Mahé porter une lettre, pour Dupleix, et chercher des nouvelles de ce qui se passait dans l'Inde. Sa mission accomplie, ce vaisseau rejoindrait l'escadre sous l'île de Ceylan. La flotte continua sa route.

Le 25, à trois heures de l'après-midi, elle passait en vue du cap Comorin. La Bourdonnais envoya en éclaireurs, le *Bourbon* et le *Phénix*, jusqu'à une lieue au large, puis commanda le branlebas de combat. On approchait de la zone ennemie, il fallait être prêt à toute éventualité.

Les équipages, pleins d'ardeur, se mirent à faire la toilette guerrière de leurs vaisseaux ; on démonta les chambres¹, les cloisons, tout ce qui pouvait gêner les différentes manœuvres au cours d'un engagement naval.

Le 27, à six heures du soir, l'île de Ceylan apparut à huit lieues sur l'avant de l'escadre. La Bourdonnais se rendit à l'endroit marqué pour le rendez-vous et l'*Insulaire* ne tarda pas à le rejoindre. Elle lui apportait des lettres le renseignant exactement sur la situation dans la péninsule. La Bourdonnais en donna immédiatement connaissance à ses troupes : Les trois navires partis de l'île de France avant l'escadre étaient détruits, mais leur belle défense faisait hautement honneur au nom français ; la frégate l'*Expédition* commandée par le capitaine de L'Esquelin, a été prise en rade d'Achem. Armée de 12 canons de trois à quatre livres de balles et de

1. On appelait chambre à bord des vaisseaux des appartements pratiqués sur l'arrière du mât d'artimon ; sur le demi-pont, ou gaillard, se trouvait la chambre de conseil occupée par le capitaine ; en avant de celle-là, on rencontrait deux, trois ou quatre petites chambres de chaque bord, pour les premiers officiers. Sous le gaillard, on voyait la grande chambre où l'état-major était servi aux heures des repas.

90 hommes d'équipage, elle n'a pu résister à l'attaque du *Midway*, navire de guerre de 60 canons. Ce n'est qu'après une héroïque résistance de près de deux heures, alors qu'elle était criblée de boulets, ayant eu toutes ses manœuvres littéralement hachées, qu'elle s'est résignée à se rendre ¹.

Toute aussi belle a été l'attitude de l'*Elisabeth*, qui s'est brûlée devant Karikal pour ne pas tomber aux mains des Anglais ; et celle du *Pondichéry*, commandé par M. Puel, qui, attaqué contre le droit des gens sous le canon de Trinquebar, comptoir danois, se défendit héroïquement, et, acculé à la capture, s'est échoué plutôt que de subir cette humiliation. Depuis deux ans le nom français est absolument méprisé dans l'Inde. Les Anglais sont venus nous narguer dans la rade de Pondichéry ; sûrs de notre impuissance, ils

1. Dans sa lettre à La Bourdonnais, Dupleix s'exprime de la manière suivante : « Elle s'est rendue après une heure et demie
« de combat et une défense bien au-dessus de ce qu'on devait
« attendre d'un engin de cette grandeur ; mais le capitaine,
« les officiers et l'équipage ont fait leur devoir au delà de leurs
« forces. Cet échantillon doit faire penser les officiers anglais ;
« que ne doivent-ils point craindre lorsqu'ils auront à faire à
« d'égales forces... »

« L'Esquelin assure que s'il avait eu 200 hommes à bord de
« sa grébusette, il eut enlevé le *Midway*, il a osé le dire au capi-
« taine du vaisseau : je crois du reste qu'il en serait venu à
« bout. »

Ceci est très probable car l'*Expédition* avait réussi, dans le combat, à faire au *Midway* une voie d'eau assez considérable pour que ce vaisseau fut obligé de gagner la côte de Malabar pour se réparer.

ont envoyé sonder jusque sous le canon de la citadelle. Depuis un mois l'escadre anglaise, commandée par le capitaine Peyton ¹ croise du fort Saint-David à Ceylan en attendant notre arrivée.

Elle est composée de six vaisseaux : le *Midway*, de 60 canons, commodore Peyton ; le *Preston*, de 60 canons, capitaine lord Northesk ; le *Harwich*, de 50 gros canons, capitaine Philippe Carteret ; le *Winchester*, du même type que l'*Harwich*, capitaine lord Thomas Bertie ; la prise française, le *Favori*, de 40 canons, capitaine Griffit ; le *Lively*, frégate de 24 canons, capitaine Nath Stevens ².

L'impression faite par cette lecture fut excellente ; officiers, soldats et matelots pleins d'ardeurs brûlaient de se mesurer avec la flotte ennemie.

La Bourdonnais réunit alors, à bord de l'*Achille*, un conseil de guerre auquel assistaient les capitaines des vaisseaux. On décida que, aussitôt en présence de l'ennemi, si le vent était en faveur des Français, on irait immédiatement à l'abordage : de cette façon la flotte anglaise, possédant une artillerie bien supérieure à la nôtre, ne pourrait pas profiter de cette supériorité qui nous dominerait dans un combat à distance.

Cette décision prise, l'escadre n'avança plus qu'à petites voiles, envoyant de tous côtés des découvertes pour éclairer sa marche. Le 4 on rencontra un bot hollandais ³ qu'on arrêta, mais qui ne put donner

1. Le commodore Barnett venait de mourir.

2. Dupleix, lettre à La Bourdonnais du 23 avril 1746.

3. Le bot est une embarcation à un mât, tenant bien le vent, marchant avec rapidité et dérivant peu. C'est de tous les bâti-

aucune indication intéressante. Le 5 juillet, à la tombée de la nuit, on eut connaissance de la Pointe de Pedre (île Ceylan), et l'on mit le cap sur la pointe Calimer. Le lendemain, 6 juillet, à 5 heures du matin, à huit lieues au large de la côte de Coromandel, entre le comptoir hollandais de Négapatam et la pointe Calimer, à environ 120 kilomètres de Pondichéry, six vaisseaux apparurent à babord de l'escadre. C'était la flotte anglaise, avec laquelle tous désiraient si ardemment se mesurer.

La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre dans les équipages ; nombre de malades sentirent leurs forces renaître. Alité depuis Madagascar, le capitaine de Rostaing fut debout à l'instant, impatient de se retrouver au milieu de ses braves canonniers. Le temps était serein, la mer calme et belle. La flotte anglaise paraissait se trouver à six lieues de l'escadre de La Bourdonnais, et, malheureusement pour les Français, elle avait l'avantage du vent, qu'elle conserva pendant toute l'action. Dans ces conditions, avec les lourds vaisseaux qui composaient sa flotte et qu'il pouvait difficilement faire évoluer, La Bourdonnais fut forcé d'attendre l'arrivée de l'ennemi. On prévoyait l'engagement pour dix heures mais les navires anglais, fins voiliers, manœuvrèrent de telle sorte qu'ils arrivèrent à portée de canon vers quatre heures du soir seulement, se résér-

ments de mer celui qui est le mieux disposé pour tirer partie de sa voilure formée d'une bôme (grande voile quadrangulaire), de trois focs (voile latine à trois pointes), et d'une trinquette (voile triangulaire qui sert surtout en cas de grand vent).

vant ainsi la protection de la nuit prochaine pour se reconnaître et prendre telle détermination qu'ils jugeraient la meilleure, si l'action par hasard tournait à leur désavantage.

Le combat se présentant de cette façon devait se résoudre en une canonnade réciproque, ce qui était heureux pour les Anglais. Leur artillerie était nettement supérieure à celle de La Bourdonnais. Alors que Peyton disposait de 230 bouches à feu lançant 6.864 livres de mitraille à chaque bordée, l'escadre française ne comptait que 214 canons, tous de calibres inférieurs à ceux des pièces anglaises et ne pouvant lancer que 3.780 livres de mitraille, moitié moins que l'ennemi. Nos équipages étaient plus nombreux, mais le vent contraire nous défendait l'abordage qui nous eut donné nettement l'avantage.

La première décharge part des vaisseaux anglais, les navires français répondent de leur mieux ; mais déjà trois d'entre eux sont gravement atteints. L'*Insulaire* est désarmé, il a cinq coups de canon dans sa cale et bientôt il lui faudra se retirer du combat pour aveugler ses voies d'eau. Le *Bourbon* est extrêmement maltraité. Le *Neptune*, qui est en avant-garde, devient la cible de toute l'escadre anglaise. La Bourdonnais voit le daeger qu'il court ; il lance l'*Achille* en avant. Le navire-amiral dépasse tous les vaisseaux de sa flotte, vire de bord et, présentant son flanc à l'ennemi, protégeant le *Neptune* de toute sa largeur, il décharge sur les navires de Peyton le torrent de fer de ses 25 bouches à feu. Pendant deux heures, l'*Achille* tient tête, presque seul, aux six

navires anglais. Sur les neuf qui composent son escadre, quatre seulement sont engagés à fond ; les autres, mauvais manœuvriers, ne lui sont que de peu d'utilité. Rapides et légers, les navires anglais évoluent avec aisance ; présentant tantôt un flanc, tantôt l'autre, ils foudroient de leur tir précis le navire-amiral français, immobile. Endommagé par la mitraille anglaise qui forme autour de lui une grêle dont la mer bouillonne, l'*Achille* se trouve dans l'impossibilité de virer de bord, de sorte que sur ses soixante canons il ne peut en utiliser que vingt-cinq. Quoiqu'il en soit, son feu n'en est pas ralenti. Environné d'un nuage épais de fumée que trouent, d'espace en espace, les flammes de chaque bordée, il déverse sur ses adversaires des rafales de mitrailles qui touchent souvent le but et font de grands ravages du côté anglais.

La justesse de ce tir vient d'une invention du capitaine de Rostaing : il a garni toute son artillerie de platines de fusils appliqué à côté de la lumière, « par le moyen desquelles et d'un bout de ligne « attachée à la gachette que le pointeur tirait à « propos, lorsque le mouvement du navire mettait la « pièce vis-à-vis de l'objet, on faisait partir le feu « aussi promptement que le coup d'œil. » Pourtant le capitaine voudrait obtenir des coups mieux visés encore, mais enveloppés de feu et de fumée, les canonniers tirent sans relâche avec une sorte de folie que de Rostaing ne parvient pas à maîtriser. Et le duel se poursuit.

L'*Achille* a reçu soixante boulets en plein bois,

dont deux ont brisé deux mantelets de sabord de la batterie, tous les mâts sont touchés, toutes les vergues endommagées, le grand étai ¹ et de nombreuses manœuvres en mauvais état. Mais l'escadre anglaise paraît, elle aussi, sérieusement atteinte, trois vaisseaux surtout donnent des signes de désarroi ; qui cèdera le terrain ?

Avant qu'une certitude apparaisse, la nuit arrive dérobant à La Bourdonnais la flotte ennemie. Les nôtres tirent toujours, mais le feu des Anglais diminue puis cesse tout à fait. La nuit est complète, les navires français s'arrêtent à leur tour. L'*Achille* a tiré, à lui seul, près de 1.000 coups de canons, vingt-neuf coups par pièce en deux heures.

Toute la nuit est employée à réparer le désordre du combat et les avaries des vaisseaux. Au matin tout est prêt pour recommencer la lutte. Mais Peyton ne la veut pas. Pendant la nuit, il réunit un conseil de guerre à son bord. Les Anglais sont stupéfaits de la résistance qu'ils ont rencontrée ; ils ne croyaient pas tout d'abord se trouver en présence de la flotte française, mais à l'allure des vaisseaux qu'ils voyaient ils s'étaient imaginés avoir rencontré un convoi de bâtiments marchands accompagnés de deux navires de guerre. Ce n'est qu'en approchant qu'ils avaient aperçu la quantité de troupes à bord et

1. Le grand étai dans un navire est un gros cordage dormant qui va de la tête du grand mât se fixer sur l'avant pour le soutenir contre les secousses du tangage et contre-balancer l'effort des haubans qui servent d'étai sur l'arrière. Il y a un étai par mât. Le hauban, lui, protège contre le roulis.

compris à qui ils avaient à faire. Mais si les bateaux ne valaient rien, les équipages, avec qui ils venaient de se mesurer, leur avaient montré si éloquemment leur valeur, qu'il ne leur paraissait pas bon de renouveler le lendemain cette tentative échouée la veille. Peyton, tout vieux guerrier qu'il était, n'avait jamais vu sortir d'un navire un feu aussi intense que celui de l'*Achille*. Toutes réflexions faites, et étant donné le très mauvais état de trois de leurs vaisseaux à peu près hors de combat, le conseil de guerre décida de laisser la place aux Français ; et le lendemain, quand l'escadre de La Bourdonnais se trouva à portée de canon de celle de Peyton, les navires anglais virèrent de bord et s'enfuirent à toutes voiles. Les vaisseaux français étant incapables de les poursuivre, ils laissèrent échapper, l'ennemi à demi-battu, et cette victoire qui allait devenir décisive. Devant l'impossible, La Bourdonnais dût s'incliner.

Dès que l'escadre anglaise eut disparu, on fit l'appel sur tous les navires et l'on constata, avec joie, qu'après ce furieux combat nous n'avions à déplorer la perte que de onze officiers et de deux cents hommes (matelots, soldats et canonniers).

A l'entrée de la nuit, un conseil de guerre se réunit, à bord de l'*Achille*, pour décider de la destination de la flotte et en particulier de l'*Insulaire* : le navire de M. de La Baume était dans un tel état qu'il ne pouvait plus qu'embarrasser la flotte. Dans ces conditions il fut décidé qu'il ferait voile, à la faveur de la nuit, pour le Bengale, où il se radouberait en sûreté. Il était inutile de chercher à poursuivre les Anglais,

qu'on n'atteindrait jamais, s'ils refusaient le combat, et que de toutes façons on ne pourrait rechercher longtemps, car on arrivait au bout des approvisionnements ; on n'avait plus de vivres que pour une huitaine de jours : la *Renommée*, arrivait même, à son dernier repas.

En outre, convenait-il d'exposer aux hasards d'une nouvelle rencontre les quarante mille marcs d'or que les Indes attendaient depuis trois ans¹ ? Enfin les vaisseaux avaient besoin de plus ou moins de réparations, les mâtures étaient trop faibles, après les avaries de la bataille, pour pouvoir forcer de voiles. Toutes ces raisons firent pencher les avis vers Pondichéry. La flotte cingla dans cette direction. Il fallait d'abord se débarrasser de l'argent, s'approvisionner et se réparer ; il serait temps après de reprendre la mer à la recherche de l'escadre ennemie.

1. Dans une des lettres que La Bourdonnais venait de recevoir, Dupleix lui écrivait : « Si les vaisseaux d'Europe tardent à venir, je serai obligé de vendre à nos ennemis nos cargaisons d'Europe et de faire argent de toutes les provisions que j'aie. L'argent me manque absolument ; le mien est tout consommé ; personne n'en a en la ville ; jugez avec quelle impatience nous vous attendons et comme vous serez reçu. Venez donc au plus vite, je vous le répète encore, nous attendons de vous le rétablissement de notre honneur et de notre crédit. »

40.000 marcs équivalent à 2.000.000 de francs..

CHAPITRE X

LA COMPAGNIE DES INDES A L'ÉPOQUE DE LA BOURDONNAIS

Avant d'entreprendre le récit des froissements, puis des démêlés qui vont naître entre La Bourdonnais et Dupleix, il semble utile de nous arrêter durant ce chapitre, sur la Compagnie des Indes, elle-même. Nous avons jusqu'ici considéré la question en nous occupant plutôt des faits coloniaux. Afin de bien saisir l'ensemble de la situation et des responsabilités, il nous faut présenter plus spécialement l'état et le fonctionnement de la Compagnie des Indes dans la période où La Bourdonnais agit, entre 1730 et 1750¹.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, quels ordres et quels contre-ordres, quelles remontrances, quelle extravagante direction La Bourdonnais recevait de France, et quels étaient les effets de

1. Cette question que nous ne faisons que résumer ici pour la commodité du lecteur, a été traitée complètement par Cultru dans sa thèse sur Dupleix. Se reporter à cet ouvrage primordial.

SOURCES. — IMPRIMÉS. — *P. Cultru* : Dupleix, ses plans politiques, sa disgrâce.
— *Martineau* : Dupleix et l'Inde française.

ce que certains ont appelé : « la politique de la Compagnie ». De politique, la Compagnie n'en eut jamais et nous allons voir qu'elle ne pouvait pas en avoir. Son attitude envers La Bourdonnais, qui d'ailleurs est à peu près la même vis-à-vis de tous ses autres agents, vient, pour une forte part, de ses difficultés financières, de sa détresse financière, pourrait-on plutôt dire. Jusqu'en 1738, la Compagnie des Indes avait pu éluder miraculeusement ces difficultés ; mais, à partir de cette année-là, les pertes s'ajoutent aux pertes que des mains malhabiles ne savent ni éviter, ni réduire.

De 1730 à 1741, deux vaisseaux de la Compagnie se perdent : le *Philibert* et la *Duchesse*. Ceci représente 6 millions. A la même époque, Dumas avait créé, sans ordre des directeurs, le comptoir de Karikal, ce qui ne fut pas sans entraîner de lourdes charges pour la Compagnie ; et c'est justement en cette année 1741, que le contrôleur Orry donna l'ordre, à la direction, d'armer cinq vaisseaux et une frégate pour La Bourdonnais. C'était encore une avance de fonds pour une entreprise que les directeurs désapprouvaient, non pas parce que leur politique était autre, mais parce qu'ils n'en avaient pas. Leur courte vue ne leur faisait envisager que les recettes commerciales prochaines et, en 1741, ils ne virent qu'une chose : l'argent à dépenser. Au total, cette année-là les charges montèrent à 12 millions. La Compagnie se trouva dans l'impossibilité de faire face à ses paiements ; le roi dut lui avancer 6 millions.

La situation financière n'était donc pas très bril-

lante, mais elle pouvait devenir meilleure par le plan de La Bourdonnais. Son escadre avait bien coûté 5 millions environ à la Compagnie, mais elle était prête, la guerre imminente avec l'Angleterre éclatant enfin, à donner, par les prises qu'elle allait faire, un profit considérable et certain. Orry l'avait compris, qui avait décidé l'expédition. Les directeurs, auxquels il avait forcé la main, profitèrent de l'indécision où l'on était à la fin de 1741 sur l'attitude de l'Angleterre pour surprendre le consentement du contrôleur général dans un ordre de rappel de ces vaisseaux. Ces messieurs avaient gain de cause, mais au détriment de la Compagnie ; la mise de fonds de 5 millions faite pour armer l'escadre de La Bourdonnais, devenait une perte sèche puisqu'on retirait l'escadre de la mer des Indes au moment où elle allait être vraiment utile.

La Compagnie n'était véritablement pas en état de se permettre de telles fantaisies. Son malaise financier grandit, dans les années suivantes, de telle façon que, lorsqu'en janvier 1745, les événements ayant donné raison à La Bourdonnais, il fallut armer à nouveau une escadre, il lui devint impossible de payer des dividendes et de suffire à ces frais nouveaux.

On eut encore recours au roi ; des assemblées d'actionnaires se réunirent, des combinaisons financières se formèrent. Les actionnaires prêtèrent avec le roi ; on put armer les cinq vaisseaux nécessaires aux Indes. Les directeurs n'avaient pas lieu d'être satisfaits des affaires de la Compagnie. Leur mauvaise humeur attribua tout le mal à ce qui se passait dans

les colonies et La Bourdonnais en eut, comme toujours, sa forte part.

Le directeur Cavalier écrivait à Duplex, le 28 février 1745 : « Voilà le fruit des armements de Moka, « les dépenses immenses faites aux Indes depuis le « départ de M. Lenoir, de l'armement en guerre de « l'escadre de La Bourdonnais, des dépenses horribles « que cet homme a faites à l'île de France, du commerce ruineux de la côte d'Afrique, du Sénégal et « des îles de l'Amérique, à quoi joignez la guerre de « Mahé. »

Cependant l'escadre finit par partir, le 14 juin 1745. Nous avons vu combien de temps La Bourdonnais fut immobilisé dans ses îles depuis l'annonce de l'état de guerre entre la France et l'Angleterre, avant que cette escadre lui arrivât. Les bonnes occasions d'anéantir le commerce anglais étaient passées. Grâce aux maladresses initiales de la Compagnie, de juillet 1744 au 24 octobre 1745, douze de ses vaisseaux étaient perdus dont beaucoup du fait des Anglais ; cela représentait dix millions six cent mille francs.

A partir de ce moment on commence, à la Compagnie, à craindre pour les comptoirs des Indes. Le 27 octobre 1745, les directeurs demandent à Maurepas d'envoyer aux Indes quatre vaisseaux du roi ; de leur côté ils expédient quatre de leurs navires chargés de 45.000 marcs d'argent. Cette fois, l'argent était destiné à soutenir les comptoirs ; des munitions de guerre et de bouches y étaient jointes. Tout cela partait trop tard.

A partir de ce moment, jusqu'en 1750, chaque

aunée apporte de nouvelles difficultés financières à la Compagnie. En septembre 1746, elle demandait encore secours au roi et par une nouvelle combinaison, sauvait encore une fois la situation. Mais la guerre ramena la Compagnie, en 1750, dans une véritable détresse.

En 1747, partent pour les Indes, trois vaisseaux du roi, sept vaisseaux de la Compagnie et quatre vaisseaux affrétés sous le commandement de Saint-Georges. De cette escadre, quatre vaisseaux rentrèrent à Lorient ou à Nantes peu de temps après leur départ, les autres furent presque tous pris par les Anglais.

L'année suivante, en janvier 1748, nouvelle escadre de huit vaisseaux et quatre frégates, expédiée aux Indes par la Compagnie. De son côté, le roi confie au chevalier d'Albert, six vaisseaux de sa marine. Nouvel échec, deux navires du roi sont pris, six de la Compagnie subissent le même sort, un autre échoue. Cela portait au compte de la Compagnie une perte totale de vingt-neuf vaisseaux et six bateaux de petit tonnage, représentant 35.342.089 livres 8 deniers. Que l'on est loin des 5 millions dépensés pour armer l'escadre de 1741 et que les directeurs se reprochaient tant d'avoir aventurés !

Sans doute de 1747 à 1750, la Compagnie dépensa sans compter pour sauver les Indes, elle fut prodigue en vaisseaux ; mais le moment psychologique, que seul La Bourdonnais avait marqué d'avance, était passé pour jamais ; aucune dépense ne pouvait réparer la faute initiale : le rappel de la flotte de Mahé.

Telle était la situation financière de la Compagnie. Étudions maintenant par qui elle était dirigée.

Cultru, sur Castanier, Cavalier et Saintard, a écrit les lignes suivantes : « Le premier nous est connu par « d'assez nombreux mémoires financiers et par sa « correspondance avec Dupleix. Or, ses mémoires « et sa correspondance nous montrent que son intel- « ligence était des plus médiocres. Cavalier résida « longtemps à Londres, où il était correspondant de « la Compagnie ; son esprit paraît de même très « borné. Saintard passe dans l'histoire de la Com- « pagnie sans laisser d'autres traces que ses signa- « tures. Il en est de même de Godeheu, le père, et « même de d'Epremesnil, bien que celui-ci ait dirigé « Lorient de 1732 à 1737. Rien de personnel à eux « ne se détache dans l'histoire administrative de leur « gestion ; rien ne permet de tirer de pair un seul de « ces hommes. »

En face de ces graves nullités nous trouvons le second élément de la direction, l'élément actif formé des anciens employés de la Compagnie, aux Indes, que leur avancement a amenés jusqu'au poste de directeur. Leurs collègues paraissaient les avoir en grande considération. Les services de la Compagnie étaient divisés en départements ; ces anciens fonctionnaires des Indes eurent le département de l'Inde et c'était justice. De 1736 à 1750, Lenoir, Dumas et Duvelaër se succèdent à ce poste.

Le troisième élément directeur est le commissaire du roi. C'est le chef de la Compagnie, ses pouvoirs sont considérables. Mais où le prend-on ? Est-ce

un commerçant comme les autres ? C'est un maître des requêtes au Conseil d'État. Il n'entend rien à tout ce qui est commerce, c'est uniquement un administrateur qui, par le poste de commissaire de la Compagnie des Indes, s'achemine vers une intendance, peut-être un ministère. « Outre qu'ils n'avaient
« par eux-mêmes aucune connaissance particulière et
« concrète du commerce et de la colonisation, ils
« apportaient dans les affaires la routine administra-
« tive, étaient de bons commis quand il leur eut
« fallu être des commerçants hardis ou des hommes
« d'État prévoyants ¹. »

Lorsque, animé de bonnes intentions, un commissaire du roi voulait vraiment faire œuvre utile, il ne pouvait, en son ignorance des choses de la Compagnie, que se guider par les conseils de ces quelques directeurs idoines, retour des Indes. Or, ces directeurs, anciens gouverneurs de Pondichéry pour la plupart, avaient contracté, lorsqu'ils étaient dans la péninsule, nombre d'amitiés et d'alliances ; une fois revenus en France, ils restaient en liaison avec leurs amis des Indes. Beaucoup de choses de là-bas étaient leur œuvre ; jamais comme directeurs ils ne voudraient détruire ce qu'ils avaient fait comme gouverneurs, c'eût été donner un démenti trop cinglant à leur administration passée. Ils avaient gardé des amis aux Indes, venons-nous de dire, et par ces amis ils continuaient à faire du commerce pour leur propre compte. Entre l'accroissement de leur fortune et l'in-

1. Cultru, *op. cit.*

térêt de la Compagnie, ils ne balançaient pas. Ou bien on ne faisait rien à la direction, ou bien on se servait des employés de la Compagnie pour faire ses affaires personnelles sans bourse délier. Si l'on ajoute que certains directeurs se détestaient cordialement et que l'esprit de cabale régnait en permanence dans la Compagnie, on pourra se faire une idée de ce qu'était la direction de la Compagnie des Indes à l'époque de La Bourdonnais.

Pour compléter ce tableau d'ensemble, il nous reste à étudier l'entourage immédiat de La Bourdonnais et surtout de Dupleix : les employés de la Compagnie. Lorsque nous connaissons tous ces personnages, que nous aurons saisi leur mentalité, alors seulement il nous sera possible d'entrer dans le vif de la question de Madras et de nous faire de Dupleix une opinion moins vague et moins fantaisiste.

Les employés pouvaient se ranger en deux catégories : ceux dont l'origine était honnête, et les aventuriers. Dans le premier groupe on rencontrait des cadets de familles nobles envoyés aux Indes pour y faire une carrière administrative et lucrative (nous verrons que Dupleix était de ce nombre) ; il y avait aussi des hommes d'extraction plus humble, fils de notaires, de conseillers au Parlement, de marchands, de procureurs, quelques-uns même de domestiques. D'autres étaient fils d'Inde, c'est-à-dire nés d'un blanc et d'une indienne.

A côté d'eux il y avait les aventuriers au passé troublé : « Le sieur le Bon, second sous-marchand, « par exemple, avait été tiré du service des Danois

« par le gouverneur Lenoir ; le sieur Cotterel avait
« été marin quelque temps dans l'Inde et, protégé
« par le cardinal de Tencin, « avait obtenu d'être
« transmis dans la plume sans savoir pourquoi. Ne
« sachant à quoi l'employer, on l'avait placé à l'ins-
« pection de l'hôpital et il postulait le poste de con-
« seiller. » Parmi les sous-marchands, la Briegne
« avait été d'abord dragon, puis garçon-major à
« Bengale ; Ernouf avait été valet de cafetier.
« Parmi les moins recommandables, le sieur Bour-
« deau, déjà vieux, avait mangé son bien en France
« et était passé aux Indes pour y vivre ; le Brun
« avait été chassé par son père, marchand à Paris ;
« perdu de dettes, il faisait à Bengale le métier d'es-
« croc ; le sieur Fournier, chef à Dacca, fils d'un char-
« pentier venu dans l'Inde, en 1700, avait été mousse ;
« passé à Bengale, il y avait été maître d'école, puis
« chef d'embarcation. Il avait épousé la fille d'un
« forban réfugié à Chandernagor. La protection de
« Lenoir lui avait valu d'abord quelques voyages
« lucratifs et le maniement des fonds de Castanier ¹,
« puis la nomination de conseiller. « Il était arrogant,
« orgueilleux, gueux revêtu, dit de lui Dupleix ; on
« a déshonoré les employés en l'admettant au ser-
« vice ; les étrangers qu'il a servis longtemps
« ont ri ². »

Malheureusement certains de ces employés que Dupleix juge « déshonorés » par le maintien en place

1. Directeur de la Compagnie, à propos du commerce qu'il faisait aux Indes pour son propre compte.

2. Cultru, *op. cit.*

de Fournier, n'avaient plus beaucoup d'honneur à perdre. Lemaire, dixième conseiller des Indes, protégé de Dumas, avait fait banqueroute à Rouen. Drouet, quinzième sous-marchand à Pondichéry, était dans le même cas. « Le sieur Golard, second « conseiller à Bengale, ami de Dumas, avait dû quitter « la France à la suite d'un meurtre. »

Les exemples abondent, Dupleix traite rudement tous ses collaborateurs. « Golard, écrit-il, est un coquin que la Compagnie aurait dû exclure à la mort « de Dumas. Moreaux, atrabilaire et fripon, ne sait « que peu de chose de l'Inde. Courtin a de la naissance, mais nulles connaissances et nul talent. « Boyelleau, d'une famille pauvre, que Godeheu croit « honnête et dont Dumas fait un grand homme, a su « faire ses affaires et est fort à son aise, mais ses « connaissance de l'Inde ne s'étendent pas fort « loin. »

Nous ne pensons pas qu'il faille se conformer à la lettre aux opinions de Dupleix, car il lui est arrivé souvent d'avoir une opinion bonne ou mauvaise, sur quelqu'un de ses collaborateurs, suivant qu'il a ou n'a pas à se plaindre personnellement de lui. Morancin était joueur et perdu de dettes, disait-il à une certaine époque. Puis le même Morancin ayant épousé la nièce de Dupleix, M^{lle} de Kerjean, le ton du gouverneur de Pondichéry change sensiblement. M. de Saint-Paul est très dénigré par Dupleix auprès de la Compagnie. Mais voilà que de Saint-Paul devient le beau-frère de Dupleix et aussitôt celui-ci le couvre de louanges et demande instamment à la Compagnie

de le désigner pour son successeur lorsqu'il quittera Pondichéry.

Sous ces réserves, il est certain que la composition et le recrutement des employés de la Compagnie étaient extrêmement défectueux. Les résultats en sont la preuve. Tous ces gens tarés, parmi lesquels étaient perdus quelques honnêtes gens (ce qui ne voulait pas dire qu'il n'y eut pas parmi ces honnêtes gens beaucoup d'incapables), ne cherchaient qu'une seule chose, faire fortune pour retourner en France. Or, les appointements que la Compagnie leur servait étaient juste suffisants pour vivre. Ils faisaient malgré tout fortune parce qu'ils volaient impudemment la Compagnie ; les malversations étaient si courantes qu'elles restaient impunies : on risquait d'atteindre ainsi presque tous les employés. Depuis les conseillers jusqu'aux marchands topas, jusqu'aux courtiers indiens comme Indinaram, qui avait obtenu pour 20.000 roupies la ferme des aldées de la Compagnie à Pondichéry, qui en rapportait 80.000 ¹, tout ce monde faisait ses affaires au détriment de la Compagnie. Et au-dessus de tous ces employés, les chefs de comptoirs, les gouverneurs avaient une autorité quasi souveraine comme nous le verrons au chapitre suivant.

Si quelques employés fidèles, si des hommes connaissant vraiment les affaires des Indes se tournaient vers les directeurs, envoyaient des mémoires précis exposant clairement les conditions dans lesquelles le

1. Col. C² 34-149.

commerce pouvait être rémunérateur, ils se heurtaient à l'incompréhension la plus étonnante. Les directeurs se perdaient dans des ordres vagues et des minuties absolument ridicules ; les expéditions de fonds, la surveillance des cargaisons étaient faites de la façon la plus déplorable et les officiers des vaisseaux de la Compagnie, comme les autres, fascinés par les gros bénéfices, dirigeaient eux-mêmes la contrebande. De temps à autre, des commandants étaient frappés, on confisquait leur pacotille et leurs appointements étaient supprimés. Ils étaient condamnés à de fortes amendes, mais les bénéfices, en cas d'impunité, étaient plus formidables encore : les exemples ne servaient à rien. Cultru cite le cas du lieutenant Barbaran, qui fit passer sur le vaisseau où il était, 500 balles de café, au nez du capitaine de Joanis.

Les directeurs de Paris étaient incapables de s'opposer aux abus, la Compagnie vivait, pour ainsi dire, au jour le jour sans prévoir et sans réprimer. Lorsqu'une initiative était prise aux Indes par tel ou tel de ses gouverneurs, c'était presque toujours sous la propre responsabilité de ce fonctionnaire. La Compagnie n'avait pas de politique d'ensemble et dans la période qui va de 1735 à 1750, il n'y eut peut-être, de tout le personnel de la Compagnie des Indes : directeurs, gouverneurs, employés, que La Bourdonnais qui ait eu vraiment une politique coloniale.

TROISIÈME PARTIE

L'AFFAIRE DE MADRAS

CHAPITRE XI

ARRIVÉE DE LA FLOTTE FRANÇAISE A PONDICHÉRY. DUPELIX.

A Pondichéry on était dans l'anxiété. Depuis dix-huit mois la ville attendait des secours de France sans voir rien venir. De temps à autre, d'une façon vague et quelquefois indirecte, Duplex avait appris ce qui se préparait à l'île de France et la mise en route de l'escadre de La Bourdonnais ; mais il était des jours où la désespérance se glissait dans les cœurs. Pondichéry se trouvait dans une situation terrible depuis que les Anglais s'étaient rendus maîtres de tout l'Océan Indien.

Elle avait été sauvée d'une expédition par terre, que le gouverneur de Madras projetait contre elle, par l'énergique attitude du nabab du Carnatic, Anwar-Odean, qui menaça les Anglais de marcher

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale (Indes), C², 81.
— *Bibliothèque Nationale* : fr. 8934 à 40, reg. 166, fr. 8979 à 82, nouv. acq., 9144 et suiv.
— *Arsenal* : 4743.
— *Archives de la Marine* : B⁴, 59.

IMPRIMÉS. — *Journal d'Anandarangapoullé* : Édition Vinson. Paris, 1894. (Les Français dans l'Inde.)

contre eux s'ils troublaient la paix dans les limites de sa nababie. Les Anglais avaient renoncé au siège par terre, mais ils tenaient la ville bloquée par mer en arrêtant tous les navires s'y rendant ou sortant du port.

Depuis près de six mois, l'escadre anglaise croisait dans les environs de Pondichéry, et, si la récolte de cette année-là n'avait pas été bonne, la ville aurait été en proie à la famine. Jusqu'alors on avait duré ; mais qu'allait réserver l'avenir si la bienheureuse escadre tardait encore. L'argent était devenu extrêmement rare, les patiences étaient à bout. Chaque jour le gouverneur inspectait longuement la mer dans l'espoir de voir apparaître ces vaisseaux avec l'aide desquels on pourrait rétablir, dans la péninsule, le prestige français si compromis par les événements de ces derniers mois.

Le 14 juin, à 7 heures du matin, on signale une voile. Duplex se précipite à sa terrasse pour essayer de reconnaître de loin le navire. On envoie un catimaron ¹ pour s'assurer de l'identité du bateau. La frêle embarcation revient apportant une réponse écrite : « Nous sommes un navire de Haçanmarécar » (donc un navire du pays) et nous portons du sel de « Paranguipett ² à Markane. » A cette lecture, Duplex déchire le papier et rentre tristement chez lui ³.

1. Embarcation légère en usage dans les Indes faite de plusieurs pièces de bois liées les unes avec les autres. On s'en servait pour la pêche côtière.

2. Portenove.

3. Journal d'Anandarangapoullé.

Le 21 juin, le gouverneur exhulte ; il a enfin des nouvelles ; un brigantin hollandais est arrivé à Negapatam qui a rencontré neuf vaisseaux français et a été arrêté par eux. Le doute n'est plus possible : c'est la flotte de La Bourdonnais qui arrive. Le 8 juillet un navire est en vue qui arbore le drapeau blanc. La nouvelle connue, chacun se précipite vers la mer. Sur la terrasse du gouverneur, les notables sont assemblés ; il y a là, autour de Dupleix : Mahé de la Villebague, frère de La Bourdonnais, M. Auger, capitaine du port, le capitaine du *Favori*, dont les Anglais ont capturé le navire, et bien d'autres. Anandarangapoullé, le courtier de la Compagnie, qu'un de ses compatriotes, chargé d'aller prévenir le supérieur des Jésuites, le père Cœurdox, a mis au courant en quelques mots, arrive à son tour. Il interroge : « A qui est ce navire ? — C'est la *Marie-Joseph*, lui répond Mahé de la Villebague ; il est probable qu'il arrive de l'île de France. Certainement il précède l'escadre. » Sur ces entrefaites un pion apporte une lettre remise, par le capitaine du navire, au catimaron envoyé à sa rencontre. M. Auger la lit : La Villebague ne s'est pas trompé, c'est bien la *Marie-Joseph* qui vient d'arriver. Le capitaine Champignon, qui la commande, fait savoir qu'il a quitté l'escadre de La Bourdonnais, à huit lieues au large, alors qu'elle était aux prises avec l'escadre anglaise : les nôtres semblaient avoir le dessus, ajoutait-il.

Le soir même, Anandarangapoullé écrivait dans son journal : « Tous les gens qui sont dans cette ville
« se réjouissent d'une joie pareille à celle qu'on éprou-

« verait si l'on découvrait un trésor, si l'on retrouvait
« un objet précieux qu'on aurait perdu ; si des morts
« étant allés à Bénarés ressuscitaient ; si l'on célébrait
« des fêtes, chacun à sa façon, pour toutes les sortes
« de motifs qu'on pourrait imaginer ; si l'on obtenait
« un fils désiré. Ainsi, toute la ville était autant dans
« la joie que si tous avaient bu l'ambroisie divine. »

A la nuit tombante, les huit navires de l'escadre parurent à leur tour. Le Fort-Louis se mit alors à tonner ; les vaisseaux de La Bourdonnais répondirent, à raison de deux coups pour un tiré de Pondichéry. Jusqu'à minuit, d'espace en espace, le bruit de cette canonnade résonna joyeusement dans le cœur des habitants de la ville.

Aussitôt arrivé, La Bourdonnais descendit à terre, s'entretint pendant une heure environ avec le gouverneur puis remonta en chelingue ¹ pour rejoindre son bord.

Le 9 juillet, à huit heures du matin, l'*Achille* saluait à nouveau la ville de quinze coups de canons auxquels le fort Louis répondit. A cinq heures du soir, le commandant de l'escadre descendait définitivement à terre au milieu de nouvelles salves d'artillerie. Tous les notables de Pondichéry l'attendaient au bord de la mer ; tous, sauf Dupleix, qui avait pensé qu'il seyait mieux, à l'importance de sa charge, d'attendre son hôte chez lui. Lorsque le cortège s'approcha de sa maison, il en sortit et se porta à la

1. Embarcation légère à fond plat employée dans l'Inde à cause de sa facilité à franchir les lames de la barre qui borde la côte.

rencontre de La Bourdonnais jusqu'à l'endroit où la sentinelle montait la garde.

S'avançant l'un vers l'autre, les deux gouverneurs s'embrassèrent, tandis que le canon recommençait à tonner. Un instant après, passant dans la véranda de la maison, ils s'éloignèrent de la foule en causant amicalement.

Cette bonne entente présageait les plus grandes choses. Par l'union de ces deux hommes remarquables, la France pouvait prétendre à l'hégémonie dans l'Inde, car leurs deux personnalités se complétaient si exactement que rien, semblait-il, ne pouvait prévaloir contre la force qu'ils formaient en marchant la main dans la main. En face d'eux, l'Angleterre ne pouvait dresser personne de taille à leur disputer la péninsule. Toutes les espérances étaient permises. C'est alors que, par un renversement stupéfiant de la situation, ce qui devait être un atout dans le jeu de la France se tourna contre elle. Les deux facteurs de son relèvement, presque inéluctable, dressés, tout à coup, l'un contre l'autre parce qu'ils n'avaient pas su se comprendre, annihilèrent mutuellement leurs efforts et laissèrent libre carrière aux manœuvres anglaises.

Pourquoi y eut-il mésentente ? L'étude du caractère des deux antagonistes le fera saisir clairement.

A travers les péripéties de sa vie, jusqu'à cette année 1746, on a pu déjà se faire une idée du caractère de La Bourdonnais. Rien dans sa correspondance ne fait suspecter en général sa sincérité ; l'étude attentive de ses actes le présente comme un homme franc,

discipliné, entier dans ses idées, et complètement dépourvu de diplomatie et de souplesse.

Lorsqu'il débarque sur cette terre de l'Inde qui va lui être fatale comme à Dupleix, comme à Lally-Tollendal, La Bourdonnais a 45 ans. Il y a dix ans qu'il est Gouverneur Général des Iles. Il est actuellement officier de la Marine Royale, commandant en chef l'escadre de la mer des Indes ; il vient de mettre en fuite l'escadre anglaise. Il a le pouvoir. Depuis 1735, il gouverne sans autre contrôle que celui qu'il reçoit de France ; depuis 1735, il a ses coudées franches. Livré à lui-même, il s'arrange au mieux en ne se guidant que d'après les circonstances, et cette attitude est prévue et approuvée par le gouvernement du Roi.

La Bourdonnais, en cette année 1746, arrive à la troisième période de sa vie. Durant la première, qui va de son premier embarquement jusqu'à 1735, il a fait partie de la marine de commerce. Pendant la seconde période, de 1735 à 1740, il a été uniquement fonctionnaire colonial, comme Dupleix. Lorsqu'il revient dans ses îles, après l'expédition de Mahé, il est redevenu, avant tout, un marin, mais cette fois un officier de la marine royale. Le poste de Gouverneur qu'il occupe encore n'est plus qu'une sorte d'intérim ; La Bourdonnais, durant ces années d'attente, se dépouille de plus en plus de sa livrée de fonctionnaire pour ne plus être qu'un officier général. Au fond, il n'a jamais cessé d'être un militaire et, qui plus est, un militaire pourvu d'un commandement directorial.

En 1746, plus que jamais, il est commandant en chef. Il me semble que c'est dans cette habitude du

pouvoir unique, prise durant dix ans de gouvernement, qu'il faille chercher une cause lointaine des catastrophes futures. Ce n'est pas à 45 ans qu'un homme coléreux et sanguin va supporter, sans éclat, une guerre à coups d'épingles venant d'un pouvoir qu'il est forcé de considérer comme échappant à sa direction, mais qui sans cesse doit s'immiscer dans ses actes.

Toute l'œuvre de La Bourdonnais, avant 1746, est l'explication limpide de l'attitude qu'il va avoir dans l'affaire de Madras.

M. Cultru, dans sa remarquable étude sur Dupleix, tend à nous montrer La Bourdonnais comme étant avant tout corsaire et marchand. L'opinion de cet éminent historien se serait sans doute modifiée s'il avait approfondi le caractère du gouverneur de l'île de France, considérant, de plus, qu'au XVIII^e siècle, tout marin était corsaire dans le sens actuel du terme, que la marine anglaise suivait absolument cette méthode et que la capture des bâtiments étrangers et de leur chargement était alors licite. Il ne faut pas perdre de vue également que La Bourdonnais était, dans l'expédition de Madras, au service d'une société commerciale et qu'il devait envisager sa mission à ce point de vue spécial. S'il avait commandé une escadre de la marine royale, il n'eut pas agi tout à fait de la même façon, nous en avons la preuve dans une lettre qu'il écrit à Dupleix pendant leur discussion à propos du siège de Madras¹. « Il y a bien de la

1. La Bourdonnais à Dupleix, le 26 août 1746. — Archives des Colonies. Correspondance générale de l'Inde, C² 81.

« différence entre commander des vaisseaux pour
« le roi et commander les vaisseaux d'une compagnie
« marchande ; au service du roi, on hasarde tout
« pour la gloire ; au service d'une compagnie, tout
« tend à son intérêt. » Quant aux opérations commerciales qu'il a faites pendant qu'il était gouverneur des îles de France et de Bourbon, ce sont bien les actes d'un marchand, mais d'un marchand dont la principale occupation est plus noble que le simple trafic et dont les projets ne tendent pas surtout à un intérêt personnel, si ce n'est celui que l'on retire de la gloire. Présenter La Bourdonnais sous un autre jour, c'est rééditer les pauvretés de Tibulle Hamont, qui, biographe enthousiaste de Dupleix, donne à son héros toutes les qualités et tous les défauts à l'adversaire de celui-ci. Qu'on dise de La Bourdonnais qu'il fut brutal et emporté, cela est vrai ; mais une fois cette constatation faite, rien ne permet de lui dénier une haute conception du devoir et de l'honneur, un remarquable talent d'administrateur, les qualités qui font le chef ; la bravoure et la prudence. A cela on pourra ajouter qu'il fut un commerçant habile ; c'est un de ses aspects, ce n'est pas celui qui englobe et domine les autres.

Tout autre est Dupleix. Il n'est pas exagéré de dire qu'il est l'antithèse de La Bourdonnais.

Né à Landrecies, en janvier 1697, Dupleix fit ses études à Quimper, où les hasards de la carrière administrative de son père avaient mené sa famille. On a dit que son père était fermier général et directeur de la Compagnie des Indes : il fut simplement nommé,

en 1721, fermier de la ferme du tabac pour en rendre compte à la Compagnie. Le fermier général n'était pas le père, mais le frère de Dupleix : Dupleix de Bacquencourt. Le résultat pratique fut le même pour Dupleix, son frère ayant pu, dans diverses circonstances, lui être du plus grand secours auprès des directeurs de la Compagnie des Indes.

Il semble que, dans la famille du fermier des tabacs, les liens d'affection furent bien minces. On a l'impression que la première jeunesse de Dupleix fut malheureuse. En 1715, à dix-huit ans, son père l'embarque brusquement pour les Indes à titre d'enseigne avec un maigre bagage et une bourse très peu garnie. Arrivé à destination, il écrit à son père, à ses frères et sœurs, personne ne lui répond. Et ce silence qui l'affecte profondément (ses lettres en font foi) dure longtemps, jusqu'à ce que, le voyant à la tête d'une belle situation, il semble convenable à son père et à son frère de Bacquencourt de l'aider. A la suite de quelle peccadille le fermier des tabacs expédia t'il son fils aux Indes ? peut-être de trop grosses dépenses : le futur gouverneur de Pondichéry aimera le faste toute sa vie ¹.

Quoiqu'il en soit, ces premiers déboires sont bien faits pour aigrir son caractère, y développer certaines tendances. Personne n'a aimé Dupleix ; à son tour

1. M. Martineau est de cet avis : « Dupleix était à un âge, « écrit-il, où la raison ne dirige pas toujours les actes, et il devait « faire le désespoir de son père par sa prodigalité et peut-être « par la raideur de son caractère, déjà peu disposé à subir la « moindre discipline. » (*Op. cit.*, p. 55.)

il n'aimera personne. Parti de rien, abandonné à lui-même avec une invincible attirance vers la richesse qui lui permettra d'assouvir sa passion du faste et du luxe et son orgueil maladif, il se lance ardemment dans des opérations commerciales que son sens avisé des affaires et sa vaste intelligence mènent à bien. Car Dupleix possède un esprit particulièrement ouvert à toutes choses : les sciences, qu'elles soient mathématiques ou naturelles, fixent son attention, les arts le charment : connaisseur en peinture et en bijoux, il est excellent musicien ; il aime, dans les intervalles que lui laissent ses affaires commerciales, se consoler de la haine qu'il voue à plusieurs et de l'envie qu'il a pour tous, en jouant de la basse de viole, instrument qui a toujours eu sa prédilection et que l'on trouve dans son mince bagage, à son arrivée dans l'Inde, avec ses chemises en grosse toile et ses six paires de bas.

Il veut la richesse, il l'acquiert. Lorsque La Bourdonnais arrive à Pondichéry, en 1746, il ne s'est occupé jusque-là que de l'acquérir. Il a été uniquement un marchand. Il n'a pas eu de plans politiques en tête. Il les aura seulement après Madras, en 1750, et, par eux, il prendra figure de grand homme. En 1746, il ne pressent pas le rôle qu'il jouera bientôt ; il s'est occupé de ses affaires, et de celles de la Compagnie, par surcroît¹, s'enrichissant en faisant

1. « Quand on a suivi pas à pas son travail depuis son arrivée « à Chandernagor, on doit bien se dire que c'était surtout pour « lui qu'il travaillait et que si la Compagnie bénéficiait de son « activité et des relations qu'il s'était faites, c'était en seconde « ligne seulement. » (Cultru. *Dupleix*, page 164.)

prosperer la Compagnie, ce qu'on ne peut pas lui reprocher et ce qui est tout naturel dans les Indes à cette époque. Mais si modéré que l'on soit à l'égard de Dupleix, si large que soit le tribut que l'on puisse payer à ses talents et à ses pénibles débuts, on ne peut pas l'absoudre de son défaut le plus grave qui saute aux yeux de tout lecteur de sa correspondance : son hypocrisie.

En voici quelques exemples : Lenoir, gouverneur de Pondichéry, avait nommé gouverneur de Chandernagor un certain Dirois, alors que la place eut dû revenir à Dupleix. Celui-ci fait agir son frère, le fermier général : à prix d'argent la nomination de Dirois est infirmée et Dupleix nommé à sa place. Il est arrivé à ses fins, mais il garde à Lenoir une haine vivace ; cela ne l'empêche pas de conserver avec lui des rapports en apparence très amicaux ; en dessous, il ne laisse échapper aucune occasion de lui nuire. On pourrait multiplier les citations de lettres de Dupleix, qui, le même jour, proteste à Lenoir de ses bonnes dispositions à son égard, alors qu'il vient d'écrire à un tiers des lettres pleines d'injures à l'adresse de « Lenoir et de sa clique »¹. Bornons-nous à mettre sous les yeux du lecteur ces deux extraits de lettres écrites, par Dupleix, au moment où Lenoir, quittant le gouvernement de Pondichéry, rentre en France.

« J'apprends avec plaisir, écrivait-il à Lenoir²,

1. Fr. 8949-35, 8 avril 1732. Dupleix à Vincens. Bibl. Nat.

2. Fr. 8980-152. Dupleix à Lenoir, 27 novembre 1737. Bibl. Nat.

« que vous jouissez d'une parfaite santé, que le
« ministre et la Compagnie, contents de vos services,
« vous ont admis au nombre des directeurs. Je vous
« prie de me continuer votre bienveillance dans le
« cas où il s'agira de me rendre service. » Le même
jour¹ il écrit à son frère : « Ote-lui le mal qu'il a fait,
« il n'a rien que n'aient les hommes les plus ordi-
« naires. » Et quelque temps avant, Dumas, successeur
de Lenoir, avait reçu de Dupleix la lettre suivante² :
« Je ne fais aucun doute qu'à l'arrivée on ne lui
« mette la main sur le collet et sur les vracs où il a
« ensablé son or, et peut-être que, réduit à la der-
« nière misère, il sera, sur la fin de ses jours, réduit à
« mendier un misérable emploi, à moins que l'in-
« commodité que lui cause la mer, jointe au chagrin
« dont il est rongé, n'abrège ses jours. »

Son attitude envers Lenoir, c'est un exemple pris entre mille ; bien peu sont ceux qui n'ont pas donné carrière à sa critique acerbe quand cela ne va pas jusqu'à la médisance.

Nous avons dit plus haut que Dupleix n'aima personne ; on pourra nous retorquer qu'il aimait Vincens et sa famille. Sans doute, il peut y avoir quelques rares exceptions ; il y en a une certainement pour Mme Vincens, Jeanne Albert, qui deviendra plus tard sa femme. Que l'on n'aille pas déduire des relations plus ou moins avouables entre Dupleix et celle que les Hindous appelaient Jan Begum. Rien ne

1. Fr. 8980-155. Dupleix à son frère, 27 novembre 1737. Bibl. Nat.

2. Arsenal, 4743-86. Dupleix à Dumas, 17 avril 1736.

permet de faire la moindre supposition sur la conduite de Dupleix et l'acte qu'il fit en épousant cette veuve, mère de cinq enfants, peut très bien n'avoir eu que de nobles mobiles. Il est de notoriété publique que Jeanne Albert était une femme remarquable au physique comme au moral. A sa beauté s'ajoutaient tous les charmes d'une vaste intelligence et d'une grâce infinie ; ses sœurs et ses filles autour d'elle étaient pleines de talents et certaines, comme Rose, « la plus belle femme de l'Inde, » la surpassaient en beauté. Dupleix était seul, maussade ; les familles de ses collègues lui étaient toutes également antipathiques. Artiste et musicien, le milieu de la famille Vincenis, où l'on aimait comme lui la musique, l'attira vite. L'exilé y trouvait le bien-être intime dont sa jeunesse avait été sevrée ; il aima ceux de ce cénacle parce qu'ils contribuaient à l'agrément de sa vie de chaque jour.

Il est bon de remarquer que ces constatations ne tendent en aucune façon à diminuer Dupleix. L'affection qu'il eut pour sa femme et ses belles-filles fut sincère et certes elles la méritaient. Mais cet amour pour l'être d'élite que fut Jeanne Albert eut le malheureux effet d'accentuer les défauts de son caractère. Dépensier et fastueux lui-même, il épousa une femme entre les mains de qui l'argent ne faisait que passer. L'un et l'autre étaient faits à la même image, elle, autant que lui, avait soif de domination. Plus encore après son mariage qu'avant, Dupleix fut jaloux de ses prérogatives et entier de caractère.

Nous avons dit que pour la grande majorité de ses contemporains Dupleix fut un censeur sévère à qui le mot de « fripon » monte à tout propos sur les lèvres. Or, même avant qu'aucun désaccord ne se produisit entre La Bourdonnais et lui, La Bourdonnais lui était plutôt antipathique. C'était son rival de tous jours.

A peu près du même âge (Dupleix a deux ans de plus que La Bourdonnais) ils se sont connus dans les Indes dès leur jeunesse. L'un et l'autre entrepreneurs et actifs, commerçants l'un et l'autre, ils furent assez souvent en relations d'affaires et s'écrivirent des lettres cordiales. On ne peut pas affirmer qu'elles fussent sincères de la part de Dupleix, étant donné son attitude avec d'autres et la jalousie qui grandissait en lui contre La Bourdonnais. Elle était justifiée par la bonne fortune du Malouin. Dans la période qui précède 1735, Dupleix se heurtait souvent à la concurrence que lui faisait La Bourdonnais. Alors qu'il supportait de grosses pertes, dépensant pour les combler les forts bénéfices qu'il avait faits précédemment et voyait détruits tous ses espoirs quand il allait toucher à la richesse, son seul objectif à cette époque ¹, La Bourdonnais avait la chance de

1. Il dit dans une lettre à Burat du 4 août 1735 après la nomination de Dumas au poste de gouverneur de Pondichéry, en remplacement de Lenoir : « Bien des gens comptaient que je devais relever de M. Lenoir. Je ne l'ai jamais cru, de façon que cette nouvelle ne m'a pas surpris. Je ne pouvais, du reste, quitter si vite ce pays (Chandernagor) sans apporter un dérangement considérable à mes affaires particulières qui, ma foi, me touchent plus que l'honneur d'être gouverneur de Pondichéry, honneur

réaliser une fortune qui lui permettait de revenir en France et de s'y marier.

Bien plus, alors que lui, Dupleix, depuis plusieurs années déjà au service de la Compagnie, reste à Chandernagor, La Bourdonnais, qui a été jadis officier de la marine de la Compagnie, mais qui depuis quelques années l'a abandonnée pour travailler pour son propre compte et se mettre même au service du Portugal, est nommé au poste de gouverneur général des Iles de France et de Bourbon et devient, par cela même, un compétiteur au poste de gouverneur général des établissements des Indes à Pondichéry. Et de voir revenir dans l'Océan Indien son concurrent heureux, le dépit de Dupleix éclate dans toutes ses lettres. La nomination de Dumas ne l'émeut que médiocrement, il est plus ancien que lui parmi les employés de la Compagnie. Mais La Bourdonnais ! son cadet... « La nomination de M. de La Bourdonnais à votre « place, écrit-il à Dumas ¹, m'a surpris ainsi que toute « l'Inde. Dieu veuille que la Compagnie n'ait point « lieu de s'en repentir. La vivacité et la pétulance du « sujet me le font craindre. Je regarde ce gouverne- « ment comme le plus difficile de toute l'Inde et « auquel son humeur ne convient nullement. » Avec le chevalier de La Farelle il se gêne moins : « Que direz- « vous de la nomination de La Bourdonnais au gou- « vernement des deux îles ? Il n'a rien épargné pour « qui ne date de rien, lorsque nous serons rendus en Europe, « où chacun rentrant dans sa coquille ne se fera distinguer « qu'autant qu'il aura du bien. » Ars., 4743-23.

1. Ars., 4743-36. Dupleix à Dumas, le 19 décembre 1735.

« obtenir ce poste, tout a été employé et il a, dit-on,
« beaucoup d'obligation à son épouse. Je n'en crois
« rien, elle est trop bien élevée pour avoir fait aucune
« bassesse, mais cependant, ce diable de bruit ne
« vaut rien du tout. Tous les officiers de vaisseaux le
« disent. Je ne sais si la Compagnie sera satisfaite de
« ce nouveau gouverneur ; il a trop promis pour ne
« point manquer en beaucoup de choses. Vous le
« connaissez, je n'en dis point davantage. »

La nomination de La Bourdonnais lui a été si désagréable qu'il en parle à presque tous ses correspondants qui, ce 19 décembre, sont nombreux. Dans sa lettre au directeur Hardancourt, son dépit plus voilé n'en est pas moins violent : « Je souhaite, ricane-t-il ¹,
« que la Compagnie retire des talents de M. de la
« Bourdonnais tout ce qu'elle en espère, il n'y a dans
« toute l'Inde qu'une voix sur son chapitre, il est
« vrai qu'elle ne lui est pas avantageuse ; peut-être
« se trompe-t-on, il faut le souhaiter pour l'honneur
« de la Compagnie qui l'a sans doute mieux connu.
« Monsieur Lenoir le connaît encore mieux qu'elle,
« il ne sera pas son apologiste ². »

Citons, pour finir, cette phrase extraite de sa lettre à Duvelaër, alors directeur de Lorient ³ : « J'admire
« la modestie de La Bourdonnais de s'être restreint

1. Ars., 4743, 19 décembre 1735. Dupleix à Hardancourt.

2. On est assez étonné de voir Dupleix en appeler au témoignage de Lenoir dont il a dit pis que pendre. Son historien, M. Cultru, avoue lui-même que Dupleix n'en est pas à une contradiction près.

3. Ars., 4743, 19 décembre 1735. Dupleix à Duvelaer.

« au gouvernement des îles et je ne conçois pas la
« Compagnie de s'être laissé leurrer par les fariboles
« de cet évaporé. Que de belles promesses de part et
« d'autres ! Il n'y manque qu'une chose et la suite
« la fera voir. » Puis cette phrase, vraiment prophétique dans la bouche de Dupleix et qui montre combien il connaît le Malouin et partant, combien il le redoute : « La Bourdonnais ira loin, ou bien tombera dans le néant, il ne peut y avoir de milieu chez lui ». Lorsque Dupleix écrivait ces lignes, La Bourdonnais n'avait rien fait encore et nous venons de voir que le gouverneur de Chandernagor racontait, à qui voulait l'entendre, qu'il ne ferait rien. Comment en effet « un set » (le mot est de lui) pourrait-il réussir dans ce gouvernement qu'il déclare le plus difficile de toute l'Inde ? L'œuvre impérissable de La Bourdonnais dans les îles n'était pas faite pour le rendre plus sympathique à Dupleix. Cependant les années coulèrent ; de Chandernagor, Dupleix passa à Pondichéry ; tandis que La Bourdonnais restait dans son même gouvernement¹. Leurs rapports administratifs, sauf une contestation à propos du commerce de Mozambique, restèrent polis, cordiaux même quelquefois ; ils étaient loin l'un de l'autre, indépen-

1. Dupleix avait craint beaucoup de voir La Bourdonnais nommé à Pondichéry. Il en parle souvent dans sa correspondance à cette époque. La Bourdonnais, disait-il, avait envoyé son frère en France pour demander le poste. Dupleix affectait de considérer la chose comme faite. Il écrivait à Dulaurens (5 décembre 1739, fr. 8982-161) : « Il a la protection de Fulvy, qui le couvre contre vents et marées, et l'on est dans le siècle des choses surprenantes. »

dant l'un de l'autre, et, parce qu'ils avaient l'un et l'autre des intérêts dans les vaisseaux qui faisaient le commerce des Indes, obligés de compter sur leur bonne volonté mutuelle.

Lorsque La Bourdonnais arriva à Pondichéry, Dupleix fut vraiment heureux de l'y voir, mais, les connaissant l'un et l'autre, pouvait-on penser que cette entente fut susceptible de durer, alors que l'un était gouverneur souverain de tous les établissements français des Indes, et que l'autre était amiral souverain commandant l'escadre envoyée au secours des comptoirs français en péril.

Sans autorité supérieure pondératrice, entier et tenace, franc d'une franchise qui ressemble à celle du misanthrope de Molière, enfonçant les obstacles, ne les tournant jamais, La Bourdonnais se trouvait en présence de Dupleix, autoritaire et très chatouilleux dans les questions de préséance, orgueilleux et rancunier, si rétif à supporter une direction quelconque qu'il résista souvent aux ordres de la Compagnie¹ et que, gouverneur de Chandernagor, il écrivait à son frère en lui parlant de son supérieur, le gouverneur de Pondichéry : « Je ne suis sous ses ordres qu'autant « que je le juge nécessaire au bien du service ; hors « de là je n'en fais aucun compte². » Le conflit était inévitable : il ne tarda pas à naître.

1. De cela on ne peut le blâmer dans l'intérêt de la France.

2. M. Martineau, qui est actuellement la personne qui connaît le mieux Dupleix, s'exprime ainsi à propos de son caractère : « Par une inclination naturelle que rien ne corrigea jamais, « il était d'une extrême susceptibilité ; jamais il ne put élever

A peine La Bourdonnais est-il débarqué que des incidents se produisent. Ce sont des questions d'étiquette, pourrait-on dire, mais qui contribuent à créer entre les deux gouverneurs une constante et sourde impatience. Le 13 juillet, La Bourdonnais se rend à Oulgaret où l'air pur est des plus profitables à sa santé ébranlée par le scorbut, depuis son séjour forcé dans la baie d'Antongil. Il est en « robe de chambre et en bonnet », incognito. Or, en franchissant la porte de Villenour, il est reconnu par le chef de poste qui alerte ses hommes et fait battre le tambour. La Bourdonnais lui fait dire, par son pion, que ces honneurs sont inutiles, ce n'est pas en chef militaire qu'il passe, c'est en simple particulier allant à la campagne. En revenant, à la porte de Valdaour, au poste du Fort, la même scène se reproduit, que La Bourdonnais fait chaque fois cesser. De retour en ville il réfléchit sur ce qui vient de se passer. Ces postes qui rendent les honneurs militaires le font d'après un ordre ; or il se souvient que les tambours battaient le rappel alors que pour le gouverneur de Pondichéry ils battent toujours aux champs. Pourquoi cette différence ? La Bourdonnais fait venir l'officier chargé de ce service et lui fait remarquer que du moment que l'on bat aux champs non seulement pour le gouverneur de Pondichéry, mais encore pour le commandant en second de la place, il lui semble

« son âme au-dessus de certaines mesquineries ; la moindre critique lui tenait à cœur ; la moindre résistance l'exaspérait. Et alors il considérait comme une attaque et même comme une injure personnelle la discussion de ses idées. » *Dupleix*, p. 496.

convenable que des honneurs identiques soient rendus au commandant de l'escadre, dépositaire de pouvoirs indépendants égaux à ceux du gouverneur des Établissements des Indes. A cela l'officier répond insolemment : « Je ne saurais permettre qu'on batte ainsi ¹. »

La Bourdonnais se plaint à Dupleix, l'officier est mis aux arrêts dans le clocher du fort. Mais l'incident ne laisse pas d'indisposer intérieurement Dupleix, et cette irritation trouve bientôt de quoi s'alimenter et grandir. La Bourdonnais, comme commandant d'armée, se fait rendre en ville, par ses troupes, les honneurs dus à son rang et chacune de ces manifestations affecte profondément Dupleix. Lorsqu'il sait que La Bourdonnais doit passer une de ces revues, il reste enfermé chez lui et feint de dormir.

Certains historiens ont trouvé que l'attitude de La Bourdonnais n'était que l'étalage d'une vanité puérile. C'est l'attitude de tout chef de corps expéditionnaire vis-à-vis des autorités civiles d'une ville où il tient garnison. Tout autre que Dupleix l'eut compris. Lui n'y veut voir que bravades de la part de La Bourdonnais. Il garde, suivant son immuable tactique dans tous les cas semblables, les apparences de la cordialité ; mais contre son collègue, monte en lui une rancune invincible qu'il assouvit dans l'intimité par les plus violentes injures.

Trois jours après l'incident que l'on vient de lire, Dupleix soulage sa bile dans le sein du courtier de la

1. Anandarangapoullé, *op. cit.*

Compagnie, Anandarangapoullé : « M. de La Bourdonnais est un tripotier, un indiscret et un babilard. A cause des injures qu'il a faites à Mascareigne, ceux qui sont dans cette ville avaient adressé aux Ministres en France une pétition où il y avait de quoi le faire pendre. Mais comme sa bonne fortune était de vivre encore quelques jours, comme M. de Fulvy, frère du contrôleur général, était amateur d'argent, il s'est sauvé en sacrifiant un peu de son trésor. Il a levé une escadre de sept navires et s'en est allé en disant : « Je prendrai le pays d'Arabie », et sans rien prendre du tout, il a fait du tord à la Compagnie avec ces sept navires. C'est un grand fourbe ! » et il a ajouté bien d'autres paroles de mépris ¹. »

Naturellement, Anandarangapoullé l'approuve vigoureusement, ce qu'il avoue avec cynisme : « Je répondis suivant son sentiment », rapporte-t-il dans son journal. Heureux de cette approbation, Dupleix poursuit : « M. de La Bourdonnais a favorisé et laissé faire les vaisseaux Anglais ; s'il ne l'avait pas fait, nous aurions pu prendre tous les vaisseaux anglais ; c'est ce que m'ont dit les officiers de marine arrivés sur ces neuf navires et qui sont venus me trouver isolément ² ; mais

1. Journal d'Anandarangapoullé.

2. Nous avons l'opinion de l'un de ces officiers, le capitaine de Rostaing, sur cette question de savoir si La Bourdonnais avait été à même de s'emparer des vaisseaux anglais. Voici comment s'exprime cet officier que rien dans son journal ne permet de considérer comme un admirateur complaisant de La Bour-

« M. de La Bourdonnais a donné une raison, c'est qu'il
« apportait des caisses d'argent et que trois navires
« n'étaient absolument pas en état de combattre. Il
« a bien fallu admettre cette raison ; mais désormais
« il ne pourra plus les lâcher ainsi, et il n'y aura au-
« cune explication à donner si ceux-ci ne tombent
« pas entre les mains de ceux-là ou ceux-là entre les
« mains de ceux-ci... Je n'ai écrit ici, prend soin
« d'ajouter Anandarangapoullé, que ce qui a été
« dit très exactement. »

Ces citations montrent d'une façon suffisamment claire l'état d'esprit de Dupleix une semaine à peine après l'arrivée de La Bourdonnais à Pondichéry. Elles sont indispensables pour se faire une idée à peu près exacte des choses lorsque le différent de Madras surgira. L'étude détaillée de ces impondérables est de la plus haute importance pour le dosage des responsabilités.

Le lendemain de la conversation que l'on vient de lire, La Bourdonnais écrit à Dupleix, inaugurant une correspondance suivie entre les deux gouverneurs qui se voient pourtant fréquemment et se reçoivent, mais

donnais : « L'*Achille* seul était meilleur voilier qu'eux (les vais-
« seaux anglais) et tous les autres navires de l'escadre n'étaient
« que des coffres chargés de monde et de canons. » Et plus loin :
« Cette occasion aussi glorieuse qu'intéressante alors pour la
« nation française dans cette partie, ne nous a échappé que faute
« d'avoir des vaisseaux faits pour la guerre. »

Il y a loin entre cette opinion d'un officier de l'escadre, témoin oculaire de toutes les rencontres de La Bourdonnais avec la flotte anglaise et l'opinion que Dupleix affirme être celle des officiers de l'escadre française.

qui considèrent ces missives comme une précaution nécessaire.

Il lui rappelle d'abord les trois buts de sa venue dans les Indes tels que Orry les lui a indiqués dans sa lettre du 25 novembre 1745 : 1^o apporter à Pondichéry les fonds de la Compagnie ; 2^o chercher à détruire la puissance anglaise de quelque façon que ce soit sans perdre de vue le bien de la Compagnie ; enfin, en 1747, renvoyer l'escadre en France après l'avoir chargée de café. Après un bref récit de ses actes depuis son départ de l'île de France, il aborde le point important, celui qui consiste à faire la guerre aux Anglais. Orry lui ayant laissé toute latitude il va prendre sa décision en s'aidant des conseils de son collègue de Pondichéry ; c'est absolument correct. L'escadre anglaise, qu'il n'a pu parvenir à détruire, a disparu mais elle peut réapparaître, d'un moment à l'autre, augmentée de trois nouveaux vaisseaux, qu'on dit être sur le point de la rejoindre. Tant qu'elle ne sera pas détruite, nos établissements des Indes ne peuvent jouir d'aucune sécurité. L'escadre anglaise anéantie on pourra couronner l'œuvre commencée par le siège et la prise de Madras, qu'on aura le temps d'opérer avant le début de 1747, date fixée par Orry pour le retour de l'escadre en France. Ce projet qu'il indique dans sa lettre du 17 juillet 1746¹, La Bourdonnais ne peut en accomplir la première partie (la destruction de la flotte anglaise) que s'il est

1. Archives des Colonies. Correspondance générale de l'Inde, C² 81.

mieux monté en canons : « Nous devons compter
« combattre l'escadre ennemie au canon, écrit-il,
« car nous ne pouvons guère espérer de l'aborder,
« ses vaisseaux marchant généralement mieux que
« les nôtres, et ceux qui les conduisent nous sur-
« passent en bonne manœuvre, ce qui leur procurera
« l'avantage du vent, qu'ils sauront conserver ou
« gagner sur nous au cas qu'ils ne l'aient point : à
« moins de ces coups de hasard sur lesquels la pru-
« dence ne permet pas de compter. » Il est donc de
première nécessité que Dupleix lui fournisse du ca-
non, « qui nous donne au moins l'égalité quant au
« nombre et quant au calibre. » Il lui faut pour sou-
tenir avantageusement le duel d'artillerie, 44 canons
de 18 et 14 canons de 12. Que Dupleix ne craigne pas
de dégarnir Pondichéry qui n'aura rien à craindre de
la flotte anglaise puisque La Bourdonnais va juste-
ment à sa rencontre ; il ne s'agit, d'ailleurs, que d'un
prêt très court ; avant de quitter l'Inde La Bourdon-
nais s'engage, sur l'honneur, à rendre les canons. Une
fois ce secours, « qu'il faut absolument », accordé,
l'escadre française pourra se mettre en route. Après
la destruction de la flotte anglaise, La Bourdonnais
renverra ses blessés à Pondichéry et commencera le
siège de Madras avec ses forces et les quelques
troupes que Dupleix lui donnera comme renfort.
En trois ou quatre jours l'affaire sera faite.

Dans le cas où l'on ne pourrait rencontrer la flotte
anglaise en combat naval, par exemple si elle se
cache dans un port hollandais, La Bourdonnais en
préviendra Dupleix et se portera rapidement sur

Madras, qu'il peut enlever, par une attaque foudroyante, avant que les Anglais aient eu le temps d'accourir.

Mais que faire de la ville ? La Bourdonnais demande à Dupleix ce qu'il en pense, pour lui il ne considère comme possible, que le rançonnement de Madras et la confiscation des stocks sur lesquels on pourra mettre la main. Quant à la destruction de la ville, il n'y croit pas ; les Anglais auraient tôt fait de la remettre sur pied. L'avantage pour la Compagnie des Indes serait certainement moins appréciable. Raser la ville, mais il n'y a pas que des Anglais à Madras : « Laisserons-nous piller les habitant Malabares et Arméniens ? »

Voici donc la question de la destination de la flotte bien posée ; les projets futurs sont clairement exposés. La seule difficulté que la flotte française rencontre dès l'abord c'est celle inhérente à son manque de vitesse ; seule l'artillerie peut remplacer cette mauvaise construction des navires.

Le 20 juillet, Dupleix répond ¹ ; il partage absolument l'opinion de La Bourdonnais en ce qui concerne la flotte anglaise et Madras : « Votre idée sur Madras « est certainement la seule qui puisse indemniser la « Compagnie tant de ses pertes que de ses dépenses... « mais elle ne peut se faire avec sûreté qu'après la « ruine de l'escadre anglaise... ces deux objets sont « actuellement les seuls auxquels l'on puisse s'atta-

1. Archives des Colonies. Correspondance générale de l'Inde, C³ 81.

« cher, l'un est la suite nécessaire de l'autre. » Mais une fois d'accord sur la nécessité de détruire la flotte anglaise, il déclare qu'il serait imprudent, pour lui, de dégarnir Pondichéry de ses canons. Tout ce qu'il peut offrir à La Bourdonnais consiste en 28 canons de 18 au lieu de 44, 12 de 12, au lieu de 14, et 22 de 8. Il y a bien le nombre de canons demandé, mais ce n'est qu'un trompe l'œil ; seuls les 28 canons de 18 peuvent être utiles. Tous ceux d'une charge de balles inférieure ne peuvent pas servir à grand chose pour combattre la flotte anglaise, dont tous les vaisseaux « ont du 24 », ce qui fait qu'elle lançait deux fois plus de mitraille que les Français à la bataille de Négapatam. Mais par cette offre, Dupleix était couvert, et lorsque plus tard La Bourdonnais se plaindra de n'avoir pas eu les canons nécessaires pour lutter à forces égales avec l'escadre anglaise, les amis de Dupleix pourront s'écrier, avec indignation, que La Bourdonnais ment et que Dupleix lui a bel et bien offert 62 canons « qui différaient de peu du calibre demandé » ; pour combattre du 24 des canons de 18 étaient déjà un minimum.

A la fin de cette même lettre du 20 juillet 1746, Dupleix répond à La Bourdonnais sur la question qu'il lui a posée le 17 : « Que pensez-vous que nous « devons faire de Madras ? — Je ne puis vous dire ni « savoir à présent le parti qu'il convient de prendre « au sujet de Madras si vous avez le bonheur de vous « en emparer, *les circonstances décideront de celui qui « sera le plus convenable.* » Son opinion personnelle pourtant est qu'il vaut mieux raser la ville qu'il ne

pense pas devoir se relever de sitôt. Les Arméniens ne sont pas intéressants, on devra évidemment ménager les Maures puisqu'ils sont les maîtres du pays ; « les Malabares exigent aussi quelques attentions pour les attirer à Pondichéry. » Et cela est une idée chère à Dupleix : si l'on rase Madras les marchands de cette ville viendront s'établir à Pondichéry, ce qui fera prospérer se dernier comptoir.

Il termine sa lettre par d'enveloppantes formules de politesse à celui qu'il traitait l'avant-veille de tripotier et de fourbe. Il se rend d'ailleurs parfaitement compte de l'indépendance du commandant de l'escadre vis-à-vis de lui et se garde bien de lui parler comme il l'aurait fait s'il avait été son supérieur, ce que l'on prétendit plus tard : « Fasse le ciel que vos « entreprises aient tout le succès que le roi et la « nation peuvent en espérer ; conduites par vous, « Monsieur, elles ne peuvent qu'avoir la meilleure « réussite : trop heureux que mes avis, mes conseils « même si vous le voulez, et les secours que je vous « donne puissent y contribuer autant que je le dé-
« sire. »

Le lendemain, dès huit heures du matin, La Bourdonnais était chez Dupleix¹. Reparla-t-on canons ? c'est probable, étant donné l'importance de la question. Rien n'en transpira. A la suite de cette conversation le Conseil se réunissait, La Bourdonnais y prenait la parole, puis partait au bout d'une demi-heure. Le soir Dupleix lui offrait à dîner avec danses et

1. Journal d'Anandarangapoullé.

chants. Trois jours après, La Bourdonnais invitait à son tour Dupleix.

Cependant le temps pressait. Se contentant de son armement incomplet, La Bourdonnais, dont la santé était à peu près remise, se disposa à prendre la mer. La dernière semaine de juillet fut employée à équiper les vaisseaux pour l'expédition. On y chargea des vivres que Anandarangapoullé trouve innombrables. « Énumérer tout ce qu'on a embarqué serait infini, écrit-il, avec son enthousiasme habituel, et on pourrait dire que c'est comme un océan profond ou une montagne. » La qualité pourtant n'égalait pas la quantité, car une fois en mer l'eau embarquée à Pondichéry était si mauvaise qu'elle donna la dyssentérie à tous les équipages et que l'on fut bien heureux de retrouver les barils d'eau emplis deux mois plus tôt à Madagascar. Quant aux munitions, La Bourdonnais dit plus tard qu'elles furent insuffisantes « pour soutenir un combat opiniâtre auquel il fallait s'attendre ». Pour combler les vides on embarqua trois cent quatre-vingts soldats de Pondichéry, quatre-vingts mulâtres et quelques officiers ¹. Pour guider les navires, Dupleix avait arrêté deux hommes du pays à raison de 23 roupies ² pour un mois. La Bourdonnais les embarqua ; mais une fois à bord ils voulurent tout abandonner : on allait à la guerre et ils pouvaient être tués. La Bourdonnais ne parvint à les conserver qu'en leur promettant que,

1. Journal d'Anandarangapoullé.

2. 57 l. 50.

s'il y avait bataille, on les mettrait à l'entrepont, avec les aumôniers et les médecins, et en les assurant de divers avantages. En outre on avait recruté toute une petite armée d'Indous capables de monter les légères chelingués du pays. Chaque navire fut pourvu d'un catimaron de reconnaissance avec des plongeurs et des pêcheurs macouas.

Comme il pouvait lui arriver malheur, au cours de cette expédition, La Bourdonnais prit soin de remettre à Dupleix des paquets cachetés dont il gardera l'un et remettra l'autre à un tiers. Si l'amiral meurt on ouvrira les deux paquets, qui contiennent en double l'injonction à toute l'escadre de se mettre sous les ordres de Dupleix.

En outre, le 29 juillet 1746, La Bourdonnais écrivait à son collègue ¹ : « Ma façon de penser sur l'in-
« térêt dans cette campagne est si éloignée d'aucun
« bénéfice, que la crainte même du soupçon m'a fait
« prendre la précaution d'embarquer sur l'escadre,
« M. Bonneau, conseiller au Conseil supérieur de l'Ile
« de France, pour commissaire général ; mais dans
« la prise de Madras que nous nous proposons, je ne
« lui crois pas assez de santé, ni assez au fait pour
« veiller dans une aussi grande ville à tous les in-
« térêts de la Compagnie ; et quand bien même il y
« pourrait suffire, je vous prie pour ma propre satis-
« faction de nommer encore un commissaire à
« Pondichéry, qui, d'accord et conjointement avec

1. Archives des Colonies. Correspondance générale de l'Inde, C² 81.

« celui de l'escadre, veille aux intérêts de la Compagnie, tant pour ce qu'on pourra retirer en nature, « ou par capitulation ou autre traité que l'on pourra « faire pour la Compagnie ». De cette façon La Bourdonnais se couvre vis-à-vis de Dupleix ; que l'on vienne insinuer quoi que ce soit, il aura un témoin de ses actes dans le commissaire spécial comme il a eu dans ses livres un témoin de son administration dans les Iles en 1740.

Ceci fait et tous les préparatifs étant terminés, le 3 août 1746, La Villebague reçoit à sa table, en déjeuner d'adieux, son frère et Dupleix. Puis, à trois heures tout le monde arrive en palanquin sur le quai : les tambours battent aux champs, le canon tonne. Les deux gouverneurs s'embrassent ; La Bourdonnais monte dans sa chelingue, tandis que les salves d'honneur de 21 coups se succèdent. Sur le rivage Dupleix attend jusqu'à ce que l'embarcation ait dépassé les trois barres. Alors, de loin, il salue encore une fois et rentre chez lui. Sur le port les badauds commentent l'événement, le courtier Indou Anandarangapoullé écoute ces propos que, le soir venu, il consignera dans son journal : « Quand celui-ci (La Bourdonnais,) a débarqué, les tambours n'ont « pas battu aux champs et on a tiré quinze coups de « canon. Du temps de M. Dumas, on avait battu aux « champs et on avait tiré vingt et un coups de canon ; » M. Dupleix n'a pas fait faire ainsi : il en est résulté « des ennuis. Pour détruire cette mauvaise chose, « maintenant, il a fait battre aux champs et tirer « vingt et un coups de canon, et même il l'a accom-

« pagné et est resté là jusqu'à ce qu'il ait dépassé
« les trois barres. » « C'est parce qu'il est venu lui-
« même, retorquait-on, qu'on a battu le tambour ; il a
« employé là un moyen détourné. »

Le lendemain matin, avant d'appareiller, La Bourdonnais reçut à son bord le fils de Chandâçâhib et son cousin, le fils de Baraçâhib. Trois cent cinquante matelots rangés sur le pont furent passés en revue. L'amiral reçut les visiteurs dans sa cabine et, sur le désir exprimé par eux de connaître les travaux auxquels se livraient les équipages, il donna l'ordre aux marins de vaquer à leurs occupations de chaque jour. Puis il promena ses hôtes à travers le vaisseau, leur fit voir les canons, le premier pont, le second pont, toute la vie trépidante d'un vaisseau de guerre en partance. Les princes Indous se montraient enchantés. Ils remercièrent La Bourdonnais et lui offrirent chacun un serpeau d'honneur, dont celui du fils de Chandâçâhib fut estimé à 120 roupies environ¹. La Bourdonnais de son côté leur offrit à chacun un fusil garni d'argent dont l'un muni d'une baïonnette, tous deux de grande valeur. Puis les princes prirent congé de lui et, tandis qu'ils descendaient dans leur chelingue, chacun des navires de l'escadre les saluait de deux coups de canon. Au dernier coup, les équipages rangés sur les navires se découvrirent et par trois fois, au roulement continu des tambours, monta un grand cri de : « Vive le Roi ! »

1. 300 francs.

A onze heures l'escadre mettait à la voile ; et tandis qu'il s'éloignait, le navire-amiral saluait Pondichéry de quinze coups de canon auxquels le fort répondait coup pour coup. Le temps s'était mis au beau ; La Bourdonnais espérait en quinze jours en avoir fini avec l'escadre anglaise, qu'on disait être à Trinque-malé dans l'île de Ceylan en train de se réparer. Il emportait les vœux ardents des habitants de Pondichéry .« Ils disent que le Seigneur suprême veut
« qu'il soit victorieux, écrivait ce soir-là Anandaran-
« gapoullé, aussi tous sont dans la joie de l'espé-
« rance. »

CHAPITRE XII

L'INSAISSABLE ESCADRE ANGLAISE

Au bout de quatre jours de navigation le vent tomba tout à coup, de telle façon, qu'à la fin de la semaine, l'escadre n'avait gagné que neuf lieues. De ce train-là, pensait-on à bord, il faudrait un mois pour gagner Trinquemalé. A ce premier contretemps vint bientôt s'ajouter un autre ennui : l'eau corrompue embarquée à Pondichéry compromit sérieusement l'état sanitaire des équipages. Les hommes tombaient malades, les uns après les autres, bientôt la moitié était sur les cadres. La Bourdonnais, mal remis, fut des premiers repris par les fièvres et le scorbut, et son mal empira rapidement. Malgré tout, ces souffrances ne faisaient qu'augmenter dans le cœur des troupes l'espoir de rencontrer la flotte anglaise ? Si l'on arrivait enfin à se mesurer avec elle, tous ces maux seraient oubliés ! Mais rien ; l'escadre anglaise demeurerait invisible et le calme de la mer se faisait de plus en plus désespérant. La Bour-

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale (Indes), C² 81.

— *Archives de la Marine* : B⁴ 59.

IMPRIMÉ. — *Journal d'Anandarangapoullé*.

donnais, étendu dans sa cabine, tremblant de fièvre, se désolait de voir le temps, si précieux, se consumer dans l'inaction. Le 10, il écrit à Dupleix : « Si nous
« nous opiniâtrons à les aller chercher (les vaisseaux
« anglais qui croisent au large), comme ils marchent
« mieux que nous, nous n'aurons que l'avantage de
« leur faire quitter une croisière pour en prendre une
« autre ; le temps se passera ; le mois d'octobre
« viendra, et nous ne pourrons plus rien entreprendre.
« Le parti ne laisse pas d'être embarrassant ¹. » Et La Bourdonnais soumet à Dupleix ses réflexions. On pourrait jusqu'au 25 continuer à chercher l'escadre anglaise ou bien tenter « la grande affaire », le siège de Madras. Mais, dans la situation actuelle, l'entreprise ne laisse pas de comporter des risques très sérieux ; l'escadre anglaise peut être renforcée des secours lui venant d'Europe, « s'ils sont de conséquence cela pourrait nous mener à tout, ou nous réduire à rien ». Ne pourrait-on pas sonder l'escadre anglaise en organisant une diversion sur le petit comptoir de Goudelour dont on parviendrait à s'emparer rapidement avec quatre mortiers ? Si l'escadre anglaise vient à son secours, on pourra enfin la défier en bataille rangée. Si elle ne vient pas c'est qu'elle se jugera décidément trop faible. Et cela permettra d'attaquer Madras avec la certitude de réussite qu'on a indiquée, en France, à La Bourdonnais, comme devant être une des directives de ses décisions.

1. Archives des Colonies. Correspondance générale de l'Inde C² 81.

En conséquence de toutes ces réflexions l'amiral va encore s'entêter, pendant 12 à 16 jours, à chercher les Anglais. Il tâchera de passer à Trinquebar et à Négapatam ; là il dira qu'il va à la baie de Trinquemalé, puis il rebrousse chemin, tout à coup, sur le fort Saint-David. Y laissant son escadre, il viendra s'entendre avec Dupleix des derniers préparatifs contre Madras.

Dupleix lui répond, le 12¹, qu'il ne partage pas son point de vue sur Goudelour. La réplique des Anglais, en cas de bombardement de ce comptoir, ne sera pas l'envoi de leur flotte, mais une intervention diplomatique auprès du nabab d'Arcate, afin qu'il prenne fait et cause pour eux. Or, le concours, ou seulement la neutralité du nabab, est chose d'importance ; il faudra, si on prend Goudelour, acheter les bonnes dispositions du nabab à prix d'argent, et il se fera payer très cher. « L'entreprise de Madras, ajoute-t-il, « est absolument la seule qui puisse nous indemniser, « nous mettre à même d'apaiser le nabab et faire un « honneur infini à la nation dans l'Inde. » Pour apaiser le nabab (il ne le dit pas dans sa lettre, mais ce qui se passera dans la suite l'expliquera), il lui représentera que si les Français assiègent Madras, ce n'est que dans le but de lui remettre la ville après s'en être emparée, promesse qu'il n'a d'ailleurs jamais eu l'intention de tenir. A part lui, il doit se dire que c'est de la diplomatie indoue, son ami Chandaçahib n'agit jamais autrement.

1. Archives des Colonies, *loc. cit.*

Au reste, cette idée de diversion sur Goudelour l'impatiente visiblement et cette impatience perce dans les termes mêmes qu'il emploie : « Je suis mortifié de ne pouvoir me ranger de votre sentiment *« et de vous voir disposé à laisser subsister l'escadre anglaise dans son entier ; et d'abandonner votre projet sur Madras pour un objet qui ne mérite ni votre attention ni la mienne, et dont les suites se-
ront à charge et fâcheuses pour nous. »*

Si La Bourdonnais était « disposé à laisser subsister l'escadre anglaise dans son entier », c'est bien parce qu'avec les vaisseaux qu'il avait il ne pouvait jamais arriver à la joindre ; quant au projet sur Madras, il ne l'abandonnait en aucune façon, il cherchait seulement à l'entourer du plus de garanties de bonne réussite possibles.

Dupleix s'énervé, on le sent pour la première fois, et cet-énervement ne va faire que croître avec le temps. Il faut aller à Trinquemalé, dit-il à La Bourdonnais, il y a là des vaisseaux anglais en réparation qu'il faut détruire. Quant aux forces d'Europe, il n'y croit pas. Si l'on attaque Madras il ne pense pas que les vaisseaux anglais y viennent ; ils iront d'abord débarquer leurs malades et faire leurs préparatifs à Goudelour, lui, Dupleix, le saura et il aura le temps de prévenir La Bourdonnais. Cela, c'est une supposition ; Dupleix ne prévoit pas le cas où les Anglais, malgré ses prévisions, auraient reçu des renforts et se porteraient rapidement, par un coup d'audace, après tout possible, au secours de Madras.

Mais il y a dans la lettre de Dupleix des réflexions

contre l'entreprise de Goudelour, qui paraissent avoir convaincu La Bourdonnais, il n'en parlera plus désormais. Il s'occupe activement à rechercher la flotte anglaise.

Le 13 août, il arrive à Karikal, mais il ne peut débarquer pour s'entretenir avec l'agent de la Compagnie, Le Riche, tant son mal a empiré ; il ne peut plus se tenir sur ses jambes ; il est contraint de rester constamment étendu. Mais si son corps est épuisé, sa tête travaille toujours, il continue à recevoir les renseignements que l'on glane, de ci, de là, bien mieux, il combine des plans de campagne.

Le vaisseau de Peyton, apprend-il, est hors de service ; c'est Lord Nortesk qui commande les vaisseaux encore en état de tenir la mer. Peut-être arrivera-t-on à les joindre un jour ou l'autre ; il fixe au 20 août la limite de ses recherches.

Tandis que l'escadre est en rade, arrivent, à bord de l'*Achille*, deux Cingalais venant de Trinquemalé. Sur la carte, que Dupleix a donné à La Bourdonnais lorsqu'il quitta Pondichéry, ils expliquent où se trouvent les vaisseaux anglais au radoub. Ils sont au fond de la baie, dans une anse d'où il est impossible de les apercevoir du large ; un pilote hollandais les a mis là à l'abri ; on ne peut les atteindre qu'en se touant, en passant entre deux forts qui défendent la baie. Un seul vaisseau embossé dans ce défilé, peut en interdire l'accès. Dans ces conditions, avec le peu de temps qui reste, faut-il tenter une action contre Trinquemalé ? La Bourdonnais réunit autour de son lit de la Porte-Barré, de Fontbrune, de Ros-

taing et Deforges-Boucher ; ils sont d'avis de ne pas pousser jusque-là, il vaut mieux revenir vers Madras.

Pendant qu'ils est encore à Karikal, La Bourdonnais a une minute de joie : Tout à coup apparaissent à l'horizon trois navires ; enfin ce sont les trois vaisseaux de Lord Nortesk. L'amiral donne l'ordre d'appareiller, aussitôt que le vent le permettra, pour se lancer à leur poursuite. Hélas ! la joie de tous est de courte durée : les trois vaisseaux sont hollandais, ils se dirigent vers Négapatam.

Mais si ces navires ne sont pas Anglais, du moins ils vont donner aux Français des renseignements sur la flotte ennemie. Un certain sieur Dumont, qui est subrecargue sur l'un d'eux, écrit à La Bourdonnais et les nouvelles qu'il lui donne infirment complètement ce que l'on a dit jusque-là à l'amiral. L'escadre anglaise est forte de six vaisseaux, elle se trouve environ à 60 lieues de Négapatam, elle a visité les navires hollandais et leur a dit que le grand nombre des vaisseaux français les empêche seul de les attaquer, mais que d'ici peu ils attendent quatre bâtiments de renfort et qu'alors ils reprendront l'offensive.

Sur ce, Paradis arrive à Karikal, envoyé secrètement par Dupleix pour prendre langue avec La Bourdonnais. Il est parti, le 12, de Pondichéry, en grand mystère, et, afin de faire croire qu'il ignore son absence, Dupleix prend soin de le faire demander après son départ comme s'il le croyait encore dans la ville. Malgré ces précautions, son voyage n'a pas passé inaperçu ; le 13, l'alarme est déjà donné à Goudelour et à Dévanampatnam.

Donc, le 14 août, Paradis rejoint La Bourdonnais qui lui expose la situation et lui fait part de ses projets. Puis, l'amiral écrit à Dupleix ce qu'il vient de dire à son confident auquel il remet la lettre¹. Il y expose ce qu'il va entreprendre avec une lucidité et une précision surprenantes pour un homme épuisé comme il l'est par la maladie. Il n'est plus douteux que l'escadre anglaise est maintenant au complet. « Nous n'avons plus que deux partis à prendre, celui de les aller chercher, ou celui de les forcer à venir nous trouver eux-mêmes. Si nous allons les chercher, il est sûr qu'ils nous éviteront ; il est encore aussi sûr qu'ils marcheront mieux que nous ; par conséquent nous n'aurons pas le plaisir de les rencontrer, mais le chagrin de les voir nous échapper, et le temps passe. » Il est donc plus utile d'attaquer Madras et d'en avoir fini avec la place avant que l'escadre anglaise n'ait le temps d'accourir. « S'ils ont avis que nous allons les chercher, il est à croire qu'il pousseront le plus au sud qu'ils pourront. Présentement ils sont à soixante lieues de Négapatam ; tablons là-dessus. On ne se mettra en campagne, pour leur donner avis que nous redonnons à la côte que le jour que nous mouillons à Pondichéry ; il faut trois jours pour arriver à Négapatam.

« Mettez que le courrier trouve une embarcation toute prête, elle ne peut joindre les Anglais qu'en quatre ou cinq jours, il leur en faut pour arriver

1. Archives des Colonies, *loc. cit.*

« à Madras deux ou trois ; cela fait bien au moins
« dix à douze jours écoulés, que je compte employer
« comme il suit.

« En arrivant à Pondichéry, je n'y dois être que
« trois heures au plus pour embarquer les Cipayes ;
« en deux jours je serai rendu, un jour pour des-
« cendre, un à reconnaître, faire mes batteries de
« mortiers, et me préparer à l'assaut. La nuit du
« 3 au 4, ou du 4 au 5, j'attaque ; je suppose que
« tout ne se fasse pas dans le même jour, le lende-
« main tout sera fini, ou nous devons nous rembar-
« quer, c'est-à-dire, que sept à huit jours après notre
« arrivée à Pondichéry tout sera fait, ou il n'y aura
« plus rien à faire. Ainsi après y avoir pensé et de
« l'avis de ces Messieurs (ses officiers) je m'arrête
« à ce dernier parti. Je parts, le 16 d'ici, j'irai mouiller
« à Négapatam, j'y resterai le 17, le 18 je pousse au
« large, et la nuit du 18 au 19 je rabats à la côte et,
« le 19, je suis chez vous ou le 20 au plus tard ; je
« mouillerais et attendrais tout ce que vous jugerez
« à propos de m'envoyer. » Après avoir embarqué
les dernières provisions et accessoires parmi lesquels
cinq ou six palenquins, dont un pour lui, « qui ne
peut plus se porter », il partira pour Madras.

Paradis lui a demandé si on ne pourrait pas re-
mettre l'expédition à janvier. « Si vous voyiez ma
« situation, écrit La Bourdonnais, et la façon dont
« je suis diminué, vous conviendriez que je fais au-
« dessus des forces humaines. » D'ailleurs il faut que
tout soit fini pour le 15 octobre, date à laquelle il
faut qu'il revienne ; « ce sont mes ordres et j'ai cent

cinquante raisons pour les suivre. » Il ne précise pas, mais il pense aux îles sœurs qu'il a dépouillées de toute l'élite de leur jeunesse, dont il a employé tous les approvisionnements au ravitaillement de son escadre et qui, délaissées, vont mourir de cet abandon qui se prolonge ; il pense aussi à ce que pourra dire la Compagnie, s'il ne lui rapporte pas les cargaisons qu'on lui a donné l'ordre de ramener en France en dédommagement des frais qu'elle a fait aux Indes. Et puis tout à coup, en écrivant, La Bourdonnais a une vague intuition que Dupleix peut penser qu'il a peur et il ajoute : « Si les ennemis me « cherchent, ils me trouveront, mais il faut porter « des retours à la Compagnie... Je souhaite, ajoute- « t-il amèrement, que ceux qui viendront après moi « fassent mieux, ils peuvent être plus heureux ; « mais pour se donner plus de peine, je leur en « défie. »

Paradis, porteur de cette lettre, était de retour, le 17 août, à Pondichéry, à 6 heures du matin. Immédiatement il se rend chez Dupleix. Après cette première conversation, le gouverneur convoque M. d'Auteuil, vraisemblablement pour l'avertir qu'il va le mettre à la tête de la cavalerie qui va être employée dans l'expédition contre Madras. Puis il donne l'ordre de faire préparer les chevaux à embarquer. L'après-midi se passe à visiter tous les navires se trouvant dans le port ; durant toute la nuit suivante les pêcheurs réquisitionnés embarquent des pièces de toile pour les tentes et différents matériaux de guerre.

Le 18 au matin, on distribue des munitions à 380 cipayes et, le 19, à minuit, l'embarquement des hommes et des munitions recommence ¹.

Pendant ce temps, La Bourdonnais mettant à exécution ses projets, quitte Karikal, le 16, et arrive devant le comptoir hollandais de Négapatam, le 17. Sans saluer, les neuf vaisseaux de l'escadre entrent dans la rade et vont jeter l'ancre à portée de pistolet chacun d'un navire hollandais. Le gouverneur du comptoir, extrêmement inquiet, se demandait si la guerre n'était pas déclarée entre la France et la Hollande, lorsqu'une barque portant un officier de l'escadre française arrive à quai. Il dissipe les premières craintes des Hollandais en leur expliquant que les vaisseaux français étaient entrés dans le port sans saluer ne pouvant supporter l'attitude des Hollandais qui rendaient deux coups de moins aux navires qui les saluaient. La Bourdonnais exigeait le respect dû au pavillon du roi de France.

Le gouverneur hollandais, se sentant le plus faible, se confondit en protestations d'amitié et envoya immédiatement les deux premiers conseillers de Négapatam porter ses compliments au chef de l'escadre française. Par leur organe, il pria La Bourdonnais de lui faire l'honneur d'accepter à dîner le lendemain avec les officiers de son escadre qu'il voudrait amener avec lui. Sur l'assurance que les honneurs convenables à sa situation seraient rendus, La Bourdonnais accepta et, le lendemain, il descendait

1. Anandarangapoullé.

à terre accompagné de MM. de Fonthrume, de Ros-
taing et Desforges-Boucher. Seul, un effort d'énergie
lui put faire supporter les fatigues de cette visite,
car nous savons par ses lettres l'état dans lequel il
se trouvait à Karikal ; mais il était le chef de l'es-
cadre, le représentant du roi et de la France en face
des Hollandais, il n'avait pas le droit, ce jour-là,
d'être malade.

Lorsqu'il fut en présence du gouverneur hollan-
dais, La Bourdonnais lui reprocha avec chaleur la
protection qu'il accordait aux Anglais au préjudice
de la France, les Hollandais ayant donné asile à
l'escadre anglaise après la bataille de Négapatam et
lui ayant laissé la possibilité de se réparer. De ce
fait elle continuait à parcourir les mers et à mettre
les intérêts français en danger dans la péninsule.
Le roi de France serait informé de cette attitude dé-
loyale d'une nation neutre. Et ce n'est pas un cas
isolé ; à Batavia, leur conduite odieuse a favorisé la
capture de nos vaisseaux de Chine et les équipages
de ces navires ont été traités avec la dernière cruauté.

Devant ces véhéments reproches, les Hollandais
se répandaient en malédictions contre le gouverneur
de Batavia, le baron de Dimhof ; il devrait, renchéris-
saient-ils, payer de sa tête de tels actes. Eux, à Négap-
atam, n'avaient pas fait la même chose ; sans doute
l'escadre anglaise avait trouvé asile dans la baie de
Trinquemalé, mais cette baie n'était pas du ressort
du gouvernement de Négapatam ; ils doutaient
d'ailleurs que les Hollandais de Trinquemalé eussent
favorisé quoique ce soit de leur seule initiative : ce

qu'ils avaient fourni l'avait été certainement sous la menace de la force. Ils étaient tout à fait disposés à nous procurer, comme aux Anglais, de l'eau, du bois et « des rafraîchissements ».

Mais une question que leur posa La Bourdonnais ne dut pas être de leur goût. Comment se faisait-il qu'il trouvait dans le port de Négapatam deux vaisseaux français, le *Charles* et le *More*, dont l'un avait été pris par les forbans, l'autre par les Anglais, alors que dans leurs traités avec la Compagnie française des Indes, ils s'étaient engagés à ne pas acheter de prises françaises ? Le gouverneur fut bien heureux de se tirer de ce mauvais pas en donnant à La Bourdonnais deux obligations, l'une de 10.000 pagodes à l'étoile ¹, l'autre de 10.000 roupies ², en nantissement de la valeur des deux navires en attendant que les gouvernements français et hollandais aient statué sur leur sort.

Toutes ces questions réglées, on allait se mettre à table quand on vint prévenir La Bourdonnais que l'on avait aperçu six voiles au large. Enfin c'est l'escadre anglaise tant désirée. La Bourdonnais prend congé du gouverneur hollandais, laissant là le repas auquel on n'a pas encore touché et regagne en toute hâte son bord suivi de ses officiers.

Sur l'escadre règne une effervescence joyeuse ; le commandant est accueilli par des acclamations et les cris mille fois répétés de « Vive le Roi ! » On arbore en

1. Environ 90.000 livres.

2. 25.000 livres.

toute hâte le pavillon hollandais pour attirer la flotte ennemie¹ ; puis chacun attend. L'escadre anglaise avance lentement ; à bord de nos vaisseaux un silence profond a succédé à l'enthousiasme de tout à l'heure. Enfin nous les tenons. Tout à coup, arrivée à une portée suffisante pour reconnaître en détail les vaisseaux à l'ancre, la flotte anglaise fait brusquement demi-tour et s'enfuit à pleines voiles.

A cette vue, l'escadre française appareille à toute vitesse et se lance à la poursuite de son ennemie. L'Achille, seul bon marcheur, ne tarde pas à prendre la tête des poursuivants puis à les distancer de beaucoup. Alors les vaisseaux anglais font demi-tour et marchent à sa rencontre. Cela n'est pas pour l'effrayer, à Négapatam, il a déjà tenu tête, tout seul, aux feux convergents de l'escadre anglaise, il peut bien recommencer et les occuper jusqu'à ce que le reste des vaisseaux français soit sur les lieux du combat.

Les Anglais ont la même pensée ; ils inspectent attentivement le bâtiment de La Bourdonnais, puis ils virent de bord et recommencent à fuir. La nuit seule interrompt cette poursuite acharnée. Le 19 elle recommence, mais nos vaisseaux ne peuvent atteindre les Anglais qui, vers le milieu de l'après-midi, disparaissent tout-à-fait.

Espérant que, peut-être, ils y retourneraient, La Bourdonnais revint à Négapatam ; il attendit, le 21,

1. Ce procédé, formellement prohibé à l'époque actuelle, était alors courant et considéré comme une simple ruse de guerre.

et, comme il était sur le point de partir, le 22 au matin un vaisseau hollandais venant de la pointe de Calmier lui apprit qu'il avait rencontré, le 19, à 9 heures du soir, sept vaisseaux de guerre se dirigeant vers l'île Ceylan. C'était sans nul doute l'escadre anglaise.

Dès lors, la côte de Coromandel était libre momentanément ; on pouvait tenter l'affaire de Madras. Après avoir appareillé ostensiblement, comme pour se diriger vers Ceylan, une fois la nuit venue, La Bourdonnais fit brusquement faire demi-tour à son escadre et la dirigea sur Pondichéry, où il mouillait le 23 au soir.

L'*Achille* salua la ville de quinze coups de canons, puis La Bourdonnais, enveloppé dans une robe de chambre, la tête couverte d'un bonnet, se fit conduire à terre. Depuis huit jours son état avait empiré et les accès de fièvre étaient devenus de plus en plus forts ¹. Il monta en palanquin et se rendit immédiatement chez Dupleix. Celui-ci, aussitôt prévenu de l'arrivée de l'escadre, avait fait placer un peu partout des sentinelles pour empêcher l'accès du port et l'approche de sa maison. Sur son ordre, les portes de Pondichéry étaient fermées et toutes les lettres qui arrivaient, saisies.

Cependant le palanquin de La Bourdonnais attei-

1. L'effort fait par La Bourdonnais l'a tellement épuisé qu'il ne peut même plus écrire ; le 19 il griffonne quatre ou cinq lignes à Dupleix : « Mon incommodité qui continue toujours ne me permet pas de vous détailler les nouvelles... » C'est de Rostaing qui écrit à sa place à Dupleix.

gnait la maison de Dupleix. Soutenu par deux personnes, le commandant de l'escadre en descendit. Dupleix accourant à sa rencontre, l'embrassa et le fit entrer chez lui. Là, en présence de Paradis, La Bourdonnais raconta les événements des derniers jours puis, remontant en palanquin, il se rendit au logement qu'il avait occupé lors de son premier séjour à Pondichéry, chez M. Desjardins que son amitié pour La Bourdonnais fera plus tard emprisonner. C'est là que quelques minutes après le chirurgien de la ville, Cairefour, et celui de l'*Achille* vinrent le voir et le saigner.

Il convient ici d'ouvrir une parenthèse nécessaire pour élucider un point de détail.

Dans les pièces justificatives publiées par Dupleix contre La Bourdonnais, se trouve une lettre de Dupleix à La Bourdonnais, datée du 29 août 1746 (ce qui d'ailleurs est une faute d'impression, il faut lire 19 août 1746)¹, et qui ne se trouve pas dans les pièces justificatives de La Bourdonnais. « Le lecteur attentif en verra la raison », dit une note insérée au moment de la publication du volume.

Cette lettre, dont Paradis aurait été porteur, aurait dû parvenir à La Bourdonnais entre le 19 et le 23 août, vraisemblablement le 21. Dupleix y incite La Bourdonnais à ne pas partir, le 15 octobre, pour les îles

1. Cette lettre est au registre 81 de la Correspondance générale de l'Inde (Archives du Ministère des Colonies), mais cela ne lui donne pas une allure plus authentique car toutes les lettres de ce registre sont des copies faites sur les ordres de Dupleix lui-même et paraphées par lui.

et à rester trois mois de plus. Cette lettre, publiée pour les besoins de la cause, paraît assez suspecte. Elle n'est pas d'ailleurs, contre La Bourdonnais, bien importante ; elle a plutôt été publiée pour faire sentir toute la justesse que pouvaient contenir les conseils de Dupleix et combien il aurait été heureux pour la France que La Bourdonnais les eut suivis.

On y trouve un passage qui ne laisse pas d'être bizarre. Après avoir parlé de la mauvaise santé de La Bourdonnais, Dupleix écrit à la fin de sa lettre : « Je fais courir le bruit que vous êtes malade (il ne
« dit que la vérité) et fais en même temps entrevoir
« la crainte que j'ai que votre maladie ne vous oblige
« de ramener l'escadre ici ; (c'est encore la vérité,
« La Bourdonnais le lui a écrit le 14 août), il convient
« de continuer cette feinte (?) et pour mieux faire
« donner dans le panneau (?), il est à propos que vous
« débarquiez enveloppé d'une robe de chambre, et
« la tête d'un bonnet de nuit à la brame et comme
« incognito dans un palenquin couvert afin que le
« bruit s'en répande mieux » (c'est exactement ce
que le témoin oculaire Anandarangapoullé raconte dans son journal avoir vu à l'arrivée de La Bourdonnais) « vous vous ferez conduire chez moi dans
« cet équipage où nous ferons tout ce qu'il conviendra
« pour convaincre les curieux et les donneurs de
« nouvelles. »

Qu'est-ce que c'est que cette comédie ? où La Bourdonnais est malade ou il ne l'est pas ; or toute la correspondance antérieure du commandant de l'escadre est pleine de phrases où il met Dupleix au cou-

rant de son déplorable état de santé. Le commandant de l'artillerie, le capitaine de Rostaing, qui est à bord de l'*Achille* avec La Bourdonnais, note dans son journal que l'amiral, qui est malade de puis longtemps, va plus mal depuis huit jours, donc avant qu'il n'ait reçu les prétendus conseils de Dupleix. Il y a deux mois que La Bourdonnais a le scorbut (ses dents tombent), les fièvres et la dysenterie, et qu'il ne peut pas se soigner, il est évident qu'il est gravement atteint. Et alors, que signifie « cette feinte » et « le panneau » dans lequel on veut faire tomber les curieux et les donneurs de nouvelles ? »

Ce passage ne laisse-t-il pas supposer que la lettre où il se trouve a été composée, après coup, dans le but de faire passer La Bourdonnais pour un fantoche, se prêtant aux comédies organisées par Dupleix, et qui n'est malade que par feinte. Quant plus tard La Bourdonnais dira qu'il est trop malade pour reprendre la mer, on pourra penser qu'il ne fait que continuer la comédie et qu'il exagère son état parce qu'il ne veut pas attaquer Madras.

Et d'ailleurs sans tenir compte de ce passage incompréhensible, si l'on suppose la lettre comme ayant bien été écrite le 19 août 1746 et ayant joint La Bourdonnais, le 21 environ, il est possible de ne pas la trouver convainquante eu égard aux raisons que donne Dupleix à son collègue pour prolonger de trois mois son séjour dans l'Inde.

Si la flotte française quitte les Indes au milieu d'octobre, l'escadre anglaise est libre après son départ de faire beaucoup de mal aux comptoirs français.

Pour empêcher cela, Dupleix demande à La Bourdonnais de fractionner son escadre ; d'envoyer deux vaisseaux avec des cargaisons à l'Île de France où ils apporteront des nouvelles des Indes et quelques provisions et d'où ils repartiront pour la France. Le reste de l'escadre pourra aller hiverner à Achem d'où La Bourdonnais enverra deux vaisseaux croiser vers Malacca, afin de capturer les navires anglais revenant de Chine.

Cela est parfait sur le papier mais en fait, couper en deux la flotte française c'est l'affaiblir considérablement, alors que la flotte anglaise va être augmentée de quatre vaisseaux d'après les renseignements recueillis par La Bourdonnais.

En outre, avec le plan de Dupleix, il faut supposer que la flotte anglaise ne défendra pas ses vaisseaux de Chine. La présence de l'escadre française ne restant pas ignorée, les Anglais se protégeront contre elle, à moins que suffisamment fort ils ne l'attaquent et ne la détruisent. Enfin, reculer de trois mois son retour pour l'Europe n'empêchera pas, qu'après son départ retardé, la flotte anglaise ne soit libre d'entreprendre ce qui lui plaira contre les comptoirs français. Et grâce à ce retard qui ne changera pas grand chose dans les Indes, les Îles de France et de Bourbon se trouveront dans le plus grand péril puisque, pendant l'absence de La Bourdonnais, il n'y a pas de gouverneur qui s'occupe sérieusement de leur venir en aide. Il ne peut pas prévoir que, le 8 octobre 1746, David, gouverneur du Sénégal, viendra le remplacer aux Îles.

La voix elle-même de ce successeur de La Bourdonnais confirme les craintes que pouvait avoir le commandant de l'escadre sur le sort des îles, s'il tardait à y revenir. « Je trouvai cette île (l'île de France) pour ainsi dire déserte, et dans un état « pourvu absolu de tout ; M. de La Bourdonnais en « était parti pour son expédition de Madras, ayant « emmené avec lui toute la garnison, les meilleurs « habitants en état de porter les armes, les ouvriers « noirs et les négres au service de la Compagnie ¹. » Connaissant cette situation, La Bourdonnais ne pouvait pas s'éterniser dans les Indes. Le mal que la publication de cette lettre devait faire à la cause de La Bourdonnais se réduit donc à néant.

La Bourdonnais dit dans ses mémoires que, dans la conversation qu'il eut avec Dupleix, le jour de son arrivée, il lui proposa de tenter le siège de Madras par terre, mais qu'à la réflexion ils convinrent tous deux des grosses difficultés qu'il y aurait à procéder de la sorte. Quoiqu'il en soit, le 26 août 1746, trois jours après son arrivée à Pondichéry, La Bourdonnais écrivit à Dupleix une très importante missive ². Depuis sa nouvelle rencontre avec la flotte anglaise, il a longuement réfléchi sur l'entreprise que Dupleix et lui projettent. Ce siège de Madras, qu'il va tenter,

1. Mémoire de Pierre David sur le Sénégal et les îles orientales de l'Afrique publié par Pierre Margry dans : *Relations et mémoires inédits pour servir à l'histoire de la France dans les pays d'outre-mer* tirés des archives du Ministère de la Marine et des Colonies, Paris. 1867.

2. Archives des Colonies, *loc. cit.*

il va l'entreprendre de sa seule autorité : sans doute le ministre ne le lui a pas défendu, mais il lui a demandé de ne rien entreprendre sans avoir la certitude du succès. Or dans l'état où se trouve l'escadre anglaise on ne peut pas dire que l'affaire de Madras doive certainement réussir ; renforcée, cette escadre peut venir prendre à revers la flotte française pendant que La Bourdonnais sera à terre complètement occupé par la direction du siège de la place. « Voilà
« le pis, et ce pis réduit à rien l'Inde, les Iles et la
« Compagnie. N'aura-t-on pas droit alors de nous de-
« mander : qui vous a ordonné, messieurs, d'entre-
« prendre cette affaire ? » Évidemment on a déjà fait bien des frais pour cette expédition.

« Je ne vois pas sans chagrin tant de préparatifs
« devenir inutiles, si la crainte de voir perdre les vais-
« seaux de la Compagnie (surtout dans l'espoir où
« je suis de les lui conduire tous en Europe, et dans un
« temps où elle a un besoin extrême de ses fonds),
« m'empêche de mettre cet avantage au hasard ;
« d'un autre côté subsiste encore l'envie de la dé-
« dommager de ses pertes, dirais-je plus, l'ambition
« de me signaler qui m'a fait entreprendre ce voyage,
« personne ne doute que pour en venir où j'en suis
« il m'en coûte des peines inexprimables ; quoi qu'il
« doive arriver, on ne me verra jamais sacrifier le
« vrai bien à ma réputation. »

Dans les phrases de cette lettre on reconnaît bien l'homme qui, en 1741, alors qu'il a sous la main une flotte prête pour combattre les Anglais, ne sait pas désobéir à l'ordre inintelligent que la Compagnie lui

envoie, et l'expédie en France. La responsabilité de l'entreprise contre Madras est lourde ; les risques sont véritables, dans ces conditions, La Bourdonnais ne doit-il pas s'entourer du maximum de précautions ? Il prend déjà cette grave résolution de concert avec le gouverneur général des établissements des Indes ; afin de bien prouver à la Compagnie qu'il n'agit pas à la légère, il prie Duplex de donner lecture de sa lettre et de demander au conseil supérieur de Pondichéry, représentant, à côté du gouverneur, les intérêts français dans l'Inde, de lui donner également son avis sur l'opportunité qu'il y a à attaquer Madras : « ... ainsi après une mûre délibération dans laquelle vous aurez résolu qu'il est « avantageux à la Compagnie de marcher à Madras ; « je suis prêt, et la maladie qui m'affaiblit depuis un « mois n'est pas capable de m'arrêter, tant que je « pourrai suffir, mais cette affaire est trop délicate « pour me charger seul de l'événement ; c'est bien « assez que je fasse tout ce qui dépendra de moi pour « l'amener à sa fin. J'attends donc, monsieur, une « délibération du Conseil supérieur qui dise qu'il est « important pour l'honneur du pavillon et les « intérêts de la Compagnie, de faire le siège de cette « place, sans laquelle je ne partirai pas, et serai content d'envoyer croiser mes vaisseaux où je le « croirai nécessaire. Je préfère la réputation d'homme « sage sans timidité à toute autre. » Que l'on se rappelle l'hostilité avec laquelle la Compagnie a toujours regardé ses projets de conquête sur les Anglais et l'on ne pourra vraiment pas blâmer La Bourdonnais

d'avoir pris ses précautions vis-à-vis de cette Compagnie dont il a tant eu à souffrir.

Cette lettre est un grand coup pour Dupleix. Comment, cette expédition si longtemps caressée, qui va donner par la chute de Madras la prépondérance incontestée à Pondichéry et qui, si l'on rase la ville, procurera un surplus de population active par les marchands malabars qui viendront s'installer à Pondichéry pour faire du commerce, ce siège de Madras sera abandonné alors que les profits que l'on tirerait du sac de la ville seraient énormes ! une telle chose ne doit pas se produire. Le moyen à employer pour décider La Bourdonnais à partir est bien simple ; le conseil de Pondichéry n'a qu'à lui déclarer que son avis est de faire l'expédition. Mais alors le conseil de Pondichéry, et Dupleix avec lui engage sa responsabilité en tant que conseiller. Il se faut bien garder de prendre position, de sorte qu'en cas d'échec La Bourdonnais seul sera responsable de l'entreprise.

Dupleix réunit le conseil sur l'heure et, le même jour, les conseillers envoient leur réponse à La Bourdonnais. Le ton est sec et insolent ; chaque mot semble calculé pour pousser à bout un homme violent comme La Bourdonnais, on y sent percer le sarcasme cinglant du style de Dupleix. « Nous avons vu par les « lettres que vous avez écrites, les 14 et 19, à M. le « Commandant général, que vous persistiez toujours « dans le dessein que vous avez médité depuis si « longtemps, et pour lequel il a tenu tout prêt, sans « lui parler des objections que vous jugez à propos

« de faire aujourd'hui ; cependant l'escadre anglaise
« subsistait alors aussi bien qu'à présent, et vous
« paraissiez vous en embarrasser peu : depuis vous
« l'avez rencontrée, elle vous a fait voir sa faiblesse
« par sa fuite ; elle est donc encore moins à redouter,
« et les secours que vous prévoyez devoir lui venir
« sont presque aussi douteux qu'il est certain qu'ils
« ne peuvent être considérables. »

La Bourdonnais a demandé un avis, on lui donne une leçon. Ces conseillers, que Dupleix manœuvre évidemment, portent des jugements à distance sur des choses qu'ils n'ont pas vues et dont l'exposé détaillé, que nous en avons fait, dispense de réfuter les termes. Et lorsque ces messieurs du Conseil supérieur de Pondichéry ont terminé leur réprimande au commandant suprême de l'escadre de la mer des Indes, alors qu'ils vont être obligés de répondre, par oui ou par non, à la question de La Bourdonnais, ils émettent gravement une pétition de principe et déclarent sur un ton cassant : « Nous voyons qu'il n'y
« a que deux moyens de la tirer (l'escadre anglaise)
« de sa croisière et la forcer à laisser le passage libre
« (pour les vaisseaux qui pourraient venir d'Europe)
« l'un est le coup d'état que vous avez choisi et
« médité depuis si longtemps et qui peut servir d'in-
« demnité ; l'autre est d'aller avec votre escadre
« joindre celle de l'ennemi, et la forcer de s'écarter
« du passage fâcheux qu'elle a si bien choisi. » Après cette prudente réponse on décoche un nouveau trait à La Bourdonnais. « Nous croyons même pouvoir
« dire qu'il serait fâcheux, honteux même pour la

« nation, d'abandonner ces deux moyens », et l'on termine en assurant au commandant de l'escadre que le conseiller de l'Ile de France, Bonneau, et l'ingénieur Desforgés-Boucher étaient présents à la délibération.

Le résultat ne se fait pas attendre, La Bourdonnais s'indigne et prend à témoin plusieurs personnes de la façon dont le Conseil lui répond. Le lendemain matin, Duplex couronne son œuvre en faisant envoyer, par le Conseil, une sommation à La Bourdonnais commençant par ces mots : « Le conseil assemblé, M. le gouverneur aurait dit que sa situation et celle du Conseil se trouvaient des plus fâcheuses par les discours qu'il plaît à M. de La Bourdonnais de répandre dans le public, en disant à qui veut l'entendre, et faisant lecture de sa lettre du 26 courant, qu'il est prêt à marcher, et que le Conseil l'arrête, ne voulant pas lui dire positivement ce qu'il doit faire... » Puis le Conseil déclare que sa lettre permettait à La Bourdonnais de comprendre à demi-mots quelle était son intime pensée, s'il n'a pas compris c'est qu'il n'a pas voulu. « Le Conseil ne s'aperçoit que trop du piège (*sic*) qu'on veut lui tendre, il sent à merveille les risques qu'il court ; cependant, suivant toujours les maximes du zèle qui l'a toujours animé, et ne voulant point, dans une occasion importante, donner la moindre prise sur lui, il a cru convenable de délibérer, de faire sommer M. La Bourdonnais de la part du roi et de la Compagnie, de choisir l'un des deux partis qui lui sont présentés par notre lettre du 26 courant, les seuls que nous trouvons faisables et convenables aux cir-

« constances présentes, à la gloire du roi, à l'honneur
« de la Nation, aux intérêts de la Compagnie, à la
« force de l'escadre, secondée des secours d'ici, et à
« la faiblesse de nos ennemis par terre et par mer,
« faute par lui de choisir celui du choix duquel on le
« laisse le maître ; de répondre en son propre et privé
« non de tout ce qui pourra arriver par la suite, et des
« dépenses immenses que son projet sans exécution
« sur Madras, depuis si longtemps médité et conduit
« au moment de l'exécution, a occasionnées à la Com-
« pagnie. Et si la maladie l'empêche d'agir par lui-
« même, comme il n'y a pas de temps à perdre, et
« que les moments sont précieux, nous jugeons M. de
« La Porte-Barré, dont la capacité et la prudence
« sont connues, très capable d'exécuter celui des
« partis qu'il choisira. » Ce matin-là, les deux com-
pagnons de La Bourdonnais n'étaient plus présents
dans la salle des délibérations, ils n'auraient peut-être
pas signé.

Le texte arrêté, MM. d'Epremesnil, Barthelemy et Bruyère furent dépêchés auprès de La Bourdonnais pour lui faire cette sommation.

La réponse ne se fit pas attendre : La Bourdonnais, stupéfié de cette mise en demeure insolente, répliqua :
« Je n'ai consulté le Conseil supérieur de Pondichéry
« que sur l'affaire de Madras, il dépendait de lui
« d'opiner décisivement pour ou contre ; quant à la
« destination de mon escadre, ce n'est point à lui
« à en prendre connaissance. Je sais ce que je dois
« faire, mes ordres sont donnés pour qu'elle sorte ce
« soir de Pondichéry. »

Aussitôt qu'il eut reçu la réponse de La Bourdonnais à la sommation du Conseil, Dupleix riposta le jour même par un billet dans lequel il informait le commandant de l'escadre, qu'il avait donné l'ordre de faire débarquer les Cipayes préparés en vue du siège de Madras. En outre il l'invitait à lui rendre les troupes qu'il lui avait prêtées et qui se trouvaient à bord des vaisseaux de l'escadre. La Bourdonnais lui répondit, toujours dans la même journée, que les deux cent quarante malades de son escadre qui sont à terre, font un vide que compensent les renforts de Pondichéry. Ils sont indispensables, la flotte prenant la mer. La Bourdonnais l'envoie, en effet, « balayer la rade de Madras », ce qui est un bon moyen pour attirer la flotte anglaise. Pour lui, il ne peut vraiment pas partir dans l'état où il est : « Quand je n'aurais
« pas d'autres raisons pour justifier ma conduite, ma
« maladie dont vous voyez le progrès en est une
« bien suffisante, pour m'empêcher de faire une
« entreprise où tout dépend de ma présence et de
« mon activité ; on n'a jamais demandé l'impossible
« aux hommes ». Dupleix ne veut rien entendre, il lui faut ses troupes dont on ne sait pas, d'ailleurs, exactement le nombre, car, dans la correspondance échangée à ce propos, les chiffres changent à chaque lettre. Dupleix ne cache plus son mécontentement, le style est bien différent de celui des lettres précédentes. La Bourdonnais le sent bien, il essaye d'adoucir un peu ces tiraillements constants. « Au nom de la
« Nation, monsieur, ne nous aigrissons point ; tort
« ou raison, tirons de nos forces ce que nous en pou-

« vous tirer. Pour n'être point d'accord sur un point, « faut-il nous contredire en tout ? quand ce ne « serait que pour la bienséance, paraissions unis ¹. »

Enfin, il cède ², les troupes débarquent et l'escadre lève l'ancre sous le commandement de M. de La Porte-Barré. La façon dont elle va se comporter vengera l'affront fait à La Bourdonnais par le Conseil considérant, de la Porte-Barré, comme tout à fait capable de prendre sa place.

1. Toutes ces lettres se trouvent comme les précédentes copiées dans le registre 81 de la Correspondance générale de l'Inde (C²). Archives des Colonies.

2. « Il faut se prêter autant que je le fais », écrit-il dans cette lettre d'acceptation, « pour résister en moins d'un jour à quinze « heures de fièvre, donner des ordres à toute une escadre, répondre à trois lettres comme les vôtres, à une sommation, « et, pour comble, sacrifier au bien de l'État le mouvement vif « que doit produire la façon dont on traite avec moi. »

CHAPITRE XIII

LA BOURDONNAIS PART POUR MADRAS SIÈGE ET PRISE DE LA VILLE.

Pendant la semaine durant laquelle l'escadre est absente de Pondichéry, La Bourdonnais ne quitte pas Oulgaret où Dupleix va le voir presque chaque jour. Ces entrevues ne doivent pas être estrêmement cordiales, à en juger par les lettres écrites à la même époque. « J'ai reçu hier, au soir, la lettre polie que « vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, constate « Dupleix, le 29 ; je vous prie d'être persuadé de « mon attention à vous donner des marques certaines « de la parfaite considération que je conserve pour « vous. » Cette considération n'a pas l'air bien sincère. On parle à Pondichéry d'une discussion entre Dupleix et La Bourdonnais avant le départ de celui-ci pour Oulgaret. Les deux gouverneurs se seraient injuriés, en plein conseil, allant jusqu'à se tutoyer¹. Qu'y a-t-il de vrai dans cet on-dit ? naturellement

1. Journal d'Anandarangapoullé.

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale (Indes) C² 81.

— *Archives de la Marine* : B⁴ 59.

IMPRIMÉ. — *Journal d'Anandarangapoullé*.

ni La Bourdonnais, ni Dupleix, n'en soufflent mot. Il n'en reste pas moins acquis qu'on jase beaucoup, à Pondichéry, sur l'un et sur l'autre : nous verrons sous peu que Dupleix est fort curieux de savoir ce qu'on pense de lui.

Pétit à petit, par bribes, arrivent des nouvelles de l'escadre ; elle ne sont pas excellentes. De la Porte-Barré a voulu s'emparer d'un vaisseau mouillé dans la rade de Madras, mais le feu des forts l'empêchant d'approcher, il a donné à la flotte l'ordre de faire demi-tour. Apprenant cela, Dupleix lève les yeux au ciel et se mord les lèvres de rage ¹. Le lendemain, on sait que, sur la route du retour, l'escadre a fait deux prises et cela console un peu les optimistes. Le 4 septembre, la flotte arrive, et ces différents bruits sont confirmés. Les deux petits vaisseaux capturés représentent, à eux deux, avec leur cargaison, deux cent mille roupies, selon de Rostaing, deux cent mille livres, selon La Bourdonnais. M. de la Porte-Barré ne cherche pas, d'ailleurs, à tirer grand avantage de ces prises, il avoue à La Bourdonnais qu'elles ont été capturées « parce qu'elles l'ont bien voulu ». L'amiral est loin d'être satisfait de la façon dont ses ordres ont été exécutés, quant à Dupleix, il reçoit, ce 4 septembre, une lettre d'un certain Maduranayagam, chargé, par Mme Barneval (fille cadette de Mme Dupleix et mariée à un commerçant établi à Madras) d'informer le gouverneur de l'effet produit, à Madras, par l'apparition et la fuite de l'escadre

1. Journal d'Anandarangapoullé.

française. Ceux qui tremblaient, il y a quelques jours, en apprenant les préparatifs contre la ville, se moquent maintenant bien haut des Français : ils n'ont pas voulu attaquer, parce qu'il y avait un navire anglais en rade ; à lui tout seul il a fait peur à huit vaisseaux français. Ces Français, en dehors du bruit qu'ils font en paroles, ne sont guère prompts à l'action, ils ne se battraient même pas pendant un çaman (3 heures). Heureusement qu'ils sont partis, sans cela on leur aurait pris leurs navires.

A ces nouvelles, Duplex se répand en injures contre La Bourdonnais. C'est lui qui est responsable de cette malheureuse expédition. « Ce petit grand homme, cet homme faux ! il a laissé tous les frais de l'expédition sur ma tête, dit-il à son courtier Anandaran-gapoullé, il m'a ruiné. Quand il est venu, il n'avait que l'habit de bure qu'il portait et pas autre chose¹. Tu l'as bien vu, quand il est venu comme un pauvre... Il avait été mandé en France pour les injustices qu'il avait faites à Mascareigne, et on allait lui mettre la corde au cou, mais il a sauvé sa vie en donnant beaucoup d'argent à M. de Fulvy », et comme l'Indou, suivant son habitude, opine et renchérit : « Tu ne sais pas ce qui se passe en France, reprend-il, ce que j'ai fait et ce qu'a fait M. de La Bourdonnais. Cela n'est rien. Mais comme ce n'est pas connu des gens qui sont dans cette ville, ni des grands musulmans du dehors,

1. Cela s'entend de l'arrivée de La Bourdonnais aux Indes vingt ans plus tôt.

« il faut que tu fasses connaître aux uns et aux autres, qu'il n'y a pas de ma faute, si l'idée d'attaquer Madras est abandonnée. »

« Il n'est pas besoin de le proclamer, répond imperturbablement le courtier ; au jour de l'arrivée des vaisseaux, la bravoure que vous aviez montrée, votre projet de prendre Madras et la certitude que vous y réussiriez, avaient répandu votre gloire à Arcate, au Maïssour, au nord de Combaconam, jusqu'à Golconde ; et tous la célèbrent par leurs chants. »

« Qui m'a fait ainsi chanter ? demande Dupleix. — On vous chante spontanément, répond Anandarangapoullé. — Chante-t-on ces chants dans cette ville ? — Tout le monde les chante », assure l'autre. Et Dupleix de sourire. Il faudrait citer tout entier ce long passage de ce journal découvert, cent ans après la mort de La Bourdonnais, dans la maison habitée, à l'époque que nous étudions, par le courtier de la Compagnie des Indes. Cela entraînerait trop loin. Extrayons pourtant encore quelques phrases particulièrement suggestives et utiles pour bien saisir le caractère de Dupleix.

« ... On ne peut refuser à M. de La Bourdonnais, dit Anandarangapoullé, de lui donner une délibération en conseil ¹. — Je lui ai dit, répond Dupleix, qu'on lui donnerait une délibération du Conseil. Alors il a dit qu'il était malade et qu'il irait, quand il serait rétabli. Je lui ai dit : « Si tu es malade, il

1. C'est bien ce que demandait La Bourdonnais.

« faut envoyer quelqu'un de convenable à ta place. »
« Il m'a répondu : « Si je n'y vais moi-même, c'est
« impossible. » Mais je n'ai pas renoncé à mon pro-
« jet et je prendrai Madras d'une manière quel-
« conque. » — « Si vous ne le faites, s'écrie l'Indou,
« cela empêchera votre gloire de s'étendre jusqu'à
« Delhi ! — C'est vrai ce que tu dis là. Tu devrais
« faire répandre chez les Tamaiks et parmi les Mu-
« sulmans, adroitement, le bruit de ma résolution, de
« mon courage, et de l'opposition que m'a faite
« quelques jours M. de La Bourdonnais... Parce que
« les Ministres n'ont pas envoyé ce La Bourdonnais
« avec ordre de suivre mes avis, ce chien de La
« Bourdonnais a fait cette plaisanterie (envoyer
« l'escadre « balayer » le port de Madras) pour nous
« faire baisser la tête. On pourrait prendre Madras
« en une demi-heure. »

Le même jour, Dupleix recevait une lettre de La Bourdonnais. Quoique faible, le commandant de l'escadre se trouve en mesure de reprendre la mer ¹.
« Mais si j'ai trouvé des empêchements, le 25 du
« mois passé, ils subsistent encore, excepté celui de
« ma maladie. Avant donc de rien entreprendre,
« répondez-moi, Monsieur, je vous prie, en chef de
« Nation et en bon Français, aux questions et de-

1. Depuis le 1^{er} septembre son état s'était considérablement amélioré. Il écrivait ce jour-là à Dupleix : « Il est 4 heures du
« jour, la fièvre ne m'a point encore prise et je n'en sens pas
« même les approches, ce qui m'est d'un bon augure et me fait
« espérer qu'elle pourra fort bien me quitter. » (Archives des
Colonies. Correspondance générale, C² 81.

« mandes que je vais vous faire. » Il aborde ensuite cinq points :

1^o Dupleix croit-il qu'il soit préférable d'attaquer Madras de suite, ou considère-t-il l'affaire comme ayant une importance telle qu'il faille immobiliser trois mois de plus l'escadre aux Indes jusqu'en janvier.

2^o Aussitôt après le départ de l'escadre, il faut que Dupleix répare la *Renommée* et les deux prises anglaises ; les charge de riz, d'huile, beurre, etc., et les tienne prêts à partir pour les Iles. Si La Bourdonnais avait le malheur de perdre ses vaisseaux, il faut qu'il puisse s'embarquer immédiatement pour aller porter secours à ses Iles.

3^o Combien Dupleix peut-il charger de vaisseaux pour l'Europe ?

4^o Il faudrait des agrès pour ces navires.

5^o Quelles conditions Dupleix pense-t-il qu'il faille imposer aux Anglais de Madras s'ils veulent éviter à prix d'argent un bombardement.

« Pour répondre aux articles de la lettre que vous
« m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 4 au courant,
« réplique Dupleix, le 6, j'aurai celui de vous dire
« que j'ignore si les Français de l'Inde vous seront
« obligés de l'attaque de Madras ; je ne vois pas quel
« intérêt ils peuvent y avoir en particulier ; tout ce
« que je sais, c'est qu'il est fort naturel à la Nation
« en général de souhaiter l'abaissement de son ennemi
« et que la prise de Madras est un moyen d'y par-
« venir. » Si La Bourdonnais veut savoir s'il doit ou
non rester jusqu'en janvier, il n'a qu'à se reporter à

la lettre que Dupleix lui a écrite le 19 août : « Je
« sais, ajoute-t-il, que le Ministre vous laisse entière-
« ment le maître de vos opérations, et qu'il me
« charge simplement de vous seconder de tout ce qui
« dépendra de moi. »

Il s'occupe des autres questions accessoires. Quant au rachat à prix d'argent de Madras, il pense qu'on devrait réclamer la restitution de différents vaisseaux pris (le *Favori*, le *Pondichéry*, etc.) et un million de pagodes pour couvrir les frais de l'armement de l'escadre française ; on y ferait ajouter la promesse de ne plus commettre aucune hostilité en deça du cap de Bonne-Espérance. Cependant, maître de la ville, La Bourdonnais en pourrait tirer beaucoup plus.

Ainsi, après cette correspondance, les difficultés des derniers temps semblent peu à peu s'aplanir. Enfin l'on se dispose à attaquer Madras, à mettre à exécution ce projet mûri depuis plus de cinq ans.

Mais entre les deux gouverneurs les bons rapports sont définitivement rompus. Ils se sont blessés l'un l'autre profondément. La Bourdonnais est violent, il l'a fait voir, mais somme toute il est dans son droit de se montrer froissé par la guerre à coups d'épingles que lui fait Dupleix et qui se poursuit même après ces lettres du 4 et du 6 septembre. Le 7, Dupleix dit à Anandarangapoullé : « M. de La Bourdonnais t'a
« demandé le cheval que tu as ; ne lui donne pas à
« bas prix », et l'Indou de répondre, ce qui le tranquillise : « Monsieur, c'est un cheval du pays ; per-
« sonne ne l'achèterait pour quatre cents roupies ;
« je le lui ai donné pour six cents. »

Avant de se mettre en route, La Bourdonnais prit la précaution d'écrire au contrôleur Orry une lettre dans laquelle il lui exposait succinctement les faits qui venaient de se passer entre Dupleix, le Conseil et lui, et l'envoi de la flotte en croisière sous M. de la Porte-Barré. On regarde sa conduite comme trop circonspecte, il en fait juge le Ministre : « J'ai l'honneur de vous écrire avant de partir, explique-t-il, afin que vous ne m'accusiez pas d'étourderie. »

Le 11 septembre 1746, les renforts de Pondichéry (cipayes de Mahé, pions de la Compagnie, soldats de la garnison), ayant été embarqués, La Bourdonnais alla faire ses adieux à Dupleix. La visite dura deux heures, puis le gouverneur de Pondichéry accompagna le chef de l'escadre jusqu'à sa chelingue, tandis que, suivant le cérémonial ordinaire, les canons du fort tiraient des salves de vingt et un coups. La Bourdonnais emmenait avec lui M. d'Eprenesnil, gendre de Dupleix, que celui-ci, sur la demande de l'amiral, avait adjoint au sieur Bonneau à titre de commissaire chargé des comptes après la prise de Madras. Paradis était du voyage ; ne connaissait-il pas à fond « le local » ? c'était l'homme qui avait été envoyé au début de 1741 pour reconnaître les fortifications de la ville en vue d'un siège futur. Cet Alsacien ¹, qui paraît avoir été le confident de Dupleix, jouait auprès du gouverneur de Pondichéry un rôle d'homme de guerre. Ancien commandant à Karikal, il se fera glorieusement tuer au siège de Pondichéry. En ce

1. Il naquit à Landau (cf. Martineau, *Dupleix*).

moment, comme d'Epremesnil, il est l'agent de Dupleix placé à côté de La Bourdonnais et qui tiendra fidèlement au courant son chef de l'attitude du Malouin pendant l'expédition. Partent aussi, M. d'Auteuil et un certain nombre d'officiers formant les cadres des troupes de Pondichéry, des Cipayes et des Topas. Afin que les Anglais ne sachent pas trop rapidement le départ de l'escadre, Dupleix avait fait, ce jour-là, défendre à quiconque de sortir de la ville.

Le lendemain, 12 septembre, à la tombée de la nuit, l'escadre, composée de neuf vaisseaux et de deux galiottes à bombes, annonçait, par un unique coup de canon, qu'elle levait l'ancre.

Le *Saint-Louis* et le *Brillant* prirent la tête ; ils devaient dépasser Madras, afin de couper la route à toutes les petites embarcations qui tenteraient de fuir. Le *Neptune* et le *Bourbon*, eux, entreraient droit dans la rade. Le reste de l'escadre suivait avec les troupes de débarquement. Le 4, on était arrivé à quatre lieues de Madras. Dans l'après-midi, La Bourdonnais fit mettre à terre 400 soldats et 600 hommes de couleur (Cipayes, pions et Cafres), avec deux petites pièces de campagne. Ces mille hommes suivirent, toute la nuit, la côte, pendant que les vaisseaux réglaient leur marche sur la leur, de telle façon que, le lendemain matin, ils se trouvèrent à Saint-Thomé, à une lieue de Madras, en posture de protéger le débarquement de tout le reste du corps expéditionnaire. Mais l'ennemi ne bougea pas et, tandis que l'escadre tirait, la mise à terre se fit sans encombre dans cinquante chelingues que leur fond plat rendait

seules praticables pour cette côte d'un abord très difficile. L'heureux résultat du débarquement était déjà un sérieux avantage, car La Bourdonnais avait craint beaucoup qu'une défense des Anglais ne jetât la panique parmi les conducteurs de chelingues, d'une poltronnerie proverbiale. L'opération terminée, il y avait à terre, 1.100 Européens, 400 Cipayes et 400 Cafres. Sur les vaisseaux restaient 17 à 1.800 hommes. Sans tarder, des patrouilles furent envoyées pour battre les environs. La Bourdonnais fit camper ses troupes dans un petit village proche de Saint-Thomé, auprès d'une pagode ; il plaça des postes avancés, puis employa la nuit à faire décharger tous les approvisionnements et accessoires nécessaires. Le 16, à la pointe du jour, il envoya l'ingénieur Desforges-Boucher et le capitaine de Rostaing, reconnaître la place avec un détachement de soutien, le premier pour se rendre compte des travaux de sape possibles, le second afin de rechercher les emplacements les plus avantageux pour les batteries de bombardement.

Madras, la rivale de Pondichéry, le principal comptoir des Anglais sur la côte du Coromandel, était divisée en deux parties très nettes : la ville blanche et la ville noire.

La ville blanche entourait le fort Saint-Georges ; elle contenait l'église des Capucins, le prêche des Anglais, le gouvernement, les magasins de la Compagnie et les maisons des Européens. A droite de la ville blanche, en se plaçant dans la position que pouvaient occuper les vaisseaux français en face de la

côte, s'étendait un vaste trapèze, d'une superficie double de celle qu'occupait la ville blanche : la grouillante ville noire, exclusivement habitée par les gens de couleur, « les Malabars », et par les juifs arméniens.

La ville blanche était protégée, du côté de la terre, par un double réseau de défenses, naturelles. C'était d'abord un lac qui se déversait, par un long prolongement formant rivière, dans la rivière de Montaron ; celle-ci coulait perpendiculairement à la côte jusqu'au point où la ville blanche touchait à la ville noire. En cet endroit, elle formait un coude et longeait la ville blanche prenant une direction parallèle à la mer, puis venait se jeter dans l'Océan Indien, à gauche de la ville blanche, toujours en regardant la ville du large.

Le long de la côte, de l'autre côté de l'embouchure de la rivière de Montaron s'étendait une plaine de sable d'accès probablement difficile et cette plaine allait rejoindre l'extrémité du lac. De cette façon la ville blanche était défendue, en première, ligne par le banc de sable, le lac et son prolongement, et par la portion, perpendiculaire à la mer, de la rivière de Montaron entourant une vaste plaine, appelée plaine de gazon, où se trouvaient la poudrière et l'hôpital ; puis, en arrière de la plaine de gazon, par la rivière de Montaron qui, ayant obliqué, longeait ses fortifications. Ajoutons, pour compléter l'aspect des lieux, que le long de la rivière de Montaron, en arrière de la ville noire, se trouvait la maison de plaisance du gouverneur et un petit faubourg. Enfin, disséminées

dans la campagne, en arrière du lac et de son déversoir, s'élevaient les maisons de campagne des principaux habitants de Madras.

La population totale de la ville et des faubourgs s'élevait à 100.000 âmes, le fort Saint-Georges était défendu par 600 soldats. Madras avait le grave défaut de n'avoir pas de port naturel, la côte sans aucune anse, garnie de hauts brisants, était très dangereuse pour les vaisseaux obligés de rester au large sous peine d'être détruits au moindre coup de vent.

Ayant parcouru tous les environs de la ville, les deux officiers se rendirent compte qu'il ne serait pas nécessaire d'ouvrir la tranchée devant la place ; les maisons du faubourg voisin de la maison du gouverneur, cette maison elle-même et le jardin de la compagnie y attendant présentaient des abris suffisants pour les assiégeants. Mais avant même de s'organiser à cet endroit, de Rostaing pensa qu'il serait d'un effet moral excellent de placer, sans tarder et le plus près possible de la ville blanche, une première batterie de quatre gros mortiers. La Bourdonnais l'approuva pleinement et la batterie fut immédiatement installée sur la lisière du banc de sable au bord de la mer. Pendant ce temps une batterie de petits mortiers était organisée à l'abri de la maison de campagne du gouverneur et d'une autre maison attenante, à environ 400 toises à l'ouest de la ville. C'était une très ingénieuse idée, car cette batterie couvrait la ville de bombes sans que les Anglais osassent riposter de peur d'endommager la maison du gouverneur. M. Morse hésitait devant

le sacrifice, pour le plus grand bien des artilleurs embusqués chez lui. Quant au faubourg voisin du jardin de la Compagnie, les troupes le livrèrent au pillage, malgré les efforts de leurs officiers. Ce sac présentait, en effet, un sérieux danger pour le corps d'investissement, à cause de la grande quantité de vin contenu dans les caves de ces maisons. Une sortie des assiégés, alors que les pillards se trouvaient au plus fort de leurs excès, eut été un véritable succès. On craignit une ruse de la part des Anglais, qui avaient laissé tout ce faubourg intact alors qu'ils avaient pris soin de brûler deux autres groupes de maisons en dehors des murs. Heureusement il n'en fut rien et l'ennemi se garda bien de sortir.

Le 15 au soir, avant que tous ces préparatifs ne fussent commencés, La Bourdonnais vit arriver à son camp un Anglais, Barneval, le mari de la fille de Mme Dupleix. Il venait demander, de la part du gouverneur, la permission de faire sortir les femmes de la ville. La Bourdonnais ne lui donna cette autorisation que pour son épouse et celle du gouverneur. Elles refusèrent, d'ailleurs, de partir, ce dont La Bourdonnais ne fut pas fâché.

Le 16, pendant qu'on organisait les batteries, l'amiral fit transporter son camp du voisinage de la pagode jusqu'aux environs du jardin de la Compagnie, en arrière du déversoir du lac. Le lendemain, des soldats indous à la solde des Anglais commencèrent à tirailler contre le nouveau camp, mais on leur donna si vigoureusement la chasse qu'au lieu de se replier sur la ville, ils s'enfuirent dans la campagne, dans la

direction opposée. A la tombée de la nuit, La Bourdonnais alla reconnaître, le plus près possible, la ville noire, dont les fortifications étaient très rudimentaires. Les Anglais paraissaient l'avoir abandonnée ; à peine aperçut-on quelques tirailleurs dispersés. Le chef de l'expédition pensa qu'il serait peut-être possible de tenter une attaque brusquée de ce côté.

Le 18, dès l'aurore, toutes les batteries de terre commencèrent le bombardement, tandis que le *Phénix*, l'*Achille* et le *Bourbon*, à l'ancre en face de la ville, ouvraient le feu de leur côté, lorsque la nuit fut venue. Les autres vaisseaux, sous les ordres de La Porte-Barré, restaient au large du point de débarquement et, à l'aide des chelingues, fournissaient les munitions et approvisionnements nécessaires aux troupes de terre et entretenaient constamment la liaison entre les différentes parties de l'armée.

Malgré la chaleur torride, les opérations se déroulaient d'une façon très satisfaisante, lorsque, dans la nuit du 18 au 19 septembre, La Bourdonnais reçut une lettre de Dupleix qui le laissa fort perplexe : « L'on
« vient de m'avertir, écrivait Dupleix, que l'on voyait
« quatre vaisseaux. J'ai monté sur la terrasse et n'en
« ai aperçu que deux : sans doute que les autres sont
« plus loin. J'en ai donné avis par mer, au commandant de votre escadre. Je vous marquerai dans deux
« ou trois heures ce que font ces vaisseaux. » Serait-ce déjà l'escadre anglaise venant au secours de Madras ? Cela compliquerait les choses d'étrange façon.

L'information est importante puisque Dupleix lui-même a vu les navires.

Le 19, au matin, seconde lettre de Dupleix ; elle n'est plus aussi affirmative que la première. On a bien vu un navire se dirigeant vers Goudelour, les autres ne paraissent plus. N'empêche que tout cela est fort vague ; Dupleix, à la vérité, ne sait rien de positif ; mais, si malgré tout l'escadre anglaise était en route ? Peyton ne restera certainement pas dans l'inaction lorsqu'il sera informé que la flotte française assiège « le Londresin dien ». Dans le doute, il faut mener les opérations le plus vigoureusement possible.

La Bourdonnais donna des ordres en conséquence et le bombardement fit rage ; pour le corser encore il prescrivit d'installer six nouvelles pièces de 18 livres pour battre un bastion qui séparait la ville noire de la ville blanche et bientôt ces nouveaux canons augmentèrent la vivacité du feu.

Après une journée de ce traitement, arrivait au camp de La Bourdonnais une lettre de M^{me} Barneval, la belle-fille de Dupleix : Francisco Perreiro, mande-t-elle, a fait savoir au gouverneur de Madras qu'un accommodement serait possible avec M. de La Bourdonnais, s'il pouvait pénétrer à Madras¹ ;

1. Ce Francisco Perreiro dont il est question dans la lettre, avait été le médecin du nabab d'Arcate, Chandaçahib. En 1740, il avait sacrifié toute sa fortune pour venir en aide à son maître vaincu par les Marattes. C'était aussi un ami de la France, c'est lui qui commandait les troupes du nabab qui s'emparèrent de Karikal, en 1740. Une fois la ville prise, il était venu l'offrir

était-il exact que M. de La Bourdonnais avait autorisé Francisco Perreiro à engager des pourparlers avec M. Morse ? C'était un moyen détourné d'entrer en matière. Mais c'était une occasion que La Bourdonnais, dans son ignorance de la position véritable de la flotte anglaise, s'empessa de saisir. Il répondit à M^{me} Barneval que Perreiro n'avait été autorisé à faire aucune démarche, mais que, si le gouverneur voulait entrer en pourparlers, il pouvait envoyer des députés au camp français.

Le 20 au matin, La Bourdonnais ayant fait cesser le feu, de six heures à huit heures, pour permettre aux envoyés du gouverneur de venir jusqu'à son camp, deux députés MM. Monson et Hally-Burton, conseillers de Madras, se présentèrent aux avant-postes et furent conduits devant le commandant en chef.

Dès leurs premiers mots, ils s'étonnèrent que les Français eussent attaqué leur ville, alors qu'elle se trouvait sur les terres du Grand Mogol. La Bourdonnais s'empessa de leur répondre que c'était eux et non pas lui qui avaient commencé les hostilités par la capture du *Favori* et la destruction du *Pondichéry* ; et comme ils cherchaient à en reporter la responsabilité uniquement sur la flotte anglaise, le commandant en chef ajouta que ce n'est, en effet, qu'à défaut de l'escadre de Sa Majesté britannique qu'il s'était résolu à les attaquer.

à Dumas. Très connu à Pondichéry où il s'était réfugié après s'être ruiné à secourir son maître, il habitait alors une maison de campagne aux portes de Madras.

Devant ces réponses nettes, les députés anglais changèrent de ton et demandèrent combien il faudrait verser pour que La Bourdonnais se retirât de devant la ville. « Je ne vends point l'honneur, messieurs, s'écria le Malouin ; le pavillon de mon roi sera arboré sur Madras, ou je mourrai aux pieds de ses murs. »

A ces mots, les députés se révoltèrent ; ils étaient venus pour traiter à prix d'argent du départ des Français ; puisque La Bourdonnais ne le voulait pas, ils sauraient se défendre jusqu'à la dernière extrémité ; s'il fallait capituler, il serait moins honteux de le faire lorsqu'ils en seraient contraints par la force, que sans presque s'être défendu. Ceci n'était pas sans danger pour La Bourdonnais, cette résistance désespérée pouvait se prolonger et le temps travaillait pour les assiégés.

Craignant, en se montrant trop exigeant, de réveiller les énergies de la ville, il dit aux deux Anglais : « Messieurs, vous rendrez votre ville et tout ce qu'elle renferme ; je vous promets sur mon honneur, de vous la remettre moyennant une rançon ; fiez-vous à ma parole. Quant à ce qui concerne l'intérêt, vous me trouverez toujours raisonnable. — Mais qu'appellez-vous raisonnable ? retorquèrent les députés. » Alors, tandis que l'interprète Schonamille¹ traduisait ses paroles, La Bourdonnais, saisissant le chapeau de l'un d'eux, expliqua sa pensée : « Supposons que ce chapeau vaille six rou-

1. Gendre de Dupleix, officier de la garnison de Pondichéry.

« pies, vous m'en donnerez trois à quatre, et ainsi
« du reste. »

Mais les députés voulaient visiblement gagner du temps ; ils exigèrent que tous les articles du rachat et le prix fussent réglés avant l'entrée des Français dans la ville. Le temps d'établir tout cela suffirait à l'escadre anglaise pour apparaître ou encore, au nabab d'Arcate, pour arriver au secours de la ville avec quinze ou vingt mille hommes. Cet espoir des assiégés était si peu vain, qu'à ce moment-là, le nabab s'apprêtait effectivement à intervenir et rédigeait une lettre comminatoire à Dupleix. Souscrire à cette prétention eut été particulièrement dange-reux, La Bourdonnais le vit bien et, coupant court à toute discussion, il assura les députés qu'ils avaient à choisir entre la remise de la ville contre rançon ou « les plus affreuses extrémités ». « Nous nous « défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre « sang », répondirent les Anglais.

La Bourdonnais, avant de les congédier, écrivit au gouverneur Morse une lettre qu'il remit aux députés.

Cette pièce mérite d'être citée tout entière.

A Monsieur le gouverneur de Madras.

Du camp français devant Madras, le 20 sep-
tembre 1746.

MONSIEUR,

« Le roi, mon maître, m'a obligé de quitter mes
« gouvernements, et de venir dans l'Inde assurer le
« commerce de ses sujets, faire respecter son pavil-

« lon par ses amis, et surtout faire observer le droit
« des gens par ses ennemis.

« Votre escadre l'a violé en plusieurs occasions.
« J'ai fait mon possible pour la combattre : sa mar-
« che l'a sauvée d'une juste vengeance. Ne pouvant
« l'avoir de ce côté, je me suis déterminé à venir
« assiéger Madras. Si jusqu'ici je ne vous ai pas
« pressé de céder à la force, c'est que je sais que le
« galant homme attend toujours le dernier mo-
« ment. Mais présentement que je suis aux portes
« de votre ville, qu'il n'y a plus qu'une faible mu-
« raille qui nous sépare, et que je suis logé au pied,
« comme vous, je vous exhorte à considérer que vous
« devez être content de votre défense. Une plus
« longue résistance deviendrait obstination et serait
« contre toutes règles de guerre, puisque nous som-
« mes dix contre un, que nous n'avons rien à perdre
« et tout à gagner, que, si vous me contraignez à
« vous emporter de vive force, vos vies, celles de
« vos femmes, de vos enfants et vos biens, tout sera
« à la disposition d'une soldatesque qui, outre
« toujours les droits de la guerre. D'ailleurs vous
« savez que j'ai dans mes troupes des Cipayes, gens
« pillards, des Cafres féroces et cruels ; ils se croient
« tout permis dans une ville prise d'assaut. Je ne
« pourrai les arrêter.

« Épargnez-moi donc, Monsieur, l'horreur d'un
« pareil spectacle, qui me touche d'autant plus, que,
« quelque chose que j'aie faite, il m'a été impossible
« d'empêcher vos maisons du dehors d'être pillées,
« même à outrance.

« Rendez-vous donc, monsieur, à la nécessité,
« sinon je vous charge seul, devant Dieu et les
« hommes, des horreurs que je prévois. Au con-
« traire, si vous écoutez la raison, il n'y a rien que
« je ne fasse pour vous prouver la considération avec
« laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : « MAHÉ DE LA BOURDONNAIS. »

Jusqu'au retour des députés le feu avait cessé sur toute la ligne, La Bourdonnais en profita pour avancer jusqu'au pied des murs de la ville noire, afin d'en apprécier la hauteur. Car il était décidé, si Morse ne répondait pas, à jouer le tout pour le tout et à tenter d'enlever la ville noire d'assaut. Les échelles furent coupées à la hauteur des murs de la ville, une batterie de brèche de quatre pièces de 18 livres fut préparée, tous les ordres donnés pour l'attaque qui devait se faire dans la nuit du 21 au 22.

Les volontaires ne manquèrent pas parmi les équipages de l'escadre pour revendiquer l'honneur de monter les premiers à l'assaut. Puis La Bourdonnais informa Dupleix de ce qui venait de se passer.

Vers six heures du soir, Francisco Perreiro arriva au camp français venant de Madras. Le gouverneur l'avait chargé de demander à La Bourdonnais de prolonger la trêve pendant toute la nuit, rien n'ayant encore été décidé. Perreiro avait pris sur lui de l'assurer que cette grâce serait accordée. La Bourdonnais le tança d'importance et le renvoya à Madras porteur d'une lettre très nette :

« Le sieur Perreiro vous a mal à propos assuré que

« je ne tirerais point cette nuit. Ce n'est ni mon
« dessein, ni mon métier ; et j'aurais déjà commencé
« sans la crainte que ce malentendu ne fût funeste
« à quelques dames. Je cesserai demain matin, de-
« puis six heures jusqu'à huit, pour donner le temps
« à vos députés de venir me trouver ; mais je vous
« avertis que s'ils n'apportent pas une parole déci-
« sive, je n'écouterai plus aucuns pourparlers. Votre
« fortune et la mienne décideront du sort de Madras. »

A huit heures du soir, le feu reprenait formidable, les batteries de terre et des vaisseaux faisaient rage ; 600 bombes et 1.200 coups de mitrailles s'abattirent sur la ville.

Ce jour-là, La Bourdonnais avait reçu de Dupleix la nouvelle de l'arrivée à Mahéde l'escadre de M. d'Ordelin, composée du *Centaure* (72 canons, 600 hommes), du *Brillant* et du *Mars* (chacun de 40 canons et 360 hommes). Ces trois vaisseaux avaient encore à parcourir 300 lieues pour arriver à Pondichéry. Peut-être allaient-ils se heurter à l'escadre anglaise ? Tout cela incitait de plus en plus La Bourdonnais à en finir promptement avec la ville.

Pendant ce temps, sous le déluge de mitraille qui couvrait Madras, les Anglais se résignaient à se rendre. C'était pour eux une humiliation cuisante que de s'avouer vaincus à ces Français dont ils avaient depuis deux ans supprimé tout le commerce dans l'Inde. On avait été d'abord si sûr de l'impunité à Madras que les préparatifs mêmes qui se faisaient à Pondichéry n'avaient pas décidé le gouverneur à prendre la moindre précaution. Les officiers de la

garnison avaient beau s'inquiéter, prévenir Morse que les munitions manqueraient, en cas d'attaque, que beaucoup de cartouches étaient moisies, on se moquait de leur terreur. A leurs représentations on avait répondu par un punch à la santé des Français, qui jamais n'oseraient attaquer la ville, protégée par le héros du jour, le célèbre Peyton. Les Français une fois débarqués, il avait fallu changer d'attitude. On supplia les officiers de sauver la ville, maintenant qu'il était trop tard. L'espoir même de voir arriver la flotte anglaise s'évanouit lorsque le gouverneur reçut un billet du vice-amiral, qui croisait à sept lieues de là (combien les craintes de La Bourdonnais étaient fondées), mais qui, ayant déjà fait connaissance à Négapatam avec l'artillerie de La Bourdonnais, se contentait d'assurer Morse de ses meilleurs vœux¹.

Il fallut donc se décider ; le 21 septembre, à 7 heures du matin, les députés arrivèrent au camp français disposés à accepter les conditions imposées par La Bourdonnais. Celui-ci rapporte dans ses mémoires qu'il convoqua ses officiers en conseil de guerre et leur soumit la question de savoir s'il avait les pouvoirs nécessaires pour traiter². Sur réponse affirma-

1. Journal du capitaine de Rostaing.

2. De Rostaing, dans ses mémoires, ne fait aucune allusion à ce conseil de guerre alors qu'il parle d'un autre conseil de guerre tenu quinze jours plus tard. De toutes façons, si La Bourdonnais a demandé à ses principaux officiers s'il avait le pouvoir pour traiter, il ne leur souffla pas mot des conditions de la capitulation et cela fut une grave imprudence au regard des faits postérieurs.

tive, on se mit en devoir de rédiger les articles de la capitulation. Hally-Burton porta ce projet au gouverneur qui fit remarquer que le Conseil et lui ne pouvaient pas être prisonniers de guerre, afin de pouvoir signer valablement le futur traité de rançon. La Bourdonnais stipula que, au moment où ce traité de rançon serait signé, il aurait préalablement donné la liberté au gouverneur et au conseil de Madras. Sur cette assurance la gouverneur signa.

La pièce intitulée « capitulation du fort Saint-Georges et de la ville de Madras », stipulait :

1^o Que le fort et la ville avec leurs dépendances seront remis, le 21 septembre, à deux heures après-midi, à Mahé de La Bourdonnais, gouverneur des Iles de France et de Bourbon, et commandant les troupes françaises ;

2^o que toute la garnison et tous les Anglais en général se trouvant dans la ville seront prisonniers de guerre. Les conseillers, employés de la Compagnie et officiers des troupes seront libres sur parole d'aller et de venir même en Europe mais ne pourront plus porter les armes contre la France avant d'avoir été régulièrement échangés contre des prisonniers français ;

3^o que, pour faciliter le rachat de la ville, le gouverneur et son conseil cesseront d'être prisonniers, au moment où ils entreront en négociation : vingt-quatre heures avant la première conférence, Mahé de La Bourdonnais leur en donnera acte authentique ;

4^o que le rachat sera réglé à l'amiable entre La Bourdonnais et le gouverneur Morse ou ses députés,

qui s'engagent à livrer de bonne foi aux Français :
« tous les effets, marchandises reçues des marchands
« ou à recevoir, livres de comptes ; les magasins, les
« arsenaux, vaisseaux, provisions de guerre et de
« bouche et tous les biens appartenant à la Compagnie
« des Indes d'Angleterre, sans qu'il leur soit permis
« de rien réserver ». Seront ajoutés à cela « les matières
« d'or et d'argent, marchandises, meubles et autres
« effets quelconques renfermés dans la ville, le fort
« et les faubourgs, à quelques personnes qu'ils ap-
« partiennent, sans en rien excepter, ainsi qu'il est
« du droit de la guerre. »

5^o La garnison sera retenue prisonnière au fort Saint-David, et « si par rachat, on rend la ville de Madras », les Anglais pourront la reprendre pour défendre la ville contre les gens du pays. On échangeera contre eux des prisonniers français. A leur défaut, les premiers Français faits prisonniers dans la suite par les Anglais, seront libres jusqu'à concurrence du nombre des soldats anglais de Madras.

6^o Les matelots seront envoyés à Goudelour et on les échangeera contre les matelots français. Le surplus pourra repartir sur les vaisseaux d'Angleterre, mais s'engagera à ne pas prendre les armes contre la France jusqu'à ce qu'il ait été échangé contre des prisonniers français soit en Europe soit aux Indes.

A cela était ajouté que la déclaration des mines et contre-mines devrait être faite à La Bourdonnais.

En rapportant la capitulation signée, raconte La Bourdonnais, les députés lui demandèrent à nouveau sa parole d'honneur qu'il rendrait la ville contre

rançon. « Je vous la donne, répondit le vainqueur, et « vous pouvez compter qu'elle est inviolable. » Sur cette nouvelle assurance, les députés anglais remirent entre les mains du commandant en chef la capitulation, oubliant, dans leur trouble, qu'elle n'avait pas été faite en double et que seuls les Français avaient leur signature sans aucune contre-partie que la parole d'honneur donnée oralement par Mahé de La Bourdonnais.

Madras s'était rendue sans que les Français eussent à déplorer la mort d'un seul des leurs : un officier et huit hommes avaient été blessés. Après le départ des députés, le commandant en chef fit battre la générale, et les troupes étant rassemblées, il fit défendre, sous peine de mort, de rien piller dans la ville occupée.

Pendant ce temps l'affollement régnait à Madras ; des bandes de soldats ivres parcouraient les rues criant que cette reddition était une honte et que, malgré la capitulation, ils assassinaient le général français aussitôt qu'il serait dans la ville. Les Anglaises, à l'annonce que les Cafres allaient pénétrer dans Madras, tremblaient pour elles et pour leurs petits enfants. Affolées à la pensée de l'imminence du danger, elles cherchèrent un refuge dans l'église des Capucins, la femme du gouverneur en tête, pensant que la sainteté du lieu les sauverait de la férocité bien connue et hautement prouvée des noirs déchaînés.

La Bourdonnais, à la tête de 500 hommes, s'approchait de la porte de Water-Gate. Le gouverneur

Il s'avança jusqu'à l'extrémité du pont-levis, l'épée à la main. Arrivé devant le général victorieux, il la lui tendit. La Bourdonnais la lui rendit aussitôt et pénétra dans la place, suivi du gouverneur, qui le prévint de suite du désordre qui y régnait. En apprenant que la vie de l'amiral était menacée, une douzaine d'officiers de marine l'entourèrent et lui firent, tout le jour durant, un rempart de leurs corps.

Le pavillon d'Angleterre fut amené, et le drapeau blanc, hissé à sa place, fut salué de vingt et un coups de canons. Pendant ce temps les vaisseaux de l'escadre amarinaient un vaisseau anglais qui se trouvait en rade, la *Princesse-Marie*.

Aussitôt dans Madras, La Bourdonnais fit occuper les différents postes de la ville avec défense de laisser sortir qui que ce fût ; de Rostaing prit immédiatement possession, avec sa compagnie, des magasins à poudre, des entrepôts et des batteries.

Ces premières dispositions réglées, La Bourdonnais, suivi de tous ses officiers, se dirigea vers l'église des capucins, où les femmes de la ville attendaient leur sort dans les prières et dans les larmes. « La pâleur (raconte un témoin oculaire), le tremblement, le chagrin actuel, l'horreur des plus vives inquiétudes sur l'avenir se réunissaient pour former le spectacle le plus touchant¹. » Le commandant en chef les assura, avec le plus de politesse possible, qu'elles n'avaient absolument rien à craindre et qu'elles pouvaient regagner en toute sécurité leurs maisons

1. Journal du capitaine de Rostaing.

respectives et reprendre leur vie de chaque jour : qu'au reste, afin de les tranquilliser complètement, il allait répartir les officiers du corps expéditionnaire de telle façon que chacune d'elles en aurait un à loger. Il serait la sauvegarde de leur maison, de leur famille et de leur personne s'il se rencontrait, malgré les ordres, des pillards qui voulussent causer le moindre dommage aux particuliers.

Ceci fait, La Bourdonnais prit possession du gouvernement et annonça, par un court billet, la prise de la ville à Dupleix. Puis il retourna à l'église des Capucins où un *Te Deum* fut chanté, tandis que tous les canons de la ville et des vaisseaux tonnaient à l'unisson. Après la cérémonie il envoyait à nouveau un billet complémentaire à Dupleix dans lequel il lui raconte le désarroi des Anglais oubliant de réclamer un double de la capitulation ¹.

Ce soir-là, La Bourdonnais avait bien lieu d'être satisfait. Il était désormais tranquille sur ce qui pouvait arriver plus tard. Si des secours anglais ou du Nabab survenaient, maître de la place, il lui serait facile de leur tenir tête. Une lettre de Dupleix qu'il recevait alors, le confirmait dans la pensée qu'il avait fort bien fait de mener les choses avec rapidité : « La
« facilité que vous avez eue à reconnaître la place....
« lui disait Dupleix, vous prouve la faiblesse de
« l'ennemi et sa confusion, ou qu'il se fonde sur
« quelques secours soit du côté du Nabab, soit par

1. Archives des Colonies, Correspondance générale de l'Inde, C² 81.

« mer. Ces considérations seront suffisantes pour « vous engager à terminer promptement ¹. »

Pendant que les opérations du siège se déroulaient devant Madras, Dupleix, à Pondichéry, se consumait dans une attente fiévreuse. Par des lettres de Paradis, il apprend, bribe par bribe, les progrès des Français, mais cela ne saurait lui suffire, c'est journellement qu'il interroge Anandarangapoullé pour savoir si le courtier a reçu des nouvelles de son frère. En effet ce Tirouvengaden a été placé par lui auprès de La Bourdonnais avec mission de noter, jour par jour, tout ce qui arriverait et d'informer Dupleix des faits et gestes du Malouin. Le gouverneur de Pondichéry avait donc tout fait pour être bien renseigné puisque, par trois voies différentes, il devait connaître l'attitude de La Bourdonnais. Or, Paradis écrit peu, d'Eprenesnil moins encore et Tirouvengaden pas du tout. Ce luxe de précautions n'aboutissait à aucun résultat. Au lieu que Anandarangapoullé renseigne Dupleix par les lettres que son frère doit lui écrire, c'est Dupleix qui est obligé de mettre le courtier au courant des nouvelles qu'il reçoit et dont il se montre, d'ailleurs, fort satisfait : « Voilà, s'exclame-t-il, voilà comment vont nos affaires ! » et Anandarangapoullé de répondre sans sourciller : « Il n'y a pas à s'étonner beaucoup ; il suffit que vous « alliez à Oulgaret pour que Madras tremble et « chancelle. »

Enfin, le 22 septembre, à l'heure du déjeuner,

1. Archives des Colonies, *loc. cit.*

arrive à Pondichéry un courrier de Madras. Dupleix est en promenade en palanquin ; un pion dépêché à sa recherche le rejoint et lui remet un billet qui est le premier envoyé par La Bourdonnais aussitôt après son entrée dans la ville. Fou de joie, Dupleix s'élance vers les bâtimens de la douane, la maison la plus proche. Il y fait irruption brandissant la lettre qu'il vient de recevoir. Comme c'est l'heure du repos, la douane est à peu près déserte ; le gouverneur ne rencontre qu'un Hindou, un certain Ramachandrayan, pour lui faire partager son bonheur : « Hier, à Madras, lui crie-t-il, on a pris le fort et on y a arboré le drapeau blanc. Cours donner l'ordre de tirer le canon. »

Puis Dupleix poursuit sa route, il envoie en toute hâte des pions porter la nouvelle aux notables de Pondichéry et leur dire de venir le trouver. Chacun s'empresse d'accourir. Dupleix exulte, sans laisser parler personne il se répand en détails : « Hier, mercredi, à midi, on a hissé sur le fort de Madras le pavillon blanc ; on a fait prisonniers les employés de la Compagnie et tous les autres, à commencer par le gouverneur et son second ; les nôtres sont les maîtres du fort de Madras ! » Débordant de joie, il emmène tout le monde à l'église et y entonne le *Te Deum*. Au dehors le canon tonne ; la cloche du Fort, celles de l'église des Capucins, de l'église Saint-Paul, de l'église des missionnaires, sonnent à toutes volées. Le *Te Deum* terminé, Dupleix, debout au milieu de l'église, brandissant son chapeau, s'écrie : « Vive le Roi ! » et ce cri, vingt fois répété, monte dans

l'enceinte du temple, gagne le dehors, retentit par toute la ville. « Dans ce bruit joyeux, raconte Anan-
« darangapoullé, il semble que le fort et les magasins
« se soulevaient. »

De retour au gouvernement, Dupleix fait servir un vin d'honneur et boit à la santé de La Bourdonnais. De toute part la maison est envahie par des gens venant féliciter le gouverneur qui, en l'honneur de ce grand succès, prescrit de distribuer aux habitants de Pondichéry cinq mille livres de sucre et donne l'ordre de pavoiser et d'illuminer. Puis voyant près de lui son courtier, il l'entrepelle joyeusement : « Et à toi, que te faut-il ? Demande et nous t'accorderons tout de bon cœur. » Le brave Hindou saisit l'occasion et, d'après son récit, il semble qu'il tira de la situation tout ce qu'il était possible d'en tirer. Chacune de ses demandes étant immédiatement accordée, il obtint successivement : la mise en liberté des débiteurs et des « batailleurs » emprisonnés, la vente à un taux plus avantageux du bétel et du tabac, la nomination de deux de ses protégés à des emplois de la Compagnie. Profitant de la circonstance, les marchands et les chefs de caste hindous prient instamment, à leur tour, le gouverneur de permettre la construction d'une pagode dédiée à Çiva. Cette fois Dupleix demeure songeur : ce projet n'a jamais été réalisé jusqu'alors, car il se heurte à l'opposition de Paradis, de M^{me} Dupleix et des Jésuites, c'est-à-dire des personnes qui tiennent le plus au cœur du gouverneur. Mais les Hindous insistent tant auprès de « sa divinité », que Dupleix

accorde encore une fois ce qu'on lui demande. Le lendemain, la fête continue, les canons tirent des salves, le soir la ville est illuminée et ces illuminations recommencent encore, le 24 septembre, éclairant les réjouissances populaires.

CHAPITRE XIV

LE TRAITÉ DE RANÇON ¹

La première explosion de joie passée, Duplex se met en devoir de tirer parti de la conquête que La Bourdonnais venait de faire.

Dès le 24 septembre, il expédie à Madras le caissier de Pondichéry, Dulaurens, pour vérifier et arranger les comptes ; il lui adjoint Barthélémy à titre de conseil. Ces deux personnages doivent transmettre à La Bourdonnais les félicitations du Conseil de Pondichéry et de Duplex. Sur le même navire partent également les sieurs : Joanis, pour diriger les employés d'administration ; Delarche, « pour ce qui regarde les Persans », et Bruel, gendre de d'Auteuil, pour s'occuper des affaires des Anglais. Comme la situation des différents habitants de la ville est assez embrouillée, à ce que l'on dit, il donne, en

1. Toutes les citations de lettres faites dans ce chapitre proviennent, sauf indications contraires, des Archives Coloniales (Correspondance générale de l'Inde, C² 81).

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : Correspondance générale C² 81.

— *Archives des Affaires Etrangères* : Asie, 6, f. 92.

IMPRIMÉ. — *Journal d'Anandarangapoullé*.

même temps, l'ordre d'envoyer un Hindou « intelligent » pour s'informer de la fortune de chacun et en prévenir d'Epremesnil afin d'établir la taxe.

C'était un lot d'amis dévoués que Dupleix expédiait ainsi à Madras. Le 25 septembre, le gouverneur commence à avoir certaines inquiétudes sur l'attitude de chacun. D'Epremesnil lui écrit que Tirouvengaden, le frère d'Anandarangapoullé, est passé dans le camp de La Bourdonnais. « Le frère de Rangapoullé ne vient me faire aucun rapport, mandait-il. Lui et Monsieur de La Bourdonnais ne font plus qu'un et je ne connais plus même une seule affaire. » Dupleix fait venir son courtier et lui adresse de véhéments reproches. « S'il en fait ainsi, conclut-il, je n'ai pas besoin de lui là-bas. Écris-lui de revenir. »

Quelques heures après, Paradis arrive à Pondichéry porteur d'une lettre de La Bourdonnais. Par son agent et par la missive du commandant en chef, Dupleix peut enfin saisir nettement la situation telle qu'elle se présente à Madras. La Bourdonnais lui expliquait pour quelles raisons il permettait à la ville de se racheter moyennant rançon.

D'abord les ordres d'Orry sont formels : La Bourdonnais ne peut prendre aucune place « pour la garder ». D'ailleurs gardât-on Madras que la reddition de la ville serait une des clauses du traité de paix avec l'Angleterre¹. La Compagnie ne retirerait aucun profit de cette main-mise. Si l'on gardait

1. Il ne se trompait pas, Madras fut en effet rendue à l'Angleterre par un article du traité d'Aix-la-Chapelle.

Madras, la garnison de Pondichéry et les troupes de La Bourdonnais y seraient insuffisantes pour empêcher les Anglais de reprendre la ville. La Bourdonnais ne peut pas y rester ; ses Îles sont sans défense contre une agression possible et il ne peut les laisser ainsi à la merci du premier coup de main que les Anglais y voudraient faire.

Et enfin, en admettant qu'on rase Madras, cela enlèvera-t-il aux Anglais les neuf ou dix belles Aldées que le nabab leur a concédées ? Ils continueront à y faire du commerce, les marchands « qu'une
« longue habitude et l'amour de leur bien et de leur
« patrie retiendront toujours de ce côté », ne quitteront pas le pays pour Pondichéry. « Aurais-je fait
« labourer la place où est cette ville, concluait La
« Bourdonnais, y aurais-je fait semer du sel, nous
« verrions messieurs les Anglais tenter, dans la plaine,
« et y continuer leur commerce, ou bâtir sous nos
« yeux une nouvelle forteresse, peut-être avec moins
« de dépenses qu'ils ne seront obligés d'en faire pour
« racheter celle-ci qui n'est pas bonne. Quel est donc
« l'avantage de cette résolution ? La peine d'une
« démolition aussi infructueuse qu'elle serait longue,
« et dont même je n'ai pas le temps. »

Et voilà pourquoi il rançonnera la ville. « Ce parti pris », il explique à Dupleix comment il l'exécutera. Il embarquera d'abord toutes les marchandises de Madras, il tirera ensuite de la ville l'artillerie et les « ustensiles » dont Pondichéry et les Îles ont besoin, puis il traitera avec les Anglais de la somme nécessaire au rachat. Enfin il prélèvera une taxe de guerre

spéciale pour le pillage de la ville qu'il a empêché et l'argent provenant de cette taxe sera distribué aux équipages.

Mais une difficulté se dresse dans l'exécution de ce projet, simple en soi : le gouverneur de Madras n'a pas d'argent liquide. Or, si la Compagnie des Indes d'Angleterre rachète son comptoir en France, cela ne fera pas l'affaire des comptoirs français des Indes. Ce qu'il faut c'est de l'argent dans l'Inde. Pour en obtenir de Madras le gouverneur de la ville fera des billets à termes échelonnés qu'il remettra à La Bourdonnais ; huit à dix otages pris par le commandant des forces françaises garantiront le paiement de la contribution de guerre.

L'exécution de ces mesures fournira à Dupleix des fonds considérables et La Bourdonnais pourra regagner ses Iles vers le 15 octobre, et y porter les approvisionnements qu'il aura pu faire à Madras et dont elles ont le plus pressant besoin. Pendant ce temps l'escadre de d'Ordelin arrivera, La Bourdonnais échangera ses trois plus vieux vaisseaux contre ces trois bons marcheurs et ainsi pourra « se montrer
« à la côte du Malabar en état d'y faire la loi. »
« Avec ces précautions, achevait-il, vos soins et les
« expédients que je tâcherai de trouver, je me flatte
« de pouvoir me mettre en état de m'en aller avec
« tous les vaisseaux chargés en Europe à la mouçon
« prochaine. »

Ce n'était pas ainsi que, suivant Dupleix, la situation devait se dénouer à Madras. Pendant deux heures il écoute le rapport de Paradis. A onze heures

seulement il lui laisse la liberté de retourner chez lui déjeuner. Anandarangapoullé, fort ennuyé de la façon dont son frère s'acquitte de son emploi à Madras, profite de ce moment pour aller trouver Paradis. Il commence, en bon diplomate, par le couvrir de compliments hyperboliques sur le succès que les armes françaises viennent de remporter. Paradis semble d'assez bonne humeur et content de lui : « Ram-
« gappa ! répondit-il, partout où je vais il y a la
« victoire », puis il vient à parler de Tirouvengaden, dont il dit le plus grand bien. Et comme le courtier lui fait part du rapport défavorable de d'Eprenesnil, Paradis déclare que c'est par dépit que le commissaire de Pondichéry agit. « Monsieur de La Bourdon-
« nais envoie chercher ton frère et lui parle mille
« fois par heure » ; mais il arrangera les choses auprès de Duplex et de d'Eprenesnil ; qu'Anandarangapoullé écrive à son frère d'être, à l'avenir, plus soumis aux ordres du commissaire. Il est là-bas pour rendre compte à d'Eprenesnil de ce qui se passe chez La Bourdonnais ; qu'il s'en souviene. Le petit incident se clot de cette manière. Le lendemain Duplex, auquel Paradis a parlé, tient à peu près les mêmes propos à Anandarangapoullé. L'aventure en elle-même est peu de chose, nous l'avons racontée tout au long simplement, à titre documentaire. C'est un rayon de plus qui éclaire la figure de Duplex.

L'après-midi du 25 septembre, le Conseil de Pondichéry et Paradis se réunissent chez le gouverneur. On siège huit heures durant sans prendre garde à l'heure du dîner. Le secret des délibérations fut

gardé, mais il n'est pas difficile d'en deviner le sujet, car le résultat de cette longue séance se traduit par deux lettres à La Bourdonnais, l'une de Dupleix, l'autre du Conseil supérieur de Pondichéry, cette dernière datée de 9 heures du soir. Dès ce moment, la discussion est ouverte, qui va bien vite tourner au tragique.

Dupleix pose pour la première fois la question de dépendance entre La Bourdonnais et lui. Sans doute le roi a donné l'ordre à tous les capitaines de vaisseaux d'avoir à obéir exactement au commandant général de l'escadre française dans l'Inde. « Mais cet ordre
« ne change rien à celui prescrit de tous temps, qui
« veut que tout commandant des vaisseaux de la
« Compagnie, de quelque qualité et condition qu'ils
« soient, demeurent sous l'autorité du commandant
« de l'Inde, et du Conseil supérieur. » Que La Bourdonnais se rende bien compte qu'il est l'inférieur de Dupleix et du Conseil, et que, si la « discrétion », la « condescendance » même de ces deux autorités s'est montrée jusqu'à ce jour, il ne faudrait pas en abuser.

Le rançonnement de la ville est la seule solution impraticable. Le résultat en serait « momentané » et « incertain ». « Tous les otages que vous pourrez
« avoir n'engageront pas la Compagnie d'Angleterre
« d'accepter des billets que vous donnera le gouverneur, qui, étant prisonnier actuellement, dira,
« lorsqu'il sera en liberté, qu'il a fait à ce sujet tout
« ce que vous avez voulu pour se tirer des fers¹ ; la

1. C'est avoir une bien faible conception du sentiment de l'honneur chez le gouverneur anglais. Cette idée, vraie peut-être,

« Compagnie en fera autant. Je ne le crois pas d'ailleurs autorisé pour engager sa Compagnie, ni l'État d'Angleterre ; ses billets sur Bengale n'y seront point acceptés ; c'est un comptoir absolument indépendant de Madras » et déjà endetté. Tout ce que dit Dupleix est fort juste et parfaitement plausible, mais ces réflexions sont faites à La Bourdonnais, le 25 septembre ; le 23 il avait donné sa parole d'honneur d'accepter le traité de rançon.

Au début de sa lettre, Dupleix, qui se rend compte que La Bourdonnais considère le Conseil de Pondichéry comme une simple émanation du gouverneur, prend soin de protester contre une telle pensée. « Je vous prie de ne point le regarder comme mon conseil, mais comme celui qu'il a plu au Roi et à la Compagnie d'établir dans l'Inde. Il ne convient pas à un mince sujet comme moi d'avoir un tel Conseil. » Ce Conseil réédite exactement dans sa lettre collective les idées de Dupleix : pas de rançon ; il faut faire sauter à la mine la ville de Madras. Somme toute Dupleix se retranche prudemment derrière le Conseil de Pondichéry ; Paradis l'a mis au courant des dispositions de La Bourdonnais ; l'opposition faite par un corps constitué aura plus de poids que celui d'un seul homme et, alors que La

n'était certainement pas venue à l'esprit de La Bourdonnais. Mais cette façon d'envisager les choses cadre bien avec les autres actes de Dupleix : Il promet au nabab d'Arcate la ville de Madras alors qu'il n'a aucunement l'intention de la lui donner ; et c'est, partant des mêmes principes, qu'il prétendra faire révoquer à La Bourdonnais sa parole d'honneur de rançonner la ville.

Bourdonnais, dans un court billet du 24 septembre, demande à Dupleix son avis sur la situation, c'est le Conseil de Pondichéry qui, sans avoir été consulté, donne son avis et, naturellement, un avis conforme aux vues de Dupleix.

Pendant que ces événements se passaient à Pondichéry, La Bourdonnais, à Madras, cherchait à terminer au mieux l'entreprise commencée ; mais à chaque instant survenait un incident qui le rendait perplexe et nerveux.

C'est d'abord, au milieu des multiples occupations d'un commandant d'armée le lendemain de la prise d'une ville, alors qu'il était si absorbé qu'il avait « à peine le temps de faire une pause d'a », l'arrivée d'une lettre de Dupleix, dont la teneur le stupéfie. Écrite, le 21 septembre, à 8 heures du soir, quand le gouverneur de Pondichéry ignorait encore la prise de Madras, cette missive informait La Bourdonnais que le fils du nabad d'Arcate, Mafouz-Khan, avait fait savoir à Dupleix son étonnement de ce qui se passait à Madras, avec la menace d'y envoyer une armée si le siège n'était pas immédiatement levé. « Je crois avoir trouvé le moyen de le « faire taire, poursuivait Dupleix, en lui faisant dire « par l'homme que j'ai, à Arcate, que lorsque nous « serons maîtres de la ville de Madras, on la lui « remettra, bien entendu dans l'état que nous juge- « rons convenable. Cet éveil doit vous engager à « presser vivement cette place, et à ne point écouter « les propositions que l'on pourrait vous faire pour « la rançonner après la prise, car ce serait tromper le

« Nabab, et l'engager à se joindre à vos ennemis. »

La Bourdonnais ne fut pas peu étonné de cette façon d'agir consistant à livrer au Nabab une place dont il ignorait le sort et à laquelle une autre capitulation que celle qu'il désirait (et c'était le cas), pouvait déjà avoir été accordée. Il comprit d'ailleurs que l'unique intention de Dupleix était de tromper le nabab. Mais l'attitude du gouverneur de Pondichéry le froissa une fois de plus dans ses opinions les plus intimes sur l'art de faire la guerre. Et comme au même moment, il recevait également de Mafouz-Khan une lettre semblable à celle envoyée à Dupleix et lui enjoignant de lever immédiatement le siège de Madras, il répondait sur un ton tout autre que celui désiré par le gouverneur de Pondichéry.

« SEIGNEUR NABAB MAFOUZ-KHAN,

« Comme la ville de Madras appartient en souveraineté aux Anglais, ennemis de ma nation, j'ai
« cru que, sans blesser aucun pouvoir souverain, il
« m'était permis de chercher mes ennemis jusque
« chez eux, pour tirer vengeance de tout ce qu'ils
« nous ont fait depuis cette guerre. Ils ont arrêté
« sous vos yeux et dans vos terres des Français pour
« en faire des prisonniers. Ce sont donc eux qui ont
« blessé le respect qui vous est dû. Pour moi, quoique
« je sois marin et que je ne sache pas vos coutumes,
« depuis que mes soldats sont à terre, j'ai conservé
« avec vos sujets une politesse si attentive, que qui
« que ce soit ne peut s'en plaindre. Il est vrai que
« j'ai poursuivi nos ennemis et pris leur ville, mais

« c'est un droit de la guerre que vous ne pouvez pas
 « trouver mauvais, puisque j'ai respecté tout ce qui
 « vous appartient. Quant à l'ordre que vous me
 « donnez de me rembarquer, je n'en reçois que de
 « mon roi. Si cela m'attire votre visite, j'aurai soin
 « de vous recevoir, sans oublier que je suis Français,
 « et sans manquer au respect avec lequel je suis, etc...

« Signé : MAHÉ DE LA BOURDONNAIS ¹. »

Mais cette réponse pouvait inciter Mafouz-Khan à intervenir ; La Bourdonnais avait par ce dernier événement une nouvelle raison pour accélérer les pourparlers définitifs. Après discussion, le 26 septembre au matin, le traité de rançon était signé. La ville se rachetait moyennant une somme de 1.100.000 pagodes d'or à l'étoile ², suivant certaines modalités prévues en détail dans le traité.

1. Anandarangapoullé dans son journal, en date du 26 septembre, raconte que Dupleix avait reçu ce jour-là communication par La Bourdonnais de la lettre de Mafouz-Khan, et que Dupleix y aurait répondu au nom de La Bourdonnais ; suit dans le texte de l'Hindou le résumé exact de cette lettre avec les mêmes termes que ceux employés par La Bourdonnais dans la lettre qu'il cite dans ses mémoires. Il y a là une légère confusion de la part d'Anandarangapoullé ; La Bourdonnais ne laissa pas Dupleix répondre à sa place, mais le 24 septembre il envoyait à Dupleix le texte que je viens de citer, afin que la missive soit traduite en « langue persienne ». (Arch. Colon., C² 81). Le même jour, Anandarangapoullé mentionne que Dupleix écrivit, en son nom propre, une lettre de compliments au nabab d'Arcate à propos de la prise de Madras. Ce dernier renseignement concorde bien avec l'attitude prise par le gouverneur de Pondichéry en face de Mafouz-Khan.

2. Neuf millions de livres environ.

Les Anglais donnent leur parole d'honneur qu'en cas de non paiement, ils remettront Madras entre les mains des Français. Le paiement est garanti par des otages : les deux enfants du gouverneur Morse, deux conseillers avec leur femme et leurs enfants et deux sous-marchands. La moitié des munitions de guerre, la moitié des agrès et appareils des vaisseaux de la Compagnie anglaise, la moitié des vivres seront abandonnés aux Français ¹. Toutes les marchandises de la Compagnie Anglaise lui seront prises. Les vaisseaux français en rade de Madras pour achever le chargement des marchandises conquises ne devront pas être attaqués par les Anglais ; ils devront être munis de passeport pour faire en sécurité leurs voyages entre Madras, Pondichéry et les Iles. Le recensement général des biens de la Compagnie à partager sera fait par trois commissaires français laissés pour cela à Madras. Les biens des particuliers leur seront rendus et une fois la place évacuée on ne pourra plus déposer de plaintes en vol ou pillage ².

1. La Bourdonnais partageait avec les Anglais au lieu de tout prendre, parce que, laissant la ville aux Anglais, il ne fallait pas les priver de tout moyen de se défendre contre les habitants du pays.

2. M. Cultru trouve que « cette conduite est assez douteuse » et en déduit une présomption contre La Bourdonnais. Il semble que ce soit une simple mesure de prescription qui mette une limite à des réclamations tardives. Des poursuites possibles alors que le commandant en chef avait encore sous la main ses troupes d'occupation, devenaient singulièrement difficiles après la dispersion plus ou moins grande de tous ceux qui avaient participé à la campagne.

Si plus tard les Français attaquent ou prennent Madras, le présent traité sera nul. La place sera évacuée du 10 au 12 octobre et, à ce moment-là, le gouverneur et son conseil ratifieront à nouveau le traité et en garantiront sur l'honneur l'exécution fidèle. Les déserteurs français seront rendus aux Français.

D'après La Bourdonnais le rançonnement de Madras donnait au total à la Compagnie des Indes Françaises un bénéfice de 1.609.920 pagodes, soit 13 millions et demi environ.

Alors qu'il n'avait pas encore reçu l'acceptation des Anglais, La Bourdonnais avait écrit à Dupleix les principales conditions qu'il avait faites. Il terminait sa lettre en lui reparlant de ses projets : faire charger les moins bons vaisseaux pour ramener aux Iles et en France une belle cargaison, et lui, avec une flotte enfin homogène, de vaisseaux capables de faire la guerre : l'*Achille*, le *Centaure*, le *Mars*, le *Brillant*, le *Bourbon* et le *Phénix*, essayer d'atteindre les navires de la Compagnie d'Angleterre. Puis laissant les vaisseaux de force à la côte de Malabar rejoindre les Iles pour ramener tous les autres en France. Dans tous ces projets, il y a bien des points embarrassants, et La Bourdonnais sera heureux d'écouter les conseils de son collègue Dupleix, « mais non votre
« Conseil ; car de vous à moi, je n'ai aucun ordre
« qui me dise de m'adresser à lui ; cependant quand
« il s'agira du bien du service, je prendrai leurs senti-
« ments comme un bon conseil et non comme une loi ». En ces quelques lignes se trouve concentrée l'opinion

dont La Bourdonnais ne s'est jamais départi ; chaque fois qu'il s'adressa au conseil de Pondichéry, c'est pour avoir un conseil de ce genre, chaque fois le Conseil de Pondichéry lui donna des ordres. La situation dans ces conditions ne pouvait que se tendre davantage.

La lettre de La Bourdonnais touchait Dupleix, le 29 septembre. « Quand il lut cela, raconte Anandarangapoullé, Monsieur (Dupleix) prit une telle colère et une telle mauvaise humeur qu'on ne « finirait pas de l'écrire. »

La lettre de Dupleix sur le Nabab avait déjà fort ennuyé La Bourdonnais ; de leur côté, les commissaires envoyés par le gouverneur de Pondichéry se montraient « tracassiers ». Nous avons vu plus haut par ce que disait Paradis au courtier Anandarangapoullé, que d'Eprenesnil était fort mécontent de voir le peu de cas que La Bourdonnais faisait de lui. Un beau jour, il déclara, tout net, au commandant général, que le gouverneur de Pondichéry lui avait laissé entendre qu'il était le second de l'escadre. Il est à penser que La Bourdonnais dut lui répondre sèchement. « Je vous ai demandé un commissaire, écrivait-il là-dessus à Dupleix, et non un second. » Ces réclamations, ces lettres, ces contretemps lui faisaient prendre Madras en horreur. « Je m'y ennuie à mort », disait-il.

C'est dans cet état d'esprit que les lettres jumelles de Dupleix et du Conseil de Pondichéry lui parvinrent. Il commença par répondre aux membres du Conseil : « Je sais que tous les établissements

« français dans l'Inde sont sous la dépendance de
« M. le Gouverneur général et du Conseil supérieur.
« Je sais aussi que le roi et le ministre, en me don-
« nant le commandement sur la marine, m'ont laissé
« le maître de mes opérations. Madras n'est certaine-
« ment pas une colonie française, mais une conquête
« que je viens de faire ; ainsi personne n'a le droit
« d'y commander que moi. »

Cependant, Dulaurens et Barthélémy étaient arrivés à Madras ; se joignant à d'Epremesnil ils annoncèrent à La Bourdonnais qu'ils étaient chargés de former à Madras un conseil provincial subordonné à celui de Pondichéry. C'était donc, en définitive, le conseil de Pondichéry qui réglerait toutes les questions actuellement pendantes à Madras. Si La Bourdonnais ne voulait pas reconnaître l'autorité du Conseil de Pondichéry, le Conseil ne voulait plus s'occuper en rien des affaires de Madras ; le futur Conseil de cette ville serait composé de d'Epremesnil, Dulaurens, Barthélémy, Bonneau et Desforgés-Boucher sous la présidence de La Bourdonnais et sous la haute main de Dupleix et du Conseil supérieur de Pondichéry. Tout ceci fut notifié par écrit à La Bourdonnais, le 27 septembre. Les trois signataires terminaient leur lettre par la déclaration suivante :
« Nous protestons au nom du roi et de la Compagnie
« contre toute capitulation que vous pourriez faire
« ou avoir faite ; et nous nous opposons formellement
« aux dits noms, à ce que la ville de Madras soit
« rendue aux Anglais. »

Par cet acte, les trois représentants de Dupleix

ouvraient la lutte contre le commandant général des forces françaises dans l'Inde ; et comme ils ne s'illusionnaient pas sur la puissance de La Bourdonnais dans la ville prise, occupée par son armée, ils cherchèrent de suite à se faire des alliés parmi les officiers du corps expéditionnaire. S'ils parvenaient à les gagner à leur cause, La Bourdonnais demeurerait impuissant devant la révolte de ses troupes. Dans cet espoir et sans perdre un instant, d'Epremesnil, Dulaurens et Barthélémy rédigèrent le même jour une lettre-circulaire adressée au colonel de Fontbrune, commandant les troupes d'infanterie, à l'ingénieur Desforges-Boucher, au conseiller Bonneau et aux capitaines des vaisseaux de l'escadre, MM. de La Porte-Barré, de Penlan, de Lobry, de La Chaise, de Selle, Biard et du Désert. Voici la teneur de cette lettre :

« Par les ordres de M. Dupleix, dont nous sommes
« porteurs, nous vous remettons copie des provisions
« de Commandants des forts et établissements fran-
« çais dans les Indes et de Président des Conseils,
« tant supérieurs que provinciaux, dont il a été
« honoré par sa Majesté. Nous nous voyons contraints
« de faire cette démarche par le parti que M. de La
« Bourdonnais a pris d'agir et de gérer les affaires
« concernant la prise de Madras, sans avoir égard
« aux représentations que nous et le Conseil
« supérieur lui avons faites à ce sujet. Vous ferez,
« Messieurs, le cas que votre prudence et le zèle dont
« nous pensons que vous êtes animé pour le service
« de la Compagnie, vous inspireront en pareil cas. »

C'était l'invite aux officiers de juger et de condamner leur général. Cette excitation à la mutinerie tomba à plat ; nulle part il n'y a trace d'une réponse des officiers visés par la lettre que l'on vient de lire. L'état-major de La Bourdonnais savait où était son devoir, ce qui le regardait et ce qui n'était pas de son rôle ; il se réservait de donner quelques jours plus tard son opinion sur la situation.

De son côté, le Conseil de Pondichéry appuyait l'action de ses agents par une lettre, datée du 28 septembre, où il répétait une fois encore à La Bourdonnais tous les inconvénients qu'il voyait à un traité de rançon et que d'ailleurs il protestait formellement, au nom du roi et de la Compagnie, contre tout ce qu'il ferait sans l'avis du Conseil Supérieur.

Le même jour, La Bourdonnais lui écrivait et répétait lui aussi pourquoi il avait rançonné la ville, et qu'il en avait le droit. Après s'être élevé contre les procédés employés par d'Epremesnil, Dulaurens et Barthélémy à l'égard des officiers, il s'écrie : « Ou
« M. Dupleix a droit de commander dans cette colo-
« nie, ou il ne l'a pas ; s'il l'a, il fallait me le faire
« connaître avant de m'embarquer dans cette affaire,
« afin que je me comportasse comme il convenait. On
« ne m'en a rien dit ; j'y suis venu comme un homme
« qui a toute l'autorité ; je me suis engagé en consé-
« quence, dois-je tenir mes engagements ? Ce rai-
« sonnement est-il concluant ? Je ne doute point
« que si j'eusse gardé Madras comme une colonie
« française, elle n'eut été de votre ressort ; mais
« jusqu'à avoir pris un parti sur son compte, per-

« sonne n'y doit commander que celui qui l'a con-
« quise. Mon parti est pris, Messieurs ; il n'y a plus à
« s'en dédire. Ci-joint est la copie de la capitulation ;
« bien ou mal, elle est faite ; si vous trouviez cepen-
« dant quelques termes qui n'exprimassent pas assez
« ma pensée, je les ferais changer, pourvu qu'on
« n'ôtât rien du fond. »

Puis il essaye à nouveau de s'entendre sur les mesures d'exécution de la capitulation de Madras. Si Pondichéry ne lui fournit pas du personnel pour s'occuper de toutes ces opérations, il devra rester tout l'hiver à Madras et ne pourra pas « aller chercher fortune » avec son escadre. « Tirons un rideau sur le « passé, et voyons ce qu'il y a à faire de mieux à « présent pour le bien de la Compagnie et la sûreté « de l'Inde. »

Mais Dupleix n'a aucune idée d'abandonner la partie. Après avoir, pendant les quelques jours qui viennent de s'écouler, fait agir en première ligne le Conseil de Pondichéry tandis que, lui, reste prudemment dans l'ombre, il écrit, le 29 septembre, à 9 heures du matin, à La Bourdonnais, une longue lettre qu'il fait précéder de cette formule : « Lisez en particulier ». Le ton de cette missive est émouvant ; Dupleix supplie La Bourdonnais de rompre son traité de rançon et les accents qu'il emploie sont pathétiques. Il le conjure en frère, en ami, « au nom de Dieu, monsieur, au nom de vos enfants, de votre épouse ; pour la gloire de notre Monarque et pour l'intérêt général d'une nation qui vous regardera comme son restaurateur dans l'Inde. » Le traité de rançon ne sera pas

exécuté, il en est sûr ; la Compagnie anglaise dira que ses agents prisonniers ne pouvaient pas s'engager. Et Dupleix appelle à l'appui de ses dires les arguments que lui fournit l'histoire. François Ier, Jean le Bon, prisonniers, avaient promis tout ce que l'on voulût ; ils donnèrent des otages. « C'était pourtant
« des têtes couronnées qui traitaient, et sur la parole
« desquelles l'on devait compter. Elles furent inu-
« tiles... Ces paroles royales, qui ne devraient jamais
« se rétracter, l'ont été cependant. Que ne devez-
« vous pas attendre de particuliers, qui ne datent
« de rien dans le monde, qui ne sont point autorisés,
« et qui ne peuvent exécuter ni faire exécuter leurs
« promesses ? »

Si La Bourdonnais se laisse convaincre, il pourra faire à Madras tout ce qu'il voudra. On supprimera toutes les lettres que le Conseil lui a écrites depuis le 25 septembre. (Cette façon de faire disparaître des papiers pouvant être compromettants, fait réapparaître tout à coup Dupleix sous un jour autre que celui dans lequel le ton général de sa lettre finit par le placer). Lui, Dupleix, se chargera de couvrir La Bourdonnais en Europe en déclarant que c'est sur sa demande que le traité a été révoqué. En ce qui concerne le Conseil de Pondichéry, il l'apaisera et il ajoute : « On *condescendra* à tout ce que vous voudrez. » Si La Bourdonnais accepte, qu'il écrive sa réponse directement à Dupleix ; « il est inutile que d'autres la sachent ». Il pourra pourtant la dire à d'Eprémesnil, « le plus bas que vous pourrez ». Et toutes ces phrases, alors que le lecteur se sent gagné

par la véritable éloquence qui se dégage de la lettre de Dupleix, ramènent brusquement l'esprit à tout ce qu'il y a de tortueux dans ces conseils. Cacher, parler bas, détruire des preuves ; La Bourdonnais l'a écrit quelque part : « Je vous avouerai que je ne suis « pas propre à taire cette recherche ; elle entraîne « je ne sais quoi de flétrissant qui ne cadre point, « je ne dis point avec mes scrupules, mais avec ma « façon de penser. »

Cependant à Madras, d'Eprenesnil et ses amis constatant qu'ils n'obtenaient aucun résultat favorable à leur campagne, quittaient tout à coup la ville et se retiraient à Saint-Thomé. Le commissaire Bonneau, qui depuis longtemps réservait toute sa sympathie à Dupleix, se prépara à les y rejoindre. Les charges de d'Eprenesnil et de Bonneau restaient donc tout d'un coup sans titulaires. Cela n'était pas fait pour arranger les choses. La Bourdonnais fut extrêmement contrarié de cette attitude, surtout en ce qui concernait le commissaire Bonneau, conseiller aux îles, qu'il avait amené avec lui. Outré de cette menace d'abandon de poste, le commandant en chef mit Bonneau aux arrêts, et Bonneau riposta en prenant la fuite. Ayant gagné Pondichéry, il y reçut de Dupleix une place de conseiller au Conseil de la ville. Il est facile de se rendre compte de la façon dont les autres employés s'acquittèrent de leur besogne respective après ce coup de tête de leurs deux supérieurs.

Violent comme il l'était, La Bourdonnais avait largement l'occasion de se mettre en colère et c'est

dans un de ces accès qu'il reçut la lettre mélodramatique de Dupleix. L'interprète O'Friel, envoyé par Dupleix et qui allait rejoindre d'Épremesnil, avait jugé convenable de prendre congé de La Bourdonnais avant son départ (chose que d'Épremesnil n'avait pas jugé bon de faire). L'entrevue a lieu, le 30 septembre, à 5 heures du soir. La Bourdonnais montre à O'Friel toutes les pièces sur lesquelles il se base pour soutenir son indépendance vis-à-vis de Dupleix et la possibilité qu'il a d'agir comme il lui plaît. O'Friel, qui est au service de Dupleix, lui répond par les arguments du Conseil de Pondichéry et laisse en outre deviner à La Bourdonnais que son attitude à Madras, le soin qu'il a donné à son frère de la Villebague de s'occuper des livres de la Compagnie anglaise, tout cela ne laisse pas d'être assez louche. Sous l'insulte, La Bourdonnais entre en fureur ; sacrant et jurant, il épuise tout le vocabulaire des matelots. Cet accès de colère, qui débute par l'indignation, se tourne bien vite contre Dupleix et le Conseil, causes de tous ses déboires. Il regrette cette entreprise qui sombre dans la chicane ; il ne se possède plus, ne sait plus lui-même ce qu'il dit. C'est au beau milieu de cette scène qu'on apporte à La Bourdonnais la lettre de paix et d'amour de Dupleix. Le commandant en chef l'ouvre et dès les premières phrases sa colère tombe tout d'un coup ; aux appels pathétiques du gouverneur de Pondichéry, il s'émeut et, tandis qu'il parcourt les quatre longues pages de la missive, des soupirs lui montent à la gorge. La lettre finie, il fond en larmes.

Maintenant que la lucidité est revenue dans son esprit, tout ce que la lettre de Dupleix contient de touchant conspire en son cœur pour y semer le doute. Et tandis qu'il arpente à grand pas le plancher sans se soucier de O'Friel qui l'observe et qui ne voit dans le spectacle dont il est témoin que « la bassesse et le désespoir d'un coupable qu'on mène au supplice », La Bourdonnais sent monter en lui une profonde désespérance. Lui, l'homme aux solutions nettes, aux vues claires et simples, aux décisions rapides, l'homme de tête, il se laisse aller à une défaillance douloureuse. Devant son esprit se pose l'angoissante question : « Et si j'ai eu tort, si j'ai trahi la confiance que le roi mon maître a mise en moi ? » A cette pensée les larmes lui viennent aux yeux et, tout à sa douleur, il se répand en plaintes qu'O'Friel consigne comme autant de preuves contre lui. « Eh bien ! s'il le faut, qu'on me mène à la potence » s'esclame-t-il, mais aussitôt à la vue de la croix de Saint-Louis qu'il porte sur sa poitrine, il se reprend : « J'irai porter ma tête sur un échafaud ! J'ai cru bien faire, je croyais avoir une autorité ; j'irai porter mon désintéressement et mon innocence au pied du trône ! Je n'ai pas cru devoir traiter les Anglais, qui sont de braves gens, avec la dernière rigueur !¹ » Dans toutes ces phrases, pas un instant n'apparaît l'intention que pourrait avoir La Bourdonnais de souscrire au compromis offert par Dupleix. Il n'a

1. O'Friel à Dupleix. Cette lettre se trouve dans les pièces justificatives du Factum de Dupleix contre La Bourdonnais.

pas vu ce que dans ces pages il y avait de factice ; une seule idée s'est faite en lui : celle qu'il a pu se tromper ; mais il a donné sa parole d'honneur et quoiqu'il advienne il ne se dédiera pas. Une fois de plus Dupleix se heurtait à la simple droiture de cette âme de Breton.

Là où les prières n'avaient pas eu d'effet, la lettre du même jour adressée par le Conseil supérieur sur un tout autre ton ne pouvait être d'aucune utilité pour dénouer la situation. C'était une nouvelle protestation contre le traité, et l'annonce que l'attitude passée du commandant général ne trouvera aucune excuse devant le roi et le ministre, puisque jamais il n'a voulu écouter les conseils de Dupleix et du Conseil supérieur de Pondichéry.

C'est à cette lettre que La Bourdonnais répond tout d'abord. Il envoie au Conseil la copie de l'ordre du roi et de la lettre d'Orry, bases de ses pouvoirs dans l'Inde. « Je n'y vois rien, dit-il, qui me dise « d'obéir, ni de prendre conseil de personne pour « l'exécution de mes projets... au contraire je suis « autorisé à faire tout ce que je jugerai convenable. « Cependant la crainte de me tromper m'a fait vous « demander vos conseils : il est bien vrai que je n'ai « pas voulu les recevoir comme des ordres, mais « cherchant à bien faire je vous ai demandé des « avis, comme à des gens que la Compagnie établit « pour en donner : vous me les avez refusés. Que « puis-je y faire ?... Par mes dernières lettres, je « ne vous demande pas si je peux accorder une capitulation aux Anglais ou non, mais votre avis sur la

« capitulation faite. » Puis après ce début posé, après avoir essayé de raisonner froidement, tout à coup La Bourdonnais s'emporte. Cessant brusquement de se défendre, il attaque à son tour : « Vous protestez
« contre moi de tout ce que je ferai sans l'avis du
« Conseil ; moi, à mon tour, je vous somme au nom
« du Roi et de la Compagnie de recevoir à Pondi-
« chéry les otages de Madras et les billets de six cents
« mille pagodes payables en trois ans, à deux cents
« mille pagodes chaque année... Je proteste encore
« contre vous de tout empêchement au retour de mes
« vaisseaux en Europe, quel qu'il soit, et je compte
« partir sur-le-champ pour France, où je porterai au
« pied du trône les témoins authentiques de votre
« mauvaise volonté à tous égards. Il me sera aisé de
« faire voir, surtout dans la capitulation de Madras,
« que loin de me prêter la main à en tirer parti, vous
« avez fait tout ce qu'il a fallu pour me faire perdre
« des avantages auxquels je pouvais prétendre
« avec des ordres comme les miens, et une conduite
« comme celle dont je peux me parer auprès du Roi
« et de ses ministres. »

Puis il répond à Dupleix sur un ton plus doux et toute sa lettre peut se résumer dans cette phrase : « J'ai donné ma parole ; dus-je le payer de ma tête, je ne sais point me dédire. Regardez cela si vous
« voulez comme un malheur où vous n'êtes pour
« rien : pourquoi refusez-vous d'en sauver les dé-
« bris ? »

Dupleix, connaissant d'avance la réponse qui lui serait faite, ne l'avait pas attendue pour agir. Aussi-

tôt la missive de douceur expédiée à Madras, il prenait ses dispositions pour employer l'autre moyen, la force, par lequel il espérait encore devoir faire plier la terrible volonté de son adversaire. Car la sienne, pour être plus froide et plus dissimulée ne le cédait en rien à l'entêtement du Breton. « Pour-
« quoi refusez-vous de sauver les débris de cette
« expédition, malheureuse à votre avis, mais dont je
« prends l'entière responsabilité ? » demandait La Bourdonnais. Dupleix aurait pu franchement lui répondre : « Parce que je considère que l'occupation définitive de Madras sera une source de richesses pour mon gouvernement. Je veux l'avoir, et je l'aurai quels que soient les moyens que je doive employer. » Une fois de plus Dupleix allait se servir du Conseil de Pondichéry comme d'un paravent ; une fois de plus il allait appeler les officiers et les troupes de La Bourdonnais à la révolte.

Le 30 septembre, à 8 heures du matin, le gouverneur de Pondichéry convoque tous les blancs de la ville à une grande réunion. Il y a là les conseillers, les comptables, les officiers de la ville et de la marine, les pères capucins et les pères jésuites, les sous-marchands, les détaillants. En présence de cette nombreuse assistance, Dupleix prend la parole et explique l'affaire de Madras à sa façon : Monsieur de La Bourdonnais, parti des Iles avec neuf navires, beaucoup de monde et tous les approvisionnements nécessaires, a commencé en arrivant dans l'Inde, par ne pas vouloir combattre la flotte anglaise forte seulement de six vaisseaux. Pendant que La Bour-

donnais débutait ainsi sa campagne, lui, Dupleix, se trouvait à Pondichéry dans une situation désespérée. Et pourtant, non seulement il a surmonté seul tous les dangers, mais encore, par le succès de ses armes, il a su faire respecter et craindre le nom français. Il a sacrifié sa propre fortune pour fortifier et approvisionner Pondichéry, qu'il a pu, sans que personne n'en soupçonne rien, organiser de telle sorte qu'elle soit capable d'échapper aux plus grands périls. Les gens de Tendjaour attaquaient Karikal, il les a battus. Le concurrent du Nizam descendait à Trichinapali avec 70.000 chevaux, il l'a vaincu. Madras et Goudelour tremblaient, Anaverdi-Khan lui demandait son amitié.

C'est alors que M. de La Bourdonnais est arrivé à Pondichéry, Dupleix savait que c'était un homme de valeur, aussi lui confia-t-il des troupes et des approvisionnements ; puis après l'avoir ainsi équipé, il l'a envoyé à la recherche des vaisseaux Anglais avec ordre de s'en emparer. Mais les Hollandais de Négapatam lui offrirent un banquet au cours duquel ils lui donnèrent quinze mille pagode pour des navires qu'ils avaient achetés aux Anglais et firent avec lui un accord pour pouvoir continuer de voyager. Pendant qu'il était à terre les cinq navires anglais survenaient, mais on leur apprit le danger qu'ils couraient et la convention avec les Hollandais. Ils s'enfuirent, La Bourdonnais n'a pas recherché ceux qui avaient communiqué avec les navires anglais, il n'a pas même voulu prendre ces navires, il est revenu simplement à Pondichéry.

Pendant qu'il était en croisière, Dupleix s'employait à réunir de vastes approvisionnements pour aller attaquer Madras. Lorsque la Bourdonnais fut de retour et qu'il vit les importants préparatifs, il se douta de l'expédition projetée par Dupleix. Il eut peur, et, prétendant qu'il était malade, il se retira à Oulgaret, où il s'alita. Dupleix a eu beau lui représenter sa surprise d'un tel procédé, il n'a rien voulu entendre, se contentant seulement d'envoyer son escadre livrer bataille aux Anglais devant Madras. Les Anglais du fort de Madras ripostèrent et l'escadre s'en revint avec deux prises.

C'est alors qu'en séance du Conseil de Pondichéry, Dupleix a sommé La Bourdonnais de partir pour Madras. Pour la gloire du Roi, Dupleix a tout préparé, et cette ville très forte peut, grâce aux dispositions prises, aux détails minutieusement réglés, tomber en une heure. Il n'y a plus qu'à y aller et à entrer dans la ville. La Bourdonnais lui a répondu que comme lui n'était pas sûr d'un succès immanquable, il ne voulait en rien avoir la responsabilité de l'entreprise. Si le gouverneur de Pondichéry lui donnait par écrit l'assurance qu'il prenait cette responsabilité, il irait de suite à Madras. Dupleix lui ayant remis ce papier, La Bourdonnais se décida à partir.

Grâce aux préparatifs faits par Dupleix, la ville s'est rapidement rendue et maintenant, sans tenir compte de tout ce qu'il doit à Dupleix, La Bourdonnais n'agit qu'à sa seule fantaisie et proclame qu'il rendra la ville et le fort aux Anglais, qu'il n'emportera que l'or, l'argent et les effets. Quelle est

l'opinion de l'assemblée sur un tel caprice ? connaissant les faits qu'elle dise son sentiment ¹.

La discussion se poursuivit jusqu'à 11 heures et donna à Dupleix le résultat qu'il souhaitait. Présentée de cette façon, l'attitude de La Bourdonnais était odieuse et de très honnêtes gens pouvaient s'y laisser prendre. De cette réunion sortit la fameuse « Remontrance faite par la colonie de Pondichéry à M. Dupleix », dont La Bourdonnais accuse Dupleix d'être l'auteur, et qui est suivie de quarante-quatre signatures ². Cet acte, représentant censément l'opinion de tout Pondichéry, déclarait en substance que devant le « mépris manifeste » de La Bourdonnais pour les ordres du Roi, la colonie de Pondichéry tout entière supplie le gouverneur général des Établissements de l'Inde, d'arrêter « les injustes entreprises de ce commandant de l'escadre. » On sait bien que c'est uniquement à la vigueur et à la persévérance de Dupleix que la France doit la prise de Madras. Jamais on n'aurait pu se douter « que M. de « La Bourdonnais, commandant des vaisseaux de la « Compagnie, serait assez téméraire, après la prise

1. Journal d'Anandarangapoullé.

2. Si l'on en croit Anandarangapoullé qui raconte que Dupleix réunit dans cette séance tout ce qu'il y avait de blancs à Pondichéry, il faut admettre que beaucoup d'assistants n'ont pas voulu signer ou qu'on ne leur demanda pas leur signature, se contentant de celles des religieux et des membres du Conseil de la ville. Le témoignage du courtier concorde avec les termes mêmes du début de la remontrance mentionnant « les révérends « Pères supérieurs des ordres religieux, les officiers des troupes, « employés de plume, bourgeois et habitants de cette ville. »

« de la place, pour refuser de se soumettre non seule-
« ment aux ordres que vous et le Conseil étiez en
« droit de lui donner, mais qu'il rejetterait même vos
« avis. » Il faut faire cesser les « attentats » de cet
« insubordonné ». Pour cela, les habitants de Pondi-
chéry indiquent à leur gouverneur les mesures à pren-
dre. Il faut « envoyer des personnes d'honneur, prêtes
« à exécuter vos ordres et ceux du Conseil supérieur
« à la lettre, et munies de votre commission de com-
« mandant général laquelle elles exhiberont et liront
« ou feront lire à M. de La Bourdonnais en présence
« de tous les notables français actuellement à Ma-
« dras, à la tête desquels sont Messieurs les députés
« du Conseil. Ces personnes, en vertu de la dite com-
« mission et des ordres particuliers et *ad hoc*, lui
« déclareront qu'il s'est mal à propos arrogé le com-
« mandement et l'indépendance dans Madras, n'ayant
« pas seulement fait la moindre politesse à vous,
« Monsieur, ni au Conseil supérieur qui aviez seuls
« droit d'y gouverner ; qu'ainsi il ait à se réduire à
« son commandement de l'escadre, afin que le gou-
« vernement légitime de Madras puisse procéder
« tranquillement aux arrangements qui lui pourront
« convenir. » Ils déclareront, en outre, que toutes les
troupes ne venant pas des îles cessent d'être sous ses
ordres, et au gouverneur anglais, que le traité de
capitulation avec La Bourdonnais est nul, ayant été
conclu sans autorité.

« Toutes ces considérations faites publiquement,
« termine la « remontrance », les personnes chargées
« de les faire appuyer de MM. les Députés séviront

« à toute rigueur contre les particuliers qui voudront
« faire mine de s'y soustraire. »

A midi, ce résumé complet de tous les désirs de Duplex lui était remis par ses administrés. S'inclinant devant leur volonté, il les assurait « qu'il allait écrire dans ce sens à M. de La Bourdonnais¹ ». Puis en petit comité, ayant retenu autour de lui quelques-uns de ses fidèles : Miran, Gaillard, le commandant en second de la ville, Le Maire, Bruyères, et Paradis ; ayant fait chercher Miran fils, Auger et le major de Bury, il prit ses dernières dispositions offensives. Une nouvelle protestation du Conseil de Pondichéry fut rédigée, ainsi que des lettres d'établissement d'un conseil provincial à Madras, et une commission de commandement et de directeur de la ville pour d'Epremesnil. Il écrit ensuite aux officiers de La Bourdonnais une nouvelle lettre circulaire, véritable excitation à la révolte : « Pressé, disait-il, « sollicité par la colonie entière, je n'ai pu me dis-
« penser d'arrêter promptement tout le mal et le
« déshonneur qui allaient résulter d'un traité mal
« conçu et encore plus mal rédigé. Sa lecture vous
« surprendra autant qu'elle a révolté la colonie...
« Toutes ces considérations me persuadent que vous
« serez le premier à donner l'exemple à tous les
« bons Français qui, comme vous verrez, sont tou-
« jours disposés à se ranger où la raison et l'ordre de
« vos maîtres vous souhaitent. »

A 4 heures du soir, Paradis, de Bury, Bruyères et

1. Journal d'Anandarangapoullé.

le greffier Desmarêts, partaient pour Saint-Thomé. Le 1^{er} octobre ils rencontraient d'Epremesnil et Barthélémy. Après avoir tenu conseil, ils se dirigeaient sur Madras où ils arrivèrent, le 2 octobre, vers huit heures du matin.

A peine sont-ils aux portes de la ville, qu'ils haranguent les soldats du poste : « Enfants, on veut donner « Madras pour du papier ; nous allons l'empêcher et « vous donner cent roupies ; ne serez-vous pas contents ? ¹ » Cette proposition étonne tellement les soldats qu'ils demeurent interdits sans proférer une syllabe. Mais déjà les députés de Pondichéry passent outre et se dirigent vers le palais du gouverneur anglais où loge La Bourdonnais. Dans la grande salle se trouve le commandant en chef, les officiers, des Anglais. Les envoyés s'avancent et remettent à La Bourdonnais une lettre du Conseil lui annonçant que la réponse à sa lettre du 27 lui serait donnée par M. de Bury, major général de l'Inde. Tandis que La Bourdonnais lit la missive, le greffier Desmarêts déclare à voix haute : « Nous venons annoncer les ordres de M. le commandant général et du conseil supérieur de Pondichéry. » A ces mots La Bourdonnais sent une violente émotion l'étreindre ; la scène capitale de la tragédie de Madras commence. A quelles extrémités ces Français vont-ils se laisser aller contre d'autres Français et ceci en présence des Anglais vaincus ! Voulant éviter le désordre, domp-

1. L'authenticité du propos n'est pas prouvée. C'est La Bourdonnais lui-même qui le rapporte dans ses mémoires.

tant la colère qui monte en lui, La Bourdonnais invite les députés à passer dans une pièce voisine sous prétexte que sans témoins incommodes ils pourront mieux s'exprimer. Mais à peine l'offre est-elle faite que Paradis s'écrie avec violence : « Non, monsieur, il faut que tout ceci soit public. » Souffleté par cette réplique virulente, le commandant en chef balance un instant sur l'opportunité qu'il y aurait de faire arrêter tous les députés. Mais se maîtrisant rapidement, il ne réplique rien et attend la suite des événements.

Le greffier prenant à nouveau la parole commence à lire toute une suite de pièces, ce sont :

1^o la remontrance faite à Dupleix par les habitants de Pondichéry ;

2^o une protestation du Conseil de Pondichéry, signifiée à M. de La Bourdonnais et au Conseil anglais, qui casse et annule le traité de rançon ;

3^o la commission de commandant des établissements français dans l'Inde pour M. Dupleix ;

4^o les lettres d'établissement d'un conseil provincial à Madras par le Conseil supérieur de Pondichéry ;

5^o la commission de commandant et directeur de Madras donnée par le Conseil supérieur à M. d'Epremeuil ;

6^o la commission de Major des troupes françaises dans l'Inde, pour M. de Bury ;

7^o les ordres de M. de Bury tendant à faire exécuter les arrêtés du Conseil supérieur de Pondichéry.

Cependant la nouvelle de ce qui se passe au palais

du gouverneur se répand dans la ville ; de minute en minute la foule augmente dans la salle et de cette foule monte, à la lecture des pièces, un murmure toujours grandissant. Le greffier achève sa tâche au milieu du bruit. Mais dans le tumulte qui augmente, s'élève alors la voix de La Bourdonnais. Tout ce délayage administratif l'agace ; en deux mots il veut des explications.

« Que prétendez-vous faire à Madras ? clame-t-il
« aux députés. — Y mettre le bon ordre, réplique
« Barthélémy. — Je saurai bien l'y mettre sans vous.
« — Nous nous ferons hacher sur place, hurle
« Barthélémy ; et Paradis arrivant à la rescousse,
« opine avec véhémence : oui, crie-t-il, et il ajoute en
« parcourant du regard toute l'assemblée pour y
« saisir des symptômes d'approbation, nous aurons
« tous les bons Français pour nous. »

Mais la colère de La Bourdonnais est tombée et devant ce petit groupe gesticulant et furieux, c'est un sourire qui lui vient aux lèvres. « Vous venez donc exciter la guerre civile ? répondit-il goguenard ; avertissez-nous donc, nous battons la générale. » Puis patiemment le commandant en chef tente une fois de plus d'expliquer sur quels ordres il base ses pouvoirs dans l'Inde, il offre aux députés de les leur faire lire, ce qu'ils refusent aussitôt. Cependant certains officiers de La Bourdonnais s'approchent de leur chef et lui conseillent de faire arrêter les envoyés de Pondichéry. Mais La Bourdonnais complètement maître de lui se contente de continuer la discussion. Il déclare aux députés qu'ils déshonorent la nation

française par cet éclat scandaleux et qu'ils devraient au fond sentir eux-mêmes qu'il était impossible de manquer à la parole d'honneur donnée aux Anglais. « C'est pourtant le sentiment de Pondichéry », lui répliquent les députés.

Jusque là les Anglais avaient assisté en spectateurs muets à la discussion entre le chef du corps français et les députés de Pondichéry ; ils élèvent alors la voix et protestent contre cette violation du droit des gens que le Conseil de Pondichéry veut perpétrer et pour donner plus de poids à leur réclamation, ils lisent la sommation arrêtée par eux depuis le 16 septembre pour le cas où le commandant français serait tenté de ne pas vouloir tenir le traité de rançon : « Nous vous sommons par le droit des gens, « établi entre les royaumes de France et de la Grande-
« Bretagne, et nous vous demandons, au nom de Sa
« Majesté très chrétienne et Britannique, de tenir
« votre parole et d'exécuter les engagements con-
« tractés en conséquence. »

Il fallait prendre une décision rapide. La Bourdonnais donne l'ordre de réunir sur-le-champ, en conseil de guerre, tous les officiers qui avaient fait le siège de Madras. Ceci fait, il leur pose la question suivante : « Vous venez d'entendre les protestations
« du conseil supérieur de Pondichéry, et la proposi-
« tion qu'il me fait de manquer à la parole que j'ai
« donnée à Messieurs les Anglais. C'est pourquoi j'ai
« l'honneur de vous faire assembler pour savoir de
« vous, Messieurs, si, ayant accordé une capitulation
« et arrêté des conditions en conséquence, je suis

« obligé de tenir ma parole d'honneur, soit que j'aie
« bien ou mal fait. »

La réponse fut unanime : « Nous sommes tous
« d'avis que M. de La Bourdonnais doit tenir la parole
« qu'il a donnée à Messieurs les Anglais. » Vingt-
neuf signatures suivaient cette réponse¹; seuls
quelques officiers dont ceux des troupes de Pondi-
chéry ne s'étaient pas rendus au Conseil².

1. Les 29 signataires étaient : Sicre de Fontbrune, Vitard de Passi, de Rostaing, de Bouloc, de Launay, Sabadine, Vignol, Francey, Giblot du Cray, Gast, de Bailleul, Sicre, Gallard, Foubert, Astruc, Le Prévot de la Touche, Dancy, Barrat, La Gourgue, de Boulac, Paignon, Gargas, Sanson, du Marchais, Ligeac de Ruizeau, Monteléon, Very Saint-Romain, Goupille et Theresein. On ne rencontre parmi ces noms aucun de ceux des capitaines commandant les vaisseaux de l'escadre, c'est qu'en effet ils n'avaient pas fait le siège de Madras puisqu'ils se contentaient d'approvisionner les assiégeants et de tenir la liaison avec Pondichéry.

2. Nous avons la bonne fortune de posséder sur cette consultation l'opinion de l'un des signataires, le capitaine de Rostaing. Ce témoin impartial s'exprime ainsi dans son journal : « Nous
« n'hésitâmes pas à lui signer qu'il y était obligé (à tenir sa pa-
« role) ; nous ajoutâmes que s'il avait inconsidérément ou mal
« à propos engagé son souverain il en répondrait seul en son
« propre et privé nom, puisqu'il ne nous avait pas consultés
« en quoi que ce soit, et que tout s'était passé hors de notre
« connaissance mais que le nom sacré de la personne du Roi
« rendait son serment trop fort et trop respectable, pour pouvoir
« être enfreint ou violé dans la plus légère partie, la mort dût-
« elle être le prix de l'avoir hasardée avec trop peu de réflexion ;
« que d'ailleurs la parole d'honneur était le contrat des guerriers.
« Cette décision conforme aux lois de l'honneur et de l'équité
« ne fut pas du goût de Dupleix : il la condamna sans autres
« formalités. Quelles que pussent être ses raisons, je suis d'au-

Cet acte déconcerta les députés qui, laissant la place à La Bourdonnais, abandonnèrent pour ce jour-là leur offensive. Le soulèvement contre le commandant en chef ne s'étant pas produit, c'eût été folie de leur part de s'avancer plus à fond sans être soutenus. Mais il y avait à Madras des troupes de Pondichéry dont les officiers étaient dévoués à Dupleix ; par eux on parviendrait peut-être à détacher de La Bourdonnais une partie des troupes de ses Iles, suffisante pour faciliter le renversement du Malouin et son remplacement par d'Epremesnil.

La Bourdonnais se rendit compte du danger qu'il courait s'il laissait les troupes de Pondichéry libres de leurs mouvements. Aussi, sous prétexte qu'on avait vu paraître des vaisseaux près des montagnes de Paliacatte, il donna immédiatement l'ordre d'embarquer ces troupes. Cela s'exécuta sans grandes difficultés, seul un officier de Pondichéry, un lieutenant d'infanterie, essaya d'empêcher ses hommes de s'embarquer, et l'épée nue à la main s'opposa de toutes ses forces à l'accomplissement des ordres de La Bourdonnais. On l'arrêta sur-le-champ et l'embarquement s'acheva sans encombre.

Privés de l'appui que pouvaient leur fournir ces troupes, les députés essayèrent d'y suppléer par un coup d'audace. De Burry, accompagné de deux officiers, se présenta, le 4 octobre, au palais du gouverneur et d'après les ordres à lui donnés par Dupleix,

« tant plus tranquille sur ce point que je cesserais d'aimer mon
« métier s'il s'y rencontrait des occasions qui m'obligeassent
« à rétracter ma parole. »

ordonna à La Bourdonnais de prendre les arrêts. C'était un véritable acte de folie qui aboutit à un résultat facile à prévoir. La Bourdonnais se contenta de répondre aux trois officiers : « C'est moi, messieurs, « qui vous arrête. Mettez là vos épées, et restez « tranquilles au gouvernement. Croyez-moi, ajouta- « t-il, je vous conseille d'obéir. » Et les trois hommes restèrent prisonniers dans le palais du gouverneur. La nouvelle de leur arrestation s'étant répandue, les députés de Pondichéry dépêchèrent à l'instant Paradis pour aller demander raison à La Bourdonnais de la conduite qu'il venait de tenir. Il fut chaudement reçu ; après avoir affronté la colère du commandant en chef, le seul résultat de sa démarche fut d'aller rejoindre de Bury et les deux autres. Cette fois les autres députés se tinrent cois. Le soir venu, La Bourdonnais fit relâcher ses prisonniers, mais leur défendit expressément de quitter Madras sans permission.

Dupleix ne resta pas longtemps sur ce dernier échec ; dans ces premiers jours d'octobre la liaison reste très étroite entre le Conseil de Pondichéry et ses députés. Tenu au courant, heure par heure, pourrait-on dire, le Conseil, à l'annonce des évènements du 4, tient séance, le 6, de 8 heures du matin à midi et toute l'après-midi jusqu'à 6 heures. Il expédie coup sur coup, à 11 heures du matin puis à la fin de la journée deux courriers pour Madras. Dupleix fiévreux écrit toute la soirée. Sa femme elle-même envoie des pions sur les routes pour intercepter les lettres qui arriveraient ou partiraient de Pon-

dichéry. C'est qu'une résolution d'importance a été prise ce jour-là contre La Bourdonnais avec qui il faut définitivement en finir ; et il importe que le principal intéressé ne sache pas que ce même jour Dupleix vient d'expédier pour Madras quarante cipayes commandés par le sieur Bocage.

CHAPITRE XV

DERNIERS JOURS DE LUTTE. L'OURAGAN DU 13 OCTOBRE

Dupleix, désespérant de triompher autrement de La Bourdonnais, avait formé le projet de le faire enlever et conduire prisonnier à Pondichéry. Les quarante Cipayes de Bocage devaient faire le coup et s'emparer du commandant en chef mort ou vif. La cavalerie devait favoriser le rapt, mais comme elle se trouvait sous les ordres de M. d'Auteuil, beau-frère de La Bourdonnais, Dupleix envoya à cet officier l'ordre de revenir immédiatement à Pondichéry¹ : l'enlèvement aurait lieu pendant son absence.

Malgré toutes les précautions prises, La Bourdonnais fut pourtant prévenu à temps et la nouvelle combinaison de Dupleix échoua comme les précédentes. Son activité ne s'était d'ailleurs pas bornée à organiser l'enlèvement du commandant ; conjointement, il écrivait à chacun des capitaines des vaisseaux de l'escadre une lettre circulaire dans laquelle

1. Il arriva à Pondichéry le 9 octobre.

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : C² 81.

— *Archives de la Marine* : B⁴ 59.

IMPRIMÉ. — *Journal d'Anandarangapoullé*.

il leur donne l'ordre de refuser le débarquement de certains prisonniers anglais qu'ils ont à leur bord, car il a appris que La Bourdonnais a l'intention de les remettre au gouverneur Morse. « Je sais, écrit-il, « que vous avez l'ordre du roi d'obéir à M. de La « Bourdonnais ; mais il est certains cas, où cet ordre « ne peut être observé à la rigueur, surtout lorsqu'il « s'agit du cas présent. Je comprends sur mon compte « tout le blâme du refus que vous ferez à M. de La « Bourdonnais : ma lettre servira de décharge au- « près du ministre ¹ ».

En face de ces entreprises, La Bourdonnais gardait le plus grand calme. Attentif aux faits et gestes de son adversaire, il se contentait de parer à tous les dangers. Sachant par les dernières tentatives jusqu'où Dupleix se laisserait entraîner, il prenait ses précautions. Il avait placé dans le fort de Madras les troupes dont il était sûr, ses marins, ses Cafres et ses fidèles régiments de l'Ile de France et de Bourbon ; la ville était ainsi à l'abri de tout coup de main. Toute personne venant de Pondichéry était fouillée et désarmée, puis interrogée par lui et expulsée le plus rapidement possible.

C'est que les invitations réitérées à la désobéissance commençaient à causer quelques troubles dans Madras. Il fallait maintenir les troupes dans la plus

1. MM. de La Porte-Barré, de Selle et de Lobry répondirent à cette circulaire que les ordres du Roi les ayant placés sous l'autorité de La Bourdonnais ils ne pouvaient, sous peine de désobéissance, enfreindre les ordres de leur chef à moins de nouvelles prescriptions royales. (Arch. des Col., C² 81.)

stricte discipline et empêcher tout essai de révolte d'autant plus à craindre qu'il pouvait être profitable à certains, impatients de faire leurs affaires à la faveur du désordre. La présence des députés de Pondichéry était déjà bien suffisamment néfaste. D'Epremesnil, investi par Dupleix du commandement de la place, contrecarrait les ordres de La Bourdonnais en donnant des ordres de son côté. Deux seuls commissaires étaient restés en fonctions après le départ de d'Epremesnil et de Bonneau, c'était Mahé de la Villebague, frère de La Bourdonnais, et le sieur Desjardins, qui lui était dévoué ; d'Epremesnil leur intima l'ordre de quitter Madras et de se retirer à Pondichéry. Leurs subordonnés, les commis, les ouvriers, les bateliers, tout le personnel chargé des inventaires et de l'exécution du traité de rançon, hésitaient, tiraillés par des volontés adverses et des indications contradictoires.

Et le temps passait, rien n'avancait. La ville noire désertée au moment du siège ne fournissait plus les manœuvres nécessaires aux manipulations de marchandises et Pondichéry ne voulait plus envoyer à Madras aucun aide. Furieux de l'arrestation de ses députés, le Conseil écrivait à La Bourdonnais, le 6 octobre : « Nous n'avons d'autre parti à prendre, « sur tout ce que vous faites, que d'attendre tranquillement quel sera le dénouement de tout ceci. »

Le dénouement, le commandant en chef ne le voyait que trop : c'était la Mousson, la période des tempêtes, qu'il était impossible, à moins de catastrophe, de passer dans la rade de Madras, exposée

à tous les vents. Talonné par le temps, désespéré de cette stagnation où sombrait tout dans la ville, il écrit sans cesse à Pondichéry et Pondichéry lui répond sans se lasser, se perdant dans des discussions oiseuses sur les pouvoirs respectifs du gouverneur de Pondichéry et du commandant des troupes françaises.

La Bourdonnais, dont l'impatience devait être grande, écrit pourtant à Dupleix une lettre pleine de calme où il essaye encore une fois de secouer son effroyable inertie :

« MONSIEUR,

« La scène qui vient de se passer à Madras, tout
« indécente qu'elle soit, m'afflige beaucoup moins par
« rapport à moi, qu'elle n'est humiliante pour toute
« la nation. Depuis la prise de cette place, j'ai tout
« mis en usage pour conserver chez les Anglais la
« decence qui convient à la majesté des armes de
« notre roi, et au caractère des officiers que je com-
« mande. Il ne fallait rien moins que la réputation
« de ce jour pour altérer, dans l'esprit des peuples
« qui nous environnent, le nom que nous nous sommes
« fait ici. Ma commission, mes ordres, la volonté du
« ministre, le droit de la guerre, en me mettant à la
« tête des Français combattants, m'obligent de
« soutenir l'honneur de leur pavillon victorieux. Je
« suis entré dans Madras, à condition de traiter de
« son rachat à l'amiable avec le gouverneur et son
« conseil. Esclave de ma parole, j'ai satisfait tout
« à la fois au bien de la Compagnie, dont les intérêts

« me sont confiés, à l'honneur de la nation et à mes
« engagements avec nos ennemis vaincus... Que
« j'aie été en droit ou non de capituler, c'est ce qui ne
« regarde ni vous ni votre Conseil. Personne ici ne
« commande que le roi dont je porte les ordres.
« J'irai lui rendre compte de ma conduite, lui mener
« les vaisseaux qu'il m'a confiés, et lui porter ma tête,
« qui répondra pour moi du mal que j'aurai fait.
« Plus juste et moins partial que le public qu'on fait
« parler, j'attends de Sa Majesté, plutôt la récom-
« pense de ma bonne volonté marquée, que le châti-
« ment d'une faute involontaire, s'il y en a. Pour
« vous, Monsieur, si ce que j'ai fait ne vous paraît
« pas si avantageux que je l'ai cru, regardez ce qui
« se passe ici comme un naufrage causé par l'igno-
« rance du pilote : sauvez-en les débris, Monsieur,
« ils vous touchent autant que moi : nous sommes
« également intéressés à ramasser les restes glorieux
« de notre victoire. Le chargement des vaisseaux,
« pour lesquels je n'ai que deux hommes de bonne
« volonté, la mauvaise saison qui approche, tout
« vous crie que j'ai besoin d'aide. Au nom du roi et
« de la Compagnie, donnez-moi ces secours qui dé-
« pendent de vous : nommez des commissaires qui
« prennent soin de ce qui revient à la Compagnie de
« France, et laissez au roi, mon maître et le vôtre, le
« soin de me punir du prétendu crime qu'on m'im-
« pute ? Vous voyez, Monsieur, combien je réclame
« votre secours. Je ferai part de mes lettres à ceux
« qui doivent les lire ; que puis-je faire de mieux
« après ce que j'ai déjà fait ? Vous vouliez qu'on prît

« toute l'artillerie, sauvez-en la moitié qui est à
« vous, et donnez-moi quelques nouvelles des vais-
« seaux que j'ai envoyés charger vos marchandises :
« dites-moi aussi si vous prendrez les balles de drap,
« l'argent, cette artillerie, les agrès, les billets, les
« otages, etc... Que je sache à quoi m'en tenir ; le
« temps presse ici bien fort. Je serai bientôt obligé
« de partir ; si vous ne vous chargez point du soin
« du bien de la Compagnie, sera-ce ma faute ? »

Mais la situation reste inchangée au fond ; à Pondichéry on raconte que La Bourdonnais vole à Madras sans vergogne, qu'il falsifie les livres de comptes de telle façon qu'il se fait un bénéfice de un million, disent les uns, de six, disent les autres. Il s'empare à profusion de l'or, des rubis, des diamants que renferme la ville. Ne sait-on pas que Madras est la ville la plus riche de l'Inde, la ville de Kuvera¹, et dans ces conditions il n'est pas exagéré de dire que La Bourdonnais en retirera dix millions.

Le 8 octobre, au lever du soleil, l'escadre de d'Ordelin arrive à Pondichéry ; elle est composée du *Centaure*, du *Mars* et du *Brillant*. Elle apporte des nouvelles de France et ces nouvelles sont telles que Dupleix enchanté dépêche un officier² à Madras pour les porter à La Bourdonnais avec son courrier. Orry, le protecteur de La Bourdonnais, celui qui de tous temps l'a soutenu contre la Compagnie et encouragé dans ses entreprises est renvoyé ! Son frère, de

1. Dieu des richesses.

2. Anandarangapoullé l'appelle Avisse.

Fulvy, le suit dans sa disgrâce. Le nouveau contrôleur général est Machault d'Arnouville ; Roullié remplace de Fulvy. C'en est fait de La Bourdonnais, puisque Fleury est mort, qu'Orry est disgrâcié et qu'en face de lui les directeurs de la Compagnie des Indes, ses adversaires et les amis de Dupleix, demeurent.

Mais La Bourdonnais est fort de son bon droit, la seule pensée qui l'occupe alors c'est de trouver une solution à la situation ? Et voilà qu'au hasard d'une conversation, un de ses officiers lui suggère un moyen de concilier les exigences de Pondichéry et les engagements pris avec les Anglais. On pourrait tenir la capitulation, mais n'évacuer Madras qu'en janvier, afin que les Français aient le temps de tirer de la ville tous les effets en nature devenus leur propriété. La Bourdonnais adopte l'idée d'enthousiasme et sur-le-champ en parle à Paradis. Il est si content de cette nouvelle solution qu'il offre de laisser cent cinquante de ses hommes à Madras pour faciliter la garde de la place jusqu'en janvier. Paradis se chargea d'écrire à Dupleix, tandis que La Bourdonnais soumettait le nouveau projet aux Anglais. Ceux-ci ne se montrèrent pas très enthousiastes à la différence de Dupleix et du Conseil de Pondichéry, qui acceptèrent d'emblée et ajoutèrent que, puisqu'on était enfin tombé d'accord, il ne restait plus à La Bourdonnais qu'à reconnaître d'Epremesnil et le Conseil provincial nommé par le Conseil supérieur de Pondichéry.

Tout paraissait donc devoir marcher à souhait

quand on aurait vaincu la résistance des Anglais, lorsque La Bourdonnais se prit à réfléchir sur cette nouvelle combinaison et se rendit compte qu'elle ne laissait pas de présenter des inconvénients assez graves. En effet si la ville était rendue aux Anglais, les opérations de dénombrement et d'embarquement du butin par les Français ne seraient en rien gênées, puisque les dispositions spéciales avaient été prises dans le traité de rançon pour la sauvegarde des commissaires français et la loyale exécution des engagements. On pouvait d'ailleurs prendre une nouvelle caution aux Anglais pour plus de sûreté, au lieu que, si l'on conservait la ville, il faudrait pouvoir la défendre contre un retour offensif toujours possible de la part des Anglais ; sans compter que Pondichéry elle-même, après le départ de La Bourdonnais ne serait pas à l'abri d'un coup de main de Peyton. Or la garnison de Pondichéry se composait de 436 Européens avec les 150 hommes laissés par La Bourdonnais, cela ferait 586 hommes. Pour défendre les deux places cette poignée de soldats serait tout à fait insuffisante. Alors, ne valait-il pas mieux s'en tenir aux premières stipulations du traité de rançon et évacuer Madras, le 15 octobre ? Et La Bourdonnais de faire part de ces réflexions à Dupleix et au Conseil. Naturellement Dupleix et le Conseil ne voulurent rien entendre, et La Bourdonnais, talonné par le temps, se résignait à exécuter le projet que Pondichéry acceptait.

Le 11 octobre, il écrit à Dupleix. Puisqu'il faut se résigner à garder Madras jusqu'en janvier, il s'agit

de s'entendre sur ce que l'on fera de son escadre et de celle de d'Ordelin. Pour lui, il doit partir : « Ce qui vient de se passer entre nous demande que j'aille en Europe » ; quant à son escadre, elle est en mauvais état et les équipages ne veulent plus rester aux Indes. Sur un simple soupçon, que peut-être on n'aurait pas retourner aux Iles, ils ont déjà envoyé à leur commandant des requêtes de protestation. Les navires vraiment disponibles sont uniquement ceux de d'Ordelin. Or avec trois navires, Dupleix ne pourra jamais défendre Madras et Pondichéry. La Bourdonnais préférerait un second plan dans lequel il grouperait tous les navires dont il ferait passer une partie par Achem, il en dirigerait d'autres sur les Iles ; bref, il arriverait en fin de compte à ramener en Europe huit ou dix vaisseaux chargés, sans compter les navires de Chine. Mais enfin quel que soit le parti que l'on prenne, il reste absolument sceptique sur la possibilité, pour Dupleix, de conserver Madras jusqu'en Janvier. « Je parie, dix contre un, que dans « quarante ou cinquante jours l'escadre de M. Pey-
« ton est ici. Vous ne serez plus maître de la mer, et
« la garde de Madras vous sera à charge. Toutes ces
« raisons et bien d'autres, m'avaient fait prendre le
« parti de regarder cette affaire comme un coup de
« main dont on tire ce qu'on peut, et dont on perd
« partie pour avoir l'autre. »

Le 12 octobre, d'Epremesnil lui ayant assuré que Dupleix tiendrait la capitulation, La Bourdonnais lui envoie le traité par un expres ; aussitôt qu'il sera signé, la ville sera remise à d'Epremesnil et l'escadre

appareillera. « J'ai au reste si grand envie d'être « quitte de tout ceci, ajoute-t-il, que je brûle de recevoir votre réponse. Songez que le temps presse, « que la moindre difficulté m'arrête tout court ».

Le 13, il n'a pas encore reçu de réponse ; il écrit à nouveau dans la journée à Dupleix. La lettre roule sur les billets de Madras. La Bourdonnais vient d'avoir entre les mains des pièces qui lui permettent de croire que la rançon ne pourra être refusée par la Compagnie anglaise. En effet, un arrêt du Parlement d'Angleterre décide que le paiement des lettres de change tirées sur une compagnie, doit être faite par préférence aux appointements des employés ; et surtout une loi stipule que tous les négociants répondent des engagements que leurs facteurs ont pris en leurs noms. Il espère que la réponse de Dupleix ne va pas tarder : « Voilà déjà les vents du nord qui se font sentir ; il s'ensuit, comme vous savez, la nécessité décidée de quitter la côte : je vais être contraint par force d'évacuer la place. » Il vient de donner des ordres à ses capitaines de vaisseaux pour le cas où la nouvelle lune amènerait le mauvais temps. « Je souhaite que cela n'arrive pas et que nous finissions vite. » Malgré ces précautions on le sent inquiet ; sa lettre terminée, il ajoute encore une ligne impatientée : « Pressez vos réponses, vos patamars ¹ sont trop lents. »

En admettant même que Dupleix eut été touché,

1. Les patamars étaient des coureurs, porteurs des plis pressés, qui suppléaient à un système de poste inexistant.

cette fois, par les accents de La Bourdonnais, il était trop tard maintenant pour agir, car cette dernière missive était à peine en route que, tout à coup, après une journée radieuse, dans la nuit du 13 au 14 octobre, s'éleva un ouragan d'une violence inouïe. Complètement à découvert dans le port de Madras, tous les vaisseaux qui s'y trouvaient furent dispersés ou lancés avec la dernière violence les uns contre les autres. Le 14, au lever du jour, La Bourdonnais put se rendre compte de l'étendue du désastre : il était immense, irréparable. La rade était, la veille, peuplée de nombreuses embarcations ; rien ne restait. Les cheliques étaient brisées, vingt-cinq bateaux du pays avaient péri corps et biens, deux bots, un brigantin hollandais qui allait partir pour Batavia, deux navires anglais entrevus, la veille, au large, avaient subi le même sort.

Et l'escadre ! Le *Neptune*, rasé comme un ponton, avait eu, pendant la tempête, jusqu'à sept pieds d'eau dans sa cale, sa cargaison, 2.000 sacs de salpêtre et 1.400 balles de marchandises, était avariée. Il avait été contraint de jeter à la mer 14 canons de 12. L'*Achille*, allégé de 16 pièces de 18, n'ayant plus pour tout mâât que celui de misaine, luttait à une lieue en mer contre le vent d'est qui le battait par le travers et le mettait dans le plus grand péril de sombrer avec tout son équipage. Et pourtant le *Bourbon* était encore plus en danger. Mouillé avec sa dernière ancre par cinq brasses de profondeur, « le cul dans les lames », à la pointe de Saint-Thomé, il n'avait plus, comme l'*Achille*, que son seul mâât de misaine intact

sur toute sa mâture. Comme les autres, il avait dû jeter à la mer 14 canons de 12. La *Princesse Marie*, ne possédant plus que son beaupré, avait eu sept à huit pieds d'eau dans sa cale, ce qui avait submergé les 800 balles de salpêtre formant sa cargaison. La *Marie-Gertrude* était échouée et quatoze hommes seulement de son bord vivaient encore. Le *Duc d'Orléans*, pris dans un tourbillon de vent, avait entièrement péri corps et biens, à six lieues au large ; sept à huit hommes seulement avaient échappé à la mort. Le capitaine du vaisseau, M. du Désert, cramponné à une cage à poules, était presque parvenu au rivage lorsqu'une lame l'avait englouti. Quant au *Phénix*, il avait disparu.

Pénétré de douleur, mais non pas écrasé par elle, La Bourdonnais essaye de maintenir la liaison entre lui et ses navires qu'il voit se débattre au large. Il tente d'abord de trouver quelques chelingués échappées à la tempête et de leur faire prendre la mer pour porter ses ordres à ses capitaines, mais la mer est si forte que nul ne veut se hasarder. Seuls, sur ces flots démontés, peuvent encore flotter des catimans. Formés de cinq à six morceaux de bois liés ensemble, ces radeaux ne peuvent être submergés. A force d'argent quelques bateliers tentent l'aventure, et assis les jambes croisées sur leur frêle embarcation, portant sur leur tête la missive de l'amiral, ils se dirigent poussés par leur voile et stabilisés par leur balancier, vers les infortunés navires. La Bourdonnais assurait ainsi les siens qu'il ne les abandonnait pas, qu'il se multipliait pour leur venir en aide, et

ce premier espoir apporté par les catimarons était déjà un important facteur de relèvement moral pour les équipages épuisés.

La tempête calmée, les grands vaisseaux, découverts de leur mâture, demeuraient immobiles à l'horizon, à la merci d'un nouveau coup de vent ou d'une incursion de la flotte anglaise. Il fallait leur envoyer des câbles, des mâts, des vivres ; pour cela il fallait des chelingues et les chelingues manquaient. La Bourdonnais envoya à la hâte demander du secours à Pondichéry et, en attendant, s'occupa nuit et jour à entasser sur le bord de la mer tout ce qui pourrait être utile aux navires en perdition.

La situation était affreusement compliquée ; il fallait tirer d'affaire les vaisseaux en péril, les décharger complètement de leur cargaison avariée par l'eau de mer, réparer les navires, tout cela avec la crainte de voir arriver l'escadre anglaise, alors que l'escadre française pouvait être considérée comme inexistante, démontée par la tempête et désarmée de 40 canons, sans compter ceux du *Duc-d'Orléans* et du *Phénix*. En outre La Bourdonnais était extrêmement inquiet sur le sort du *Centaure*, du *Brillant* et du *Mars*, vers qui maintenant convergeaient tous les espoirs des Français dans l'Inde et grâce à qui le commandant en chef pouvait essayer de se tirer du mauvais pas où il se trouvait. Si la tempête avait sévi à Pondichéry de la même façon qu'à Madras, l'escadre de d'Ordelin était peut-être détruite, elle aussi.

Mais là n'étaient pas les seuls soucis de La Bourdonnais, le Conseil de Pondichéry et Dupleix conti-

nuaient à discuter à propos du traité de rançon et la correspondance entre Madras et Pondichéry ne ralentissait en aucune façon, sans toutefois amener de solution. La Bourdonnais avait envoyé, le 12 octobre, à Dupleix, un projet de traité définitif : « Si
« vous y faites du changement, écrit-il, je ne vous
« réponds pas qu'il soit accepté. C'est donc, monsieur,
« aux conditions de n'y rien changer, que vous
« pouvez envoyer vos officiers et vos troupes par le
« *Centaure*. » En réponse, le Conseil de Pondichéry arrête de nouvelles modifications au traité et les soumet à La Bourdonnais. Par l'article premier le Conseil supérieur s'engage à tenir les articles du traité dont La Bourdonnais lui a envoyé copie, autant que les Anglais tiendront leurs promesses. Cet engagement suffisait à La Bourdonnais et, laissant de côté les stipulations nouvelles de certains articles dont il n'approuvait pas la teneur¹, il se hâta d'en

1. Ces articles que La Bourdonnais critiquaient étaient :

a) L'article 5 qui stipulait que Madras ne pourrait être évacuée que lorsque le partage serait entièrement fini. Cela détruisait, disait La Bourdonnais, l'article qui fixait l'évacuation en janvier. Les Français pouvaient faire traîner indéfiniment le partage et rester ainsi maîtres de la place. Dans ce même article 5, il était décidé que la rade de Madras ne pourrait être fréquentée par les vaisseaux anglais qu'après l'évacuation. La Bourdonnais disait que « c'était ôter aux Anglais la liberté de leur commerce qui pouvait seul les mettre en état de faire les fonds nécessaires pour payer la rançon. »

b) L'article 7, qui stipulait que otages et billets devraient être embarqués sur les vaisseaux de La Bourdonnais qui s'en chargerait. Le Conseil ne voulait rien recevoir.

c) Enfin La Bourdonnais s'élevait particulièrement contre

finir avec les Anglais. Il fallait les amener à consentir à ce que l'exécution ait lieu seulement en janvier. Pour cela La Bourdonnais prit prétexte du coup de vent du 13 octobre : il mettait les Français dans l'impossibilité d'évacuer la place pendant ce mois ; il fallait que l'amiral suivit les débris de son escadre, il devait quitter la ville avant l'évacuation des Français et laisser achever son œuvre par un représentant. D'ailleurs si les Anglais refusaient cet arrangement devenu indispensable, les circonstances forceraient La Bourdonnais à abandonner la ville, purement et simplement, sans traité à la discrétion du Conseil de Pondichéry.

Mais plus encore que le traité, un autre point réclamait une solution rapide. Aux demandes de secours faites par La Bourdonnais, le Conseil de Pondichéry déclarait qu'il n'avait ni navires, ni chelingues disponibles. Malgré cela La Bourdonnais pensait pouvoir encore se tirer de la situation terrible où il se trouvait, grâce au secours que lui apporteraient les trois vaisseaux de d'Ordelin. Or, le 14, Dupleix donnait l'ordre aux capitaines du *Centaure*, du *Mars* et du *Brillant* de rester dans la rade de Pondichéry. En effet, la Compagnie avait prescrit

l'article 8 (qui n'existe pas dans les pièces justificatives publiées par les amis de Dupleix). Le Conseil déclarait qu'il ne signerait rien avec les Anglais et entendait ne s'engager qu'avec La Bourdonnais. La Bourdonnais voyait là une manœuvre tendant à prolonger les discussions afin que le commandant en chef soit forcé de quitter Madras « sans avoir mis le sceau au traité ». Par là, le Conseil de Pondichéry se serait cru en droit de rompre la capitulation.

à ces vaisseaux de se mettre sous les ordres du Conseil de Pondichéry. La Bourdonnais de son côté, porteur des ordres du roi, lui confiant le commandement suprême de tous les vaisseaux français dans l'Inde, écrivait aux trois capitaines de venir le rejoindre à Madras avant le 21 octobre. Le 16, les ordres parvenaient à d'Ordelin. Très indécis entre les volontés contradictoires de la Compagnie et de La Bourdonnais, les trois capitaines se rendent chez Dupleix et lui montrent les ordres de l'amiral. Dupleix leur prescrit de faire écrire au greffe la déclaration des ordres qu'ils viennent de recevoir ; pendant qu'ils s'y rendent, il convoque le Conseil puis une demi-heure après le décommande et, toutes réflexions faites, au retour des trois officiers, s'enferme longuement avec eux pour leur prouver qu'ils dépendent uniquement de Pondichéry. Il les chapitre si bien que le lendemain matin, 17 octobre, devant le Conseil enfin convoqué, d'Ordelin et ses collègues déclarent par écrit que, dans quelques rades qu'ils se trouvent, ils obéissent au Conseil du pays et que, puisqu'ils se trouvent dans la rade de Pondichéry, il est tout à fait rationnel qu'ils se placent sous les ordres de son Conseil supérieur.

Cependant, le 18, La Bourdonnais, étonné de la nouvelle prétention de Dupleix, écrit à nouveau aux capitaines ; il leur déclare que lui seul a le droit de les commander et réitère ses ordres en ces termes :
« Je vous ordonne de par le roi, d'appareiller sitôt
« la présente reçue, de venir à Madras sauver quatre
« navires démâtés et les sujets du roi qui sont en

« perdition. » En même temps, il écrivait au Conseil de Pondichéry : « Je ne suis pas peu surpris de
« ce qui se passe à Pondichéry sous vos yeux. Vous
« savez que j'ai un ordre du roi pour commander
« tous les vaisseaux de la Compagnie dans l'Inde. Je
« l'ai signifié aux trois capitaines nouvellement
« arrivés d'Europe : ils m'ont répondu qu'ils étaient
« aux ordres du Conseil supérieur de Pondichéry,
« qu'ainsi ils ne pouvaient m'obéir. Je vous demande,
« Messieurs, au nom du roi, si c'est votre intention
« de vous opposer à ses ordres ; en ce cas, je vais tout
« abandonner. Je vous charge de tous les événements
« présents et à venir, du défaut d'exécution des
« ordres du roi et du ministre. Je m'embarque dans
« le premier vaisseau que je pourrai regraiyer, et
« je vais me rendre aux Iles. Je prendrai là le parti
« qui convient à la conduite qu'on a tenue jusqu'ici
« avec moi. »

Il y avait en effet de quoi désespérer car la situation des vaisseaux à Madras était de plus en plus grave. Voyant que les secours n'arrivaient pas et que leurs navires menaçaient de sombrer, les marins, même les plus intrépides, voulaient à toutes forces abandonner leur bord. Les officiers partageaient les craintes justifiées de leurs hommes ; afin de faire pression sur Dupleix ils lui écrivirent une lettre collective qu'ils firent également signer par le représentant de Pondichéry, d'Epremesnil, et par La Bourdonnais. Ils y déclaraient que si des secours ne leur étaient pas envoyés, ils avaient pris la résolution d'abandonner définitivement les navires à leur

malheureux sort. Lorsqu'il fut question d'expédier la prise anglaise, *Princesse-Marie*, deux officiers de marine refusèrent catégoriquement d'en prendre le commandement. Seul Mahé de la Villebague, pour rendre service, offrit de la conduire aux Iles. La crainte des équipages atteignit un tel point sur le *Neptune* et le *Bourbon*, que, sans vouloir écouter aucune représentation, les matelots se mirent en devoir de les abandonner. La Bourdonnais, aidé de MM. de La Porte-Barré et de Selle, parvint, au prix des plus grands efforts, à faire demeurer quelques braves gens sur ces deux vaisseaux, qui pouvaient sombrer d'un moment à l'autre et il fit transborder le reste sur l'*Achille*, qui était moins endommagé.

Enfin le calme se rétablit et La Bourdonnais put en terminer définitivement avec les Anglais. Après avoir mûrement réfléchi sur les changements proposés par le commandant en chef, ils lui firent savoir qu'ils acceptaient de signer le traité ainsi modifié. La ratification solennelle eut lieu, le 24 octobre, dans l'hôtel du gouvernement de Madras. La Bourdonnais, à haute et intelligible voix, donna lecture du traité en français et en anglais, puis, s'adressant au Conseil et aux notables de Madras, il prononça les quelques paroles suivantes :

« Messieurs, vous êtes libres d'accepter le traité
« ou de le rejeter ; mais si vous êtes déterminés à le
« signer, jurez-moi que vous remplirez toutes les
« conditions, autant qu'il sera en votre pouvoir, et
« que si vos promesses ne sont pas acquittées par la

« Compagnie d'Angleterre vous remettrez vous-même Madras aux Français. »

Le conseiller Straton, l'un des otages, prenant la parole répondit : « Monsieur, je ne me suis déterminé à me livrer en otage, avec ma femme et mes enfants, que parce que je connais ma nation. Il n'est aucun de nous qui ne vendit tout ce qui lui appartient pour dégager une parole si solennelle : et nous serions indignes du nom anglais si nous pensions autrement. » L'orateur fut unanimement approuvé par ses compatriotes ; puis le conseil, le corps de justice, les officiers et les principaux habitants jurèrent d'observer les conditions du traité et les lettres et billets de 500.000 et 600.000 pagodes payables à termes. Enfin Mahé de La Bourdonnais signa et après lui les représentants de la Compagnie anglaise : W. Monson, John Straton, Nicolas Morse, Thomas Eyre, Edward Harrys et John Savage. Aussitôt signé, La Bourdonnais expédia le traité à Pondichéry, en déclarant que dorénavant c'était au Conseil de Pondichéry d'en assurer l'exécution. D'après Anandarangapoullé, d'Epremesnil n'aurait pas assisté à la signature du traité, La Bourdonnais lui en communiqua le texte après coup.

Le traité signé, La Bourdonnais n'avait plus qu'à partir ; le 23 octobre, il remit les comptes et les papiers de Madras à d'Epremesnil, puis il fit ranger les troupes en bataille et lui passa officiellement le commandement de la place. La flotte était déjà en mer. Réparés tant bien que mal, le *Bourbon* et le *Neptune* se traînaient vers Pondichéry où ils

pouvaient tout juste parvenir. Au moment où La Bourdonnais allait quitter Madras, le temps devint menaçant et l'*Achille*, de crainte d'un nouvel ouragan, dut prendre le large. C'est à quatre lieues en mer que, par un temps affreux, La Bourdonnais le rattrapa ; ayant fait le trajet dans une fragile cheilingue, laissant à terre papiers, bagages et domestiques qu'on lui renvoya le lendemain quittant en fuyard le Londres Indien dont il était le vainqueur. « Je suis si dégoûté, disait-il, de ce malheureux Madras, que je voudrais pour un bras n'y avoir jamais mis les pieds : il nous en coûte trop. »

La Bourdonnais quittait Madras sans avoir encore vu arriver les trois navires de d'Ordelin. C'est que d'Ordelin et ses deux collègues se trouvaient dans une situation extraordinaire entre La Bourdonnais et Dupleix. Dupleix, pour les commander, invoquait une lettre de la Compagnie du 6 octobre 1745 qui disait : « La Compagnie juge qu'il est convenable et même décent que le commandant des escadres assiste dans les Conseils supérieurs : qu'il y soit appelé, lorsqu'il s'y traitera des matières concernant quelques expéditions militaires où ce commandant doit avoir la plus grande part, et qu'il y ait voix délibérative ; mais elle entend aussi que tout ce qu'on y aura délibéré soit exécuté sans difficulté, de quelques natures d'affaires qu'il agisse, quand même il serait question de disposer de tous les vaisseaux de la Compagnie qu'il commanderait. »

De son côté, La Bourdonnais faisait remarquer, qu'il tenait ses pouvoirs du roi, lui-même, et du

Contrôleur général et que pour infirmer un ordre du roi il fallait un autre ordre émanant de lui.

L'argument avait son poids et Dupleix se rendait compte qu'insensiblement les trois capitaines abandonnaient sa manière de voir pour se ranger sous les ordres du commandant en chef des vaisseaux de la mer des Indes. Or, il lui importait grandement de garder sous sa main le *Mars*, le *Centaure* et le *Brillant*, qui, après le départ de La Bourdonnais, seraient les seuls vaisseaux français capables de secourir Pondichéry contre les Anglais. Évidemment La Bourdonnais lui répétait que ces trois vaisseaux seraient absolument insuffisants. Dupleix pensait qu'il valait encore mieux les avoir que rien ; pour cela il fallait empêcher La Bourdonnais de les entraîner dans son sillage. Il fit donc écrire par le Conseil de Pondichéry que les trois vaisseaux allaient hiverner à Merguy, dans le royaume de Siam. Puis, le 22 octobre, il fit venir au Conseil les trois capitaines avec leurs deux collègues du *Saint-Louis* et du *Lys*.

La Bourdonnais accuse Dupleix d'avoir trompé les capitaines dans cette entrevue « par un exposé captieux et une maligne réticence ». Que se passa-t-il au juste dans cette séance ? on ne le sait, mais le résultat extrêmement simple, à la vérité, et qui ne demandait pas tant de discussions, fut que les capitaines convinrent qu'il fallait prendre les moyens les plus convenables pour mettre les vaisseaux en sûreté. C'est ce que voulait le Conseil et Dupleix.

Forts de l'approbation des capitaines, ils commencèrent par prélever 400 hommes sur les cinq équi-

pages, puis ils donnèrent l'ordre aux capitaines de prendre la mer, leur remettant, entre les mains, des ordres cachetés qu'ils ne devaient ouvrir qu'une fois au large. Mais les capitaines n'avaient plus qu'une confiance très limitée dans les pouvoirs du Conseil Supérieur, aussi à peine étaient-ils à deux lieues en mer qu'ils rompirent les cachets. Sous les ordres de d'Ordelin, le plus ancien d'entre eux, on les envoyait à Achem avec mission d'exiger du petit roitelet local la restitution du *Favori* pris, par les Anglais, dans sa rade, ou le versement d'une indemnité de 100 catis (200.000 livres). De La Bourdonnais, il n'était pas soufflé mot. Dupleix pensait bien ainsi empêcher les deux escadres de se rencontrer ; en effet, si La Bourdonnais essayait de joindre d'Ordelin, il irait à Merguy suivant les fausses indications de la lettre, tandis que d'Ordelin serait à deux cents lieues de là.

Mais il avait compté sans les capitaines. Aussitôt les ordres lus, ils décidèrent, sans pousser plus loin leur croisière, d'écrire à Pondichéry qu'il leur était parfaitement impossible d'aller jusqu'à Achem parce qu'ils pouvaient rencontrer la flotte anglaise sur leur chemin et que, chargés de malades et dépourvus d'une partie de leurs équipages, ils ne sauraient lui tenir tête. Le parti qui leur paraissait le plus sage, déclaraient-ils pour terminer, était de rejoindre M. de La Bourdonnais. Le Conseil répondit sans tarder qu'il ne fallait tenir aucun compte de ce que pouvait dire ou penser La Bourdonnais. Il enjoignait aux capitaines, « au nom du roi, de la nation et de

la Compagnie », d'exécuter à la lettre les ordres dont ils étaient porteurs et d'appareiller sur-le-champ pour Achem.

Cette réponse ne modifia en rien le sentiment des cinq capitaines ; ils persistèrent dans leur refus d'aller à Achem et, en fin de compte, bravant les ordres du Conseil, ils se mirent en route pour rejoindre La Bourdonnais. Ils eurent la bonne fortune de le rencontrer, le 26 ,et le 27 toute la flotte arrivait à Pondichéry.

Les capitaines des cinq navires avaient mis au courant La Bourdonnais de tout ce qui venait de se passer. Mais à ce nouveau coup La Bourdonnais ne riposte plus ; du moment que l'affaire de Madras est terminée, que Pondichéry fasse ce qu'elle voudra et il écrit au Conseil : « Vous voulez commander jus-
« qu'aux vaisseaux, j'y consens ; et pour montrer
« mon zèle pour le vrai bien, je vais suivre votre
« plan en tâchant moi-même de gagner Achem,
« après que j'aurai joint la *Renommée*, qui nous
« apporte notre pain... Si je puis me racommoder
« à Achem et me mettre en état navigable, je reviens
« avec vos cinq vaisseaux, et je ferai tout ce que je
« pourrai pour l'honneur de la Nation, en suivant
« même vos arrangements. Si au contraire, je ne puis
« attraper Achem, je ferai route pour les Iles, et je
« vous renverrai votre escadre pour laquelle je vous
« avoue que je crains beaucoup. Si cette docilité
« fait souffrir mon amour-propre, elle fera au moins
« honneur à ma façon de penser, en montrant que je
« préfère le bien de la nation à tout ce qui m'est par-
« ticulier. »

Lorsque La Bourdonnais communiqua cette lettre aux cinq capitaines, ce fut une protestation générale. Un conseil de guerre eut lieu à bord de l'*Achille*. Il y fut constaté, d'un commun accord, que le *Centaure*, le *Brillant*, le *Mars*, le *Saint-Louis* et le *Lys*, dans l'état où ils se trouvaient, n'étaient pas de taille à se mesurer avec l'escadre anglaise. La Bourdonnais essaya alors d'expliquer la situation à Dupleix de manière à le convaincre, il envoya lettres sur lettres. En arrivant à Pondichéry il était las, renonçait à la lutte, mais petit à petit son extraordinaire génie d'improvisation reprend le dessus, et voilà qu'il propose à Dupleix un nouveau plan de campagne.

Deux vaisseaux, le *Neptune* et le *Bourbon*, qui ont pu se traîner jusque dans la rade de Pondichéry, sont maintenant condamnés, qu'on prenne leurs canons pour renforcer l'artillerie des cinq navires, qu'on complète les équipages et il se chargeait de conduire l'escadre à Goa. Là, dans cette rade neutre, les vaisseaux les plus éprouvés se carèneraient pendant que les autres feraient la course à la côte du Malabar. La Bourdonnais achèterait quelques gros navires de Goa ou de Surate ; il réunirait sept à huit cents Cafres et ainsi reformerait une escadre capable d'affronter et de battre l'escadre anglaise.

Dupleix et le Conseil de Pondichéry, buttés, ne voulurent rien entendre. Voyant que ses efforts restaient infructueux, La Bourdonnais, en fin de compte, prit le parti d'exécuter le plan d'Achem. Il avait alors sous la main sept vaisseaux, mais comme trois d'entre eux : l'*Achille*, le *Sumatra* et le

Lys, étaient en mauvais état, il ne pensait pas qu'ils pussent suivre les autres jusqu'à Achem. Si cette éventualité se produisait, les quatre premiers continueraient seuls leur voyage, tandis que les trois autres rebrousseraient chemin et regagneraient les îles sœurs. Afin de fortifier les quatre vaisseaux, La Bourdonnais y fit passer 150 hommes, tirés de l'*Achille*, et les sept navires mirent à la voile le 29 octobre.

CHAPITRE XVI

LA BASTILLE

Le *Centaure*, le *Mars*, le *Brillant* et le *Saint-Louis*, meilleurs marcheurs, distancèrent rapidement l'*Achille*, le *Sumatra* et le *Lys*. La Bourdonnais essaya de les suivre pendant quelque temps, puis, constatant que, malgré ses efforts, ses trois mauvais vaisseaux ne pouvaient se maintenir à la vitesse désirable avec un vent qui leur était contraire, il s'achemina avec eux vers les Iles où la flotte arriva en fort mauvais état le 10 décembre 1746.

En débarquant à Port-Louis, il trouva sa place occupée par Pierre David, auparavant gouverneur du Sénégal. La Compagnie des Indes avait nommé ce fonctionnaire en remplacement de La Bourdonnais avec mission d'enquêter sur son administration. Dans le cas où rien ne serait relevé contre lui, il devrait confier à l'ex-gouverneur le commandement des vaisseaux prêts à revenir en Europe.

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : C⁴, 5.

— *Archives Nationales* : C⁷ 155 (Marine ancienne).

— *Arsenal* : Bastille, 11651, 12492, 12495, 12522, 11720.

— Manuscrit relié avec le factum 15825 de la Bibl. Nat.

IMPRIMÉS. — *Mémoires pour La Bourdonnais de 1748 et de 1751* (Bibl. Nat. : Factums).

— *Mémoires* de d'Argenson, de Collé et du duc de Luynes.

Cette enquête affecta péniblement La Bourdonnais ; impatient de se justifier il fit publier dans toute l'Ile de France et à Bourbon que, si quelques personnes avaient à se plaindre de lui, il était prêt à leur donner satisfaction. Malgré la situation diminuée de La Bourdonnais, de qui nul ne pouvait craindre maintenant le ressentiment, pas une voix ne s'éleva dans les deux colonies pour accabler l'ancien gouverneur. Comme de son côté David n'avait rien relevé qui indiqua des malversations de la part du Malouin, il n'hésita pas à lui remettre les six vaisseaux alors en rade, avec mission de les ramener en Europe ¹.

Ce n'était certes pas une croisière facile que de mener ces navires à équipages restreints (certains n'avaient pas cent hommes à bord) à travers les escadres anglaises qui infestaient les côtes d'Afrique. La Bourdonnais accepta pourtant encore cette mission ; on ne pourrait pas dire que la bonne volonté lui manquait. Emmenant avec lui sa femme et ses enfants il s'embarqua. Arrivé au cap de Bonne-Espérance, il essuya une terrible tempête qui dispersa ses six vaisseaux. L'un deux se réfugia à la baie de Tous-les-Saints dans un si pitoyable état qu'il lui fut impossible de reprendre la mer ². Il fut

1. Ces vaisseaux étaient : l'*Achille*, la *Baleine*, le *Penthièvre*, l'*Argonaute*, le *Malo* et le *Lys*. (Archives des Colonies. Correspondance générale, C⁴ 6.)

2. Ce vaisseau était le *Lys*. Sa cargaison, versée dans des vaisseaux portugais, fut transportée à Lisbonne d'où elle fut réexpédiée sur Lorient. (Arch. des Colon., Correspondance générale C⁴ 6.)

abandonné là. Un autre revint à l'Île de France. Les trois derniers parvinrent à rejoindre le vaisseau sur lequel se trouvait La Bourdonnais et les quatre navires arrivèrent ensemble à Saint-Paul de Loango, sur la côte d'Angola, où l'escadre avait ordre de relâcher.

A peine La Bourdonnais était-il à terre, qu'on vint lui annoncer que deux navires étaient en vue. Le commandant dépêcha immédiatement deux de ses officiers¹ dans un canot pour reconnaître les vaisseaux annoncés et lui dire si l'on se trouvait en présence de navires de commerce ou de navires de guerre. La réponse fut que c'étaient des navires de guerre et qu'aux deux premiers venait de se joindre un troisième. Selon toute vraisemblance ces navires guettaient l'escadre de La Bourdonnais que les Anglais savaient devoir passer dans ces eaux.

Le commandant décida de se défendre avec ses quatre mauvais navires, jusqu'à la dernière extrémité; mais sa femme et ses enfants étant à bord, il ne se sentit pas le courage de les exposer avec lui à une mort possible. Il frêta un petit navire portugais sur lequel il les embarqua à destination du Brésil², puis il appareilla, avec ses quatre vaisseaux, pour la Martinique.

Il réussit, au moyen d'une manœuvre inédite et qu'il ne dévoile pas dans ses mémoires, à passer à travers la flotte anglaise et il arriva à la Martinique

1. MM. de Lobry et de Raucour.

2. Ils revinrent ensuite en France par Lisbonne où les transporta du Brésil un vaisseau de la marine royale portugaise.

sans nul dommage. Il y fit la connaissance de M. de Caylus, gouverneur de la colonie, et de l'intendant de l'île, M. de Ranché.

Nous ignorons quelle impression il fit sur M. de Ranché, mais pour ce qui est de M. de Caylus, il en fit littéralement la conquête. Prenant conseil de l'un et de l'autre, il leur demanda leur avis sur la conduite qu'il était opportun de tenir. D'après les ordres du roi il devait attendre à la Martinique, jusqu'à la fin d'octobre 1747, l'escorte des vaisseaux de la Marine Royale et envoyer de suite en France un officier au courant de la question, pour rendre compte à la cour et à la Compagnie de l'état des colonies de l'Inde. La Bourdonnais avait fort envie d'être cet officier ; évidemment personne ne connaissait mieux que lui ce qui se passait alors aux Indes ; d'autre part, il avait hâte d'être en France pour rendre compte de sa conduite aux ministres.

Là, d'ailleurs, ne se bornaient pas ses projets. Il ne voulait pas encore abandonner la grande ambition de toute sa vie : le relèvement de l'influence française dans l'Inde. Malgré le désastre qu'il vient d'essuyer, il espère encore, et son esprit, toujours inventif, échafaude de nouveaux plans de campagne capables de « dédommager la France de toutes ses pertes ». Ces plans il les expose à de Caylus, qui s'enthousiasme et lui offre de participer aux frais de l'armement. Ainsi faisaient jadis ses amis de Saint-Malo lors de l'expédition de 1741.

Comme de toute façon, à l'arrivée des navires d'escorte, le commandement de la flotte devait

passer à un officier de la marine royale d'un grade plus élevé que celui de La Bourdonnais et que l'exposition du nouveau projet de campagne nécessitait en France la présence de son auteur, de Caylus et de Ranché approuvèrent vivement La Bourdonnais, qui se mit en route muni de passeports et de lettres pour le gouverneur hollandais de Saint-Eustache, d'où il pensait pouvoir s'embarquer pour la France.

Au moment de son départ, le 26 septembre 1747, M. de Caylus remit à La Bourdonnais une lettre pour son frère, dont les termes montrent bien la soudaine sympathie née entre les deux hommes pendant le court séjour de l'ancien gouverneur à la Martinique.

« Monsieur de La Bourdonnais, conquérant de
« Madras et qui a fait fuir devant lui les fiers Anglais,
« est arrivé ici, mon cher frère, depuis peu de jours.
« Son séjour a été court puisqu'il part ce soir. Il a
« acquis toute mon estime et mon amitié, et, comme
« il m'a paru désirer de faire votre connaissance et
« que je cherche volontiers les choses qui peuvent
« vous plaire, je lui remets cette lettre qu'il vous
« portera chez vous à son arrivée. Il m'a confié que
« son désir était de faire la connaissance de M. de M.¹
« qu'il regarde comme celui de tous qui estime le
« plus les talents, qui aime le mieux à les employer
« et qui, de tous ceux qui nous conduisent, est le
« meilleur citoyen. En conséquence, il voudrait voir
« ce ministre avant aucun autre pour lui rendre un

1. Maurepas.

« compte exact de ses opérations passées et lui faire
« part de ses idées pour l'avenir sur ce qui concerne
« les Indes, qu'il doit connaître mieux qu'un autre et
« qu'il a laissé dans une situation critique et d'autant
« plus critique, que le malheur arrivé à M. de La
« Jonquière, les prive d'un secours qui, quoique
« nécessaire, serait peut-être pas suffisant — et 2^o,
« sur quelques autres projets dont quelques-uns
« qu'il m'a communiqués, m'ont paru honorables
« et avantageux et de l'exécution desquels il est
« assurément bien capable. En conséquence de tout
« ceci, je lui ai conseillé de vous donner avis secrète-
« ment de son arrivée à Paris et de se servir de vous
« pour avoir une audience particulière de M. de M.,
« après laquelle il gardera ou ne gardera pas l'in-
« cognito, selon qu'il plaira à ce ministre. Indépen-
« damment de cette commission, je vous charge,
« mon frère, de montrer à ce brave et galant homme,
« le cas que vous faites des gens de son espèce et de
« ceux que je vous annonce comme étant de mes
« amis. Je suis bien sûr que vous me remercirez
« de vous avoir fait faire pareille connaissance. Je
« vous charge aussi de lui offrir ma petite maison
« dont, peut-être, il aura besoin. Jusques à l'arrivée
« de M. de la Bourdonnais, je me flatte que notre
« trop prudent Cornueau¹ ne l'aura louée à per-
« sonne quoiqu'il m'ait mandé en avoir envie par
« une très honorable mais peu utile économie. Bon-
« jour, mon cher frère, portez-vous aussi bien que

1. Son homme de confiance.

« moi et aimez-moi autant que vous aimez le petit
« chevalier.

Signé : DE CAYLUS ^{1.} »

La Bourdonnais prit place dans un petit bateau en compagnie de l'écrivain principal Laurent et d'un domestique. Il voyageait sous un faux nom. Au cours de la traversée, le bateau rencontra un navire de guerre anglais qui lui donna la chasse et la frêle embarcation ne put échapper à son poursuivant qu'en s'écartant loin de sa route. Mais ce contretemps sauva la vie à La Bourdonnais ; ce fut en pleine mer qu'une formidable tempête assaillit son bateau. Le danger qu'il courut fut certes très grand, mais combien il l'eut été davantage si le vaisseau anglais n'avait pas fait dévier La Bourdonnais de son chemin. La tempête aurait fondu sur son bateau à son arrivée à Saint-Eustache, et il aurait été immanquablement brisé à la côte. La Bourdonnais le comprit, lorsque, l'ouragan passé, il atteignit le port hollandais : des 40 vaisseaux qui se trouvaient alors dans la rade, aucun n'avait été épargné. Force lui fut donc de rester quarante-cinq jours à Saint-Eustache en attendant un vaisseau suffisamment réparé pour pouvoir prendre la mer.

Enfin un petit navire hollandais étant en partance pour Flessingues, La Bourdonnais s'y embarqua, le 15 novembre 1747, muni d'un passeport hollandais et voyageant sous un faux nom. Mais la

1. Lettre inédite : Archives Nationales, section ancienne, C⁷ 155 (Marine ancienne).

malchance le poursuivait. Son navire rencontra en route un vaisseau anglais qui lui apprit l'état de guerre existant entre la France et la Hollande. Dès lors le capitaine était contraint de modifier sa route et de se diriger sur Falmouth pour profiter d'un convoi de vaisseaux se rendant en Hollande, la Manche n'étant pas sûre pour un vaisseau isolé.

La Bourdonnais se trouva donc dans la nécessité de faire voile pour l'Angleterre, le dernier pays assurément où il eut désiré aller. Malgré son faux nom il n'était pas sans appréhensions lorsque le bateau qui le portait entra en rade de Falmouth, le 2 janvier 1748. Ces appréhensions étaient parfaitement justifiées, car les Anglais étaient exactement renseignés sur son compte. Durant les quarante-cinq jours passés à Saint-Eustache, les nouvelles de la Martinique avaient eu le temps d'arriver en Europe. La *Gazette d'Angleterre*, du 30 décembre, venait d'annoncer que suivant une lettre d'Antigue, Monsieur de La Bourdonnais était allé s'embarquer à Saint-Eustache pour passer en Europe sur un navire hollandais. Comme le bateau qui le portait arrivait de Saint-Eustache et avait à bord deux passagers français, il était à prévoir que l'autorité navale anglaise enquêterait minutieusement sur l'identité de ces deux passagers.

Après treize longs jours d'attente dans la rade de Falmouth, durant lesquels La Bourdonnais, malade du scorbut, n'osait pourtant pas aller à terre de peur d'être reconnu, le capitaine William Badwel, commandant le vaisseau le *Mercure*, vint à bord pour

voir La Bourdonnais. Comprenant qu'il était inutile de dissimuler plus longtemps, La Bourdonnais avoua son identité. Badwel, avec la politesse la plus exquise, informa l'ex-commandant en chef qu'il se voyait obligé de l'arrêter comme prisonnier de guerre. Il lui demanda de bien vouloir descendre à terre : il le retiendrait à Falmouth jusqu'à ce qu'il ait reçu de Londres les ordres qu'il allait immédiatement demander par courrier.

Le lendemain La Bourdonnais débarquait. Ce séjour à terre était sans doute excellent pour sa santé, mais son retour en France devenait tout à fait problématique. Contre cette nouvelle malchance, l'ex-gouverneur entra immédiatement en lutte. A Paris il savait que les amis de Duplex travaillaient contre lui ; il fallait sans retard faire la preuve de son innocence, de la régularité de ses actions. Avant tout il importait de se faire relâcher par les Anglais. Se basant sur ce fait que les autorités hollandaises de Saint-Eustache lui avaient délivré un passeport, il écrivit à l'ambassadeur de Hollande et au ministre de la marine pour avoir l'autorisation de continuer son voyage. Puis il écrivit à Maurepas une lettre qui semble ne pas avoir atteint le ministre.

Quelques jours après, se souvenant de la lettre de recommandation que le gouverneur de la Martinique lui avait donnée pour son frère, il écrivait, le 20 janvier, à M. de Caylus¹ pour lui demander son appui

1. Archives Nationales, section ancienne C⁷ 155 (Marine ancienne).

auprès de Maurepas. A cette missive il joint la lettre du gouverneur de la Martinique, dont nous avons vu plus haut la teneur, ainsi qu'une nouvelle lettre adressée à Maurepas, dans laquelle il raconte les péripéties de son voyage depuis son départ de l'île de France et son arrestation à Falmouth. Il ajoute qu'il doit entretenir le ministre de choses de la première importance, mais il faut faire vite ; « nos maux ne sont pas sans remèdes et même d'efficaces ». En conséquence il prie Maurepas de bien vouloir s'employer pour son retour en France.

Les lettres n'étaient pas encore expédiées que La Bourdonnais apprenait qu'il allait être transféré à Londres, ce dont il informa ses correspondants par un post-scriptum.

Pendant les quatre premiers jours qu'il passa dans la capitale, il fut tenu au secret, dans l'impossibilité même d'écrire. « Je n'en saurais deviner la raison, » écrit-il quelques jours plus tard¹, si ce n'est que l'on « croit que je suis intéressé dans deux navires hollandais que l'on a arrêtés venant des Indes et où « il s'est trouvé quelques officiers des vaisseaux que « j'ai commandés. » Mais cette étroite surveillance ne dura pas et La Bourdonnais fut laissé libre d'aller et de venir dans la ville de Londres : Il lui était seulement défendu d'en franchir les murs.

Il se loue hautement dans ses mémoires de la façon dont il fut traité par les Anglais. Reçu à la Cour,

1. Lettres du 10 février 1748 à Maurepas ; Archives Nationales, section ancienne, C⁷ 155 (Marine ancienne).

il vit la famille royale, les hautes notabilités, les ministres, les directeurs de la Compagnie des Indes anglaises. Il rapporte même que le prince de Galles voulut le présenter à sa femme et qu'il le fit en ces termes : « Voilà, madame, cet homme qui nous a fait tant de mal » ; et comme La Bourdonnais se récriait : « Ah ! Monseigneur, en m'annonçant ainsi vous « allez me faire regarder avec horreur », le prince répliqua : « Ne craignez rien, on ne peut qu'estimer le « sujet qui sert bien son roi, et qui a fait la guerre en « ennemi humain et généreux. » « Au reste, conclut « La Bourdonnais, l'accueil que je reçus en Angle- « terre est celui que l'on fait à un ennemi auquel on « ne peut refuser son estime ; il honore également « les deux nations. »

Les adversaires de La Bourdonnais peuvent peut-être contester cette petite histoire, mais ce qu'il est impossible de contester c'est que les Anglais se conduisirent vis-à-vis de leur prisonnier d'une façon extrêmement chevaleresque.

Le 10 février, il réitérait par lettre à Maurepas la demande qu'il lui avait faite de lui accorder son appui pour venir en France se justifier. « Comptez, « Monseigneur, terminait-il, que je n'ai rien fait « dans la vie qui ne soit fondé sur des ordres ou de « bonnes raisons ; et rien en un mot qui puisse faire « rougir l'honnête homme, c'est ce que je vous ferai « voir clair comme le jour dès que je pourrai être « en France. Ne me condamnez pas, s'il vous plaît, « sans m'avoir entendu, c'est la grâce que je vous « demande et celle de me croire, etc... »

L'ambassadeur de Hollande lui avait répondu que son passeport était parfaitement valable, mais qu'il attendait des ordres de son gouvernement. La Bourdonnais écrivit alors aux ministres hollandais. Mais toutes ces affaires traînaient et il restait prisonnier à Londres. Tout porte à croire qu'il dût s'adresser directement au roi en profitant de ce qu'il était reçu à la cour. Il sut si bien défendre sa cause qu'il déclencha un véritable assaut de désintéressement autour de sa personne. Un directeur de la Compagnie des Indes Anglaises offrit de le cautionner corps pour corps, et d'engager dans l'aventure toute sa fortune ; mais le gouvernement anglais montra qu'il était aussi désintéressé en ne demandant à La Bourdonnais que sa seule parole d'honneur pour caution.

Enfin libre, il quitta Londres, le jeudi 22 février 1748, et le dimanche suivant, il était à Paris. Il se rendit immédiatement à Versailles et vit les ministres.

A la Cour, La Bourdonnais rencontra l'accueil le plus cordial¹, mais les amis de Dupleix y avaient une puissante protectrice en M^{me} de Pompadour. Tout porte la marquise à poursuivre La Bourdonnais de sa haine. N'est-il pas le protégé d'Orry et de son frère de Fulvy ? Or l'ex-contrôleur général et son frère sont les ennemis personnels de la Pompadour et de son clan. Du temps qu'il était au ministère,

1. *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, tome V, 1^{er} mars 1748.

Orry a eu souvent maille à partir avec les frères Pâris, Pâris du Vernet et Pâris de Montmartel, fournisseurs des armées, et qui avaient partie liée avec la marquise. Poisson, le père de cette dernière, a failli être pendu à la suite de vérifications faites par ordre du contrôleur général dans les marchés de fournitures des frères Pâris dont il était l'employé¹. Dès lors il est facile au fermier général de Bauquencourt, frère de Dupleix, qui dirige en France la campagne contre La Bourdonnais², d'acquérir le concours de M^{me} de Pompadour.

Cependant La Bourdonnais, fort de son bon droit, ne se préoccupe en aucune façon des propos que l'on tient autour de lui et parle ouvertement de son départ pour Lisbonne, où il doit aller chercher sa femme et ses enfants, aussitôt qu'il aura rendu compte « d'une gestion aussi glorieuse que la sienne »³. Mais le bruit de son arrestation court déjà. Des mémoires venus de Pondichéry et émanant tantôt du Conseil supérieur, tantôt d'un groupe d'habitants, l'accusent formellement d'intelligence avec les ennemis de l'État. De Bacquencourt cabale contre lui et chacun fait ses pronostics : « Il paraît certain que M. de La Bourdonnais a beaucoup de biens, écrit le duc de Luynes « dans son journal⁴, il en convient lui-même ; on

1. *Mémoires du duc de Luynes sur la cour de Louis XV* (éditions Dussaix et Soulié), voir tome VII.

2. *Id.*, tome VIII, lundi 4 mars 1748.

3. *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, tome V, 1^{er} mars 1748.

4. *Mémoires du duc de Luynes*, tome VIII, lundi, 4 mars 1748.

« croit qu'il peut avoir quatre ou cinq millions. C'est
« sur ce fondement que l'on disait, il y a quelques
« jours, qu'il était difficile qu'avec d'aussi grandes
« richesses il fut trouvé coupable. Quelqu'un de
« fort sensé répondit que l'on pouvait faire un rai-
« sonnement tout contraire ; qu'avec d'aussi grandes
« richesses il était difficile d'être innocent. »

Le vendredi, 1^{er} mars 1748, à onze heures et demie du matin, Armand Philippe Miché de Rochebrune, avocat au Parlement, conseiller du roi et commissaire au Châtelet, se présentait suivi de l'exempt de robe courte, d'Hennerly, à l'hôtel d'Antrague, maison garnie de la rue de Condé, où La Bourdonnais occupait une chambre au premier étage. Il venait, conformément aux ordres du roi, perquisitionner et mettre les scellés ¹. La nuit suivante, La Bourdonnais était conduit à la Bastille en vertu d'une lettre de cachet du 1^{er} mars 1748 ². Ce même jour, le gouverneur de la Bastille avait été prévenu de l'arrivée du prisonnier par une lettre de Maurepas ³ et par une lettre du lieutenant de police Berruyer ⁴. L'une et l'autre recommandaient la mise au secret : « Qu'il ne parle à qui que ce soit, écrivait Berruyer, et ne
« puisse avoir aucune espèce de relation au dehors. » La Bourdonnais fut placé dans la troisième chambre de la tour du coin ⁵.

1. Arsenal, B 11651, cote 25.

2. Arsenal, B 11651, cote 9.

3. Arsenal, B 11651, cote 23.

4. Arsenal, B 11651, cote 27.

5. Arsenal, B 11651, cote 56.

Le 7 mars 1748, le roi nomma une commission d'instruction. Elle était composée de MM. Trudaine, Gilbert des Voisins, de la Granville, de Courteille¹, conseillers d'État, de MM. Doublet de Persan, Bignon, Dufour de Villeneuve, Bertin, de Saint-Priest, de La Michaudière, maîtres des requêtes, commissaires, et de M. Lambert, conseiller au grand conseil, procureur général de la commission. Dufour de Villeneuve fut nommé rapporteur et dès le 15 mars, il eut ses entrées libres à la Bastille pour procéder aux interrogatoires de l'inculpé².

Un ordre du 15 avril 1748 vint appuyer sur la nécessité qu'il y avait à ce que le prisonnier soit tenu au secret. Lambert défendit expressément à qui que ce fut de parler à La Bourdonnais, même à l'aumônier de la Bastille, le père Griffet, au moment des Pâques³.

A ce régime La Bourdonnais tombe dans une noire mélancolie ; cet homme actif qui, depuis l'âge de dix ans, sillonne les mers, est plus profondément affecté que quiconque par cet isolement complet et ce manque d'exercice. Dès le 2 mai, le médecin de la Bastille, Herment, signale que le prisonnier présente des symptômes d'une attaque d'apoplexie prochaine

1. De Courteille, juge de La Bourdonnais, était par sa première femme, beau-frère de Bacquancourt. « Cependant l'on se fie « à sa probité quoique, suivant d'autres, cette probité soit dou-
« teuse. » (*Journal et Mémoires de d'Argenson*, tome V, 26 janvier 1751.)

2. Arsenal, B 11651, cote 23.

3. Arsenal, B 11651, cotes 43 et 44.

et que son affaïssement est considérable ¹. Mais il ne semble pas qu'on change rien à son régime, malgré son pitoyable état de santé.

L'instruction se poursuit ; un ordre d'arrestation signé de Maurepas est lancé contre un certain André, affranchi de La Bourdonnais. Il se trouve, disent les renseignements de police, au service de M^{lle} d'Auteuil à l'hôtel de Condé, d'où difficultés de procéder à son arrestation dans cette sacro-sainte-demeure. Le zèle des enquêteurs est d'ailleurs mal aiguillé, car on apprend que celui qui a failli être embastillé ne s'appelle pas André, mais François et que c'est un nègre, alors qu'André est un Indou ². Le 4 mai 1748, entre à son tour à la Bastille, M. de la Gâtinais, un des capitaines de vaisseaux de l'escadre de La Bourdonnais : il est accusé de complicité avec son chef.

Cependant l'état de santé de La Bourdonnais est toujours mauvais : le 26 novembre il est jugé nécessaire de le saigner. L'opération est faite avec toutes les précautions nécessitées par le secret ; un homme de confiance est présent aux côtés du chirurgien, afin qu'il n'y ait aucune parole d'échangée entre lui et le prisonnier. La saignée opérée, le chirurgien n'a plus l'autorisation de pénétrer dans la Bastille à moins d'un ordre formel du médecin de la prison ³.

Et les mois succèdent aux mois sans que rien vienne modifier la vie du prisonnier. De temps à

1. Arsenal, B 11651, cote 56.

2. Arsenal, B 11651, cotes 50, 52, 54.

3. Arsenal, B 12492, f. 220.

autre des lettres de sa femme ¹ charment sa solitude, ce sont à peu près les seuls rapports du monde avec lui. Mais M^{me} de La Bourdonnais ne se contente pas d'écrire à son mari ; sa défense, que le secret l'empêche de faire entendre, elle la prend en main, et vigoureusement. Dès octobre 1748, elle publie un premier mémoire justificatif que La Bourdonnais a composé pendant son voyage de retour en France. Elle y ajoute un autre mémoire où elle défend son mari et réclame, au nom de l'article 8, titre 14 de l'ordonnance de 1670, qu'un conseil soit enfin donné à l'inculpé. Un exemplaire de ce factum imprimé est aussitôt déposé aux greffes de la commission d'instruction.

De son côté La Bourdonnais ne reste pas inactif. Dans le courant de ce même mois d'octobre 1748, il demande l'autorisation de faire un mémoire sur le commerce de l'Inde. Le contrôleur Machault accède à son désir. Toutefois, dans une lettre qu'il écrit au gouverneur de Launay pour lui donner l'ordre de fournir au prisonnier ce qu'il faut pour écrire, il spécifie qu'on ne lui laissera que deux feuilles de papier à la fois et qu'on ne lui en donnera de blanches qu'en échange de celles écrites ².

Ce strict isolement dure un an. En avril 1749, à l'occasion des fêtes de Pâques, le Père Griffet est enfin autorisé à voir le prisonnier ; il le visite plusieurs fois ³. A partir de ce moment la détention de

1. Arsenal, B 12492, f. 226.

2. Arsenal, B 11651, cote 7.

3. Arsenal, B 12495, f. 39.

La Bourdonnais va peu à peu s'adoucir. Machault obtient pour le prisonnier l'autorisation de se promener dans la cour intérieure de la Bastille plusieurs fois par semaine durant quelques demi-heures¹. Pendant ce temps, sans se décourager, Mme de La Bourdonnais, qui a reçu des nouvelles de Mahé de La Villebague, publie un nouveau factum et réclame à nouveau qu'un conseil soit donné à son mari. Ses protestations finissent par être entendues.

Le 5 mai 1750, après vingt-six mois de secret, un jugement de la commission d'instruction permettait à La Bourdonnais de communiquer avec un conseil. Il choisit M. de Gemmes, avocat au Conseil. Celui-ci commence immédiatement ses visites au prisonnier. Presque chaque jour l'inculpé et son défenseur se voient et travaillent de longues heures² à la confection du fameux « mémoire pour le sieur de La Bourdonnais », que ses contemporains qualifieront de « chef-d'œuvre de la défense »³. La Bourdonnais peut maintenant recevoir la visite de sa femme, qui en

1. Arsenal, B 11651, cotes 2 et 6. (Cette dernière lettre, datée de Marly, le 12 mai 1749, qui donne ces instructions au gouverneur de la Bastille, de Launay, est déchirée et la moitié manque avec la signature de l'expéditeur (probablement Machault), de là vient le manque de précision du renseignement que je donne.

2. Arsenal, B 12495, f. 53, 55, 57.

3. C'est l'opinion de l'auteur anonyme d'une lettre de décembre 1750 (Archives Nationales, section ancienne, C⁷ 155 (Marine ancienne), du duc de Luynes (*Mémoires*, tome XI, 5 février 1751) et du marquis d'Argenson (*Journal*, tome IV, 18 janvier 1751).

profite. Les archives de la Bastille nous apprennent qu'elle est à la prison presque chaque jour ¹. Enfin le régime alimentaire est excellent. Le menu de La Bourdonnais, en juillet 1750, est des plus copieux. Chaque jour il comporte : bouillon, bœuf, veau, fèves, haricots verts, deux œufs, pain, fraises, cerises, groseilles, oranges, deux bouteilles de vin rouge et deux bouteilles de bière. Ceci est la règle ; à côté il y a fréquemment des extra. Tantôt c'est un poulet et une bouteille de muscat, tantôt du thé, une bouteille d'eau-de-vie, des fleurs, des cailles, un dindon, un melon, un lapereau, du boudin blanc ². On sait d'ailleurs que les prisonniers de la Bastille étaient en général fort bien nourris et fort bien vêtus. La Bourdonnais s'habillait probablement lui-même ; les archives de la Bastille portent encore ses commandes vestimentaires ³ mais les pensionnaires indigents étaient vêtus aux frais du roi et d'une façon extrêmement large.

Évidemment la détention de La Bourdonnais s'allongeait de lamentable façon, mais c'est qu'aussi l'instruction de son affaire était des plus compliquées. On peut dire que Dufour de Villeneuve fournit, pendant près de trois ans, un labeur formidable.

L'accusation était portée contre cinq personnes : Mahé de La Bourdonnais, Guillaume de Barville, son aide de camp, Théroutart de la Gâtinais, capitaine

1. Entre le 6 novembre 1750 et le 25 du même mois elle vient 17 fois.

2. Arsenal, B 12522.

3. Arsenal, B 11651, cote 58.

de vaisseau de la Compagnie des Indes, Montigny, dit Desjardins, soldat de la dite Compagnie et André. Seuls La Bourdonnais, de la Gatinais et Montigny furent incarcérés à la Bastille. Ce dernier, confronté avec la Bourdonnais à titre de témoin, le 12 août 1750, fut retenu à la Bastille à l'issue de cette confrontation, par ordre du rapporteur, ayant été convaincu de faux témoignages à l'égard de l'ex-commandant en chef ¹. Quant aux deux autres inculpés : de Barville ne fut jamais embastillé (il fut seulement « décrété d'ajournement personnel ») et André ne put jamais être arrêté. Après avoir affiché son assignation à comparaître à la porte de la chambre de l'Arsenal, puis cinq jours après au pilori de la ville de Paris, il fut déclaré contumax.

Autorisé à pénétrer à la Bastille, le 15 mars 1748, Dufour de Villeneuve commence, dès le 16, l'interrogatoire de La Bourdonnais ; il le poursuit chaque jour jusqu'au 31 mars, le continue le 2 et le 4 avril, puis procède encore à trois interrogatoires, les 2 mai, 11 et 25 août 1748 ². Il passe ensuite à M. de la Gatinais, qu'il interroge les 19 et 20 juin 1748 ; mais le gros travail consiste à réunir les témoins. Dans les ports de mer, à Lorient, à Brest, tous ceux qui débarquent de l'Inde et qui peuvent apporter quelques renseignements sont réunis et interrogés par un séné-

1. Arsenal, B 11720, f. 228. — Le résultat curieux de cette arrestation fut la comparution devant la Chambre de l'Arsenal du faux témoin en même temps que de l'accusé.

2. Barbier écrit dans son *Journal historique* : « Il a passé deux « mille heures à la Bastille pour l'instruction » (tome III, p. 223).

chal puis assignés à comparaître devant le commissaire rapporteur. Ces témoins sont très nombreux : d'octobre 1748 à février 1749, on en a déjà réunis 82, et ce n'est qu'un début ; au moment du procès il y en aura 300 au moins. A mesure que tous ces témoins arrivent à Paris, Dufour de Villeneuve les entend. Il confronte certains d'entre eux avec La Bourdonnais et avec La Gâtinais.

De nombreuses pièces sont, chaque jour, versées au dossier de l'affaire. Les premières comprennent trois cahiers, l'un contenant la correspondance de La Bourdonnais et de Dupleix et la copie du traité de rançon (ces pièces ont été communiquées par La Bourdonnais) ; le second renfermant la correspondance des Conseils de Madras et de Pondichéry ; le troisième, le journal du Conseil de Pondichéry. A cela s'ajoute une quantité considérable de lettres parmi lesquelles celles d'Orry de 1745, celles de d'Epremesnil, de Desforgues-Boucher, des différents officiers de l'escadre de La Bourdonnais, des conseillers de Pondichéry, etc...

Pendant que le rapporteur travaillait à son instruction, La Bourdonnais dans sa prison, aidé de son défenseur, rédigeait fébrilement son mémoire justificatif. Afin d'en activer l'impression, plusieurs imprimeurs travaillèrent de concert et le mémoire put être enfin déposé aux greffes de la commission.

Après avoir consacré toute la première partie de cet important travail à son autobiographie, La Bourdonnais aborde, dans la seconde, l'examen des

différents chefs d'accusation relevés contre lui et les réfute l'un après l'autre.

L'accusation pose trois questions :

1^o La Bourdonnais avait-il le droit d'accorder aux Anglais une capitulation ?

2^o A-t-il pu consommer cette capitulation par le traité de rançon ?

3^o S'est-il entendu avec les Anglais pour s'emparer d'une partie des dépouilles de Madras ?

L'accusé discute les trois points de la façon suivante : En ce qui concerne le droit d'accorder aux Anglais une capitulation, il s'appuie sur l'autorité de Grotius : « Quiconque donne un pouvoir, dit le « célèbre juriste, donne en même temps, autant qu'il « est en lui, tout ce qui est nécessaire pour l'exercer. « Aussi, lorsque le Roi ou le Ministre donne à un « général le pouvoir de faire la guerre et d'attaquer « des places ennemies, il lui donne conséquemment « le pouvoir de traiter l'ennemi, suivant les lois de « la guerre, et la nécessité des circonstances ; c'est- « à-dire qu'il l'autorise à accorder aux places assié- « gées telles capitulations que le droit de la guerre et « le bien des affaires peuvent permettre... Il est hors « de doute que le pouvoir d'assiéger emporte le droit « d'accorder une capitulation. »

En droit donc, La Bourdonnais pouvait accorder aux Anglais une capitulation. Avait-il des ordres dérogeant à ce principe de droit ? Seulement ceci : « Il est expressément défendu au sieur de La Bour- « donnais de s'emparer d'aucun établissement ou « comptoir des ennemis pour les conserver. » Cela

n'empêchait en rien La Bourdonnais de faire subir à la ville prise tel traitement qui lui plairait, sauf celui de s'en emparer définitivement. Et la preuve c'est qu'Orry lui avait permis de faire « tout ce qu'il estimerait de plus convenable au bien général et aux intérêts de la Compagnie. »

Reste à savoir s'il était opportun que le rançonnement eut lieu. Il était indispensable, eu égard à la situation que l'on connaît : menace de l'escadre anglaise, confirmée par Dupleix lui-même, menace du nabab d'Arcate très probable après les lettres envoyées par lui à La Bourdonnais et à Dupleix. Or la ville offrant à ce moment d'ouvrir ses portes moyennant traité de rançon, quelle responsabilité n'encourait pas La Bourdonnais s'il refusait de traiter, courant ainsi le risque, quelques jours plus tard, d'être écrasé par les Anglais ou l'armée du Nabab ? Ne pouvant conserver la ville, il n'avait rien à espérer de mieux que cette capitulation. En outre, si l'on avait pris la ville de vive force, comme La Bourdonnais devait partir, vers le 15 octobre, le temps matériel manquait pour procéder au pillage et à la destruction de la place. S'il eut voulu rester, La Bourdonnais eut dégarni son escadre et abandonné ses Iles sans défense. D'ailleurs la ruine de la ville par Dupleix après le départ de La Bourdonnais a coûté plus que la valeur de la prise. Si La Bourdonnais l'avait effectuée où aurait été le bénéfice ? Si l'on avait pillé la ville, aurait-on pu protéger les amis de la France : Malabars, Mogols, Maures, Lascars, qui formaient les trois-quarts de la population. Leur

ruine eut été une singulière façon de les remercier de leur sympathie pour la France. Ce pillage ne pouvait que faire le plus grand mal à notre cause dans l'Inde, en infligeant au nom français une réputation de cruauté.

En ce qui concerne la forme du traité, on a reproché à La Bourdonnais d'y avoir ajouté un article après coup. Or cet article indiquait simplement que, pour faciliter le rachat de la place, le gouverneur anglais et son conseil cesseraient d'être prisonniers de guerre vingt-quatre heures avant la première réunion des négociateurs. En quoi cette précaution pouvait-elle modifier la convention en elle-même ? La défense la juge d'ailleurs presque superflue puisqu'un prisonnier de guerre peut parfaitement et valablement s'obliger et ceci de l'avis de Grotius et de Pufendorf. Donc la capitulation était nécessaire et valable.

La défense passe ensuite à l'étude du traité de rançon lui-même.

La première objection faite à ce traité par le Conseil de Pondichéry est que La Bourdonnais l'a conclu sans pouvoirs, Duplex ayant seul le droit, et le Conseil de Pondichéry, de traiter avec l'ennemi ; car du jour où La Bourdonnais en avait fait la conquête, Madras était devenue un établissement français dépendant du gouvernement de Pondichéry. Or l'ordre du Roi, du 16 janvier 1741, reconnaissait à La Bourdonnais le droit de commander tant à terre que sur mer, avec la seule restriction que, dans le cas où l'action aurait lieu dans quelque autre gouvernement que celui des Iles, il devrait se faire

autoriser par le conseil de ce gouvernement. L'ordre ne porte pas le mot « français » après le mot gouvernement, mais cela va de soi, sans quoi on aboutirait à la proposition absurde que La Bourdonnais devait se faire autoriser par le conseil du gouvernement ennemi. Ceci posé, La Bourdonnais, maître de Madras, n'avait aucunement besoin d'être autorisé à traiter, par Pondichéry, car Madras ne pouvait être considérée comme établissement français, La Bourdonnais ayant reçu l'ordre de ne s'emparer d'aucune place pour la conserver. Elle se trouvait dans la situation d'un établissement anglais occupé par les Français jusqu'à l'exécution du traité de rançon et, par ce fait, échappait au pouvoir de Dupleix, qui n'avait, dès lors, aucune qualité pour traiter avec les Anglais. Et la preuve que le Conseil de Pondichéry, lui-même, pensait ainsi, c'est qu'il a accepté d'exécuter les clauses du traité de rançon au moment du départ de La Bourdonnais.

On a fait aussi cette objection que la rançon en papier ne valait rien, et que la Compagnie anglaise ne paierait pas.

En ce qui concerne la rançon en papier, La Bourdonnais n'a fait que suivre un exemple universellement donné dans des cas semblables où des billets ont été souscrits pour payer des rançons. Le rançonnement d'une ville est une sorte de contrat de vente et les employés de la Compagnie, qui traitent pour elle, sont des mandataires de la Compagnie qui, en tant que mandant, est liée par leurs actes. Et la défense cite à l'appui de sa thèse : Domat, Grotius et

Pufendorf. Dans ces conditions, ayant devant les yeux les exemples de La Roque en 1702, lors de la prise du fort Jaune, et de Duguay-Trouin, lors de celle de Rio-de-Janeiro, en 1711, qui l'un et l'autre rançonnèrent pareillement les villes dont ils s'étaient emparées, La Bourdonnais n'avait aucune raison d'agir autrement qu'il n'a agi, surtout en s'entourant, comme il l'a fait, de précautions comme celle de remise d'otages.

On a reproché à La Bourdonnais d'avoir laissé à Madras la moitié des munitions et approvisionnements se trouvant dans la ville. Mais s'il eut tout pris, il laissait Madras à la merci de la première incursion des habitants du pays. Jamais les Anglais n'auraient signé un traité qui les forçât à racheter une ville qu'on les mettait dans l'impossibilité de défendre contre les attaques de nouveaux ennemis.

« La capitulation du 21 septembre, disait-on encore, porte que tous les effets des particuliers seront remis à La Bourdonnais, et le traité de rançon stipule que le commandant en chef laisse, par pure politesse et générosité, aux particuliers tous leurs meubles et effets. Pourquoi ce changement ? »

La cause en est, dit la défense (et cela s'entend également pour la remise de la moitié des munitions), dans ce que la rançon est la représentation en argent de tout ce que le vainqueur laisse dans la ville qu'il aurait pu mettre à sac. La ville occupée, il est d'abord possesseur de tout ce qu'elle renferme, et tout cela, il le rend ou il en rend une partie contre rançon. Emporter tous ces effets eut demandé beaucoup de

temps et La Bourdonnais devait partir en octobre ; il préféra les laisser et en comprendre la valeur dans le traité de rançon. Pourquoi les laissa-t-il « par pure politesse et générosité » ? Simplement parce que de cette façon la Compagnie anglaise, obligée de payer la rançon, ne pourrait pas contraindre les habitants de la ville à coopérer au versement des 1.100.000 pagodes sous prétexte que leur mobilier personnel faisait partie de la rançon. Aux demandes d'argent, les particuliers pourraient répondre : « Pardon, c'est à la Compagnie de payer l'intégralité de la rançon, nos meubles nous ont été rendus gracieusement par le vainqueur. »

La liberté de la rade de Madras n'aurait pas dû être laissée aux vaisseaux anglais. Mais leur en interdire l'accès c'était empêcher la ville de faire le commerce nécessaire à la constitution de la somme formant le premier versement de la rançon. En outre, qu'avait-on à craindre puisque le traité portait un article disposant que jamais il ne pourrait y avoir à terre plus de trente matelots de ces navires anglais, sous peine pour les autres d'être arrêtés comme prisonniers de guerre.

Il ne fallait pas permettre aux prisonniers anglais, demeurant à Madras, de circuler en liberté et d'avoir la faculté de défendre la ville envers et contre tous. Mais cela ne présentait aucun danger, d'abord parce qu'il était stipulé dans le traité que ces prisonniers, laissés en liberté pour défendre Madras après le départ des Français, seraient échangés obligatoirement contre un même nombre de prisonniers fran-

çais, tant des Indes que d'Europe ; ensuite parce que le traité de rançon ayant décidé, qu'une fois la rançon payée, les Français s'interdisaient d'attaquer de nouveau le comptoir, ce ne pourrait jamais être contre les Français que la garnison de Madras, autorisée à « défendre la ville envers et contre tous », aurait à lutter.

Ceci posé, la défense entame la réfutation des multiples faits reprochés à La Bourdonnais pendant son expédition de Madras ; mais avant d'entrer dans le vif de la question, elle fait remarquer que sur les trois ou quatre cents témoins de l'affaire, deux ou trois cents n'ont rien déposé contre La Bourdonnais, ou ont déposé à sa décharge. Dans le fouilli des multiples accusations portées contre le commandant en chef, il convient de créer trois catégories : les fautes d'ignorance, les fautes de négligence et les actes qualifiés dols ou délits ; et la défense aborde les fautes d'ignorance.

Le témoin Morin reproche à La Bourdonnais d'avoir mouillé à Foule-Pointe : cela a été la cause du démâtage de l'*Achille*. Or le sieur Morin n'était pas à Foule-Pointe, donc il n'a rien vu de la manœuvre incriminée ; le *Saint-Louis*, qui a mouillé à Foule-Pointe, n'a pas eu d'avaries, alors que le *Neptune* et le *Duc-d'Orléans*, qui n'y ont point mouillé, en ont eu tous deux. Et enfin l'*Achille* n'a pas été démâté à Foule-Pointe, mais à huit lieues au large.

Le même témoin pense qu'à la bataille de Négapatam La Bourdonnais aurait pu gagner le vent sur l'ennemi. Or deux autres témoins, tous deux officiers

de marine, les sieurs Bouvet et Roche, déclarent qu'au contraire il était impossible à l'escadre de gagner le vent.

Un autre témoin trouve que La Bourdonnais n'avait pas assez poursuivi l'escadre anglaise ; un autre, que l'on pouvait atteindre Négapatam en quatre ou cinq jours au lieu de treize ; un autre, que La Bourdonnais aurait dû prévoir le coup de vent du 13 octobre. A tous, la défense oppose des dépositions contraires de personnes idoines dans ces questions maritimes ¹.

La classe de faits qualifiés par la défense « fautes de négligence, débute par une série d'insinuations qui, prises en elles-mêmes, sont infimes, mais qui, accumulées les unes sur les autres, tendent à placer La Bourdonnais dans une atmosphère de fraude et d'infidélité.

Le témoin Morin déclare que, le 23 août 1746, en débarquant à Pondichéry, La Bourdonnais simulait la maladie. Or d'Epremesnil et de Kerjean, gendre et neveu de Dupleix, ont convenu du contraire. Le même témoin dépose que La Bourdonnais n'est pas parti assez vite pour joindre l'escadre anglaise. Le lieutenant Bouvet, chargé du travail de la mâture de l'escadre, dit qu'au contraire il était impossible de partir plus vite.

Le témoin Gallard reproche à La Bourdonnais de ne s'être pas mis en route assez promptement pour

1. Pour le détail de ces multiples points cf. *Mémoire pour le sieur de La Bourdonnais*.

Madras. Or, d'Epremesnil dépose que La Bourdonnais s'embarqua avant même que le gouvernail de son navire fut achevé de réparer.

On a vu sortir de Madras, dit de Kerjean, beaucoup de Malabars avec des bœufs chargés. Il est possible que des Malabars aient traversé les lignes, mais avec les 1.100 hommes du corps de débarquement, La Bourdonnais ne pouvait pas organiser un investissement ininterrompu. La seule chose praticable était de faire battre l'estrade par sa cavalerie. Le témoin, Laisse, dépose que cela fut fait. En outre les Malabars n'étaient pas nos ennemis ; suivant les lois de la guerre, on pouvait parfaitement les laisser sortir de la ville.

« Mais, réplique l'accusation, tout un convoi de bœufs et de chevaux chargés a traversé le camp des Français sortant de Madras. » Ce convoi, répond la défense, était l'escorte de la mère et des femmes de Chanda-Çahib, qui, se trouvant à Madras, au début du siège, avaient demandé à La Bourdonnais l'autorisation de sortir de la ville. Moyennant qu'elles n'emporteraient pas d'autres effets que les leurs, le commandant en chef leur avait donné cette autorisation, et cette attitude envers la famille d'un souverain du pays était parfaitement correcte et utile dans la circonstance.

Certains témoins rapportent que, contrairement au traitement réservé aux Malabars, des Arméniens et des Juifs ont été faits prisonniers. C'est que ces Arméniens et ces Juifs, ayant coopéré à la défense de la ville avec les Anglais, étaient considérés à juste titre comme des ennemis.

On reproche à La Bourdonnais de n'avoir pas fait procéder à l'inventaire de la *Princesse-Marie*, prise en même temps que la ville. Mais ce vaisseau était vide. (Déposition de d'Eprenesnil et de la Rigaudière). La Bourdonnais s'est contenté d'y faire mettre les scellés par le sieur Rollet, écrivain de l'*Achille*.

Après avoir expliqué que La Bourdonnais n'avait pas le temps d'entreprendre le siège de Goudelour à la suite de celui de Madras, comme l'aurait désiré le témoin Morin, la défense passe à la réfutation d'une série de faits beaucoup plus importants et qui tous tendent à affirmer, qu'après la prise de Madras, La Bourdonnais laissa ou fit sortir des marchandises de la ville. D'Eprenesnil rapporte que chaque jour mille balles, c'est-à-dire pour 100.000 pagodes de marchandises, franchissaient les portes. Il convient d'abord de constater que d'Eprenesnil a été reproché comme témoin par La Bourdonnais, car il est le gendre de Dupleix. Mais quand bien même il n'aurait pas été contesté, d'Eprenesnil a montré lui-même combien la haine guidait son témoignage. Confronté avec La Bourdonnais il a convenu qu'il n'avait jamais vu les 1.000 balles sortant de Madras, chaque jour, mais qu'on lui avait dit les avoir vues. Comment se fait-il, poursuit la défense, que 1.000 balles aient pu sortir, par jour, alors qu'il est de notoriété publique (et elle cite de nombreux témoignages), que la ville noire était entièrement désertée et qu'on ne trouvait plus de coulis pour transporter les marchandises.

Et comment se fait-il, continue la défense, que, informé d'un tel pillage, le commissaire d'Eprenesnil

n'ait rien dit à Pondichéry ? On ne peut pas le suspecter d'avoir voulu protéger La Bourdonnais. Enfin d'Eprenesnil est seul à affirmer qu'il sortait des balles de marchandises, quotidiennement, de Madras, les témoins Pichard, de Kérangal, Duparc, de Mainville, etc., disent n'en avoir jamais vu sortir aucune.

Le soldat Manso déclarait avoir vu sortir de la ville des éléphants portant des fardeaux (ce qui était une pure fantaisie, car il n'y avait pas d'éléphants dans Madras), et avoir également vu charger des marchandises pour M. de la Bourdonnais. — « Comment saviez-vous que ces marchandises étaient pour moi ? » lui a demandé La Bourdonnais au cours d'une confrontation ; et le témoin de répondre qu'on le lui avait dit. Toute une série de dépositions de soldats sont du même genre.

Celle de Montigny, dit Desjardins, était plus grave ; ce soldat affirmait que La Bourdonnais avait fait battre le ban pour que les habitants eussent à lui remettre les clefs de leurs magasins particuliers et, sur leur refus, il avait fait enfoncer les portes et avait tout pillé, aidé par MM. de la Gâtinais et de la Villebague. — Or un tel scandale aurait été su de la ville entière pour le moins, Montigny est le seul à raconter cette histoire. — Enfin il a affirmé avoir vu et lu un billet écrit et signé par La Bourdonnais, autorisant la sortie de trente balles de marchandises. Or, au cours d'une confrontation, La Bourdonnais et Dufour de Villeneuve découvrirent que Montigny ne savait ni lire ni écrire ; c'est cet incident qui motiva son arrestation.

Après avoir répondu à toute une série de petites accusations vite rétorquées, la défense en arrive à la question des clefs de la caisse et du trésor. — En ce qui concerne les clefs de la caisse, le commissaire Bonneau se plaint de ce qu'elles ne lui ont été remises que cinq ou six heures après le moment où La Bourdonnais les a reçues. — Or, lorsque La Bourdonnais pénétra dans la grande salle de l'hôtel du gouvernement où se trouvait la caisse, les Anglais lui apportèrent, dans une corbeille, une telle quantité de clefs qu'il y en avait bien la charge d'un cheval. Les Malabars, gardiens de ces clefs, ayant pris la fuite, il devenait très difficile de trouver vite à quelle serrure correspondait chacune de ces clefs. On se mit à chercher, et un Anglais fit tout-à-coup comprendre par signes à La Bourdonnais, qui ne savait pas l'anglais, qu'il venait de trouver les clefs de la caisse. La garde de la caisse incombant à Bonneau, La Bourdonnais le chercha des yeux pour lui remettre les clefs et ne le voyant pas, il les remit à de la Villebague en lui disant : « Tiens, garde ces clefs et ne les remets à personne sans mon ordre. » Sur ce, comme il était tard et qu'il n'avait pas encore déjeuné, de la Villebague s'en alla prendre son repas aux Capucins ; quant à La Bourdonnais, il se fit servir dans la pièce même où se trouvait la caisse, sur un coin de table, au milieu d'un va et vient constant. Des sentinelles étaient placées devant la caisse et devant le trésor. Arrive Bonneau, La Bourdonnais l'appelle et lui dit : « J'ai donné les clefs de la caisse à mon frère, allez les lui réclamer. » Bonneau va aux Capucins.

Mais Mahé de la Villebague, tout en s'excusant, lui objecte que, sans ordre écrit, il ne peut lui remettre les clefs. D'ailleurs ils reviennent tous deux au gouvernement, et en présence de La Bourdonnais, de la Villebague remet les clefs à Bonneau, froissé de l'aventure. Il est évident que personne n'a pu ouvrir la caisse entre le moment où les clefs ont été trouvées et celui où elles ont été remises à Bonneau, puisque de nombreux témoins déclarent qu'il y a toujours eu, durant ces quelques heures, une centaine de personnes dans la salle. En outre, quand la caisse a été ouverte en présence du gouverneur Morse et de plusieurs témoins, acte a été dressé qu'il n'y manquait rien.

En ce qui concerne la clef du trésor, d'Eprenesnil dépose que La Bourdonnais ne la lui a remise que trois ou quatre jours après la prise de Madras. Or, d'Eprenesnil a écrit, le 21 septembre 1746, jour de la prise de Madras, dans une lettre à Dupleix : « Après bien des peines j'ai enfin la clef du trésor. » C'est lui-même qui l'a trouvée dans le monceau de clefs, l'a prise et l'a remise à Bonneau, le 28 septembre, comme le prouve une lettre de Bonneau de ce jour-là.

En ce qui concerne le bruit que La Bourdonnais aurait détruit les livres de comptes, les deux commissaires, d'Eprenesnil et Bonneau, dont les fonctions comprenaient l'inspection de ces livres, n'ont jamais accusé La Bourdonnais de les avoir subtilisés.

L'Insulaire a été envoyé à Bengale, disait-on, pour y vendre des vins pour le compte de La Bourdonnais. Toute l'escadre sait que c'est pour se radoubier.

Enfin la défense passe à la catégorie des faits les plus graves ce sont, s'ils ont été commis, des vols et des actes d'intelligence avec l'ennemi.

Le témoin Morin a vu à l'Ile de France des pagodes de bronze apportées, par La Bourdonnais, de Madras. — Ce sont, tout simplement, quelques statues de dieux Indoux tirées, à titre de curiosité, des mains des soldats qui les avaient prises.

D'autres accusations du même genre sont réfutées les unes après les autres.

Les caisses ont été embarquées sur l'*Achille* : ce sont les bagages de La Bourdonnais.

La Bourdonnais s'est emparé d'un palanquin d'ivoire : il n'était pas à lui, mais à un certain Puy-morin, à l'adresse de qui il a été expédié à l'Ile de France. M^{me} de La Bourdonnais a été vue dans des bals couverte de diamants : ce sont les diamants de sa corbeille de noce qu'elle avait longtemps avant l'expédition de Madras, etc., etc.

On a pu juger jusqu'ici de la valeur de la plupart des accusations relevées contre La Bourdonnais. Tous ses actes avaient été scrutés et l'on avait tiré, des plus petits faits, des conséquences souvent inattendues. L'avocat de La Bourdonnais réfuta victorieusement toutes ces accusations dont l'exposition en entier deviendrait à la longue fastidieuse pour le lecteur. Au reste, une seule est passée à la postérité et a été, comme nous le verrons dans la suite, ardemment discutée depuis : l'accusation d'intelligence avec l'ennemi.

Elle est portée au procès par deux témoins fort

suspects de partialité : les sieurs d'Epremesnil et de Kerjean. D'Epremesnil dépose « avoir entendu « dire au sieur Dupleix qu'un Anglais lui avait dit « qu'on avait donné au sieur de La Bourdonnais « 100.000 pagodes pour la rançon. Il a fait son possible pour découvrir la vérité de ce fait et n'a pu « le savoir. »

De Kerjean dépose : « avoir entendu dire à un Juif « retiré à Pondichéry que les Anglais avaient donné « au sieur de La Bourdonnais 100.000 pagodes pour « reconnaître les bons traitements qu'il leur avait « faits et que lui, le juif, pour contribuer à former « ce présent, avait été taxé à 7.000 pagodes qu'il « n'avait pas payées. »

Au regard de ces ouï-dire, voici le récit des faits tels qu'ils ressortent des dépositions de témoins. Le jour où La Bourdonnais devait quitter Madras, le gouverneur avait eu l'intention de lui offrir un grand dîner ainsi qu'à ses officiers. Or, La Bourdonnais apprit qu'à l'issue de ce dîner, le gouverneur devait leur offrir à tous des présents. Il ne sut rien de plus précis ; mais le matin de ce jour, ayant vu que le mauvais temps forçait les navires de l'escadre à prendre le large, il envoya l'aumônier de l'*Achille*, le Père Bath (qui a raconté l'incident en détail dans sa déposition), pour l'excuser auprès du gouverneur et lui dire qu'il ne voulait recevoir aucun présent ¹. Vers neuf heures du matin, au vu et su de toute la

1. Pièces justificatives de la défense de La Bourdonnais
N° MDCCLI.

ville, il se jeta dans une chelingue et rattrapa son vaisseau-amiral à quatre lieues au large.

Par conséquent, que les Anglais aient eu l'intention d'offrir 100.000 pagodes à La Bourdonnais, on peut l'admettre à la rigueur, le fait important est qu'il ne les reçut pas. Mais on pourrait objecter que la remise avait été faite avant la signature du traité, pour amener justement La Bourdonnais à se montrer conciliant. Dans ce cas on abandonne complètement la déposition de Kerjean, qui spécifie que les 100.000 pagodes ont été remises par les habitants « pour reconnaître les bons traitements qu'il leur avait faits » et l'on s'en tient uniquement à celle de d'Eprenesnil. Et dans ce cas, si les 100.000 pagodes ont été réunies par souscription, comment se fait-il que, sachant dans la suite que le traité n'allait pas être appliqué par Pondichéry, les Anglais n'aient pas réclamé leurs 100.000 pagodes. Ils n'avaient aucun intérêt à se taire ; et lorsque plus tard La Bourdonnais fut fait prisonnier de guerre par eux, comment ne l'ont-ils pas contraint à rendre les 100.000 pagodes. Enfin, il est de notoriété publique que La Bourdonnais a été reçu en Angleterre avec toutes sortes d'égards. Ce serait insulter à l'honneur des Anglais que de penser qu'une telle réception aurait été faite à un traître, genre d'homme pour lequel, dans tous les pays du monde, ceux même qui en profitent n'ont que mépris.

Le mémoire pour La Bourdonnais n'avait pas seulement été versé au dossier du procès ; imprimé chez Delaguette, il était répandu dans tout Paris. Dans

les dernières semaines qui précédèrent le jugement, ce fut entre les amis de Dupleix et la défense de La Bourdonnais un duel à coups de factums. Le mémoire de La Bourdonnais à peine paru, trois factums en faveur de Dupleix surgirent. L'un avait pour titre : « Lettre écrite à un actionnaire de la Compagnie des Indes Orientales d'Angleterre » ; il était écrit en français et en anglais. Cet imprimé, d'après l'indication de sa première page, aurait été édité à Londres. On disait que ses auteurs anonymes étaient Morse lui-même et le conseiller Monson. Un autre factum avait pour auteur O'Friel, neveu de Dupleix ; il racontait une conversation entre le gouverneur de Pondichéry et le conseiller anglais Savage, retenu prisonnier par Dupleix. Savage lui avait confié, sous le sceau du secret, O'Friel servant d'interprète, que 100.000 pagodes avaient été levées sur les habitants de Madras, et que La Bourdonnais en avait touché environ 90.000.

Enfin, une lettre anonyme paraît en même temps, rééditant la plupart des accusations contre la Bourdonnais, affirmant entre autres que les prétendus travaux de La Bourdonnais à l'Ile de France n'ont jamais existé.

Sans perdre de temps, l'accusé fait paraître en un seul factum la réfutation de ces trois libelles. La lettre anglaise n'est pas du tout anglaise et ne vient pas de Londres : ses auteurs ne peuvent être des Anglais de Madras, car on y trouve de grossières erreurs que des gens ayant habité dans la ville n'auraient pas commises. O'Friel fait parler le seul Sa-

vage parce que Savage est mort. En outre O'Friel s'est bien gardé de déposer dans l'affaire comme témoin, de peur d'être confronté avec La Bourdonnais. Tout le monde sait d'ailleurs — et La Bourdonnais raconte tout au long son histoire — que le sieur O'Friel est un escroc. Enfin il répond également à la lettre anonyme.

Le parti de Duplex riposte par « second mémoire à consulter pour la famille de Duplex ». Comme ce factum paraît 24 heures avant le jugement, ses auteurs pensent bien avoir le dernier mot devant l'opinion publique. Ils se trompent : en 24 heures, La Bourdonnais répond et fait imprimer sa réponse qui circule dans Paris le 3 février 1751.

Les mémoires de La Bourdonnais avaient acquis dans le public et à la Cour un succès formidable. On dit bien haut dans l'entourage du roi que « Duplex devrait être flétri et l'accusé honoré, qu'on devrait en faire un secrétaire d'État de la Marine et qu'il n'y en aurait jamais un meilleur et plus entreprenant, que les Anglais en trembleraient ¹. » A la tête des défenseurs de La Bourdonnais se trouve naturellement le maréchal de Richelieu qui, arrivé à la Cour au début de 1749 pour prendre son année de premier gentilhomme de la Chambre, était fort heureux, en la circonstance, de servir la cause d'un accusé persécuté par « la petite Pompadour » qu'il ne pouvait souffrir. D'Argenson, qui est plutôt hos-

1. *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, tome V, 18 janvier 1751.

tile à La Bourdonnais, raconte une des interventions du Maréchal : « Le Maréchal de Richelieu, venant
« de lire le gros factum de M. de La Bourdonnais,
« pour sa peine de l'avoir lu, s'est permis de faire à
« ce propos de la sensibilité, et, qui plus est, de s'affi-
« cher au dehors. On en parla dans les cabinets
« devant le roi et la marquise; il lui échappa de dire
« qu'un de ces jours cet innocent accusé commande-
« rait une des escadres du roi, et sur cela, la marquise
« lui marqua une grande colère, car elle est partie
« secrète de l'accusé par ses liaisons avec les Duplex
« et les Bacquencourt ¹. »

A Versailles et à Paris, La Bourdonnais est l'homme du jour universellement plaint : « On le regarde dans tout Paris comme victime du crédit et d'une faveur injuste et opprimante, comme un homme fort innocent qui a bien mérité de la Patrie et personne ne peut entendre aucune raison contre lui ². » Le roi lui-même, malgré Madame de Pompadour, s'intéresse au sort de La Bourdonnais qui paraît lui avoir été sympathique : il demande souvent de ses nouvelles ³ et entend qu'il soit bien traité à la Bastille.

Le 3 février 1751, après les débats, les commissaires de la Chambre de l'Arsenal, réunis pour juger La Bourdonnais, rendaient leur arrêt. Il était rédigé en

1. *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, tome VI, 26 janvier 1751.

2. *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, tome VI, 2 février 1751.

3. *Id.*, 6 février 1751.

ces termes : « En ce qui concerne M. Mahé de La Bour-
« donnais et M. de Barville, les avons déchargés de
« l'accusation contre eux intentée. En conséquence,
« ordonnons sous le bon plaisir de Sa Majesté, qu'ils
« seront élargis et mis hors du château de la Bastille.
« En ce qui concerne de La Gâtinais lui enjoignons
« pareillement sous le bon plaisir de Sa Majesté
« qu'il sera élargi, etc... » André et Montigny étaient
également déchargés de toute accusation. Les com-
missaires pensaient sans doute, en ce qui concerne
Montigny, que cinq mois et demi de prison suffisaient
pour le protéger à l'avenir contre de nouvelles tenta-
tives de mensonge. Par le même jugement, le mémoire
imprimé pour sa défense par de La Gâtinais, était
supprimé. Aucune mesure semblable n'était prise à
l'égard de celui de La Bourdonnais : c'était convenir
qu'il ne disait que la vérité ¹.

1. D'Argenson rapporte que La Bourdonnais gagna son procès « tout d'une voix ». De Luynes donne au contraire les détails suivants : « Au cours de la discussion qui précéda le verdict quatre opinions se présentèrent d'abord : celle du président qui pensait devoir ordonner un complément d'instruction de trois ans avec maintien de La Bourdonnais à la Bastille pendant ce temps ; celle du rapporteur qui opinait pour un complément d'instruction d'un an et la mise en liberté immédiate ; une troisième opinion mettait La Bourdonnais « hors de cours et de procès » sans autre justification ; une quatrième le renvoyait absous. Puis le président et le rapporteur abandonnèrent leur manière de voir et le vote donna 5 voix pour l'acquittement sans justification et 4 voix pour l'absolution complète. Suivant la coutume qui est de s'en tenir dans les affaires criminelles à l'opinion la plus favorable lorsqu'il y a égalité de voix ou une seule de différence, La Bourdonnais fut absous. (*Mémoires du duc de Luynes*, tome XI, 5 février 1751.)

Le 5 février 1751, à 3 heures de l'après-midi, Mme de La Bourdonnais se présentait à la Bastille munie d'un ordre du roi contresigné par d'Argenson, qui élargissait La Bourdonnais et les autres détenus ¹.

Un intermède comique se mêla à la joie de cette délivrance. Le Gouverneur de la Bastille ayant dans son château trois prisonniers impliqués dans l'affaire de La Bourdonnais, recevait l'ordre d'en relâcher quatre. Le lecteur a sans doute remarqué que le jugement de la Chambre de l'Arsenal prescrivait l'élargissement de Guillaume de Barville, qui n'avait jamais été arrêté. C'est ce que découvrit après recherches le gouverneur de la Bastille, qui en réfère à l'autorité supérieure dans une lettre encore empreinte de la stupeur qu'il a éprouvée ².

La Bourdonnais dîna pour la dernière fois à La Bastille avec sa femme, puis quitta le château pour rentrer chez lui. « Le peuple de Paris prenait un si « grand intérêt à M. de La Bourdonnais que jusqu'à « la rue d'Enfer, où il loge, il y avait une affluence

1. Bien que le jugement eut été rendu le 3, La Bourdonnais n'avait pas été mis en liberté, car il fallait un ordre spécial du roi pour faire cesser les effets de la lettre de cachet. Mme de La Bourdonnais, dès l'acquittement, se mit en quête pour l'obtenir rapidement ; elle se rendit auprès de M. d'Argenson qui était à sa maison de campagne de Neuilly. A cause de son éloignement de Versailles, il ne put voir le roi et lui faire signer l'élargissement que le 5 au matin (cf. *Journal historique* de Collé, tome I^{er}, 1^{er} février 1751 et *Mémoires de d'Argenson*, tome V, 6 février 1751).

2. Arsenal, B 12495, f. 63.

« de monde prodigieuse pour le voir passer ¹. » — « Il est rentré comme en triomphe, écrivait d'Argenson ², tant Paris est dans une joie inexprimable. »

A la cour, les amis de La Bourdonnais exultent. « Tout Versailles était encore plus passionné que Paris pour sa libération ; quantité de Seigneurs ont bu à sa santé. »

Cette popularité, La Bourdonnais la devait à son *factum*, qui eut un succès formidable. Avant sa publication, tout le monde croyait à sa culpabilité ³. Après sa lecture et malgré toutes les publications faites par Bacquencourt et M. de Montaran, « qui s'est déshonoré dans cette affaire ⁴ », l'opinion tout entière se retourne contre Duplex. « S'il ne se lave point de tout ce que M. de La Bourdonnais lui a imputé, écrit dans un journal l'homme de lettres Collé, c'est le plus affreux et le plus noir coquin qui ait jamais existé. » Les Mémoires de La Bourdonnais sont le livre à la mode, et Voltaire, qui ne les a pas encore lus, écrit à un ami : « N'auriez-vous point le *factum* de La Bourdonnais ? envoyez-le moi ; j'ai grande envie de voir comment il se peut qu'on n'ait point pendu La Bourdonnais pour avoir fait la conquête de Madras ⁵. »

1. *Mémoires du duc de Luynes*, tome XI, 7 février 1751.

2. *Mémoires du marguis d'Argenson*, tome V, 4 février 1751.

3. « Tout le public... d'abord était fort prévenu contre lui. » (*Journal historique* de Collé, février 1751.)

4. Cf. Collé, *op. cit.*, même date.

5. Extrait de la *Correspondance* de Voltaire cité par Alfred de Lacaze dans sa note sur La Bourdonnais dans la *Biographie générale* de Hoefer.

Comme tous les événements importants qui ont passionné Paris, l'affaire de La Bourdonnais finit en chansons et en poésies dityrambiques. On rendait justice au héros de Madras et on flétrissait « la noire calomnie » qui avait voulu ternir sa pure gloire.

« Tout le public, dit Voltaire¹, lui donna une flatteuse récompense en nommant La Bourdonnais le vengeur de la France, et la victime de l'envie². »

1. *Le siècle de Louis XV*, chapitre xxix.

2. Voici deux de ces pièces de vers qui coururent les salons en 1751 :

1^o Épître à M. de La Bourdonnais (Archives Nationales. Section ancienne, C⁷ 155).

Un courage élevé, guidé par la vertu
 Suit aisément la route qu'elle trace,
 Et dans le choc de la disgrâce
 Il se soutient sans en être abattu ;
 Un rude assaut n'a rien qui l'intimide,
 Il est ferme, constant, généreux, intrépide,
 La jalousie aiguise en vain ses traits ;
 Contre le succès de l'orage
 Le vrai mérite emporte le suffrage,
 L'ennemi déclaré respecte ses attraits :
 L'injuste politique
 Médite en vain et follement se pique
 De souiller la candeur
 D'une précieuse valeur.
 L'injurieux soupçon d'apparence de crime
 Cherche à former une victime.
 La vérité se reconnaît,
 Le faux se développe et l'erreur disparaît ;
 Thémis approche la balance
 Pèse, examine, enfin couronne l'innocence.

Sortez de ces liens, rompez, brisez ces fers,
 La sagesse l'ordonne

Reprenez l'empire des mers,
 L'État chérit votre personne.
 Vaillant Mahé, vos exploits signalés
 Nous ont trop bien appris tout ce que vous valez.
 Le caprice est vaincu, mais pour vous quelle gloire !

Madras devint une double victoire ;

Mars vous a reconnu du rang de ses guerriers,
 Et Thémis en ce jour vous couvre de lauriers.

Le triomphe de l'innocence
 A mis le prix à la reconnaissance ;
 Ce don flatteur, trop longtemps disputé,
 N'a pu se refuser à votre fermeté.

Servir son roi, sacrifier sa vie
 Pour le bien de l'État, l'honneur de la patrie,
 Policer l'Inde, y voir briller les arts,
 Tracer, construire, établir des remparts,
 Animer le commerce et sur terre et sur l'onde,
 Découvrir les trésors du plus éloigné monde,
 Ce sont là vos exploits, vos veilles, vos travaux ;
 Le mérite envié n'est jamais sans rivaux :
 La sombre jalousie, empressée à vous nuire,
 Lance ses traits, son dépit, son venin,
 Sous l'ombre d'attentat, prétend tromper, séduire,
 Mais c'est en vain.

Le vrai sans fard, sans artifice,
 Dévoile l'imposture et confond la malice.
 C'est immortaliser un mérite éclatant.
 Peut-il naître l'oubli d'un service important ?
 Le suffrage unanime est ce qui justifie,
 Quand la vertu nous suit, elle nous glorifie.

2^o Acrostiche. (Manuscrit collé à la première page d'une édition du *Mémoire* pour le sieur de La Bourdonnais. Bibliothèque Nationale, Fm 4^o, Indes, 689-15825.)

A MONSIEUR

Mahé de La Bourdonnais, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, capitaine de frégate, cy-devant gouverneur général des îles de France et de Bourbon et président des Conseils supérieurs y établis.

Madras, sur Albion, conquis par ta vaillance
A vu briller ton front couronné de lauriers.
Heureux d'avoir hâté le repos de la France
En paix tu jouissais de tes travaux guerriers.

Dans sa noire fureur, l'envie au teint livide
Excite contre toi cent monstres à la fois ;
L'imposture paraît sous un masque perfide,
Avec peine Louis en écoute la voix.

Bientôt on te prépare une illustre victoire,
On t'éprouve ; et, malgré de lâches trahisons,
Une lumière pure écartant les soupçons,
Rend à ton nom chéri tout l'éclat de sa gloire.
Dans ce fortuné jour, au temple de Mémoire
On s'empresse de rendre hommage à tes vertus.
Nous y voyons déjà tes ennemis vaincus,
Ne pouvant qu'admirer une si belle vie,
Avouer que le brave et grand La Bourdonnais
Immortel en dépit des complots de l'envie,
Sera toujours vivant dans le cœur des Français.

CHAPITRE XVII

LE SORT DE MADRAS. MORT DE LA BOURDONNAIS

Tandis que La Bourdonnais languissait, durant trois longues années, dans sa prison, les événements se précipitaient dans l'Inde ; son œuvre dans la péninsule disparaissait, grâce à Dupleix, qui, lui, se couvrait d'une gloire immortelle.

Lorsque le commandant en chef les eut quittés, le *Centaure*, le *Mars*, le *Brillant* et le *Saint-Louis* continuèrent leur route vers Achem, où ils eurent la bonne fortune de mouiller sans avoir rencontré l'escadre anglaise. Après y avoir hiverné, ils revinrent à Pondichéry. Les officiers demandèrent alors au Conseil supérieur de les charger de marchandises pour les renvoyer en Europe. Mais Dupleix ne voulait pas se séparer des seuls vaisseaux capables de l'aider contre les Anglais. Comme il fallait les em-

SOURCES. — MANUSCRITS. — *Archives des Colonies* : C² 82.

— *Archives des Affaires Étrangères* : Asie, 6, f. 96, 100-126. — France, affaires int., 600-1340, f. 246.

— *Archives de la Marine* : C⁷ 155.

— Testament de La Bourdonnais (Archives de l'Étude Crémery, 17, rue de la Ville-Lévêque).

Archives de l'India House de Londres : Law Case, n^o 31.

IMPRIMÉS. — *Mémoire pour le sieur de La Villebagne* (factum).

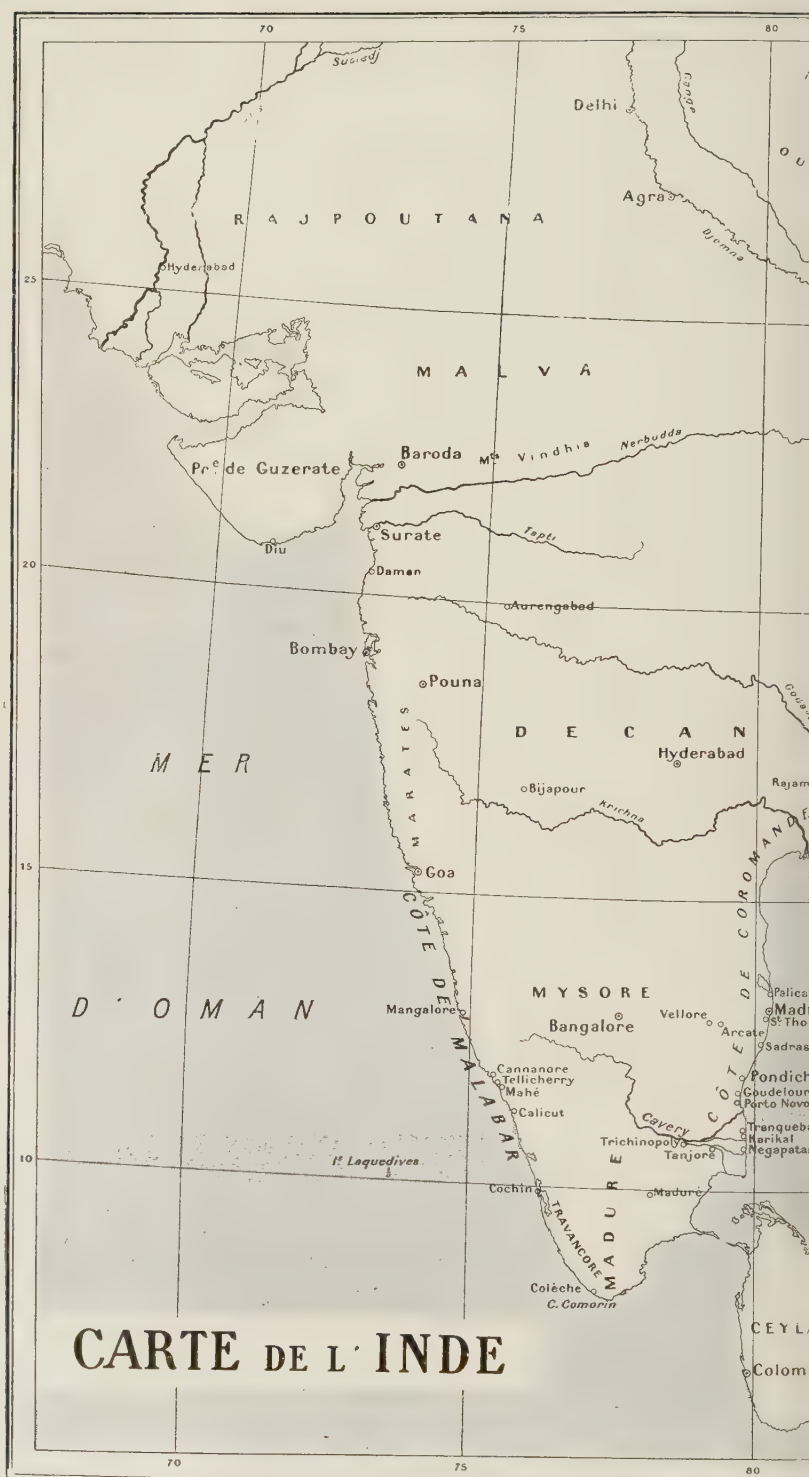
— *Journal d'Anandarangapoullé*.

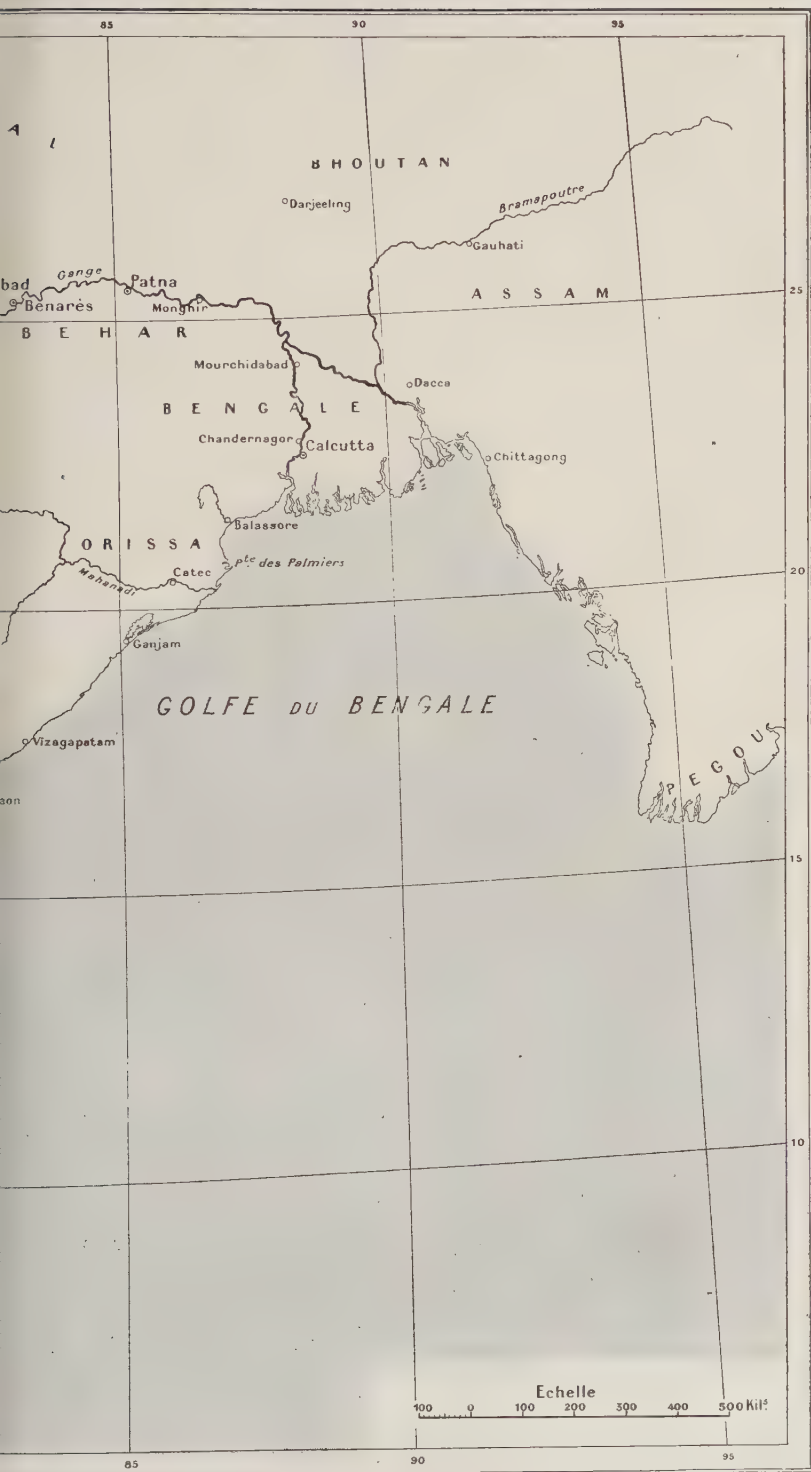
— *Cultru* : op. cit.

ployer à quelque chose dans l'Inde, il proposa au Conseil de les envoyer sur le Gange pour prendre Calcutta. Mais le Conseil et les officiers refusèrent de souscrire à ce plan téméraire. Il pouvait amener une guerre terrible avec le Mogol qui, jusqu'à ce jour, avait fait observer très strictement la neutralité dans le Bengale. Ce projet repoussé, on convint d'envoyer les vaisseaux à la côte de Malabar pour les mettre en sûreté, car Dupleix voulait à toute force garder ces quatre vaisseaux, mais ils étaient trop faibles pour se mesurer avec la flotte anglaise. Leur principal objectif en restant dans l'Océan Indien était dès lors de se soustraire à une rencontre possible avec l'escadre de Peyton, augmentée des navires de Griffit. Et en présence de ces événements, on se demande si La Bourdonnais n'avait pas raison en affirmant que Dupleix n'obéissait, dans la circonstance, qu'à la crainte de voir les six vaisseaux disponibles¹ passer aux Iles sous les ordres de La Bourdonnais, dont il était heureux de s'être débarrassé et dont il pouvait redouter une combinaison nouvelle de son esprit inventif.

Quoiqu'il en soit, l'escadre de d'Ordelin, exécutant les ordres du Conseil supérieur, alla successivement à Galle, dans l'île de Ceylan, à Colèche, à la côte de Malabar, à Mahé, à Goa. Perdant son temps dans cette inutile croisière, errant de rade en rade, sans aucun profit pour la Compagnie, l'escadre ne réussit

1. Au *Brillant*, au *Centaure*, au *Mars* et au *Saint-Louis* s'étaient joints le *Neptune* et la *Princesse-Marie*.





qu'à se délabrer lamentablement. En fin de compte, le *Saint-Louis* fut forcé de s'échouer, la *Princesse-Marie* périt également faute de réparations, le *Neptune* finit sa carrière en rade de Madras où, inutilisable, on dût le brûler. Lassés de cette promenade sans résultat, les trois capitaines du *Mars*, du *Centaure* et du *Brillant* décidèrent de leur propre autorité (ils commençaient à en avoir l'habitude) de faire route pour l'Ile de France. Là ils se réparèrent et firent reposer leurs équipages, ce qui leur permit plus tard de réapparaître sur les côtes de l'Inde en mesure de pouvoir servir les intérêts de la France.

A Madras, d'Epremesnil avait à peine pris le commandement, que les Maures se présentaient devant la ville. Le nouveau gouverneur leur envoya immédiatement des parlementaires pour leur demander la raison de leur arrivée. Mafous-Khan, fils du Nabab d'Arcate, qui commandait l'armée, déclara que Dupleix ayant promis à son père de lui donner Madras, il venait en prendre possession de gré ou de force.

D'Epremesnil en référa immédiatement à Dupleix, puis, passant le commandement à Barthélémy, il partit pour Pondichéry, où il arriva le 29 octobre ¹. En attendant l'arrivée des renforts, Barthélémy se mit en devoir d'organiser la ville en vue d'un siège ².

1. Anandarangapoullé dit que Dupleix l'avait rappelé.

2. Mahé de la Villebague, alors conseiller provincial de Madras, commissaire pour soutenir les conditions de la capitulation, et capitaine de la *Princesse-Marie*, raconte que Barthélémy lui confia le soin de mettre la ville noire en état de défense.

De leur côté les Maures ayant été mis au courant de la façon dont La Bourdonnais avait assiégé la place, faisaient tous leurs efforts pour copier les opérations du commandant en chef. Ils placèrent leur camp, établirent leurs batteries exactement aux emplacements occupés naguère par le camp et les batteries de La Bourdonnais.

Pondichéry avait envoyé l'ordre de patienter le plus longtemps possible et de n'être pas les premiers à commencer les hostilités ; aussi les Maures poursuivaient avec la plus grande tranquillité leurs travaux d'investissement. Le calme des assiégés les portait même à croire qu'on avait peur d'eux et qu'on n'osait pas les attaquer parce qu'ils avaient à leur tête le fils du Nabab, seigneur de la contrée. Le grand prévôt des troupes asiatiques de la Compagnie des Indes anglaises était au camp de Mafouz-Khan et aidait les assiégeants de ses conseils.

Afin d'escalader facilement les murs de la ville Noire, les Maures commencèrent à creuser un canal pour détourner la rivière de Montaron qui, comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, longe les murs de la ville Noire, qu'elle baigne dans presque toute sa longueur. Ceci ne laissait pas d'être grave, aussi Barthélémy voulant faire cesser ces travaux sans pour cela causer le premier une effusion de sang, donna l'ordre à un peloton de soldats de tirer à blanc sur les travailleurs. Au bruit de la salve, tous les Maures s'enfuirent, mais s'apercevant que l'on n'avait tiré qu'à poudre, ils revinrent et continuèrent leurs travaux. Le 31 octobre au matin, dans

les fossés de la ville, le niveau de l'eau avait déjà baissé de moitié. Barthelémy se résolut alors à donner l'ordre de tirer une salve de coups de canons à blanc puis de tirer à boulets si l'ennemi continuait. On tira donc quelques coups de canon à boulets, mais les officiers des autres bastions de la ville croyant à un signal de commencer le feu, firent tirer toutes les batteries, de la ville blanche comme de la ville noire. En un quart d'heure plus un seul Maure ne restait dans les environs de la ville. Fuyant en désordre ils allèrent camper à une lieue dans les terres.

Sur les instances des officiers de la garnison dont les troupes brûlaient de combattre, Barthelémy donna l'ordre de faire une sortie afin de dégager un peu plus la ville et de permettre de s'approvisionner en vivres et en eau. Le 2 novembre, M. de la Tour franchit les portes à la tête de 400 hommes, emmenant avec lui deux pièces de campagne. Après avoir parcouru toute la banlieue nord de Madras, il se replia vers le nord-ouest et arriva devant le camp des Maures qui montèrent à cheval et se rangèrent en bataille. Démasquant alors ses deux canons qui tiraient cinq à six coups à la minute, alors que ceux des Maures n'en tiraient qu'un par quart d'heure, il ouvrit le feu, ce qui mit la panique dans les rangs des ennemis épouvantés de subir les effets d'une canonade aussi nourrie. Ils s'enfuirent, abandonnant leur camp, où les Français trouvèrent une grande quantité de bœufs, chevaux et chameaux, deux étendards et quelques canons. On était joyeusement étonné d'avoir pu, avec 400 hommes, en mettre 10.000 en fuite.

Mafouz-Khan alla d'abord s'établir à trois-quart de lieue de Madras. Mais la nouvelle lui parvint que des renforts arrivaient aux Français et il transporta son camp à Saint-Thomé, barrant ainsi la route de Madras à la troupe qui arrivait de Pondichéry ; c'était Paradis, nommé par Dupleix commandant de Madras, avec 300 soldats et 200 topas et cipayes de Mahé. Barthelémy informé de sa venue, donna l'ordre à de La Tour de sortir à nouveau de la ville avec ses hommes pour aller à sa rencontre.

Paradis arrivait à la pointe du jour devant Saint-Thomé. L'armée de Mafouz-Khan était rangée en bataille dans une prairie qui précédait la ville, une rivière les séparait. Malgré l'artillerie maure postée de manière à empêcher le passage du cours d'eau, les Français traversèrent sans difficulté, tant les coups de l'ennemi étaient maladroitement dirigés. Aussitôt débarqués ils firent une salve générale. Voyant quelques flottements dans les rangs ennemis, Paradis donna l'ordre de charger les Maures à la baïonnette. Lorsqu'ils virent les Français arriver au pas de course, les Maures lâchèrent pied et s'enfuirent jusqu'aux barricades qu'ils avaient plantées devant la ville. Une seconde salve les força d'abandonner ce nouvel abri. La cavalerie française s'élança dans les rues étroites de Saint-Thomé sabrant tout ce qui s'opposait à son avance, l'infanterie suivait rapidement. A cette vue, Mafouz-Khan monta précipitamment sur son éléphant et saisissant le grand étendard du Carnatic qui se trouvait dans le plus grand péril, il donna l'exemple de la fuite. Si la

troupe de Madras était arrivée plus tôt, elle eut été en mesure de couper la retraite aux Maures ; elle survint après l'action, tandis que les Français de Pondichéry pillaient les bagages de l'ennemi. Mahouz-Khan avait eu si peur qu'il retourna directement à Arcate, abandonnant l'idée de prendre Madras ¹.

Paradis fit une entrée triomphale dans la ville délivrée et, par ordre de Dupleix, fut reconnu comme second de la place, malgré le mécontentement d'officiers de carrière plus anciens en garde que Paradis, qui devait son commandement à la faveur dont il jouissait auprès du gouverneur de Pondichéry ². Aussitôt en possession de son poste, il fit savoir à Barthélémy qu'il avait l'ordre de Dupleix d'exclure du conseil de Madras et du commissariat, Mahé de la Villebague et Desjardins. Il convenait d'ailleurs fort bien que les deux hommes n'avaient rien fait pour cela, mais enfin c'était le désir du maître. De La Villebague et Desjardins furent donc remerciés de tous leurs emplois.

1. L'expérience de plusieurs entreprises exécutées sans succès, « écrit à ce propos Mahé de la Villebague à son frère, et l'ignorance dans l'art militaire qui s'est répandue dans toutes les colonies par le défaut d'usage, avaient persuadé aux Européens « établis dans l'Indoustan, que les Maures étaient des ennemis « aussi braves que formidables (et La Bourdonnais l'avait cru « tout le premier), mais les exemples de MM. de la Tour et Paradis ont détruit ce charme : on en a vu deux fois de suite une « armée détruite par un seul bataillon. »

2. Dupleix n'avait pas tort d'ailleurs, car il apparaît bien par l'étude des documents de l'époque, que Paradis fut un des meilleurs chefs que la France eût dans l'Inde à cette époque.

Barthelémy sentait bien pourquoi Paradis avait été envoyé à Madras. Il était l'homme de Dupleix et c'était sur lui que Dupleix comptait pour faire révoquer la malheureuse capitulation consentie par La Bourdonnais.

Barthelémy, qui voyait le moment où on lui substituerait Paradis, préféra prendre les devants et demanda son rappel, qui lui fut accordé immédiatement. Naturellement, Paradis fut nommé gouverneur. Dès ce moment, Dupleix était sûr de Madras. Il réunit, le 7 octobre, ses fidèles conseillers et quelques notables et leur fit aisément convenir que la capitulation signée par La Bourdonnais était inacceptable et qu'il était parfaitement juste de la casser. Six personnes prirent la responsabilité de cette décision inique, et ces noms nous sont déjà connus pour la plupart. La délibération porte après la signature de Dupleix celles de d'Eprenesnil, Dulaurens, Miran, Guillard, Le Maire et Bonneau. L'acte fut immédiatement envoyé à Madras où Paradis, le 10 novembre 1746, devant le front des troupes et les habitants assemblés, en donna publiquement lecture.

En conséquence de la cassation du traité, les Anglais de Madras devaient remettre, entre les mains de Paradis, toutes les clefs de leurs magasins particuliers. Toutes les marchandises, argenterie, provisions, munitions de guerre et chevaux appartenaient dès lors à la Compagnie française des Indes. Toutefois, les Anglais gardaient la libre disposition de leur mobilier, de leurs habits et des bijoux de leurs femmes. Ils devaient donner leur parole d'honneur de ne

pas servir contre la France, faute de quoi ils seraient conduits prisonniers de guerre à Pondichéry. Ils pouvaient rester à Madras à la condition de prêter serment de fidélité au Roi de France ; s'ils refusaient, il leur fallait quitter la ville dans les quatre jours. Défense leur fut faite de résider même dans les maisons de campagne sises hors des murs.

Ce fut un désespoir général. Le gouverneur Morse et son conseil protestèrent avec énergie contre cette violation du droit des gens et de la parole donnée. Ils déclarèrent qu'ils refusaient de donner les clefs de leurs magasins. Paradis en fit enfoncer les portes. La nuit qui suivit cette lamentable journée, beaucoup d'Anglais s'enfuirent de la ville avec leurs femmes, abandonnant tout à la discrétion des officiers qui logeaient chez eux. Le lendemain, dès qu'il l'apprit, Paradis fit mettre les scellés sur toutes ces maisons.

MM. de Bury et de La Tour, ayant demandé leur rappel à Pondichéry parce qu'ils ne voulaient pas servir sous les ordres de Paradis, furent chargés de ramener à Pondichéry Morse, sa famille et quelques autres Anglais. A la petite troupe se joignit Barthélémy, et Mahé de la Villebague. Aux portes de Pondichéry, Dupleix, précédé de gardes à cheval, du grand prévot et des pions armés, entouré de timbaliers et d'éléphants, vint à la rencontre de ses prisonniers, avec qui il entra en triomphateur dans la ville. Les soldats de la garnison de Pondichéry prirent le pas dans le défilé sur les contingents des Iles Sœurs, débris de l'expédition de La Bourdonnais

et qui venaient, à Saint-Thomé, de culbuter, de si magistrale façon, l'armée du Nabab d'Arcate. Ils ne protestèrent pas contre ce passe droit, mais afin de montrer au peuple accouru quels étaient les véritables vainqueurs, ils couronnèrent leurs chapeaux de palmes vertes.

Le triomphe facile du gouverneur de Pondichéry était la consécration de l'effondrement de l'œuvre de La Bourdonnais. Mais cela ne suffisait pas à Dupleix; à la nouvelle que La Bourdonnais était arrêté, il dirigea à Pondichéry une extraordinaire instruction contre son ennemi. De la Villebague, qui s'était retiré à l'Ile de France, fut arrêté et conduit à Pondichéry, où il fut jeté en prison avec l'ancien commissaire Desjardins, comme complices de La Bourdonnais. Un ancien domestique de La Bourdonnais, Nayna, fut arrêté, chargé de chaînes et questionné à titre de témoin, de la même façon qu'un criminel. Comme il ne pouvait rien dire contre son maître, on le remit au cachot, en attendant qu'il parlât¹, avec tout un luxe de mauvais traitements.

Quant aux deux soi-disant complices de La Bourdonnais, Desjardins et Mahé de la Villebague, les amis de Dupleix ont protesté contre les accusations de cruauté du gouverneur de Pondichéry à leur égard.

1. Il convient de mentionner que cette histoire est rapportée par Mahé de la Villebague; nous la donnons sous toutes réserves, n'ayant pas été à même de vérifier son authenticité. Constatons seulement qu'elle est parfaitement plausible, car Dupleix n'était rien moins que doux et faisait parfaitement couper les oreilles (par exemple) aux Indous dont il avait à se plaindre.

Un fait irréfutable existe cependant : après de longs mois passés en prison, tandis que les Anglais assiégeaient Pondichéry, les deux prisonniers furent envoyés en France dans un tel état qu'ils moururent tous deux pendant la traversée.

Cependant le principal accusé, plus heureux que son malheureux frère et que son malheureux ami, avait pu sortir vivant de la Bastille, glorifié par toute la société de la capitale. Il sortit vivant, mais sa santé était si profondément altérée qu'il ne se releva jamais.

Certains auteurs, qui ont raconté la vie de La Bourdonnais, se sont faits les échos des histoires débitées sur la mort de celui que ses aventures et ses malheurs avaient vite transformé, aux yeux des bonnes gens, en un véritable héros de roman. Pour lui, une mort simple paraissait incroyable et l'on raconta une ténébreuse histoire dans laquelle le régicide Damien, prisonnier à la Bastille en même temps que La Bourdonnais, donnait à l'ex-gouverneur un lavement d'eau-forte qui le conduisait, lentement mais sûrement, à la tombe. La vérité est que le long séjour de La Bourdonnais aux colonies et surtout le mauvais état sanitaire dans lequel il avait dû vivre pendant ses expéditions maritimes, avaient affaibli sa constitution d'abord robuste. Constamment atteint par le scorbut et la dyssenterie, il relève à peine d'une dernière reprise de scorbut, lorsqu'il est mis à la Bastille où il reste trois ans claquemuré, n'ayant aucune possibilité de prendre de l'exercice. La longue détention, venant s'ajouter à un état général

débilité, suffisait pour conduire La Bourdonnais au tombeau. Il traîna sa maladie jusqu'en 1753. Sentant venir sa fin, il dicta son testament confiant la tutelle de ses enfants à sa femme et leur donnant comme subrogés-tuteurs son fidèle défenseur de Gennes et un certain Roger notaire.

Le 10 novembre 1753¹ il expirait dans une petite maison de la rue d'Enfer, paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, où il s'était retiré. Il était âgé seulement de 54 ans. Mais l'infortune qui l'avait poursuivi durant les dernières années de sa vie semble s'être acharnée contre sa famille après sa mort.

Un des subrogés-tuteurs, le tuteur « onéraire » Pierre-François Desvaux-Dumorier², dissipa complètement la fortune de La Bourdonnais en contrefaisant la signature de M^{me} de La Bourdonnais et du caissier de la Compagnie des Indes. Arrêté en 1766, il avoua avoir détourné 700.000 livres de la fortune qu'il avait mission de gérer. M^{me} de La Bourdonnais l'accusa de s'être approprié au moins douze cent mille livres³.

Louis de La Bourdonnais et sa mère se retirèrent dans une chaumière à Boissy-Saint-Léger, mais bientôt ils n'eurent même plus assez pour suffire aux plus minimes dépenses. C'est alors que, dans une

1. Et non le 9 septembre comme tous les historiens de La Bourdonnais le répètent.

2. Remplaçant un des tuteurs mentionnés dans le testament et probablement décédé.

3. Le dossier de cette affaire se trouve aux Archives Nationales (X², B 1394).

belle lettre du 7 juillet 1772, la veuve du vainqueur de Madras et du créateur de la colonie de l'Île de France vint exposer au gouvernement de Louis XV la détresse où on la laissait après tout ce que son mari avait fait pour la grandeur de la Patrie. Après avoir raconté la misère où, au bout de plus de dix ans de lutte, elle avait fini par sombrer, elle ajoute : « Je ne
« jouis pas de mille livres de rente » et elle termine sa lettre par ces mots : « Voici la première fois que
« j'importune la Cour, pour en obtenir une grâce.
« Tant que nous nous sommes crus dans l'opulence,
« et ensuite du moins au-dessus des besoins pressants, j'aurais craint de faire tort à ceux qui en ont
« de réels, si j'avait fait une pareille demande. Mais
« je me trouve dans une détresse à laquelle je n'aurais
« jamais dû m'attendre ¹. »

Le Roi accorda à la malheureuse femme une pension de cent louis car, constatait le brevet, Mahé de La Bourdonnais était mort « sans avoir reçu aucune
« récompense ni aucun dédommagement, pour tant
« de persécutions et tant de services. »

D'ailleurs tout le monde alors était ému de pitié envers La Bourdonnais, et les nouveaux directeurs de La Compagnie des Indes qui avaient succédé à ceux qui poursuivaient de leur haine et de leurs ressentiments personnels l'illustre Malouin, s'exprimaient à son sujet en termes les plus élogieux, dans une lettre qu'ils adressaient au ministre de la Marine,

1. Archives Nationales. Section ancienne, C⁷ 155 (marine ancienne).

en cette même année 1772. Après avoir rappelé les états de service de La Bourdonnais, les directeurs concluaient : « Voilà, Monseigneur, des faits que nous
« certifions avec d'autant plus de plaisir que nous
« avons toujours désiré d'avoir l'occasion de rendre
« justice aux talents et aux actions de cet homme
« rare. Nous y ajoutons, Monseigneur, que Monsieur
« de La Bourdonnais, dans ses différentes expéditions,
« a montré la plus grande bravoure, une fermeté à
« toute épreuve dans les différents dangers et acci-
« dents inséparables des opérations maritimes, une
« fécondité de ressources et d'expédients qui lui a
« fait vaincre souvent les difficultés et les obstacles
« les plus insurmontables ¹. »

1. Archives Nationales. Section ancienne, C⁷ 155 (marine ancienne).

CHAPITRE XVIII

LE COLONEL MALLESON ACCUSATEUR DE LA BOURDONNAIS.

Durant un siècle, l'arrêt de la Chambre de l'Arsenal fut accepté par tous ; l'innocence de La Bourdonnais était universellement reconnue. Mais, en 1874, parut en Angleterre l'*Histoire des Français dans l'Inde*, par le colonel Malleson. Cet auteur anglais ressuscitait un des plus importants chefs d'accusation du procès : La Bourdonnais avait reçu des Anglais 100.000 pagodes pour accorder une rançon à Madras. « C'est un fait indubitable », écrivait Malleson, et il en donnait les preuves.

Il cite d'abord deux écrivains anglais, M. Grose et le professeur H. Wilson. Le premier, dès 1772, écrivait dans une relation de son voyage aux Indes : « Le « gouverneur et le Conseil réglèrent le prix de la « rançon avec le commodore français (La Bourdon- « nais), à 1.100.000 pagodes ou 421.660 livres ster- « lings (10.441.650 francs), *outré un présent d'une « valeur notable au commodore qui consentait, à ces « conditions, à évacuer sa conquête et à laisser les « Anglais en pleine possession de leur présidence* ¹. »

1. Grose's, *East Indies*, vol. II, p. 29.

De son côté le professeur Wilson affirme¹ que :
« une lettre adressée à un propriétaire et publiée,
« en 1750, par une personne qui était évidemment
« employée dans le gouvernement de Madras, rap-
« porte des discussions qui eurent lieu au siège de ce
« gouvernement à l'égard de bons délivrés pour lever
« de l'argent, jusqu'à concurrence de 100.000 pa-
« godes qui, est-il dit, furent offertes au Commodore
« français pour prix de sa modération. »

L'assertion de Grose n'a aucune valeur ; il rap-
porte sans nul doute ce qu'il a entendu raconter
dans l'Inde sur La Bourdonnais, bruits que Duplex
avait pu faire courir.

Quant à la lettre dont parle le professeur Wilson,
ce ne peut être que le factum publié au moment du
procès de La Bourdonnais et dont l'origine est, nous
l'avons vu, assez douteuse.

Ces deux arguments étaient donc d'une valeur
extrêmement minime et incapables, à eux seuls,
d'influencer l'opinion contre La Bourdonnais. Mais
l'auteur anglais poursuit : « Il existe une preuve
« beaucoup plus claire et beaucoup plus positive de
« ce fait. Des papiers déposés actuellement dans
« India House (Law Case n° 31) datés du 3 mars
« 1752, montrent que les directeurs de cette époque
« furent convaincus, par le témoignage des membres
« du Conseil de Madras, que La Bourdonnais eut la
« promesse par écrit de 100.000 pagodes (1.000.000
« de francs) en plus des 1.100.000 padoges stipulées

1. *Mills India* (5^e édition, vol. III, p. 34 et 38).

« dans le document qui lui a été remis pour l'usage
« officiel, en considération de ce qu'il rendrait Ma-
« dras aux Anglais. Ceci nous paraît concluant.
« L'existence de cette case avait été révélée à l'auteur
« par Sir Walter Morgan, Chief Justice de la haute
« cour d'Agra. La nature de son contenu a été
« vérifié depuis sur les lieux par son ami, le profes-
« seur Fritz Edward Hall, bibliothécaire d'India
« House. »

Cette découverte eut un retentissement considérable ; les Mauriciens descendant des colons de l'île de France et qui entourent la mémoire de La Bourdonnais d'une vénération émue, clamèrent leur indignation. Un de leurs porte-paroles les plus autorisés, le célèbre statuaire Prosper d'Epinay, écrivit dans le *Gaulois* ¹ un éloquent article dans lequel il prenait, avec toute la vigueur dont il était capable, la défense du créateur de l'île de France. Mais des protestations sans réfutation ne sont que des mots, et les Mauriciens avaient beau dire : « Ce n'est pas possible », le coup porté par Malleson fut considéré comme mortel pour la réputation de La Bourdonnais. Dans la petite île restée passionnément française malgré toutes les tentatives d'anglicanisation faites durant tout le *xix^e* siècle ², on conserva pieusement sa foi dans l'honneur de La Bourdonnais. Mais en

1. *Le Gaulois*, 18 janvier 1897.

2. Pendant la guerre qui vient de finir, nombreux ont été les Mauriciens qui se sont engagés dans l'armée française et qui sont morts pour la France, leur patrie quand même, malgré tous les traités de Vienne du monde.

France les historiens les plus sérieux ¹ considéraient la cause comme entendue et tranchée ; la condamnation de La Bourdonnais n'était-elle pas à Londres dans l'India House au n° 31 de la Law Case ?

Pourtant aucun de ceux qui acceptaient si allègrement de l'étranger le rabaissement d'une de nos gloires nationales, ne pensa à vérifier, pièces en mains, l'affirmation de l'auteur anglais. Personne ne le fit, pas plus les Mauriciens que les autres, et l'équivoque dura jusqu'en 1905.

A cette date, un compatriote de La Bourdonnais, M. Herpin, président de la Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo, sollicita, au nom de la dite société, la communication des documents en question par l'entremise du Ministre des Affaires étrangères. L'ambassadeur de France à Londres fit faire à India-House la copie officielle de la cote 31 de la Law-Case. Car le compatriote du grand Malouin avait fait, en relisant Malleson, cette constatation que l'historien anglais ne publie pas la pièce prouvant la trahison de La Bourdonnais et qu'il reconnaît même ne l'avoir jamais vue.

Ces documents forment un volume intitulé : « Agissement de Mahé de La Bourdonnais, lors de la prise de Madras par les Français, en 1746. Law-Case n° 31, 3 mars 1752 ². »

Voici le résumé de ces pièces, tel que le donne

1. Ainsi Gaffarel, professeur à la Faculté des Lettres de Dijon : *Les Colonies françaises*, p. 246.

2. *Proceedings of Mahé de La Bourdonnais at the capture of Madras by the French*. Law Case, n° 31, dated 3 march 1752.

M. Herpin dans son volume sur La Bourdonnais¹.

« Lors de la prise de Madras, le conseil de la Compagnie des Indes anglaises, retiré au fort Saint-Georges, eut à se procurer des fonds nécessaires par l'occupation des Français et le rançonnement de la place. A cet effet, il s'adressa spécialement aux marchands et spéculateurs juifs, ayant pris soin de déclarer bien haut que l'existence même de Madras dépendait entièrement du succès de l'emprunt.

« Pour sauver leur commerce, ceux-ci versèrent non seulement de l'or, mais des diamants et des perles.

« Après l'évacuation de nos troupes et les lamentables événements que nous avons relatés, la compagnie anglaise dut songer au remboursement de l'emprunt qu'elle avait contracté et qui, finalement, n'avait pas eu de raison d'être.

A cet effet eurent lieu différentes assemblées générales. Finalement, le 26 juin 1751, en présence des réclamations plus ou moins contestables émanant surtout des spéculateurs juifs, il fut entendu que le conseil des directeurs aurait pleins pouvoirs pour examiner tous les billets qui avaient été souscrits, au fort Saint-Georges, par le président et son conseil, et décider s'ils devraient être remboursés, en totalité ou en partie. Pour éclairer la religion du conseil, il fut convenu que la procédure à suivre

1. *Mahé de La Bourdonnais et la Compagnie des Indes*. Saint-Brieuc, 1905, p. 197.

« consisterait dans la déposition sous serment des
« réclamants, ainsi que dans les dépositions de
« MM. Morse, Monson, Straton, Fowke et autres
« personnages porteurs eux-mêmes de billets con-
« testés, et très particulièrement mêlés à cette
« affaire puisque le traité de rançon portait leur
« signature.

« C'est de la substance de ces dépositions recueil-
« lies le 17 mars 1752, c'est de l'ensemble des ren-
« seignements rassemblés en même temps par le
« conseil des directeurs, que fut composé le dossier
« déposé à la Law Case, n° 31. Ce dossier est complété
« par une consultation de différents juristes, rela-
« tive à la validité des billets en litige, et la question
« affirmativement résolue, de savoir si le gouverne-
« ment et le conseil avaient eu le droit d'obliger la
« Compagnie anglaise par de tels billets qui avaient
« été souscrits, alors que le fort Saint-Georges était
« aux mains des Français. »

M. Herpin dépouilla les rôles de la Law Case et il arriva aux résultats suivants :

Tout d'abord est fausse l'affirmation faite par Malleson qu'à la Law Case n° 31, se trouve la preuve que La Bourdonnais eut *par écrit* la promesse de 100.000 pagodes. Non-seulement cette preuve ne s'y trouve pas, mais il s'y trouve la preuve contraire. En effet, dans l'interrogatoire de M. Fowke se rencontre cette phrase : « Au 19^e interrogatoire, il dit
« que la convention et la cause du paiement des
« 100.000 pagodes n'étaient inscrites dans aucun
« livre, l'ennemi étant en possession de la ville.

« Comme l'argent devait être payé à titre privé, cela « n'aurait pas été convenable ¹. »

Il est donc évident, d'après ces témoignages, que s'il fut entendu qu'on verserait 100.000 pagodes à La Bourdonnais, il ne put y avoir entre le conseil de Madras et lui qu'un engagement verbal. Avons-nous la preuve parfaite que cet engagement a été pris ?

Nous trouvons dans la Law Case l'affirmation positive de M. Stratton qu'au moment où fut convenue la rançon de 1.100.000 pagodes, il fut stipulé que 100.000 pagodes seraient payées à titre particulier à La Bourdonnais. C'était une condition de l'acceptation du traité de rançon ². Mais d'autres témoins, comme Georges Jones, déclarent ignorer absolument si les 100.000 pagodes étaient ou non personnellement destinées à La Bourdonnais ³. Enfin

1. To 19th Interrogatory the agreement or reason for paying the 100.000 pagodas, not ent(e)red into any book, the Enemy being possessed of the Town, and as the money was to be paid privately it would have been improper.

2. To 9th and 10 Interrogatory to the same effect, but is much more particular, and concludes his examination with saying, that he had the interest of the Company more at heart than is own Estate, and therefore if he erred, in consenting to the Ransom on the terms aforesaid, he hoped it would be imputed to an error in judgment only, for he solemnly declares, that at the time when he consented to the Ransom for 1.100.000 pagodas, no ransom would, as he believes, have been obtained, without a promise of a 100.000 pagodas being privately paid.

3. ... but to whom the said sum or any part of it was to be paid, or whether to M^r de la Bourdonnais or for his use he could not said.

un troisième groupe de témoins, dont M. Fowke, affirme que le versement de ces 100.000 pagodes fut sans aucune influence sur la teneur du traité ¹.

Ainsi donc tous ces témoignages se contredisent. Il convient de remarquer en outre que les déclarations de culpabilité émanent de porteurs de billets contestés, « qui jouent, en réalité, le rôle étrange de « témoins dans leur propre cause. »

D'ailleurs toutes les déclarations de témoins reviennent à une seule affirmation : les billets ont une juste cause et les sommes souscrites ont été versées dans la caisse de la Compagnie.

Là s'arrête, écrit M. Herpin, la documentation de la Law Case n° 31. Toute cette discussion étant d'une importance capitale, nous avons considéré comme essentiel l'examen attentif du document anglais. Quinze ans après M. Herpin nous nous sommes procuré, par l'entremise du Ministère des Affaires Étrangères, la copie in-extenso de ces proceedings. Or leur lecture attentive nous a amené à nous faire sur la question une opinion différant à la fois de celle des détracteurs de La Bourdonnais et de celle de M. Herpin.

Il y a autre chose dans la Law-case n° 31 que ce que M. Herpin y a vu. Il y a des phrases extrême-

1. To 10th interrogatory says the two articles mentionned in this interrogatory, and inserted as well in the first dr^t of articles as in those dated 10th october were not contrived to conceal from the Compagny any agreement for private payment of 100.000 pagodas, above the 1.100.000 to be payed, by the treaty.

ment importantes et inédites qui peuvent influencer défavorablement le jugement à porter sur Mahé de La Bourdonnais. Sans doute Malleson a fait une affirmation fausse en proclamant qu'à la Law-case n° 31 se trouve la preuve que La Bourdonnais a eu la promesse *par écrit* de 100.000 pagodes. Mais la Law-Case tout en déclarant qu'il n'y eut aucune promesse écrite dit pourtant ceci (13^e interrogatoire de Morse) : « Il n'y a pas eu de reçu ni demandé « ni pris pour l'argent payé privément. On ne peut « pas demander un reçu pour une telle transac- « tion. Aucun contrat n'a été fait pour rendre les « 88.000 pagodes dans le cas où le traité serait « rejeté par le Gouverneur et le Conseil de Pondi- « chéry ¹. »

Ceci expliquerait pourquoi les Anglais n'ont rien réclamé à La Bourdonnais, bien que le traité de rançon ait été violé.

Il y a aussi ce passage très précis :

(12^e interrogatoire de Morse) : « Il dit que la valeur « de 88.000 pagodes a été payée en argent, diamants, « perles et or, par lui-même, M. Monson, M. Hally- « Burton et M. Samuel Parke. Ces matières précieuses « faisaient partie de l'argent provenant des billets, « mais étaient payées à plusieurs jours. Il ne peut « se rappeler exactement les dates, mais il dit que

1. That no receipt was taken or required for the money privately paid, nor could any be insisted on in such a transaction, nor was any agreement made for returning the 88.000 pagodas in case the treaty was rejected by the Governor and Council of Pondicherry.

« de toute façon tout était payé avant le 12 octobre 1746¹. »

Que conclure si ce n'est que La Bourdonnais est un traître. C'est ici qu'il convient de suivre les textes avec une extrême circonspection et d'en faire une minutieuse analyse. Et d'abord avant d'entrer plus avant dans la discussion, faisons une remarque générale sur le texte même de la Law-Case n° 31. Ce document est dans son ensemble d'une imprécision extrême ; il est rédigé avec une grande légèreté. Les noms propres sont constamment altérés et les chiffres sont des plus fantaisistes. Il est absolument impossible de savoir, d'après la Law-Case, si La Bourdonnais a touché 88.000 ou 100.000 pagodes. Voici par exemple ce qu'on peut lire dans les interrogatoires de Morse : « Il fallait payer, en plus, avant « de signer le traité du 10 octobre, une certaine « somme se montant au total à 88.000 pagodes », et immédiatement après, au 19^e interrogatoire, il dit « que la convention et la cause du paiement des « 100.000 pagodes n'étaient inscrits dans aucun « livre². »

1. To 12 Interrogatory says the value of 88.000 pagodas was paid in money, diamonds, pearl and gold, by himself, Mr Monson, Mr Hallyburton and Mr Samuel Parks, being part of the money raised by the bonds, but being paid at several days, cant remember the exact times, howbeit says it was paid before 12th october 1746.

2. ... and a further sum was necessary to be paid befor's Signing the Treaty of 10th october, making together 88.000 pagodas.

To 19th Interrogatory the agreement or reason for paying the 100.000 pagodas, not ent(e)red into any book.

D'ailleurs le lecteur a déjà dû s'apercevoir que le rédacteur de la Law-Case n° 31 ne rapporte pas les paroles textuelles des déposants. Il donne un résumé de chaque déposition ; et lorsqu'il pense que les dires du témoin n'ont rien de bien original, il se borne à mentionner : « Speak much to the same effect with M. X. — Un tel parle dans le même sens que M. X. » Mais revenons au fond même de la discussion.

Il semble qu'après avoir pris connaissance des accusations contenues dans la Law-Case, on puisse envisager la question de deux façons différentes.

La première solution peut paraître paradoxale, mais elle est après tout plausible. En effet il est possible que La Bourdonnais ait reçu de la main à la main 88.000 pagodes. Mais ce versement n'a eu aucune influence sur le traité de rançon lui-même.

Il y a deux affaires de Madras et non une. Il faut disjoindre et étudier, d'une part, La Bourdonnais représentant du roi de France et de la Compagnie des Indes Françaises en face des représentants de la Compagnie des Indes anglaises ; et, d'autre part, La Bourdonnais traitant avec des particuliers domiciliés dans Madras.

La Bourdonnais serait coupable de trahison, s'il avait lésé les intérêts du roi ou ceux de la Compagnie. Il n'a rien fait de semblable et de plus il lui était impossible de se conduire autrement. Ce chef-d'escadre a entre les mains un ordre formel de ne prendre aucun comptoir anglais *pour le conserver*. Dès lors deux partis s'offrent à lui : raser la ville ou la rançonner. Nous avons montré dans l'étude de la

correspondance de La Bourdonnais avec Dupleix quelles raisons ont décidé La Bourdonnais à ne pas raser la ville, mais à la rançonner.

En rançonnant Madras, il obéit aux ordres du roi et procure à la Compagnie des Indes françaises plus de 10 millions de francs. Une fois le traité établi sur ces bases et au cours de la rédaction des différents articles, se présente alors une situation particulière à régler : celle des habitants de Madras.

Or d'après la doctrine officielle des jurisconsultes d'alors, un chef de corps expéditionnaire qui s'empare d'une ville devient le maître et légitime propriétaire de tout ce qu'elle contient sans aucune exception. Si le vainqueur accorde à la ville un traité de rançon, cela revient à permettre à l'ancien propriétaire de la ville de la racheter à son nouveau possesseur. Dans l'espèce, la Compagnie des Indes anglaises rachetait la ville de Madras à La Bourdonnais. Les 1.100.000 pagodes représentaient la valeur de la ville avec tout ce qu'elle contenait. Dans ces conditions les marchands ou seulement les particuliers domiciliés à Madras pouvaient du fait du traité de rançon se trouver dans la situation suivante :

Les Français s'emparant de la ville sont devenus propriétaires de tous leurs biens, denrées, marchandises diverses, meubles meublants, immeubles, etc. La Compagnie des Indes anglaises rachetant la ville devient, par cette opération, propriétaire de tous les biens des dits particuliers. Si elle les leur rend, elle exigera d'eux le paiement de la valeur de ces marchandises, maisons d'habitation, etc., etc. En fin de

compte ce ne sera pas la Compagnie des Indes Anglaises qui paiera aux Français la rançon mais bien les habitants de Madras. Morse et les Conseillers sont les premiers touchés dans l'aventure puisque, en dehors de leurs fonctions à la Compagnie, ils font du commerce pour leur propre compte, comme tout le monde alors dans les Indes. Ils sont donc qualifiés pour exposer la situation à La Bourdonnais et lui demander de prendre dans le traité de rançon les précautions nécessaires pour dégrever les particuliers de toute charge et faire supporter à la Compagnie anglaise la totalité de la rançon. De leur conversation avec La Bourdonnais résulte l'article 13 du traité de rançon :

« On n'entend point comprendre dans le rachat
« de la ville les meubles meublants, les effets, les
« maisons de messieurs les Anglais, les ayant exemp-
« tés de pillage par pure politesse et générosité,
« excepté les agrès, apparaux et vivres qui appar-
« tiennent en entier à messieurs les Français, comme
« il est dit à l'article IV. »

Et c'est à propos de cet article 13 que les commerçants de Madras offrent à La Bourdonnais un présent de 100.000 pagodes pour le remercier du service signalé qu'il vient ainsi de leur rendre.

Il est vrai que dans la Law-Case, Morse ne raconte pas les choses de cette façon. On lui fait dire ceci :
« Lui et M. Monson ont entendu dire de La Bour-
« donnais qu'il devait payer (lui Morse) 100.000 pa-
« godes s'il voulait que la convention fut exécutée.
« Il a communiqué les dites informations à son con-

« seil qui a décidé de payer ; mais il dit que cet argent n'a pas été demandé pour donner satisfaction aux articles 15 et 16 » (il veut dire 12 et 13, rectification en est faite par Stratton dans son 8^e interrogatoire). Cette dernière phrase c'est l'accusation de trahison nettement articulée : si les 100.000 pagodes n'avaient pas été versées, La Bourdonnais n'aurait pas consenti le traité de rançon.

S'il y avait unanimité entre tous les déposants, cette assertion serait d'une gravité relative. « Relative », disons-nous, car nous verrons plus loin que tous ces porteurs de billets contestés avaient intérêt à charger La Bourdonnais.

Or, il n'y a pas unanimité de témoignages. M. Fowke dit : « qu'il diffère sur tous les agissements du Conseil dans cette circonstance ; il diffère également dans les interprétations et conjectures des autres déposants. Mais il s'accorde avec eux sur le fait principal, à savoir la réalité du paiement des 88.000 pagodes à M. de La Bourdonnais. »

Mais si l'on ne donne pas entière créance aux dépositions de la Law-Case, comment peut-on les expliquer ? Voici :

Pour protéger leurs marchandises particulières, Morse et les autres commerçants ont versé 100.000 pagodes. Dupleix, sur ces entrefaites, viole le traité de rançon et Paradis, son représentant, s'empare de vive force des clefs de tous les magasins particuliers de Madras. Comme dès lors les Français n'ont pas tenu leurs engagements, la Compagnie des Indes anglaises n'a pas à tenir les siens : elle ne paiera

donc pas les 1.100.000 pagodes. Mais dans cette occurrence les malheureux commerçants de Madras qui ont cru faire une heureuse opération en versant 100.000 pagodes à La Bourdonnais sont doublement frustrés puisqu'ils sont dépouillés par Paradis des marchandises rachetées à La Bourdonnais. Rien d'étonnant dès lors à ce que ces porteurs de billets se tournent vers la Compagnie des Indes anglaises et essaient de lui faire supporter la perte qu'ils ont encourue. Ils ont tout intérêt à se soutenir les uns les autres puisque c'est leur argent qui est en jeu. Puis le paiement ayant été fait de la main à la main, nulle trace écrite n'en reste : c'est la seule affirmation de Morse, qui va en faire revivre les circonstances concomitantes, car cette unanimité qui peut impressionner à la lecture de la Law-Case ne porte en fait que sur la réalité du paiement. Seuls Morse et Monson affirment que sans ce versement le traité de rançon n'aurait pas été conclu. Stratton le croit seulement, mais Fowke, nous l'avons déjà dit, pense, au contraire, que ce versement n'avait pas eu d'influence sur le traité de rançon. Quant aux financiers juifs, ils ne rapportent que ce qu'ils ont entendu dire.

Maintenant doit-on s'étonner que la Compagnie anglaise ait payé les sommes demandées ? — Non, car les moyens d'investigation étaient fort minces et, après l'audition des porteurs de billets, après une consultation juridique qui lui conseillait de payer, il lui était bien difficile de refuser de s'exécuter. Dans le doute elle condamnait La Bourdonnais, comme dans le doute on l'acquittait à Paris.

Faut-il déduire de cette longue discussion que La Bourdonnais fut un malhonnête homme, sinon un traître avéré ? Sur quoi se baser pour porter une telle accusation ? Pourquoi faire entièrement crédit aux affirmations des Anglais, fortement suspects, étant employés de la Compagnie anglaise, d'avoir voulu sauver leur fortune propre en faisant payer les frais par leurs patrons ? Pour être impartial, en admettant même la version des Anglais, ne pourrait-on pas penser que La Bourdonnais, recevant d'eux cette « épeingle », eut la conscience parfaitement tranquille. Il avait rempli son devoir vis-à-vis du roi et de la compagnie. Il lui semblait n'accomplir alors qu'un acte commercial. Ajoutons une fois de plus que la notion toute moderne de commerce avec l'ennemi ne pourrait, sans de graves dangers pour la vérité historique, être transposée dans les Indes à l'époque qui nous occupe. Si Dupleix n'avait pas reçu en temps voulu les 40.000 marcs que La Bourdonnais lui apportait de France, il aurait dû vendre ses récoltes aux Anglais contre qui la France et lui-même étaient en guerre. Il faut regarder les hommes de l'histoire sans haine ni parti-pris. L'aventure de Madras n'est pas de celles qui ruinent la mémoire d'un grand homme. L'œuvre antérieure de La Bourdonnais demeure inattaquée, sa gloire de grand Français ne doit pas en être ternie. « Il n'est pas d'homme, si grand soit-il, a écrit M. Martineau dans la préface de son récent volume sur Dupleix, qui n'ait ses faiblesses... c'est l'histoire d'un homme que nous écrivons et non celle d'un demi-dieu. »

Ce point de vue apparaît donc comme fort soutenable et pourtant ce raisonnement n'est pas exempt de graves critiques. Le document de la Law-Case ne nous paraît pas être une base suffisamment solide pour étayer une si grave accusation ou même un doute si persistant. Les déposants devant le Conseil de la Compagnie des Indes anglaises sont trop intéressés à charger La Bourdonnais, alors qu'ils parlent à huis-clos sans avoir à craindre que l'écho de leurs affirmations arrive jusqu'à Paris. Morse et Monson n'auraient peut-être pas été aussi affirmatifs s'ils étaient venus déposer au procès de La Bourdonnais et avaient été confrontés avec l'accusé. Le 20 juin 1750, le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères de France donnait l'ordre à Dupleix d'envoyer à Paris les deux Anglais qui étaient ses prisonniers¹. Or ils n'arrivèrent jamais, ne déposèrent jamais et ne firent entendre leur voix accusatrice que deux ans plus tard et avec toutes les garanties nécessaires pour qu'on n'en sût rien dans le public. Est-il vraisemblable que Dupleix, animé de la haine que nous lui connaissons contre La Bourdonnais, ait laissé échapper cette occasion unique de faire, une fois pour toutes, la lumière sur cette affaire. S'il n'envoya pas en France ses prisonniers, c'est que ceux-ci n'avaient rien à dire.

En somme, « l'affaire de Madras » restera toujours entourée d'un certain mystère. Aucun document

1 Arch. des Affaires Étrangères. Asie. Mémoires et documents, 12-189.

n'existe qui prouve la culpabilité de La Bourdonnais. Notre opinion est que le jugement de l'histoire doit être celui de la Chambre de l'Arsenal. Cinq voix pour dire : « Nous ne savons pas et ne saurons jamais ; qu'il soit libre ; quatre voix pour dire : « Il est innocent, qu'on le relâche. »

L'emblème de la justice est une balance. Prenez les éléments de cette cause célèbre et chargez les plateaux. Dans l'un vous mettrez tous les éléments douteux, toutes les affirmations contradictoires, toutes les possibilités de culpabilité. Dans l'autre vous placerez les îles sœurs et leur prospérité, la victoire de Négapatam, la gloire immortelle d'avoir pris le Londres indien, le fait que jamais, dans aucune entreprise de La Bourdonnais, les intérêts de la France et ceux de la Compagnie des Indes n'ont été lésés. Jetez encore dans le plateau de cette balance, les 26 mois de secret à la Bastille et toutes les souffrances endurées dans sa longue carrière de colonial. Ne croyez-vous pas que ce plateau-ci doive l'emporter ?

CHAPITRE XVIII

CONCLUSION

« Des hommes entreprenants, dit Voltaire, qui
« auraient languì inconnus dans leur patrie, se pla-
« cent et s'élèvent d'eux-mêmes dans ces pays
« lointains où l'industrie est rare et nécessaire. Un
« de ces génies audacieux fut Mahé de La Bourdon-
« nais, natif de Saint-Malo, le Duguay-Trouin de
« son temps, supérieur à Duguay-Trouin par l'in-
« telligence et égal en courage ¹. »

Si l'on embrasse d'un rapide coup d'œil l'ensemble de la vie de La Bourdonnais, si, après l'exposition de cette vie, on réfléchit sur l'œuvre qu'il sut accomplir en quarante-trois ans, on reste saisi par un sentiment d'admiration. Mais si l'on ramène sa pensée au résultat que la France a tiré de tant d'activité et de tant de génie, on ne peut se défendre d'une incommensurable tristesse. L'Inde, où toute sa vie il rêva de donner à la France la première place, est tout entière à ceux qu'il vainquit et sur terre et sur mer. L'Ile de France, son œuvre, qu'il sortit toute de l'état sauvage, et dont il fit la perle de la mer des Indes, est à ceux contre qui il s'était promis de

1. *Fragments historiques sur l'Inde*. Article III.

la garder inviolable. Mais là pourtant il imprégna si fortement la terre du sceau de la civilisation française, qu'un siècle de domination anglaise n'a pu parvenir à entamer l'amour pour la France des descendants actuels des colons de La Bourdonnais, qui n'ont cessé de protester contre leur annexion à l'Angleterre et qui s'efforcent, à l'heure actuelle, d'obtenir leur retour à leur véritable patrie.

« La France, a écrit Barchou de Penhoën, n'a pas « produit d'homme plus étonnant que La Bourdonnais. » Et en effet, pour qui étudie en détail la vie de cet extraordinaire organisateur, La Bourdonnais apparaît avec quelque chose de déconcertant. A chaque page de son histoire se dressent des obstacles qu'on croit insurmontables ; un plan mûrement combiné s'effondre : et pourtant il surmonte les pires obstacles ; à peine un plan est-il détruit qu'il en échafaude un nouveau.

La Bourdonnais est surtout connu par ses démêlés avec Duplex, mais la partie de sa vie qu'il passe comme gouverneur des Iles Sœurs est celle où il se montre surtout supérieur. « Cet homme extraordinaire, disait de lui un de ses successeurs, le chevalier Desroches¹, distinguait mieux les objets à travers l'épaisseur des forêts que d'autres ne les aperçoivent depuis que le pays est découvert. »

Nous avons exposé, dans le courant de cet ouvrage, les projets qu'il formait pour l'avenir de ses chères îles ; les années qui suivirent donnèrent raison à sa

1. Lettre adressée au Ministre de la Marine en 1769.

manière de voir. L'Ile de France, magasin de la Compagnie, forteresse imprenable à mi-chemin de la France et de la péninsule indoustannique, hâvre sûr où les vaisseaux des Indes comme ceux d'Europe pouvaient se radouber en toute tranquillité, était une menace constante pour les possessions anglaises de l'Extrême-Orient, et cela, c'était la possibilité d'un grand empire colonial français dans l'Inde.

Ce qu'on pouvait faire avec l'Ile de France, il en donna une preuve éclatante en y organisant de toutes pièces une expédition maritime, après dix ans seulement de vie et alors qu'elle ne faisait que commencer à prendre figure de pays exploité.

« L'histoire coloniale de l'Angleterre, celle de la France et de la Hollande, de l'Espagne et du Portugal ont enregistré bien des changements depuis 1746, a écrit l'auteur anglais Sir John Pope Hennessy¹, mais il n'y a pas d'exemple qu'un gouverneur colonial ait formé sur les lieux un corps d'armée local pour une conquête étrangère telle que la conquête de Madras préparée à l'Ile Maurice. » Et un autre écrivain anglais, Sir George Bowen, confirme en ces termes la manière de voir de La Bourdonnais en ce qui concerne l'Ile Maurice : « Je trouve qu'en général l'on ne se souvient pas en Angleterre que les événements qui se rattachent à cette petite île (Maurice) ont eu une puissante influence sur l'histoire du monde oriental ainsi que sur celle du

1. *Letters from Mauritius in the Eighteenth Century* by Grant, baron de Vaux, Mauritius, 1886. Introduction, p. II.

« monde occidental. Ce fut en effet à l'Ile Maurice
« (connue alors sous le nom de l'Ile de France) que le
« fameux gouverneur français, La Bourdonnais,
« homme doué de grandes qualités et de grandes
« vertus, comme l'écrit Macaulay dans son essai sur
« Clive, conçut le premier la grande idée de fonder
« un empire européen dans l'Inde. » Nous avons vu
que cette grande œuvre, il ne l'accomplit pas, parce
qu'il ne fut pas soutenu par la France et qu'il se
heurta à Duplex.

Nous avons vu également ce qu'était alors la direction de la Compagnie des Indes et les conséquences désastreuses de l'hostilité constante de ses financiers contre La Bourdonnais : « D'une nature aristocratique, d'un caractère vigoureux jusqu'à la violence, pour accomplir ses projets il ne reculait devant aucun obstacle ni aucune inimitié¹. » Les directeurs ne purent jamais s'accomoder de ses coups de boutoir. Un jour l'un d'eux lui demandait avec insolence : « Mais enfin, comment avez-vous si bien fait vos affaires et si mal celles de la Compagnie. » Et La Bourdonnais, de lui répondre, du tac au tac : « C'est que j'ai fait les miennes suivant mes lumières et les vôtres suivant vos instructions. »

Ce caractère franc et violent l'avait vite rapproché d'un autre homme comme lui doué d'une violente franchise ; le contrôleur général Orry. Lui seul de tous ses contemporains comprit les plans de La Bourdonnais et il fit tous ses efforts pour l'aider.

1. Xavier Marmier, *En pays lointains*. Paris, 1876.

Lorsqu'il est nécessaire, il intervient, même de la façon la plus comminatoire, pour trancher les différends qui s'élèvent entre le gouverneur et les directeurs de la Compagnie, comme en 1740. C'est lui qui soutient le courage de La Bourdonnais, qui refuse sa démission, qui lui donne des plans de campagne qu'il rend à dessein suffisamment imprécis pour laisser toute latitude au génie improvisateur de son protégé. Et La Bourdonnais lui voue une grande reconnaissance : lors de la naissance de son second fils ¹, c'est à Orry qu'il demande de lui faire l'honneur d'être le parrain de son enfant, ce que le contrôleur accepte. Il a pour commère sa belle-sœur, M^{me} Orry de Fulvy. Mais à la chute d'Orry, La Bourdonnais perd tout appui dans le gouvernement ; contre les accusations qui se dressent de toutes parts, il n'a plus que le secours de sa voix qui crie son innocence.

Il a été de mode d'exalter Dupleix et de rabaisser La Bourdonnais ; mais depuis le remarquable et savant ouvrage de M. Cultru, Dupleix se trouve remplacé dans le cadre d'où il n'aurait jamais dû sortir. Sans doute le gouverneur de Pondichéry était un homme remarquable, doué d'une lumineuse intelligence des choses du commerce et fort au courant de la diplomatie indienne. Mais il est exagéré de lui attribuer ces vastes projets, ces combinaisons profondes dont ses turiféraires se sont plu à le parer : « Dupleix n'a rien prévu, n'a rien dirigé, dit Cultru ²,

1. Ce Philibert François, oublié jusqu'à ce jour, et dont j'ai signalé l'existence au chapitre v.

2. *Op. cit.*, p. 371.

« la fortune lui a fourni des occasions dont il a su
« profiter. Un hasard lui fit comprendre qu'il pou-
« vait conquérir un monde, il ne l'a pas conquis lui-
« même parce qu'il n'a pas eu assez tôt la claire
« vision du but vers lequel l'entraînait la course
« inéluctable des faits, parce que ceux dont il dépen-
« daient n'avaient pas reçu plus que lui le don de la
« divination, parce qu'enfin ils étaient des hommes
« médiocres en bien comme en mal et incapables de
« rompre le joug de leurs habitudes. »

A cette appréciation de l'éminent historien, nous nous en voudrions de ne pas placer sous les yeux du lecteur celle de l'homme au prestigieux talent, qu'est Maurice Maindron. Qu'on nous pardonne de citer dans une étude historique l'opinion d'un littérateur. C'est qu'aussi bien Maindron était un érudit, et que ses missions archéologiques dans l'Inde ont mis à même d'étudier de près notre lamentable histoire dans la péninsule : « Je n'ai jamais vu en « Dupleix, dit-il ¹, qu'un brasseur d'affaires. Cette « catégorie d'industriels a ses héros et ses saints. « Dupleix faisait « des affaires », et c'est pourquoi « son nom est devenu populaire parmi les politi- « ciens et les gens d'affaires. Il est représentatif au « suprême degré. Il personnifie les grandes « affaires « coloniales ». Au risque de me répéter, je vous « avouerai que si ce « colonial » avait vécu de nos « jours, je me serais montré fort surpris de ne pas « trouver son nom sur la liste des « hommes d'affai-

1. *Dans l'Inde du Sud. — Le Carnatic et le Maduré*, p. 265.

« res du Panama ». Certains de ces noms me font
« d'ailleurs penser à Dupleix.

« Le gouverneur de Pondichéry connaissait donc
« trop bien « les affaires » pour laisser ses fonds ou
« ceux de ses amis dormir sans rapporter. Il les plaça
« dans des entreprises politiques tout comme il les
« eut placés dans une cargaison de mousselines du
« Bengale, de porcelaines de Chine ou de laques du
« Coromandel. Les placements ne furent pas toujours
« heureux, et ses épargnes ou ses fonds de roulement,
« ainsi que vous voudrez les nommer, firent en lan-
« gage d'agio, « la culbute », se triplèrent, se décu-
« plèrent, se centuplèrent jusqu'à ce que le « krack »
« final emporta l'homme et l'argent. »

Ceci n'empêche pas, dira-t-on, que Dupleix est
l'immortel défenseur de Pondichéry. Certes, pendant
le siège de la ville, son gouverneur se couvrit de
gloire ; mais cette gloire, il la dûit au coup de vent
du 13 octobre et à La Bourdonnais. Après la des-
truction de son escadre, l'amiral dûit laisser à terre
900 soldats blancs et 300 Cafres, qu'il ne pouvait pas
embarquer sur les quelques vaisseaux qui lui res-
taient. Ce fut avec le secours de ces troupes que
Dupleix put défendre Pondichéry. S'il s'était trouvé
réduit à ses 426 hommes et à ses Cipayes, comment
aurait-il pu résister à l'escadre de Boscawen ?

Si La Bourdonnais avait été autre, si son caractère
avait été plus souple, s'il avait eu plus de diplomatie
dans ses rapports avec Dupleix, il n'aurait pas heurté
dès l'abord le caractère orgueilleux à l'excès de celui
que les Indous appelaient « votre divinité ». Pour

soutenir ses vues, Dupleix donnait des arguments plausibles et ces raisons convainquaient ceux auxquels il les exposait avec talent. « Quand on les « écoutait, disait Poivre en parlant des deux adversaires, on donnait raison à l'un et à l'autre. » Il y eut de la fatalité dans l'affaire de Madras. Faut-il l'attribuer à ce que les pouvoirs de La Bourdonnais n'avaient pas été suffisamment délimités par rapport à ceux de Dupleix ? Évidemment plus de netteté eut été désirable. Mais comment n'y aurait-il pas eu confusion dans les Indes, alors qu'à Paris même les directeurs de la Compagnie et les ministres donnaient à la fois des ordres contradictoires.

Certains ont rejeté les fautes commises sur Louis XV et derrière lui sur la Monarchie. Nous pensons que sous n'importe quelle autre forme de gouvernement il en eut été de même. Si les affaires coloniales allaient si mal, c'est que cela n'intéressait personne. On connaît le mot attribué à Choiseul alors que notre empire colonial s'effondrait : « Monsieur, quand la maison brûle on ne s'occupe pas des écuries », et la phrase de Voltaire sur les arpents de neige du Canada est devenue célèbre. Chacun pensait de même en France, et cette indifférence où nous étions de tout ce qui touchait cette importante question n'est pas un attribut de la royauté. Pendant la période révolutionnaire et sous l'Empire, nos colonies de la mer des Indes furent si complètement abandonnées à elles-mêmes que les habitants de l'Ile de France furent obligés pour vivre de s'adonner à la course, industrie qui d'ailleurs leur fut

facilitée par les aménagements faits dans l'Île par La Bourdonnais.

Quoiqu'il en soit, et ce sera la gloire immortelle de Mahé de La Bourdonnais, lui seul vit ce que pourrait tenter la France en Extrême-Orient ; et s'il avait été tant soit peu aidé, il réussissait par mer le rêve que Bonaparte caressait lorsqu'il entreprit la campagne d'Égypte, et qui, des siècles durant, hanta les esprits de tous les Européens : atteindre l'Inde et s'en emparer.

Il a échoué, mais malgré son échec et à cause de « l'Étoile et la Clef de la mer des Indes ¹ » qu'il nous a donnée, il mérite largement l'épithète qu'au passage lui décerne le grand Anglais Macaulay : « A man of eminent talents and virtues. »

1. On sait que les armes de l'Île de France portent cette belle devise : *Stella clavisque Maris Indici*.

FIN

Vu, le 30 mars 1922.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

FERD. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

P. APPELL.

INDEX

DES NOMS PROPRES

A

ACHERY (D'), 128.
ALBERT (D'), 227.
ANANDARANGAPOULLÉ, 239,
257, 258, 299 et suiv., 324
et suiv., 330, 333, 341, 385.
ANAWERDI-KAHN, ou ANWAR-
ODEAN, 237, 353.
ANDRÉ, 408, 433.
ANGRIA (CONAGY), 17, 18.
ANTIN (D'), 147.
AUGER, 239, 357.
AURENG-ZEB, 155.
AUTEUIL (D'), 305, 329, 367.
AZÉMA, 118.

B

BABA (Adrien), 204.
BADWEL (William), 400.
BARA-ÇAHIÏB, 163, 267.
BARBARAN, 234.
BARNEVAL, 309.
BARNEVAL (M^{me}), 298, 311,
315.
BARNETT, 482 et suiv.
BARTHELÉMY, 293, 329, 342
et suiv., 358 et suiv., 441 et
suiv.

BARVILLE (DE), 411, 412, 433,
434.
BATH (Le Père), 428.
BAUQUENCOURT, 405.
BAYANOR, 13, 165, 171.
BÉARD,
BEAUVOLLIÉ DE COURCHANT,
14.
BELCOURT (DE), 128, 132, 133.
BELLEVAL (DE), 118.
BERNARDIN DE SAINT-PIERRE,
32, 42, 43, 47, 48.
BERTIE (Lord Thomas), 215.
BERTIN, 407.
BESSON, 93.
BIARD, 343.
BIGNON, 407.
BOCAGE, 365.
BONNEAU, 265, 292, 342 et
suiv., 347, 369, 425, 426,
446.
BORTHON (L'abbé), 64.
BORY DE SAINT-VINCENT, 34.
BOUCHER, 68.
BOURDAS, 94.
BOURDEAU, 231.
BOUVET, 421.
BOWEN (Georges), 67, 473.
BOYELLEAU, 232.
BROWN (Le Père), 30, 52, 53.
BRUEL, 329.

BRUYÈRES, 293, 357.
BURY (DE), 357 et suiv., 447.

C

CAÏLLE (Abbé DE LA), 25, 29.
CAIREFOUR, 283.
CARPEAU DU SAUSSAY, 29, 30.
CARTERET (Philippe), 215.
CASTANIER, 228-231.
CAVALIER, 226, 228.
CAYLUS (DE), 396, 397, 401.
CHAMPIGNON, 239.
CHANDA-ÇAHIB, 157, 163, 164, 267.
CLIVE, 51.
COMBAULT D'AUTEUIL (Élisabeth de, Mme de La Bourdonnais), 148, 427, 434, 450.
COSSIGNY (DE), 22, 81, 92 et suiv., 162, 204.
COSSIGNY (Mme DE), 103.
COTTEREL, 231.
COURTEILLE (DE), 407.
COURTIN, 232.

D

DAVID, 286, 393.
DEIDIER, 13, 14.
DELARCHE, 329.
DELAVAL (Mlle), 68.
DESFORGES-BOUCHER, 205, 274, 279, 292, 306, 342 et suiv., 413.
DES FOURNEAUX, 93.
DESJARDINS, 209, 283, 445, 448.
DESMARETS, 358.
DESPONTES-JEAN (Louis), 76.
DESTIMOUVILLE, 170.
DESVAUX-DUMORIER, 450.
DIMHOF (baron de), 279.
DIROIS, 247.

DOST-ALI-KHAN, 156 et suiv.
DOUBLET DE PERSAN, 407.
DROUET, 232.
DUCOULOMBIER JOLIFF, 169.
DUCROS, 24, 48, 49.
DU DÉSERT, 343, 378.
DUFRESNE (Guillaume), 41.
DUFOUR DE VILLENEUVE, 407, 411 et suiv., 424.
DUGUAY-THOUIN, 69.
DULAUERNS, 329, 342, 343, 446.
DUMAS, 116, 156 et suiv., 123, 125, 126 et suiv., 181, 228, 232, 248, 251, 266.
DUMONT, 116, 274.
DUPARC, 424.
DUPLÉIX, 184 et suiv., 230, 231, 232, 237 et suiv., 310, 311, 323 et suiv., 329 et suiv., 430, 431, 432, 439 et suiv., 445 et suiv., 468, 469, 474, 475, 476, 477, 478.
DUPLÉIX DE BACQUENCOURT, 245, 432, 435.
DUVELAËR, 228, 252.

E

EPREMESNIL (D'), 94, 228, 293, 304, 305, 324, 330, 333, 341 et suiv., 357 et suiv., 369, 373, 375, 383, 385, 413, 421, 422, 423, 426, 428, 441, 446.
EPINAY (Prosper D'), 455.
EPINAY (Adrien D'), 98.
ERNOUF, 231.
EYRE (Thomas), 385.

F

FLACOURT, 39.
FLEURY (Cardinal), 128, 132, 135, 137, 171, 172.

FOLLARD (DE), 70.
 FONTBRUNE (DE), 343.
 FOURNIER, 231.
 FOWKE, 458, 460, 466.

G

GALLARD, 421.
 GARNIER-DUFOUGERAY, 41.
 GENNES (DE), 410, 450.
 GIBLOT, 68, 95.
 GODEHEU, 228.
 GOLLARD, 232.
 GOSSELIN, 40.
 GRANT (Baron DE VAUX), 36,
 43, 46.
 GRANVILLE (DE LA), 407.
 GRIFFET (Le Père), 407, 440.
 GRIFFIT (Capitaine), 215.
 GRIMAUD (Mlle), 68.
 GROSE, 453, 454.
 GROSSEN, 181.
 GUÉDON, 169.
 GUILLARD, 347, 446.

H

HALLY-BURTON, 312, 319, 461.
 HARCOURT (D'), 128.
 HARDANCOURT, 128, 252.
 HARGENVILLERS, 108.
 HARQUIN (Françoise), 5.
 HARRYS (Edward), 385.
 HAUTERIVE (D'), 93.
 HAYE (DE LA), 140.
 HENNERY (D'), 406.
 HERMENT, 407.
 HERPIN, 456, 457, 458, 460.

I

IGOU (L'abbé), 64, 117.
 INDINARAM, 233.

J

JOANIS (DE), 234, 329.
 JONES (Georges), 459.

K

KÉRANGAL (DE), 424.
 KERJEAN (Mlle DE), 232.
 KERJEAN (DE), 421, 422, 428,
 429.

L

LABAT (Le Père), 58.
 LA BAUME (DE), 220.
 LA BRIEUGNE, 231.
 LA CHAISE (DE), 343.
 LA FARELLE (DE), 251.
 LAMBERT, 407.
 LA MICHAUDIÈRE (DE), 407.
 LA PORTE-BARRÉ (DE), 209,
 273, 293, 295, 298, 304, 310,
 343, 384.
 LA RIGAUDIÈRE (DE), 423.
 LA ROCHALART, 147.
 LA TOUR (DE), 443, 444, 447.
 LAUNAY (DE), 409.
 LE BON, 230.
 LE BRUN, 231.
 LE BRUN DE LA FRANQUERIE
 (Anne-Marie) (Mme DE LA
 Bourdonnais), 20, 101, 117.
 LE COINTE, 5.
 LE GENTIL, 30.
 LE GUAT (FRANÇOIS), 24, 37.
 LE MAIRE, 232, 446.
 LENOIR, 16, 226, 228, 231, 247,
 252.
 LE RICHE, 273.
 LE ROY (Laurence), 4.
 L'ESQUELIN (DE), 213, 214.

L'HERMITTE (DE), 203-204.
LOBRY (DE), 343.

M

MACHAULT D'ARNOUVILLE, 373, 409.
MACAULEY (Lord), 67.
MAFOUZ-KHAN, 336, 337, 338, 441, 442, 444, 445.
MAHÉ (Colin), 4, 5.
MAHÉ DE LA BOURDONNAIS (François-Gilles), 117.
MAHÉ DE LA BOURDONNAIS (Philibert-François), 118.
MAHÉ DE LA BIGOTIÈRE (Bertrand), 4.
MAHÉ DE MESCOMEUR (Gilles), 5.
MAHÉ DE LA VILLAYS (Bernard), 5.
MAHÉ DE LA VILLAYS (Jacques), 4, 5.
MAHÉ DE LA VILLEBAGUE, 143, 239, 266, 348, 369, 384, 410, 424, 425, 426, 445, 447, 448.
MAINVILLE (DE), 424.
MANO, 424.
MARMIER (Xavier), 51.
MAUPIN (DE), 69, 82, 93, 94.
MAUREPAS (DE), 117, 118, 132, 137, 139, 140, 143, 147, 401 et suiv., 406.
MALLESON, 453 et suiv.
MICHÉ DE ROCHEBRÛNE, 406.
MIRAN, 357, 446.
MOLLANDIN, 13, 14.
MOMBAZE, 13, 16.
MONSON, 312, 385, 430, 458, 461, 465, 467, 469.
MONTARAN (DE), 435.

MONTIGNY (dit DESJARDINS), 412, 424, 433.
MONTLEZUN-PARDIAC (M^{me} DE), 65.
MORANCIN, 232.
MOREAU, 232.
MORIN, 420, 421, 423, 427.
MORSE, 308, 312, 314, 316, 318, 319, 368, 385, 426, 430, 447, 458, 461, 462, 465, 466, 467, 469.

N

NADIR-CHAH, 155.
NAYNA, 448.
NIZAM-OU-L-MOULK, 164.
NORTHESK (Lord), 215, 273, 274.
NYON (DE), 97.

O

O'FRIEL, 348, 349, 430, 431.
ORDELIN (D'), 317, 332, 375, 379, 381, 382, 386 et suiv., 440.
ORRY, 20, 22, 79, 92, 132, 137, 140 et suiv., 146, 176, 177, 189, 224, 259, 304, 330, 372, 405, 413, 415, 474, 475.
ORRY DE FULVY, 20, 93, 94, 95 et suiv., 104, 132, 143, 257, 299, 372, 405.

P

PARADIS, 274 et suiv., 283, 304, 324, 326, 330, 332, 333, 335, 357, 360, 373, 444 et suiv.
PARDAILLAN-GONDRIN, 14, 15, 129.
PARIS DE MONTMARTEL, 405.

PARIS DU VERNET, 405.

PARKE, 461.

PAYEN (LOUIS), 40.

PUYMORIN, 427.

PENNELAND (DE) OU PENLAN,
169, 343.

PERREIRO (Francisco), 311,
312, 316.

PEYTON, 182, 183, 215, 217
et suiv., 273, 318, 374, 375,
440.

PICAULT (Lazare), 181, 182.

PICHARD, 424.

POMPADOUR (Marquise DE),
404, 431, 432.

POIVRE (Pierre), 137, 478.

PUEL, 214.

R

RAGOGI-BONSOULA, 157 et suiv.

RAMACHANDRARAYAN, 325.

RANCHÉ (DE), 396.

REINE (Pierre-Laurent DE), 75,
76.

REYNAUD, 118.

RIBETIÈRE DE LA VILLEGAGUE
(Athanase), 76.

RICHELIEU (Maréchal de), 431,
432.

ROCHE, 421.

ROLLET, 423.

ROMAN, 93.

ROQUEFEUILLE (DE), 147.

ROSTAING (DE), 170, 203, 205,
et suiv., 273, 279, 285, 298,
306, 308, 322.

ROUILLIÉ, 373.

S

SABDER-ALI, 160, 161.

SAINTARD, 228.

SAINT-GEORGES (DE), 227.

SAINT-MARTIN (DE), 102, 103,
118, 119, 195.

SAINT-PAUL (DE), 232.

SAINT-PRIEST (DE), 407.

SAVAGE (John), 385, 430, 431.

SCHONAMILLE, 313.

SELLE (DE), 343, 384.

SICRE DE FONTBRUNE, 273,
279.

SORNAY (DE), 96, 97, 105, 106,
206.

STEVENS (Nath.), 215.

STRATON, 385, 458, 459.

SUFFREN (Bailli de), 37.

T

THÉROUART DE LA GATINAIS,
408, 411, 424, 433.

THORET, 170.

TIROUVENGADEN, 324, 330,
333.

TRANCHANT DE PREBOIS, 4.

TROMELIN (DE), 90.

TRUBAINE, 407.

V

VINCENS, 248.

VINCENS (M^{me}, Jeanne Albert)
(puis M^{me} Dupleix), 248,
249, 326.

VINCENS (Rose), 249.

VOISINS (DES), 407.

WILSON (H.), 453, 454.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....		v
INTRODUCTION.....		xv
BIBLIOGRAPHIE.....		xxiii
CHAPITRE	I. — Enfance et Jeunesse.....	3
CHAPITRE	II. — Les Iles sœurs.....	23
CHAPITRE	III. — La vie à l'Île de France et à Bourbon à l'arrivée de La Bourdonnais....	39
CHAPITRE	IV. — Le gouvernement de La Bourdon- nais.....	65
CHAPITRE	V. — Premières difficultés.....	91
CHAPITRE	VI. — Le séjour de La Bourdonnais à Paris.	127
CHAPITRE	VII. — Les Mahrattes dans le Carnatic. — La délivrance de Mahé.....	151
CHAPITRE	VIII. — ^F _L La guerre avec l'Angleterre.....	175
CHAPITRE	IX. — L'escadre à l'île Marotte. — La ba- taille de Négapatam.....	197
CHAPITRE	X. — La Compagnie des Indes à l'époque de La Bourdonnais.....	223
CHAPITRE	XI. — Arrivée de la flotte française à Pon- dichéry. — Dupleix.....	237
CHAPITRE	XII. — L'insaisissable escadre anglaise....	269

CHAPITRE XIII. — La Bourdonnais part pour Madras. — Siège et prise de la ville.....	297
CHAPITRE XIV. — Le traité de rançon.....	329
CHAPITRE XV. — Derniers jours de la lutte. — L'ouragan du 13 octobre.....	367
CHAPITRE XVI. — La Bastille.....	393
CHAPITRE XVII. — Le sort de Madras. — Mort de La Bourdonnais	439
CHAPITRE XVIII. — Le colonel Malleçon accusateur de La Bourdonnais.....	453
CONCLUSION.....	471

1000 2000 3000 4000 5000 6000 Twiss.

